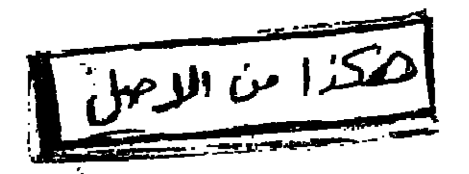


TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE Nº 11709 — MARDI 21 SEPTEMBRE 1982

PÉKIN SIGNE UN CONTRAT D'EXPLORATION PÉTROLIÈRE AVEC DEUX FIRMES AMÉRICAINES

LIRE PAGE 45

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 50 dr. ; Libye, 0,350 DL ; Irlande 70 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 350 P ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 5,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 50 esc. ; Sénégal, 290 F CFA ; Suède, 5,00 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; E.-U., 85 cents ; Yougoslavie, 55 d.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Télex Paris nº 650572 C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél. : 246-72-23

La mise en cause d'Israël dans le massacre de Palestiniens

La faillite de M. Begin

Si le chagrin et la pitié rendent lucide, l'indignation et le dégoût ont plutôt tendance à brouiller le regard. Le crime qui vient d'être commis contre des centaines de civils palestiniens de Beyrouth ne pouvait que susciter le langage approximatif de la colère ou l'exploitation intéressée de l'horreur. Il faut pourtant tenter d'en tirer les conséquences, qui sont d'ores et déjà considérables, sur l'ensemble de la situation au Proche-Orient.

Au Liban même — si fréquentes qu'y aient été les atrocités passées dans tous les camps, — la tuerie de Sabra et de Chatila, commise de sang-froid, hors de la folie meurtrière de la guerre civile, n'est aucunement perçue comme un développement ou une relance de celle-ci. Elle n'a, au demeurant, pas empêché l'islam libanais de se rallier à la candidature d'Amine Gemayel, dirigeant des Phalanges, qui va être élu président de la République plus aisément encore que ne le fut son frère Bechir. Le massacre perpétré par des supplétifs de l'armée israélienne qui usurpent le beau nom de « Liban libre » accroît encore le climat d'unité nationale que, paradoxalement, l'envahisseur aura reconstitué contre lui, achevant l'œuvre d'un trop long conflit dont chaque Libanais est las jusqu'à la nausée.

En couvrant sciemment la tuerie commise par ses valets d'armes — car nulle « bavure » n'est concevable trente-six heures durant à 200 mètres des militaires de l'État hébreu — Israël est allé au bout d'une folle logique propre à M. Begin. Fort heureusement, bon nombre d'Israéliens ne se précipitent pas avec lui dans cette paranoïa qui voit dans les « terroristes » — et chaque Palestinien est présumé tel — le mal absolu et l'engeance à exterminer. On peut espérer que la révolte et le dégoût vont faire évoluer l'opinion israélienne avant les élections générales vers des positions plus sensées. En tout cas, l'horreur qui s'étale sur les écrans de la télévision américaine poussera en cette direction — et donc vers les travaillistes — l'influente communauté juive des Etats-Unis.

La communauté internationale a-t-elle fait tout son devoir ? M. Arafat dénonce la carence de la force d'interposition, et l'on comprend aisément son amertume. Certes, les soldats américains, français et italiens n'étaient pas chargés, comme l'observe M. Cheysson, de « protéger les civils », et ils se sont rembarqués mission accomplie.

Cette mission eût pu être définie avec plus de générosité et de réalisme si les Américains, toujours sous le coup de la guerre du Vietnam, n'avaient accéléré le processus de retrait et refusé, alors qu'ils jouent dans toute l'affaire un rôle éminent, de prendre sur le terrain le moindre risque.

La tragique faillite de la « pacification » israélienne montre, en tout cas, que le Liban a plus que jamais besoin d'amis et de protecteurs ailleurs qu'à Jérusalem.

DANS LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

LES PAYS INDUSTRIALISÉS S'INTERROGENT SUR LA SORTIE DE LA CRISE

(Pages 19 à 21)

• Les forces du général Sharon ont laissé la tuerie se perpétrer pendant trente-six heures
• L'opposition travailliste demande la démission du chef du gouvernement et du ministre de la défense

Connu, samedi 18 septembre dans l'après-midi, le massacre de plusieurs centaines de civils palestiniens, dans les camps de Sabra et de Chatila, à Beyrouth-Ouest, suscite une vive émotion dans le monde.

Le Conseil de sécurité a condamné le *« massacre criminel »* au terme d'une séance houleuse et a porté de dix à cinquante le nombre des observateurs de l'ONU, à Beyrouth. Le président Reagan s'est dit *« horrifié »* et a indirectement mis en cause la responsabilité d'Israë, qui paraît lourdement engagée.. L'Egypte a rappelé en consultation son ambassadeur à Tel-Aviv. Moscou, pour sa part, s'en prend violemment à la politique américaine.

Tandis que M. Yasser Arafat attribue, dans une interview au *Monde*, l'exécution même du forfait à des militaires israéliens (voir p. 4), les informations qui affluent du Liban et d'Israël confirment que la tuerie, commise au vu et au su d'officiers israéliens, qui l'ont laissé poursuivre durant trente-six heures, a été l'œuvre — mais peut-être pas exclusivement — des miliciens du « Liban libre » du major Saad Haddad — allié d'Israël, qui aurait été vu sur les lieux.

Les responsables israéliens, plaidant la thèse de la « bavure » dont ils auraient eu trop tard connaissance, assurent n'être en rien *impliqués* dans ce drame. La presse israélienne est très sévère pour MM. Sharon et Begin dont l'opposition réclament la démission. Le président Yitzhak Navon, chef de l'Etat hébreu, a demandé au premier ministre, M. Menahem Begin de venir le voir ce lundi pour l' *« informer des récents développements »*. Cette convocation est inhabituelle.

A Paris, M. Mitterrand, qui a reçu un appel à l'aide de M. Arafat, a publié, samedi soir, une déclaration exprimant sa *« réaction d'horreur »* et annonçant que la France est *« décidée à agir de nouveau »* pour faciliter la mise en œuvre de *« règlements pacifiques »*. Alors que l'ambassadeur d'Israël en France dénonce *« ce qui se passe dans les médias depuis quarante-huit heures est un appel au meurtre contre tout Israélien et tout juif »*, la C.G.T. et le P.C. et plusieurs autres organisations de gauche appellent à une manifestation, à 18 heures, de la Nation à la République.

La mort à ciel ouvert...

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Comment dire l'horreur ? Quand tant de clichés l'affadissent, tant de superlatifs la trahissent, quand trop de mots l'ont rendue ordinaire et trop d'images... presque supportable. Quelle horreur ? Celle de ces cris de femmes, mains au ciel, qui hurlent leur douleur ; de ces yeux terrifiés, de ces gosses prostrés qui [illegible]. Horreur vivante. Ou celle qu'on fuit du regard mais qu'on s'oblige à voir : celle d'un vieillard couvert d'un drap de mouches. Celle d'un nourrisson l'œil fixe et le crâne ouvert, celle d'une femme éventrée qui serre ses deux enfants ; horreur figée, muette, morte.

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 2.)

Remous et désarroi à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — Face aux remous sans précédent déclenchés en Israël par la révélation des massacres de civils palestiniens, les autorités tentent de se disculper.

Plusieurs versions, parfois contradictoires, ont été diffusées l'une après l'autre par les autorités militaires et civiles en plein désarroi. Celles-ci ont cherché à rejeter toute la responsabilité de ce crime sur les phalangistes et à blanchir les milices du commandant Haddad, allié inconditionnel d'Israël depuis de longues années. Quant à l'armée israélienne, elle affirme n'avoir *« aucune responsabilité »* dans les massacres des camps de Sabra et de Chatila. L'armée libanaise, par contre, est accusée indirectement, d'être responsable *« parce qu'elle se déployait trop lentement dans les camps »*, selon l'expression du chef d'état-major de l'armée israélienne.

(Intérim.)

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR
DIRECT

Les massacres de civils ponctuent l'histoire humaine en tout temps, en tous lieux.

Mais la France de la Saint-Barthélemy ne diffusait pas, dans l'instant, les images de sa honte. L'Allemagne hitlérienne gardait pour elle-même les clichés de ses tueries. Les photographes occidentaux n'ont jamais pénétré dans les camps staliniens.

Le nouveau, ce n'est même pas l'horreur. C'est la vision.

BRUNO FRAPPAT.

L'alternance en Suède

M. Olof Palme présentera le 8 octobre son gouvernement social-démocrate

L'alternance a donc joué en Suède, où les sociaux-démocrates ont remporté les élections législatives, du dimanche 19 septembre, avec leur meilleur score depuis 1970. M. Olof Palme, qui avait dû céder, en 1976, à une coalition de partis bourgeois le pouvoir que son parti exerçait depuis quarante-deux ans, ne présentera son gouvernement homogène que le 8 octobre, date de l'ouverture de la session d'automne du Parlement.

La seule surprise du scrutin a été le maintien des communistes à leur niveau de 1979 : l'appoint de leurs vingt voix au Riksdag donnera à la gauche la majorité absolue au Parlement. Comme on s'y attendait enfin, les conservateurs continuent leur lente progression et forment à eux seuls un groupe parlementaire plus important — avec quatre-vingt-six députés — que leur alliés centristes, qui en conservent cinquante-six (moins huit), et libéraux, qui ne sont plus que vingt et un (moins dix-sept).

De notre correspondant
ALAIN DEBOVE

Stockholm. — *« Accordons-nous un moment de joie bien mérité, mais ensuite, nous devons nous atteler rapidement à la tâche pour sortir la Suède de la crise. »* M. Olof Palme est le grand vainqueur de ces élections législatives puisque le parti social-démocrate réalise son meilleur score depuis 1970 avec 45,9 % des suffrages et gagne 2,75 points par rapport à la consultation de 1979. La montée du chômage, qui prend des proportions jamais vues depuis la guerre, et les divisions de la majorité non socialiste ne sont pas étrangères à ce succès.

Avec cent soixante-six sièges au nouveau Riksdag, les socialistes en ont trois de plus que les trois partis bourgeois pris ensemble. De leur côté, les communistes de M. Werner qui, en Suède, n'ont jamais formé de coalition avec les sociaux-démocrates, mais n'ont jamais pris position contre eux dans les votes parlementaires décisifs, obtiennent le même pourcentage de voix qu'en 1979 : 5,6 % et vingt sièges. C'est un peu la surprise du scrutin.

Pour être représenté au Parlement, en effet, un parti doit recueillir au minimum 4 % des suffrages, et depuis environ un an, le parti communiste, gêné d'abord par l'affaire du sous-marin soviétique échoué dans les eaux territoriales suédoises, puis par la prise du pouvoir à Varsovie par le général Jaruzelski, se trouvait dans une situation délicate : plusieurs sondages prévoyaient même sa mise à l'écart du Parlement.

Ces spéculations ont peut-être poussé certains électeurs sociaux-démocrates à voter tactiquement pour eux, afin d'assurer leur présence au Riksdag. Au cours de la campagne, M. Palme s'est d'ailleurs gardé d'attaquer le P.C. ; il a préféré l'ignorer. Les partis bourgeois, de leur côté, tiraient à boulets rouges sur M. Werner car leur seule chance de garder le pouvoir résidait dans la disparition des communistes de la Chambre.

(Lire la suite page 7.)

Le produit d'une politique

Le massacre des Palestiniens de Beyrouth n'est pas le premier dans l'histoire contemporaine du Proche-Orient et les précédents nous ont montré que leurs auteurs et leurs victimes illustraient la violence et le martyrologe de toutes les parties en présence, de toutes les religions, de toutes les idéologies. Il n'y a plus d'innocents, sinon à titre individuel, et les coupables changent. C'est la logique absurde mais inéluctable de tout affrontement fondé sur la négation réciproque des adversaires et qui prétend aller jusqu'à son terme.

∴

Tant qu'il en sera ainsi au Proche-Orient, ou ailleurs, il y aura le terrorisme et les massacres. Ni l'un ni les autres ne procèdent d'une erreur ou de bavures. Ils sont les produits d'une situation et, parfois, d'une politique. C'est bien en raison de la politique menée par son gouvernement qu'Israël est aujourd'hui mis en accusation car sa responsabilité est engagée gravement dans les massacres de Beyrouth.

Elle est engagée parce que les troupes israéliennes sont allées beaucoup plus loin que l'objectif initialement annoncé qui était de garantir la paix en Galilée. Ce n'était pas une erreur.

Elle est engagée parce que ces mêmes troupes ont poursuivi leurs véritables objectifs, après la mort de Bechir Gemayel, en investissant Beyrouth-Ouest. Ce n'était pas davantage une erreur. La violation du contrat se fondait sur la nécessité de maintenir l'ordre. Quel ordre ? Aujourd'hui c'est celui de la terreur.

∴

La traditionnelle efficacité de Tsahal, l'armée israélienne pourtant si présente, si proche des lieux du crime, a, paraît-il, été prise en défaut pendant trente-six heures. Comment ne pas croire, aussi, qu'on a laissé s'opérer ce « nettoyage » — l'affreux terme — des camps palestiniens de Beyrouth-Ouest qui a paru être, depuis le commencement, le but de l'intervention militaire au Liban ? Comment accepterait-on, désormais, les explications de MM. Begin et Sharon qui sont mises en doute par leurs concitoyens ? Si l'opinion internationale, si l'opinion israélienne, demandent des comptes, c'est d'eux qu'elles doivent les exiger. L'émotion ou la colère ne sauraient justifier la confusion entre une *politique* et le destin d'un peuple sous peine de passer de la contestation de *l'une à la condamnation* de l'autre et de glisser, en la circonstance, sur la pente familière de l'antisémitisme.

∴

La responsabilité politique du gouvernement de Jérusalem est partagée par ceux qui ont cru bon de le laisser régler à sa manière le problème palestinien. Sans aller trop loin, mais en allant, tout de même, assez loin. Les dirigeants américains sont malvenus de se plaindre de M. Begin, auquel ils ont tant cédé. Ils ont prétendu exercer leurs responsabilités en refusant de les assumer jusqu'au bout.

Si les Etats-Unis veulent jouer un rôle pacificateur *dans cette région du monde*, il faudra qu'ils montrent plus de courage pour eux-mêmes et plus de clairvoyance dans les causes qu'ils soutiennent. Peut-être seraient-ils mieux inspirés en se rangeant davantage aux avis de leurs alliés européens.

A. L.

Le Monde

étranger

Le massacre de Palestiniens

La colère, la tristesse — plusieurs Etats ont décrété un deuil national, — mais aussi la critique des Etats-Unis dont les forces se sont retirées prématurément de Beyrouth et qui ont trop longtemps soutenu Israël, caractérisent les réactions arabes au massacre des Palestiniens dans la capitale libanaise.

● A TUNIS, dès ce lundi 20 septembre, les ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe devaient tenir une réunion extraordinaire à la demande de l'O.L.P. pour étudier « l'invasion par Israël de Beyrouth-Ouest et les massacres commis par les Israéliens avec leurs alliés au Liban ». Le secrétaire général de la Ligue, M. Chedli Klibi a qualifié de « proprement révoltant » ce qu'il a appelé « un génocide froidement et cyniquement organisé par Israël ». Il a lancé un appel « à tous les Etats de la communauté internationale, aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU et en particulier aux trois Etats (Etats-Unis, France et Italie) qui ont participé à la force multinationale à Beyrouth, pour leur rappeler les responsabilités qui sont les leurs et pour leur dire que (...) leur honneur est en jeu dans cette nouvelle tragédie ».

● A RYAD, le roi Fahd a lui aussi demandé aux Etats-Unis d'« assumer leurs responsabilités conformément aux accords conclus au Liban ». Un communiqué officiel qui dénonce les « plans criminels de génocide contre un peuple tout entier », affirme que l'Arabie Saoudite « continuera ses contacts avec tous les pays épris de paix, mais que, si ces moyens ne parvenaient pas à faire partir Israël de nos territoires arabes, alors nous aurions à utiliser d'autres moyens ». Koweït a dénoncé la tuerie de Beyrouth comme « une souillure sur la conscience de l'humanité » dont les Etats-Unis doivent porter « la plus grosse responsabilité ». Même position des Emirats arabes unis qui considèrent « les Etats-Unis responsables de l'odieux massacre de civils désarmés ».

● A TEHERAN, l'agence officielle Irna s'en est prise aux Etats du Golfe pour ne pas avoir « fermé leurs robinets de pétrole à l'Amérique et à l'Occident ».

● A RABAT, ALGER ET TUNIS, les journaux comparent le massacre à celui d'Oradour. Le président tunisien, M. Bourguiba, a demandé aux Etats-Unis, à la France et à l'Italie d'intervenir en vue d'amener Israël à respecter ses engagements au Liban. Quant à la Libye, sa radio a accusé les chefs de l'O.L.P. d'avoir « commis un crime historique contre les masses palestiniennes en se retirant de Beyrouth et en les abandonnant au massacre ».

● AU VATICAN, le pape Jean-Paul II a exprimé, dimanche, sa « profonde douleur » à la suite des « horribles massacres commis dans les camps palestiniens de Beyrouth ». « On ne peut pas trouver de mots, a-t-il dit, pour condamner de tels crimes qui répugnent à la conscience humaine et chrétienne. »

● A ROME, le gouvernement italien, qui avait envoyé un

La mort à ciel ouvert...

(Suite de la première page.)

Chatila fut un camp. Ce n'est plus qu'un charnier. Ce fut une grand-rue et une nuée de ruelles. C'est désormais la mort à ciel ouvert.

Chatila n'appelle ni l'emphase sinistre où conduisent trop souvent des comparaisons douteuses ni les prudences d'un langage contraint. C'est un massacre, un carnage, une insupportable boucherie.

Les premiers qui l'ont vu, samedi, passé l'aube, ont eu peine à y croire. Ils ont compté, pour n'être point trompés, et s'en sont retournés. Vite, trop vite. Ils ont craint d'en dire trop. Ils en disaient si peu... Quarante, soixante corps ? Il a fallu tout voir pour ne plus se méprendre.

Combien sont-ils les morts de Chatila ? Des centaines à coup sûr. Mille peut-être, cinq cents au moins. Qui donc retournera la terre, là, sur ce promontoir, cette terre meuble d'où émergent encore un tronc, deux pieds, une tête ? Combien sont-ils ici, traînés, enfouis au bulldozer ?

Les autres — deux cents, trois cents — dispersés à travers tout le camp, racontent, figés dans leurs derniers instants, ce que fut l'agonie. L'agonie d'une famille entière, entassée sous les roues d'une charrette, à deux pas de ces deux chevaux gris abattus avec elle. Les plus vieux, crâne ouvert à la hache, le plus jeune, dont la jambe arrachée, traîne sous un tas de pneus. Ces deux gosses enlacés, tête enfouie dans l'épaule l'un de l'autre, comme pour ne pas voir la mort.

L'agonie de couple égorgé qui gît au beau milieu de son dernier repas. L'agonie de ces hommes, couchés, roulé au bas d'un mur grêlé par la mitraille. Et de ces autres, pêle-mêle, écrasés sous les roues d'un camion. De ce vieux égorgé comme son porc. De cette fillette restée seule au sortir de l'abri. De cette femme, à plat ventre dans une rigole, pieds et mains liés, trouée de part en part. De ce vieillard en pyjama qui n'a pu fuir qu'à deux pas de sa porte.

Qui dira tout pour eux ? Qui a pu se cacher, échapper aux bourreaux ? Qui donc a vu et vit encore ? Elle n'a rien vu, cette femme qui, foulard noué sur le nez, cherche dans les gravats le corps de son mari. Elle a seulement pu fuir. L'une des rares : « *On s'était dit que si les Israéliens rentraient, on lèverait le drapeau blanc... Il y a eu des obus. Et puis j'ai entendu des gens dans la rue. Ils parlaient avec un accent libanais de la montagne. Ils disaient « fils de putes de Palestiniennes, on va tous les tuer ». J'ai compris. Je suis sortie par la porte arrière avec mes filles. On a rampé, et puis on a couru, très loin. Mon mari est resté derrière moi. Je ne l'ai plus revu...* » Son mari était amputé des deux jambes.

Elle est revenue et fouille, sans espoir. Elle a « seulement » retrouvé son frère et ses quatre neveux. Elle ne pleure pas. Elle savait trop que « ça arriverait ». Une jeune fille passe en hurlant, agitant en tous sens un papier taché de sang. Elle a trouvé son père et tiré de son cadavre une carte d'identité. « *Il était Libanais* », crie-t-elle sans pouvoir s'arrêter. « *Libanais de Chebea...* »

Au loin, un haut-parleur invite les « *habitants du camp* » à regagner leurs foyers ! Tout en haut de la grand-rue un blindé israélien a pris position, entouré d'une quinzaine de soldats casqués. « *Braves gens, rentrez chez vous* », dit leur message, sans cesse répété. « *Rentrez, vous nous faciliterez la tâche. N'ayez pas peur, c'est l'armée libanaise qui va venir. Ce ne sont plus les phalangistes.* » Rentrer où ? Dans ces masures éventrées, dans ces tas de gravats partout jonchés de cadavres, dans cette odeur de mort, dans cet enfer ?

« *Nous les ramenons chez eux pour les rassurer,* explique, impassible, l'officier israélien, *pour leur prouver qu'il n'y a plus rien à craindre, qu'il n'y a plus de phalangistes.* »

« Comment sont-ils venus ?

— *Il y a deux jours, ils ont réussi à pénétrer à travers nos lignes. Nous avons été surpris...*

— Et vous avez laissé faire ?

— *Nous ne contrôlons pas les phalangistes. Ils sont venus prendre une revanche.*

— Vous étiez venus éviter un bain de sang ?

— *Nous n'avons pas totalement réussi. Mais ce que vous voyez n'est rien à côté de ce qui serait arrivé si nous n'étions pas venus. Sans nous, c'était ça partout, à chaque coin de rue, dans tout Beyrouth.*

— La ville était parfaitement calme avant votre arrivée.

— *Mais non, ils sont comme ça ici. C'est leur loi. Rappelez-vous Damour, Tell-el-Zaatar. Je vous le jure, tout cela n'est encore rien...* »

Rien. Seulement un charnier. Un tas de cadavres suppliciés, mutilés, torturés. Rien, sinon trois questions : qui, comment, pourquoi ?

L'armée israélienne a, sans y pénétrer, pris le contrôle des camps palestiniens, le mercredi 15 septembre, en fin de matinée, installant aussitôt d'importantes positions à leur pourtour immédiat. Les échanges de tirs, d'abord intensifs et bientôt de plus en plus sporadiques, allaient durer quarante-huit heures. Plusieurs centaines de réfugiés de Sabra et de Chatila ont fui, dès le début, vers les abris des deux hôpitaux — Gazza et Akka — situés de part et d'autre des camps.

Jeudi 16, à la tombée de la nuit, un groupe de femmes et d'enfants sort, précédé d'un drapeau blanc, de l'hôpital Akka pour supplier les Israéliens de cesser le feu. Sans succès. Peu après, une première femme parvient à atteindre le même hôpital et jure, terrorisée, que « *des Kataëb ont pénétré dans le camp pour massacrer les gens* ». Ce premier témoignage, recueilli auprès de médecins et d'infirmières étrangers travaillant à Akka, est confirmé, dès le lendemain, par tous les journalistes qui ont été empêchés d'entrer à Chatila par un barrage de miliciens portant l'uniforme des « forces libanaises ». L'unité israélienne la plus proche se trouve alors à moins de 200 mètres.

La tuerie a donc pu durer près de trente six heures, dans un camp rendu inaccessible et encerclé de près par l'armée israélienne. Vendredi matin, un groupe d'hommes armés, en tenue militaire sombre, sans le moindre signe d'identification, pénètre dans l'hôpital Akka et fait sortir le personnel, mains en l'air. Le groupe rejoint cent à cent cinquante autres personnes déjà alignées à 200 mètres de là. Un infirmier et une infirmière peuvent néanmoins, après de longs palabres, retourner vers l'hôpital. Ils constatent alors que quatre des huit adultes malades ont disparu, découvrent deux infirmières libanaises égorgées et une autre, philippine, tuée après avoir été violée.

Un obsédant « pourquoi ? »

C'est seulement à l'aube de samedi que les premiers témoins pénètrent à Chatila. Le camp est totalement désert. Les derniers habitants ont été emmenés, puis certains transférés vers le stade de la Cité sportive, où, depuis plusieurs heures, sont regroupés et interrogés tous les hommes des quartiers Sud, bouclés par des blindés.

Vers 8 heures du matin, un bulldozer ratisse encore la lisière sud-ouest du camp. Et pendant vingt-quatre heures tout restera figé dans l'épouvante, sans que personne n'interdise les accès, sans que nul, non plus, ne songe à retirer un cadavre. Quelques jeunes gens guident et escortent les journalistes dans le dédale des ruelles. Et tous, ou presque, accusent Saad Haddad, l'homme d'Israël, et ses milices du Sud. Mais en même temps, décrivent les assaillants avec un luxe de détails — sigle à l'épaule, identification au revers du battle-dress qui désignent à coup sûr les « forces libanaises », l'armée formée et dirigée par Bechir Gemayel. Israël s'est bien sûr empressé de disculper Haddad, son précieux allié. Les phalangistes ont aussi vite rejeté toute responsabilité. Alors, qui ?

Le major Haddad a été vu à Beyrouth-Ouest à plusieurs reprises, ces derniers jours. Quelques-uns de ses hommes s'en sont pris, vendredi soir, dans la quartier de Mousseitbé, à une permanence du parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt. Au cours de l'accrochage deux d'entre eux ont été capturés. Ils avaient sur eux des papiers militaires rédigés en arabe et en hébreu, mais avaient collé sur le pare-brise de leur voiture une affiche où l'on pouvait lire : « *Les phalanges : quarante-cinq ans au service du Liban.* »

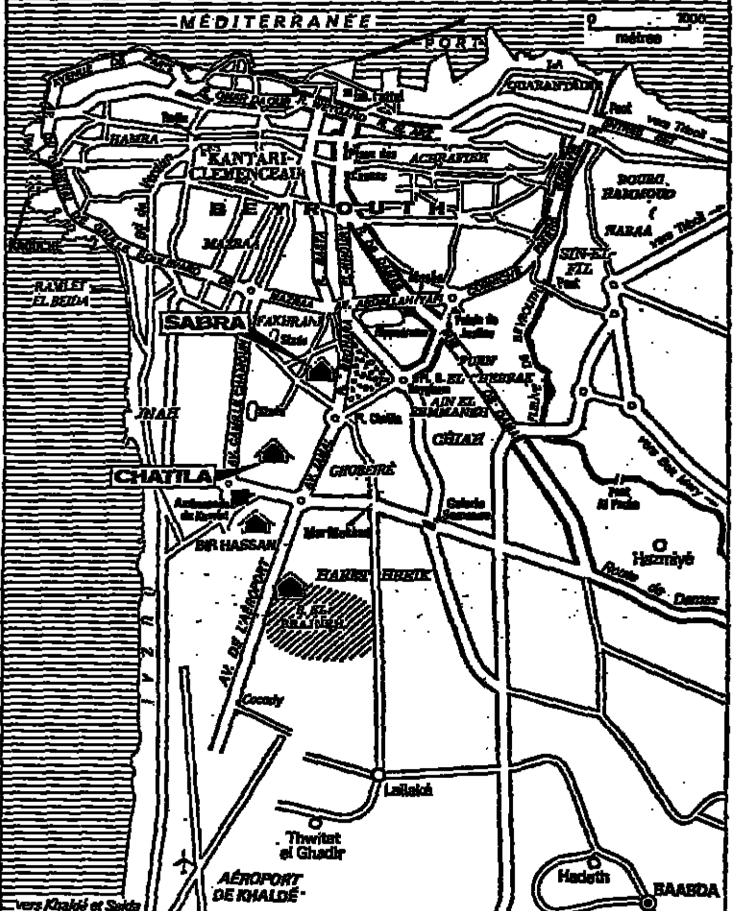
Le major Haddad aurait-il pu prendre, sans « *en référer* », l'initiative d'une opération de terreur, en « *maquillant* » ses hommes pour laisser accuser les phalanges ? Personne ne lui accorde une telle autonomie. Mais était-ce bien lui, était-il seul ? Divers témoignages, dignes de foi, assurent que ses troupes étaient en force à Chatila, mais qu'elles étaient « aidées » par des éléments de la police militaire des forces libanaises qui, contrôlent depuis le mois de juin la région de Damour. Certaines fractions des milices chrétiennes ont-elles, après la mort de leur chef, échappées au contrôle du nouveau commandement ? Sont-elles, comme on le murmure, plus directement liées et soumises à Israë qu'à leur propre état-major ?

Si la réponse aux « qui » est encore incertaine, il paraît, en revanche invraisemblable que ces bourreaux aient pu, ne serait-ce que deux heures, échapper au « contrôle » de l'armée israélienne. Qu'ils viennent de l'est ou du sud, ils ont dû traverser les lignes tenues par cette dernière et, parvenus près des camps, ont côtoyé directement les barrages installés tout autour. Dans la nuit de jeudi à vendredi, des fusées éclairantes ont, presque, sans discontinuer, éclairé Chatila comme en plein jour. Et il suffit à quiconque de lever la tête, depuis le promontoire où le bulldozer a enfoui les cadavres, pour tomber, 200 mètres plus loin, sans le moindre écran, sur une position israélienne juchée sur le toit des anciennes résidences des officiers libanais. Les premières loges ! De là, ils ont tout vu, sans la moindre paire de jumelles. Tout entendu : les cris, les vociférations, les plaintes, les fusillades...

Reste un immense, un obsédant « pourquoi ? ». Si tant est qu'on explique un carnage en termes d'intérêts. Juste assez de terreur pour faire fuir, demain, tous les Palestiniens du sol libanais ? Mais où iraient-ils ? Une terreur pour faire sortir les derniers fedayin de leur trou ? Mais où étaient-ils donc, ces deux mille « terroristes » invoqués par M. Sharon, qui auraient ainsi laissé massacrer leur peuple ? Une terreur pour finir de briser le Liban, pour soulever à l'Ouest la haine contre le chrétien, mieux, contre le phalangiste ? Mais l'élection de M. Amine Gemayel semble déjà acquise avec l'appui d'un islam quasiment u n a n i m e. — Pourquoi, alors ? Nul ne répond. Sinon peut-être ce dirigeant maronite d'une glacial froideur. « *Le fort, dit-il, n'est pas celui qui ne fait pas d'erreur, mais bien celui qui est capable de n'en pas payer le prix. Israël est très fort...* »

A 11 heures, dimanche 19 septembre, l'armée de M. Sharon a abandonné Chatila aux bons soins de l'armée libanaise. Elle l'en avait sans coup férir chassé trois jours plus tôt... « *Pour éviter le bain de sang.* »

DOMINIQUE POUCHIN.



DEPUIS 1975

Une longue suite de tueries

● Le 13 avril 1975, la guerre du Liban a commencé par un massacre. Des chrétiens se trouvant devant une église d'Aïn-Remmaneh, à Beyrouth, ayant été mitraillés, leurs coreligionnaires tirèrent sur un car palestinien qui traversait le quartier, tuant vingt-sept passagers.

● 12-14 septembre 1975. Série de massacres perpétrés par des Palestiniens de MM. Habache et Hawatneh dans le nord du pays, dont sont notamment victimes les villageois chrétiens de Beit-Mellat.

● Le 6 décembre 1975, après l'assassinat la veille, dans la montagne, par des inconnus, de quatre jeunes chrétiens, les phalangistes tuent, en guise de représailles, cent dix musulmans dans les rues de Beyrouth.

● Au début de 1976, le camp palestinien kurde et chiite de La Quarantaine, enclavé dans Beyrouth-Est, est détruit par les forces chrétiennes non sans que soient tués une partie de ses habitants. Peu de jours auparavant, en riposte à l'occupation par des chrétiens libanais du camp palestinien chrétien de Dbayé, à Beyrouth-Est, des forces palestiniennes, appuyées par des milices libanaises de gauche, s'étaient emparées de la petite ville chrétienne de Damour, au sud de la capitale, massacrant plusieurs centaines d'habitants, tandis que des milliers de rescapés s'enfuient par voie de terre ou de mer.

● Durant l'été de 1976, les forces chrétiennes, avec l'assentiment de la Syrie, s'emparent des camps palestiniens subsistant à Beyrouth-Est, notamment celui de Tell-el-Zaatar, qui a été transformé en place forte. Des centaines de personnes sont tuées, dont des défenseurs du camp exécutés par des phalangistes, après leur reddition.

● En mars 1977, cent quarante-sept chrétiens du Chouf sont massacrés par des druzes qui leur attribuent à tort l'assassinat de leur chef, Kamal Joumblatt, tué en réalité par des agents syriens.

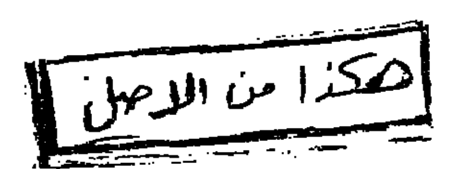
● Le 13 juin 1978 à Ehden, au nord du Liban, le fils de l'ex-président Frangié, sa belle-fille, sa petite-fille et une trentaine de partisans de sa famille sont assassinés par des phalangistes, « *non mandatés par moi* », affirmera Bechir Gemayel. En représailles, trente-trois chrétiens de la Bekaa sont tués à El-Kaa, à l'instigation des Syriens, alliés de M. Frangié.

Sur le petit écran

DE PLEIN FOUET

Quand on a appris, samedi en fin d'après-midi à la radio, ce qui s'était passé, quand on a eu vent de ces massacres, de ces victimes par centaines, on s'est regardés consternés, mais ce n'était encore qu'une nouvelle, que des chiffres abstraits. Deux heures après, on allumait la télé, et là, saisie presque en direct, immédiatement captée, retransmise à chaud sur les écrans de nos journaux, la réalité de ces charniers, de ces corps entassés, mutilés, recroquevillés, de ces femmes hurlantes, de ces hommes hébétés nous a frappés de plein fouet. Dans le monde entier, l'opinion publique a ployé, a vacillé sous l'impact insoutenable de ces images. Comme au temps de la guerre du Vietnam, peut-être plus encore, le théâtre des opérations, dont ne nous parvenaient jadis que des échos assourdis, ouvre soir après soir son sinistre castelet dans des centaines de millions de foyers. Et nous rend témoins. Et nous rend juges de l'inacceptable. Et influence, par ricochet, ceux qui, de la Maison Blanche au Vatican, tirent les ficelles ou tentent d'arbitrer des conflits trop présents à notre époque, trop concrets pour être tolérés.

C. S.



dans les camps de Beyrouth-Ouest

contingent de militaires à Beyrouth au sein de la force multinationale, a exprimé dimanche « sa ferme condamnation et sa réprobation la plus indignée après les actions sanglantes perpétrées ou en tout cas permises par l'armée d'Israël ». Il a souligné sa volonté de remettre sur pied, avec la France et les Etats-Unis, une nouvelle force de paix. D'autre part, tandis que M. Berlinguer, au nom du P.C.I., réclamait la rupture des relations diplomatiques avec Israël, les trois principaux syndicats ont appelé à une grève d'une heure lundi et ont réclamé notamment l'embargo sur les ventes d'armes italiennes à Israël.

● A LONDRES, le secrétaire au Foreign Office, M. Pym, commentant l'attitude des Israéliens a déclaré : « Dans le meilleur des cas, c'était de l'incompétence, mais je soupçonne que c'était pire que cela. » Mme Thatcher, qui se trouve en visite au Japon, a parlé d'un « acte de barbarie qu'on aurait pu penser absolument incroyable s'il ne s'était pas effectivement produit ».

● DANS LES AUTRES CAPITALES, la réprobation est unanime, bien qu'exprimée dans des termes différents : « émotion et indignation profonde » devant cet « acte de barbarie » pour le gouvernement espagnol. « Lourde responsabilité d'Israël » dans ces « massacres aveugles » pour le premier ministre suédois sortant. « Condamnation sévère » de Bonn, qui crie son « épouvante ». « Nouveau génocide », estime la Grèce. Le Canada demande au gouvernement israélien de cesser son occupation « injustifiée » de Beyrouth-Ouest. La presse yougoslave parle d'« une division du travail entre la soldatesque d'occupation, qui effectue le tri, et les phalanges de droite, qui exécutent sous son égide ». La Chine a appelé l'ONU et la communauté internationale à engager des « actions rapides et concrètes » afin de mettre un terme aux « atrocités » israéliennes au Liban.

● A GENEVE, le comité international de la Croix Rouge affirme que « des blessés ont été tués dans leur lit d'hôpital et que d'autres ont été enlevés ainsi que des médecins ». Le C.I.C.R. lance un appel afin que « cesse immédiatement l'intolérable massacre ».

● A MOSCOU, nous câble notre correspondant, l'agence Tass a diffusé une « déclaration autorisée » mettant directement en cause Israël dont les « troupes ont fait une irruption perfide dans la ville où elles se sont livrées au massacre des civils palestiniens et libanais ». Ce texte fait état de la « complicité » de Washington sans laquelle « Israël ne se serait pas décidé à ces monstruosités ». Se proclamant l'unique ami des Arabes, le Kremlin estime que Washington et Tel-Aviv « commettent une grave erreur s'ils espèrent ainsi imposer aux Arabes leurs conditions de règlement ». Enfin, l'U.R.S.S. profite de l'occasion pour condamner définitivement les propositions du président américain : « Les monstruosités (de Beyrouth), déclare Tass, sont le fruit de la coopération stratégique entre les Etats-Unis et Israël, que le plan Reagan entend cimenter. »

Le premier ministre libanais réclame le retour rapide de la force multinationale d'interposition

Le premier ministre libanais, M. Chafic Wazzan, a lancé *dimanche* 19 septembre un appel aux Etats-Unis afin qu'ils œuvrent pour le retour rapide au Liban de la force multinationale d'interposition (F.M.I.). « *Les Etats-Unis,* a-t-il dit, cité par Radio-Liban, *portent l'entière responsabilité morale et matérielle de la poursuite de l'occupation israélienne. Ils doivent œuvrer par tous les moyens directs ou par l'intermédiaire du Conseil de sécurité de l'ONU pour que soient prises des mesures radicales et contraignantes en vue d'un retrait immédiat d'Israël de Beyrouth-Ouest et du Liban.* »

Commentant « *l'effroyable massacre perpétré sous le couvert de l'armée d'occupation israélienne* », M. Wazzan a souligné « *combien la communauté internationale est incapable de prendre des mesures dissuasives pour mettre un terme à l'occupation, en dépit des condamnations répétées du Conseil de sécurité de l'ONU* ». Rappelant qu'il avait insisté pour que la F.M.I. poursuive sa mission, il souligne qu'il lui avait été répondu : « *Nous sommes venus dans le cadre d'une décision internationale et nous sommes obligés de partir dans le cadre de cette même décision.* » « *Malheureusement,* a-t-il conclu, *il est apparu aujourd'hui que cette force n'était venue apparemment que pour superviser l'évacuation des combattants palestiniens. Le Liban ne peut plus se contenter aujourd'hui des condamnations verbales et des dénonciations. Il faut que des mesures radicales et définitives soient prises pour mettre un terme à la tragédie du Liban et du Proche-Orient.* »

M. Amine Gemayel, frère du président élu assassiné et candidat lui-même à l'élection présidentielle, a dénoncé les massacres en soulignant : « *La violence ne peut entraîner que la violence* ». « *Il est temps,* a-t-il ajouté, *après toutes les catastrophes qui ont frappé les Libanais sans distinction, de se rallier autour d'un pouvoir central fort, capable de mettre un terme à nos malheurs.* » Il a également lancé un appel « *aux pays arabes et à toutes les forces internationales amies* » pour qu'ils aident le Liban « *à exercer son indépendance nationale* ».

De son côté, le secrétaire général du P.C. libanais, M. Georges Haoui, a réclamé dimanche la convocation d'un « *congrès national représentatif de tous les courants politiques pour organiser une réconciliation nationale* » en vue de « *défendre le Liban par tous les moyens* ».

Par ailleurs, les autorités israéliennes ayant mis en cause les Phalanges, un porte-parole des « *forces libanaises* » a « *catégoriquement démenti* » leur responsabilité dans les massacres. Leur représentant à Paris, M. Fouad Malek a par ailleurs précisé que les « *forces libanaises* [Phalanges] *n'ont jamais dépassé la ligne de démarcation séparant Beyrouth-Est de Beyrouth-Ouest et n'ont pas pénétré dans les camps palestiniens* ».

Les Israéliens contrôlent le bureau de l'O.L.P.

Enfin, M. Selin Hoss, ancien président du conseil libanais, qui est aussi un des principaux dirigeants de la communauté sunnite, actuellement à Paris, nous a déclaré : « *Ces massacres, loin de constituer une « bavure », ont été délibérément organisés pour servir deux des principaux objectifs d'Israël au Liban. D'abord, préparer et encourager la partition du pays en créant une situation de guerre civile qui rendrait impossible la coexistence entre Libanais de différentes confessions. Ensuite, accréditer la thèse fallacieuse selon laquelle la présence militaire israélienne à Beyrouth-Ouest est indispensable en vue d'éviter les massacres.* »

L'affaire des massacres a contribué à éclipser les autres événements qui ont suivi l'entrée des Israéliens à Beyrouth-Ouest, et qui avaient fait, samedi soir, une centaine de tués et trois cent trois blessés. Les Israéliens ont pris le contrôle des permanences les plus importantes des organisations progressistes libanaises et le bureau principal de l'O.L.P.

Le ralliement de la plupart des formations musulmanes devrait assurer le succès de M. Amine Gemayel à l'élection présidentielle

Les derniers événements de Beyrouth n'ont pas enrayé le processus constitutionnel engagé dès le 15 septembre, au lendemain de l'assassinat du président élu Béchir Gemayel. La Chambre des députés, convoquée pas son président M. Kamel El-Assad, doit se réunir mardi 21 septembre pour élire un successeur à M. Elias Sarkis, dont le mandat prend fin le 23 septembre. La séance est prévue à l'école militaire de Fayadieh, dans la banlieue est de la capitale, où se trouve le siège provisoire du Parlement libanais depuis l'élection de Béchir Gemayel.

En vertu du « *pacte national* » conclu verbalement en 1943 entre les différents communautés libanaises, et toujours respecté en dépit des vicissitudes, le chef de l'Etat doit être choisi parmi les maronites (catholiques orientaux) ; selus des hommes politiques de cette confession ont donc fait acte de candidature : M. Amine Gemayel, quarante ans, député, dirigeant du parti des Kataeb, et frère aîné de Béchir Gemayel ; M. Camille Chamoun, quatre-vingt deux ans, député, président du Front libanais (regroupement de partis à dominante chrétienne) et ancien président de la République (1952-1958) ; M. Raymond Eddé, soixante-neuf ans, député et chef du Bloc national (modérés).

Le candidat le mieux placé paraît être M. Gemayel. Déjà soutenus par la majorité des parlementaires chrétiens et bénéficiant du courant d'union nationale cristallisé autour de son frère Béchir, le candidat phalangiste a reçu dimanche 19 septembre l'appui de la majorité des forces politiques musulmanes et progressistes regroupées autour du vieux dirigeant sunnite, M. Saeb Salam, ancien premier ministre et chefs du mouvement chiite Amal.

Seul M. Walid Jomblatt, chef d'une des deux *communautés* druzes et principal dirigeant du Mouvement national libanais (dont la plupart des autres composantes soutiennent M. Gemayel) a pris position dimanche, d'Amman, où il se trouve, en faveur de M. Eddé. Celui-ci vit en exil en France depuis 1977.

A Paris, plusieurs milliers de personnes, en majorité des Libanais, s'étaient réunis dimanche dans et autour de l'église maronite de la rue d'Ulm, à l'occasion d'une messe de requiem à la mémoire de Bechir Gemayel, concélébrée par Mgr Lustiger, archevêque de Paris. Le président de la République s'était fait représenter par M. François Grossouvre, chargé de mission à l'Elysée, et le ministre des relations extérieures par M. Serge Boisdevaix, directeur du département Afrique du Nord - Moyen-Orient. Le maire de Paris avait délégué son épouse Mme Bernadette Chirac. Les assistants ont été invités à prire pour que du « *sang versé lève une moisson de paix* ».

L'une des conditions de la réalisation de ce vœu est sans nul doute une élection présidentielle se déroulant dans des conditions régulières ce qui, pour le moment, semble s'annoncer.

J.-P. P.H.

● PRECISION. — Dans le reportage de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz sur les bahaïs (*le Monde* des 15, 16 et 17 septembre), deux lignes importantes ont sauté, indiquant que la majorité de la communauté bahaïe est composée de villageois indiens, iraniens, amérindiens et africains.

Remous et désarroi à Jérusalem

(Suite de la première page.)

Selon la première version, diffusée par la radio israélienne, les phalangistes se seraient infiltrés dans les camps palestiniens encerclés par l'armée israélienne. Ensuite, il fut admis que l'armée israélienne avait laissé entrer les phalangistes dans les camps pour les « *nettoyer des fedayin* ». Enfin on a affirmé que les forces israéliennes stationnaient à l'ouest des camps alors que les Phalanges, toujours les Phalanges, étaient arrivées de l'est...

Pour l'opposition, si l'armée israélienne n'était pas entrée dans Beyrouth-Ouest quatre jours auparavant, les milices n'auraient pas osé investir les camps palestiniens. L'armée a occupé les camps, dit-on encore, pour éviter « *une effusion de sang* » selon les propos du gouvernement. Comment se fait-il que de tels crimes aient pu être commis dans ces conditions ?

Jeudi, à minuit, la radio militaire annonçait, en citant des sources militaires israéliennes, que l'armée avait décidé de laisser les « forces chrétiennes » nettoyer les camps de Sabra et de Chatila. Les services de renseignements de l'armée avaient averti le premier ministre et le ministre de la défense qu'il risquait d'y avoir des massacres.

La télévision israélienne a montré, samedi soir, des photos de ces unités recevant les derniers ordres avant l'entrée dans les camps. Dans leur Q.G., les correspondants israéliens pouvaient entendre ceci : « *Vous avez nettoyé les grands axes ; nous nous occuperons des petites ruelles* ». « *On savait,* a ajouté le correspondant militaire de la télévision israélienne, *qu'il y aurait des règlements de comptes, mais on n'avait pas idée de l'ampleur, ni du vrai caractère de cette opération* ».

Pourtant, le correspondant militaire du quotidien *Haaretz* soutient qu'il a eu, lui, connaissance des massacres dès vendredi matin et qu'il en a averti une haute personnalité. « *Le massacre a commencé dans la nuit de jeudi à vendredi. Ce que j'ai appris vendredi matin était sans doute connu des responsables politiques et militaires avant moi* », écrit-il dans un article de première page intitulé « Crime de guerre à Beyrouth ».

M. Begin et la morale

Les forces israéliennes, a révélé encore la télévision, ont stationné sur une colline dominant le camp de Chatila, mais elles ne sont pas intervenues bien que toute la nuit de vendredi à samedi on ait entendu des coups de feu dans les camps. Des rescapés palestiniens, horrifiés, ont alors commencé à raconter les scènes dantesques qui se sont déroulées dans les camps. Mais ce n'est que samedi matin, « *lorsqu'on s'est rendu compte* » selon l'expression du chef d'état-major israélien le général Eytan, « *que les Phalanges avaient outrepassé leur mission* », que l'armée israélienne est intervenue.

Parallèlement le négociateur américain, M. Morris Draper, se rendait en toute hâte auprès des représentants israéliens à Beyrouth pour leur demander l'arrêt immédiat des massacres et d'éloigner les phalangistes. « *C'est fait* », lui a-t-on répondu.

A Jérusalem les informations tombent en pleine fête du Jour de l'an israélien. M. Begin demande un rapport détaillé sur les événements, mais ce n'est que dimanche soir, qu'il réunira son cabinet et niera toute responsabilité, directe ou indirecte, dans les massacres des Palestiniens. « *Qu'on ne nous enseigne pas la morale* », dira-t-il aux ministres.

A l'ordre du jour, une exigence américaine de laisser stationner des observateurs de l'ONU et des unités de la FINUL à Beyrouth-Ouest, ainsi que l'exigence pressante que l'armée israélienne quitte la capitale libanaise. Le gouvernement accepte le stationnement de quarante observateurs des Nations unies, mais rejette la proposition concernant l'arrivée à Beyrouth de deux ou trois bataillons de la FINUL. Israël, cependant, promet de garder le contact avec M. Draper en vue de transférer les positions de l'armée israélienne à l'armée libanaise. Le général Sharon avait promis la veille du massacre qu'Israël resterait encore à Beyrouth-Ouest deux semaines ; il semble que le stationnement des forces israéliennes dans ce secteur sera plus bref, même si Jérusalem cherche à gagner du temps pour finir les opérations de ratissage, de fouille et de perquisitions, qui continuent à Beyrouth, comme l'attestent des déclarations de militaires israéliens.

Pour une commission d'enquête

Pendant ce temps, le parti travailliste et les autres formations politiques de l'opposition demandent la démission du gouvernement. Le chef du parti travailliste, M. Shimon Pérès, déclare à la télévision israélienne que MM. Begin et Sharon doivent démissionner parce qu'ils ont laissé aux Phalangistes le libre accès aux camps. « *Ils devaient savoir que cela entraînerait inévitablement un massacre* », dit-il. M. Pérès demande également qu'Israël se retire immédiatement de Beyrouth et qu'une force multinationale y soit envoyée.

Un autre leader du parti travailliste, l'ancien premier ministre, Itzhak Rabin, déclare quant à lui qu'Israël « *a une responsabilité indirecte dans le massacre car, en pénétrant dans Beyrouth-Ouest, Israël assumait la responsabilité de la sécurité et de l'ordre* ». Le parti travailliste enfin exige la création d'une commission d'enquête. Même un député du Likoud, M. Dror Zeigerman, a demandé la démission de M. Sharon « *s'il est établi que sa décision d'entrer à Beyrouth fut la cause du massacre* ».

Violentes manifestations antigouvernementales

Des manifestations violentes contre le gouvernement et contre la guerre au Liban se sont déroulées dimanche en Israël. Les manifestants ont scandé « *Begin, démission* », « *Begin, assassin* ». A Jérusalem une manifestation spontanée a eu lieu devant le domicile du premier ministre, avec la participation de sept députés de l'opposition et quelque cinq cents personnes du parti travailliste, des groupements de gauche, du mouvement « La paix maintenant » et des intellectuels. Les manifestants scandaient « *Beyrouth = Deir Yassini* » (nom de la localité palestinienne, près de Jérusalem, où deux cent cinquante habitants avaient été massacrés par l'Irgoun lors de la guerre de 1948). La police a dispersé les manifestants avec violence, faisant usage de gaz lacrymogènes.

A Tel-Aviv, des centaines de manifestants ont scandé « *Sharon terroriste* » et « *criminel de guerre* ». Quarante-huit manifestants ont été arrêtés. Des manifestations ont eu lieu également sur la route Haïfa-Tel-Aviv ainsi que près de la frontière libanaise.

Dans les territoires occupés, en Cisjordanie et Gaza, une grève générale a été décrétée pour ce lundi 20 septembre et le maire de Bethléem, M. Elias Freij, a appelé à créer une commission pour traduire en justice les responsables du massacre. Les citoyens arabes d'Israël ont aussi décrété une grève générale pour mercredi dans les localités arabes d'Israël.

Les quotidiens israéliens rejettent dans leur grande majorité la responsabilité morale du massacre sur le gouvernement. Le correspondant militaire de *Haaretz*, Zeev Shiss, constate : « *Nous avons désarmé les mourabitoun et les milices de gauche libanaises ; nous avons arrêté les hommes palestiniens pour que les Phalanges exterminent des enfants, des vieillards et des femmes sans trouver de résistance. Où nous conduisent le ministre de la défense et le gouvernement qui se traîne derrière lui ?* » L'éditorial de *Haaretz* rejette sur Israël la responsabilité indirecte, sinon directe dans la mort de centaines d'innocents. « *Toutes les accusations qui ont été portées contre nous ces dernières semaines, ont trouvé une confirmation avec le massacre dans les camps palestiniens. Nous ne pourrons pas effacer la tache de Sabra et de Chatila* », ajoute l'éditorial du grand quotidien indépendant, qui propose au chef d'état-major de démissionner de son poste.

Le quotidien travailliste *Davar*, citant des témoignages de journalistes, affirme que, non seulement l'armée israélienne savait que des crimes étaient commis, mais qu'elle a aidé à les commettre. Le journal cite, notamment, un officier israélien disant : « *Nous avons reçu l'ordre de ne pas déranger les milices.* » La directrice du journal, Mme Hanna Zemer, écrit pour sa part : « *Au lieu d'aller à sa synagogue hier, Begin aurait mieux fait d'aller chez le président de l'Etat pour lui remettre sa démission.* » Le *Jérusalem Post*, quotidien de langue anglaise, écrit sous le titre « *la Honte de la nation* », que « *ce Jour de l'an est devenu le Jour de l'An de la honte de notre Etat, du gouvernement, de l'armée et de chaque citoyen, car on a fait de chacun de nous un coupable* ».

Intérim.

LE COMMANDANT SAAD HADDAD

Un « officier félon » libanais au service d'Israël

De notre correspondant

Beyrouth. — « *Officier félon* » radié des cadres de l'armée libanaise et poursuivi pour haute trahison, le commandant Saad Haddad est depuis 1976 l'allié fidèle des Israéliens et leur paravent au Sud-Liban. Depuis que les troupes israéliennes sont entrées à Beyrouth-Ouest, plusieurs témoins affirment y avoir vu Saad Haddad.

Il était un officier tout à fait inconnu de l'armée libanaise lorsqu'il a choisi de s'opposer en mars 1976 à la marche des troupes dissidentes de l'Armée du Liban arabe du lieutenant Ghatib, officier musulman propalestinien, sur les casernes du Sud-Liban, qui tombaient l'une après l'autre entre leurs mains. A Marjayoun, le commandant Haddad a résisté. La garnison se trouvait il est vrai dans un village chrétien, mais il était noyé dans une région à forte prédominance musulmane, où l'implantation palestinienne était prépondérante.

Trois autres villages chrétiens *ont alors suivi cet exemple* : Israël les a aussitôt couverts de son aile protectrice. C'était l'époque des « enclaves ».

La première invasion israélienne, en mars 1978, devait permettre au commandant Haddad d'arrondir son territoire, les Israéliens lui ayant confié une bande continue de 10 à 15 kilomètres de large le long de leur frontière. Ils le préféraient à un autre officier libanais, le commandant Sami Chidiac, qui, bien que collaborant avec eux, était plus indépendant et d'un nationalisme plus sourcilleux. On le retrouvera plus tard chez les Forces libanaises de Bechir Gemayel. A cette même époque (cela se situait en 1979), le commandant Haddad rompait ses liens avec Gemayel, devenant de plus en plus exclusivement l'« homme d'Israël ». Il proclamait alors l'« Etat du Liban libre » et s'opposait à toute autorité libanaise sur son territoire, ce qui valut à ses hommes d'être radiés de l'armée et à lui-même d'être poursuivi pour haute trahison. Son conflit avec Gemayel s'est exacerbé après la dernière invasion israélienne, l'Etat hébreu l'ayant ostensiblement utilisé pour gêner le jeune chef des Forces libanaises, avant et après son élection à la présidence de la République.

Les milices de Haddad, fortes de deux mille hommes à la veille de l'invasion israélienne de juin 1982, avaient été étoffées par le recrutement de jeunes chrétiens, mais aussi de chiites. Aussi leur désignation sous le terme de « milices chrétiennes », bien que répandue, est-elle impropre. Elles sont entièrement prises en charge par Israël : solde, armement, entraînement et même encadrement. Si bien que, lorsque l'artillerie tirait au Sud-Liban, on ne savait où finissait Israël et où commençait Haddad. Ce ne pouvait qu'être le cas à Beyrouth également. Couverture idéale pour les Israéliens.

Instable et colérique, sujet à de fréquentes dépressions, cet officier de quarante-cinq ans environ a fait un séjour dans un hôpital psychiatrique en Israël. Il était la bête noire de la Force internationale (FINUL, (1), dont il a à deux reprises bombardé et saccagé le quartier général de Nakoura. Durant les six années où il était réduit d'abord à ses enclaves, puis à son étroite bande frontalière, le commandant Haddad passait le plus clair de son temps entouré d'officiers israéliens à l'hôtel Avizim de Metulla. Il est constamment flanqué d'un « ange gardien » israélien. Et le premier ministre M. Begin, qui l'a reçu à plusieurs reprises lui a souvent donné du « *mon ami le major Haddad* ».

« *Je te donne Beaufort* », lui avait-il dit dans un geste symbolique et spectaculaire aux premiers jours de l'invasion israélienne en cours.

LUCIEN GEORGE.

(1) Force internationale des Nations unies au Liban.

LE MASSACRE DES PALESTINIENS

UN ENTRETIEN AVEC M. ARAFAT

Le président de l'O.L.P. accuse les militaires israéliens d'avoir participé à la tuerie

De notre envoyé spécial

Damas. — *« François Mitterrand avait vu juste ! Ce n'est pas un, mais dix Oradour qui se sont produits à Beyrouth ! »* Yasser Arafat, livide, contient à peine sa colère. De la salle voisine qu'il vient de quitter pour nous recevoir, un brouhaha rompt le silence. Les quelque soixante membres du comité central de l'O.L.P. poursuivent le débat sur le massacre. Les dirigeants de la douzaine d'organisations, qui constituent la centrale des fedayin, venus des quatre coins du monde arabe, sont tous là, en complets-veston ou en battle-dress, la mine grave ou consternée, écoutant les interventions ou prenant des notes autour d'une longue table rectangulaire.

« Begin et Sharon ne sont pas juifs ! reprend le président de l'O.L.P. *Les crimes qu'ils commettent ne sont conformes ni à la morale ni à la tradition juive.*

» Les vrais juifs, ce sont ceux qui refusent de s'associer à l'entreprise d'annihilation du peuple palestinien, c'est le colonel Elie Geva, Nahum Goldman dont le nom restera gravé dans nos mémoires, Pierre Mendès France, Philippe Klutznick, Itzhak Rabin, et aussi et surtout les dizaines de milliers d'Israéliens qui manifestent leur réprobation en pleine guerre dans les rues de Tel-Aviv.

» A tous ceux-là, à tous les pacifistes et démocrates israéliens ou juifs, j'adresse l'estime et la reconnaissance du peuple palestinien qui n'oubliera jamais leur solidarité dans l'épreuve. »

M. Yasser Arafat se réfère à des témoins oculaires du massacre, arrivés dans la journée à Damas, pour soutenir catégoriquement que ce sont les *« forces spéciales israéliennes, des commandos de l'infanterie, qui ont physiquement perpétré le forfait, accompagnés de Libanais, des officiers phalangistes et des membres de la milice du commandant Haddad, qui leur servaient de guides dans les dédales des camps palestiniens »*. Il met aussitôt hors de cause les dirigeants du parti phalangiste en précisant que ceux-ci n'étaient pas impliqués dans la *« félonie d'une poignée d'agents israéliens »*.

« J'ai sangloté comme un enfant »

M. Yasser Arafat affirme qu'il avait été alerté de l'entrée des forces israéliennes dans les camps de Sabra et de Chatila dès vendredi matin alors qu'il se trouvait encore à Rome et qu'il avait alors lancé un cri d'alarme devant la tuerie qu'il pressentait. Samedi soir à Damas, on lui projeta les films, reçus ici par satellite, des charniers. *« J'ai sangloté comme un enfant »*, rapporte-t-il, tandis que ses yeux s'emplissaient de larmes. *« Je n'ai pas de famille,* poursuit-il d'une voix brisée par l'émotion, *et ce sont les cadavres déchiquetés de mes enfants, de mes sœurs, de mes frères, que j'ai vus et dont j'ai imaginé les tortures qu'ils ont subies et la mort atroce qui leur a été infligée. »*

Pourquoi cette froide et sauvage tuerie ? *« Ils cherchent à nous terroriser, à faire savoir à tous les Palestiniens qu'ils ne sont nulle part en sécurité au Liban, et les inciter ainsi à fuir le pays. Begin en 1948, à l'époque où il était le chef d'une bande de terroristes, avait réussi à susciter un exode massif de Palestine, en massacrant les habitants du village de Deir-Yassine ; Sharon avait fait de même en 1953, dans le village de Qibya, du côté jordanien de la frontière. Ces deux criminels ne font que récidiver... »*

M. Yasser Arafat dénonce la *« complicité des Etats-Unis ». « J'ai en ma possession,* dit-il, *un document dans lequel le médiateur américain, Philip Habib, nous donnait la garantie formelle de son gouvernement de protéger les Palestiniens, en particulier ceux des camps de réfugiés, après le retrait des fedayin de Beyrouth. C'était là la seule condition que j'avais posée pour notre départ et à laquelle la France et l'Italie avaient souscrit avant de fournir des contingents à la force multinationale.*

» J'accuse l'Amérique et Israël d'avoir projeté la liquidation des Palestiniens et des formations de gauche libanaise. C'est avec cette intention qu'ils ont obtenu le retrait de la force multinationale dix jours avant la fin de son mandat, un mandat dont on prévoyait qu'il serait renouvelable à moins d'un avis contraire de toutes les parties intéressées, l'O.L.P. comprise. Or M. Habib, le président Sarkis et le président élu Bechir Gemayel — selon des renseignements qui m'ont été fournis par le gouvernement de Rome — se sont entendus derrière notre dos et celui de la France et de l'Italie pour que la force d'interposition soit retirée plus tôt que prévu. Et voilà le résultat ! Les Américains sont des ingrats. Lors de la guerre civile au Liban, en 1976, j'avais assuré la sécurité et l'évacuation de leurs ressortissants au Liban ; en 1980, c'est moi qui ai obtenu de Khomeiny la libération des treize premiers otages à Téhéran. Et voilà comment Washington me remercie !

» Je lance aujourd'hui un appel solennel à la communauté mondiale, afin qu'elle envoie sans tarder au Liban une force de l'ONU ou bien multinationale, comprenant non seulement des Américains, mais aussi des Français, des Italiens et si possibles des soldats d'autres nationalités.

— Allez-vous recourir, comme certains le craignent, au terrorisme pour venger votre défaite ? ».

Le président de l'O.L.P. sursaute : *« Défaite, défaite, quelle défaite ? Résister trois mois à l'une des armées les plus puissantes du monde, c'est une défaite à vos yeux ? Nous avons quitté Beyrouth-Ouest parce que je voulais épargner les populations civiles, les enfants libanais que les bombes de Sharon écrasaient. Et surtout parce que le gouvernement libanais me l'a demandé expressément. Le Liban n'est pas ma propriété et nous sommes des étrangers errants.*

— N'êtes-vous pour rien dans la vague de terrorisme qui déferle en Europe ?

— *A mon avis, nombre d'attentats, notamment à Paris, Londres, Bruxelles et Vienne ont été télécommandés par le Mossad, les services de renseignements de Begin.*

— Vous voulez dire que des Israéliens tuent des juifs ?

— *Oui ! Ce n'est pas la première fois qu'ils le font. Souvenez-vous, entre autres, les attentats commis contre les communautés juives d'Irak et du Maroc dans les années 40 et 50 et qui ont été commis dans ces conditions, cela a été admis par les historiens. Aujourd'hui comme hier, les dirigeants sionistes cherchent à mobiliser les juifs autour d'eux et à leur faire croire qu'ils ne seront jamais en sécurité que dans le paradis israélien...*

— Pourtant, Abou Nidal a revendiqué plusieurs attentats ces derniers mois...

— *Mais qui est Abou Nidal, sinon un agent du Mossad, un vulgaire homme de main...*

« Je suis hostile au terrorisme »

— Vous n'avez toujours pas répondu à ma question : Allez-vous avoir recours au terrorisme ?

— *Normalement, je ne devrais pas vous répondre car votre question porte atteinte à ma dignité de président de l'O.L.P., d'un mouvement national et populaire. Mais puisque vous insistez, je vous le dis tout net : je suis hostile au principe même du terrorisme sous toutes ses formes et sur l'ensemble de la planète. Je vous rappelle à ce propos que nos forces n'ont pas tiré une seule balle sur les villages de Galilée onze mois durant, de juillet 1981 au 4 juin 1982, quand nous avons été contraints de riposter aux raids meurtriers d'Israël contre les camps palestiniens du Liban. A l'avenir, de même, nous nous limiterons à résister par tous les moyens à l'occupation israélienne de la Cisjordanie et de Gaza. Rien de plus, rien de moins. Et nous continuerons parallèlement à nous battre sur le front diplomatique.*

— Quelle est votre stratégie à cet égard ?

— *J'ai souscrit au plan de paix arabe adopté au sommet de Fès et je contribuerai à le mettre en œuvre. Une commission, dont je fais partie, a été constituée à cet effet. Elle examinera avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité les modalités de ce règlement. Je réserve la primeur de nos idées à ce sujet à nos futurs interlocuteurs. Mais je peux vous dire d'ores et déjà que j'insisterai pour qu'une conférence internationale de la paix soit convoquée, à laquelle tous les belligérants, je dis bien tous les belligérants, ainsi que les puissances concernées, seraient invités à participer. Pour ma part, je me tiens prêt, le premier, à m'engager dans cette négociation et — fait sans précédent — tous les Etats arabes soutiennent ma démarche ainsi que le plan de Fès dans lequel elle s'inscrit.*

— Ne croyez-vous pas que les Etats-Unis s'opposeraient à votre suggestion ne serait-ce que pour exclure l'U.R.S.S. d'une telle conférence ? »

Yasser Arafat rit et lance : *« Ils veulent écarter de la négociation davantage leurs alliés, les Européens, que l'U.R.S.S. Non, je n'attends rien de M. Reagan et de ses prétendues propositions de règlement. L'Amérique n'agira en faveur de la paix que sous une forte pression internationale, en particulier celle de l'Europe. Je compte beaucoup à cet égard sur la France et sur son influence au sein de la Commission européenne. Votre gouvernement ne manque pas d'arguments après l'adoption du plan de paix à Fès et après que nous avons démontré que nous n'étions pas seulement, comme vous le dites, une force combattante, mais bien un mouvement authentiquement populaire et représentatif.*

— Avez-vous l'intention de venir en France sur l'invitation de Georges Marchais ?

— *J'espère avoir l'occasion un jour de répondre favorablement à Marchais, qui est l'un de nos amis les plus proches. Mais peut-être aurais-je la possibilité auparavant de rencontrer François Mitterrand, en tant que membre de la commission arabe de Fès, qui doit se rendre bientôt à Paris.*

— La France, vous le savez, pose certaines conditions à sa reconnaissance formelle de l'O.L.P.

— *M. Giscard d'Estaing avait fait de même. Il m'avait adressé, en 1980, une invitation en bonne et due forme par le truchement d'un haut responsable du Quai d'Orsay, M. Robin, mais en me demandant de prendre certaines positions concernant l'avenir du Liban. J'ai repoussé l'invitation en remerciant malgré tout M. Giscard d'Estaing. M. Reagan, pour sa part, exige que j'accepte telle quelle la résolution 242. Mais si je devais accéder à sa requête, je sais qu'il poserait une deuxième puis une troisième condition. Tout cela, ce sont des prétextes et je n'entrerai pas dans son jeu. Le président de l'O.L.P. est prêt à tous les dialogues et personne n'est dupe de la thèse israélienne selon laquelle nous voulons détruire l'Etat d'Israël. Ce sont là des balivernes, comme nos multiples propositions et démarches le prouvent. »*

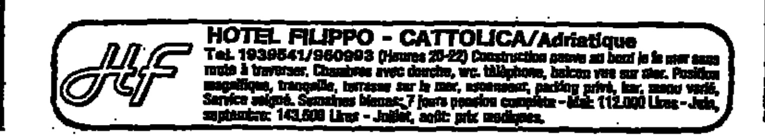
Les yeux de M. Arafat brillent, un sourire se dessine sur ses lèvres. Il murmure, rêveur : *« La mort de ces martyrs ne sera pas vaine. C'est peut-être un tournant dans l'histoire tragique de notre peuple... »*.

ÉRIC ROULEAU.

LE MANDAT DE LA FORCE D'INTERPOSITION

La force d'interposition au Liban dont le mandat avait été négocié entre les participants : France, Etats-Unis, Italie et les intéressés : Liban, Israël, O.L.P., était chargée d'assurer l'évacuation en bon ordre des combattants palestiniens de Beyrouth-Ouest et non des civils.

Son mandat était d'un mois (expirant le 21 septembre), éventuellement renouvelable. Sous la pression du Congrès, toujours *« traumatisé »* par le Vietnam et les risques d'une aventure armée, il était exclu que les Américains se prêtent à une interprétation extensive de ce mandat. A Beyrouth ils contrôlaient le port, les Italiens et les Français s'enfonçant plus loin. L'évacuation s'étant déroulée dans l'ordre et plus vite que prévu, les Américains décidèrent de partir aussitôt. Français et Italiens durent insister pour que le retrait soit concerté et échelonné, chaque unité étant remplacée par une autre dans le port jusqu'au départ du dernier Français.



LES DÉBATS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Des unités israéliennes étaient à quelques centaines de mètres des camps palestiniens, affirment des observateurs de l'ONU

De notre correspondante

New-York (Nations unies). — A l'issue d'une séance de nuit qui s'est terminée dimanche 19 septembre peu avant quatre heures du matin, le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné à l'unanimité le massacre de Beyrouth et autorisé le secrétaire général à porter le nombre des observateurs de l'ONU dans la capitale libanaise de dix à cinquante. Le conseil a également demandé au secrétaire général d'entreprendre d'urgence des consultations avec le gouvernement libanais afin de l'aider à assurer la protection des populations civiles, éventuellement avec l'aide de la FINUL (Force d'intervention des Nations unies stationnée dans le sud du Liban).

Le secrétaire général a fait part au Conseil de sécurité des informations qui lui étaient parvenues concernant les circonstances dans lesquelles avaient eu lieu les massacres des camps palestiniens : dans l'après-midi de samedi, l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, M. Yehuda Blum, lui avait fait savoir que les forces israéliennes étaient cantonnées à l'Ouest des camps palestiniens et avaient laissé leur accès Est ouvert dans l'attente de l'entrée de l'armée libanaise dans les camps. Ainsi que le prévoyait le plan Habib. Mais l'armée libanaise ne parut pas. Lorsque les forces israéliennes s'en aperçurent, le matin du samedi 18 septembre, dit M. Blum, elles entourèrent les camps pour en protéger la population.

Le secrétaire général a indiqué que les observateurs de l'ONU avaient rapporté, le vendredi 17 septembre, que des combats avaient lieu dans le camp de Sabra et que des unités des Kataeb se trouvaient à Bir Hassan, dans les zones de l'hôpital et de l'aéroport, à proximité du camp de Sabra. Beyrouth-Ouest était alors contrôlé par l'armée israélienne, à l'exception de la zone de Sabra.

De 16 heures à 18 h 30 GMT, le 17 septembre, des explosions avaient été entendues au nord-ouest de Yardze. Quatre minutes avant minuit GMT, des lueurs d'incendie avaient été observées au-dessus de la zone de Sabra. Le matin du 18, alors que Beyrouth-Ouest était sous le contrôle des Israéliens, des unités des Kataeb se trouvaient toujours à Bir Hassan, et environ 1 000 soldats des Kataeb, équipés de chars et de véhicules divers, dans la zone de l'aéroport.

Deux équipes d'observateurs arrivant à 8 h 30 GMT dans le camp de Sabra avaient trouvé des groupes de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants, qui semblaient avoir été massacrés par dix ou vingt à la fois. Le camp de Sabra était dominé par deux positions tenues par les troupes israéliennes et situées, respectivement, à 200 et 500 mètres du camp.

Les observateurs de l'ONU avaient ensuite rapporté au secrétaire général que, selon des informations provenant de l'armée libanaise, les unités aperçues à Bir Hassan, Sabra et dans la zone de l'aéroport étaient en fait des unités des Kataeb mêlées à des forces libanaises *de facto* venues du sud Liban, c'est-à-dire contrôlées par le « major » Haddad.

Démarche des Etats-Unis de la France et de l'Italie

Le secrétaire général a exprimé sa *« stupeur et son horreur »* et a lancé un appel à la fin des violences. Un peu plus tard, il recevait la visite des représentants permanents de la France, des Etats-Unis et de l'Italie, les trois puissances dont les forces armées avaient supervisé le départ des troupes de l'O.L.P. de Beyrouth, pour lui demander d'envoyer au plus tôt des observateurs sur les lieux des *« plus grandes souffrances et pertes humaines »* de la zone de Beyrouth. L'ambassadeur du Liban, M. Tueni, devait informer M. Perez de Cuellar que son gouvernement souscrivait à cette initiative.

Le secrétaire général a alors immédiatement demandé au général Erskine, commandant de la FINUL, d'obtenir des autorités israéliennes leur coopération pour l'augmentation du nombre des observateurs de l'ONU à Beyrouth. Après le rapport du secrétaire général, un débat, souvent houleux, s'est ouvert au Conseil de sécurité.

Le représentant de l'O.L.P., M. Zedi Terzi, a accusé les *« commandos israéliens »* d'avoir *« investi les camps, massacré les civiles palestiniens »* et utilisé des bulldozers pour *« mieux dissimuler les corps »*. Estimant que l'envoi d'observateurs était insuffisant, M. Terzi a demandé au Conseil d'envoyer des forces armées *« pour assurer la sécurité des populations civiles »* et d'expulser de son sein le *« criminel »* ainsi que le stipule la charte de l'ONU.

Reprenant le même thème, le représentant de l'Union soviétique, M. Ovinnikov, a déclaré que l'O.L.P. avait, *« dans un acte héroïque »*, quitté Beyrouth il y a deux semaines pour *« sauver les populations civiles »* de la capitale libanaise. Le crime commis à Beyrouth *« ne peut se comparer qu'à ceux commis par Hitler »*, a poursuivi M. Ovinnikov : *« Telle est la tragédie provoquée par M. Begin le jour du Nouvel An juif. »* Et le représentant soviétique a assuré que la capitale libanaise avait été transformée en un *« vaste camp de concentration »*.

Au nom de la Jordanie, M. Hazem Nuseibeh a déclaré que le Conseil, et particulièrement ses cinq membres permanents, avait le *« devoir sacré »* d'envoyer des forces armées pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation au Liban.

Le représentant du Liban, M. Tueni, s'est élevé contre ceux qui *« accusent des Libanais de cet acte criminel »*. *« Quiconque fait courir ce bruit,* a-t-il assuré, *est l'otage de ceux qui tentent d'empêcher la naissance d'un Liban uni sous l'autorité d'un président constitutionnellement élu. »* L'armée libanaise, a poursuivi M. Tueni, avait déjà commencé à assumer toutes ses responsabilités lorsque ses efforts ont été contrecarrés par l'action israélienne d'il y a trois jours. *« Depuis, aucun Libanais, armé ou non, n'a pu entrer dans Beyrouth. »* Et l'ambassadeur du Liban a rappelé que son gouvernement avait demandé le prolongement de la présence des troupes américaines, françaises et italiennes.

L'ambassadeur égyptien, M. Ahmed Esmat Abdel Meguid, a accusé les Israéliens d'avoir aidé à ce massacre pour fournir un prétexte à la prolongation de leur occupation de Beyrouth. Il a, lui aussi, demandé le retour rapide de la force multinationale dans la capitale libanaise.

Le nouveau représentant permanent de l'Algérie, M. Mohamed Sahnoun, a estimé que le massacre était une réponse à la *« passivité de la communauté internationale »* et a averti que *« le règne de la terreur risquait de se répandre à travers le reste du Proche-Orient »*. Il a demandé l'envoi immédiat d'une force de maintien de la paix de l'O.N.U. au Liban.

L'ambassadeur israélien, M. Blum a répété que les forces israéliennes avaient vainement attendu l'arrivée de l'armée libanaise pour prendre le contrôle des camps palestiniens. Il a accusé M. Ovinnikov de représenter un pays célèbre par ses pogroms, qui aurait tort de *« tenter d'appliquer ses notions d'humanité ou d'inhumanité à d'autres régions du monde »*. Il a rappelé au représentant jordanien que des milliers de Palestiniens avaient été massacrés au cours du « Septembre noir » que M. Nuseibeh a préféré appeler *« une affaire de famille »*. *« La situation au Liban est le résultat d'années d'indifférence internationale,* a poursuivi M. Blum. *Le gouvernement libanais a demandé d'année en année protection pour son territoire sans jamais être entendu... La Syrie et l'O.L.P. ont fini par pouvoir faire ce qu'elles voulaient. »*

NICOLE BERNHEIM.

La résolution adoptée à l'unanimité « condamne le massacre criminel »

New-York (Nations unies, A.F.P.). — **Voici le texte de la résolution adoptée dans la nuit de samedi à dimanche, à l'unanimité, par le Conseil de sécurité des Nations unies :**

Le Conseil de sécurité, frappé d'horreur par le massacre de civils palestiniens à Beyrouth, ayant entendu le rapport du secrétaire général, notant que le gouvernement libanais a accepté que des observateurs des Nations unies soient envoyés aux endroits où les souffrances et les pertes en vies humaines sont les plus grandes, à Beyrouth et aux alentours ;

1) Condamne le massacre criminel de civils palestiniens à Beyrouth ;

2) Réaffirme une fois de plus ses résolutions 512 (1982) et 513 (1982), qui demandent que soient respectés les droits de la population civile sans aucune discrimination et réprouvent tous actes de violence contre cette population ;

3) Autorise le secrétaire général, en tant que mesure immédiate, à porter de dix à cinquante le nombre d'observateurs des Nations unies à Beyrouth et aux alentours, et réaffirme qu'il ne doit y avoir aucune interférence avec le déploiement des observateurs et que ceux-ci doivent avoir pleine liberté de mouvement ;

4) Prie le secrétaire général, en consultation avec le gouvernement libanais, d'assurer le déploiement rapide de ces observateurs afin qu'ils puissent contribuer, de toutes les manières possibles dans le cadre de leur mandat, à l'effort fait pour assurer l'entière protection de la population civile ;

5) Prie le secrétaire général d'engager d'urgence des consultations appropriées, en particulier avec le gouvernement libanais, sur les mesures supplémentaires que le Conseil pourrait prendre, y compris le déploiement éventuel de forces des Nations unies, pour aider ce gouvernement à assurer l'entière protection de la population civile à Beyrouth et aux alentours, et le prie de faire rapport au Conseil dans les quarante-huit heures ;

6) Souligne que tous les intéressés doivent permettre aux observateurs et aux forces des Nations unies établies par le Conseil de sécurité au Liban de se déployer et de s'acquitter de leurs mandats et, à cet égard, appelle solennellement l'attention sur l'obligation qui incombe à tous les Etats membres, en vertu de l'article 25 de la charte, d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil conformément à la charte ;

7) Prie le secrétaire général de tenir le Conseil informé, de manière urgente et constante.

L'Égypte a rappelé son ambassadeur à Tel-Aviv

Correspondance

Le Caire. — Pour la première fois depuis l'établissement de relations diplomatiques avec Israël, le 18 mars 1980, l'Egypte a rappelé, lundi 20 septembre, son ambassadeur en Israël, M. Saad Mortada. Selon l'agence de presse officielle MENA, Le Caire estime *« qu'en participant au massacre dans les camps de réfugiés palestiniens, Israël a violé l'accord de cessez-le-feu conclu par l'intermédiaire de l'envoyé spécial américain, M. Philip Habib »*.

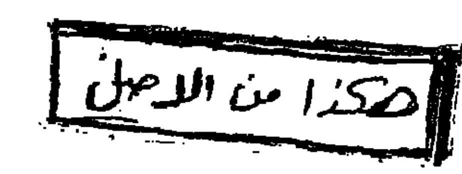
D'autre part, la veille, l'Egypte avait demandé aux Etats-Unis le retour de la force multinationale d'interposition, le retrait immédiat et inconditionnel d'Israël de Beyrouth et, enfin, que tout soit fait pour empêcher la reprise des affrontements israélo-syriens dans la Bekaa et au nord du Liban.

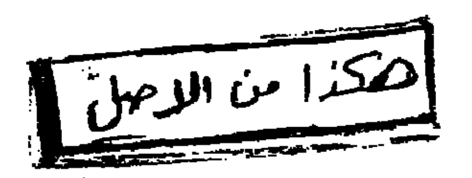
Au ministère des affaires étrangères on ne cachait plus l'*« exaspération du gouvernement égyptien devant l'inqualifiable comportement d'Israël »*. Toute l'opposition et de très nombreux intellectuels et artistes réclamaient eux aussi au moins la rupture des relations diplomatiques avec l'Etat juif. Le Caire craint toutefois, en réaction, un nouveau *« mauvais coup »* de M. Begin.

Ce sont les Etats-Unis qui sont invités à mettre à la raison Israël et l'on comprendrait mal au Caire que l'armée israélienne continuât à camper à Beyrouth dans les jours qui viennent après les injonctions très fermes du président Reagan lui demandant de se retirer.

La télévision dimanche et la presse du lundi 20 septembre, en opposition à la réserve à l'égard d'Israël au Liban observée au cours des trois derniers mois, n'ont pas hésité à montrer longuement des images du massacre de Beyrouth-Ouest, ce qui en dit plus long sur la dégradation des relations israélo-égyptiennes que bien des décisions officielles. Le grand quotidien populaire *El-Akhbar* écrit ce lundi : *« En se compromettant dans ce monstrueux massacre, l'Etat juif vient de commettre la plus grande faute de son histoire. »*

MONA EL-BANNA.





DANS LES CAMPS DE BEYROUTH-OUEST

Washington met indirectement en cause la responsabilité de Jérusalem

De notre correspondant

Washington. — Les Etats-Unis n'excluent pas de renvoyer des « marines » à Beyrouth dans le cadre d'une force multinationale. C'est l'option qui a été retenue en priorité dimanche 19 septembre, par le président Reagan et ses principaux collaborateurs, spécialement réunis à la Maison Blanche. D'autres formules ont été étudiées mais jugées moins efficaces : la mise en place d'un poste d'observation de l'ONU ou le transfert à Beyrouth de « casques bleus » qui se trouvent actuellement sur la frontière israélo-libanaise.

Une nouvelle force multinationale suppose que la France et l'Italie soient d'accord, que le Liban le demande officiellement et qu'Israël accepte de jouer le jeu. Washington a donc engagé, pendant le week-end, des consultations avec ces quatre gouvernements, en faisant savoir qu'il souhaitait que d'autres pays se joignent à une éventuelle force de paix.

Seule une situation extrêmement grave pouvait conduire la Maison Blanche à envisager un nouvel envoi de « marines » à Beyrouth. Ce genre de mission suscite, en effet, très peu d'enthousiasme aux Etats-Unis depuis la guerre du Vietnam. En juillet dernier, le Congrès était plus que réticent à l'envoi de soldats américains au Liban.

Le gouvernement Reagan lui-même craignait que ses hommes ne soient entraînés dans une quelconque bataille. Tireraient-ils sur des Israéliens ? C'était impensable. Sur des Syriens, alliés de l'U.R.S.S. ? Très dangereux... On envoya quand même huit cents « marines » au Liban, mais on s'arrangea pour les rapatrier deux semaines d'avance sur la date prévue. Et aujourd'hui, sans le dire, on se mord les doigts d'avoir montré une telle précipitation.

Jouer la carte travailliste

La tuerie de Sabra et Chatila a provoqué, samedi, une réaction immédiate de la Maison Blanche. Jamais un président des Etats-Unis ne s'était adressé à Israël en des termes aussi sévères. Se déclarant « horrifié » par ce qu'il venait d'apprendre, soulignant son « violent dégoût », M. Reagan a exprimé ses « plus profonds regrets » aux familles des victimes et à « la communauté palestinienne en général ».

La responsabilité d'Israël est mise indirectement en cause dans ce communiqué. « Au cours des négociations pour le retrait de l'O.L.P., a dit M. Reagan, nous avions reçu l'assurance que les forces israéliennes n'entreraient pas à Beyrouth-Ouest. » Cette promesse n'a pas été tenue. Le président souligne que, après l'assassinat de Bechir Gemayel, les Etats-Unis se sont « fortement opposés » à l'occupation israélienne, y voyant « une erreur », susceptible de « provoquer d'autres combats ». Ils avaient malheureusement raison : « Israël soutenait que ses mouvements (de troupes) empêcheraient la sorte de tragédie qui s'est maintenant produite. »

Un responsable gouvernemental réclamant l'anonymat déclarait samedi : « Je ne sais pas si les Israéliens s'attendaient à cette tuerie. Mais ils n'ignoraient apparemment pas que les miliciens avaient pénétré dans les camps. A ma connaissance, Israël ne les a pas empêchés d'agir. » Les explications de Jérusalem sont jugées bien insuffisantes par Washington : ces soldats n'avaient-ils pas dû être extrêmement vigilants, puisque la raison officielle de leur entrée à Beyrouth était d'empêcher une nouvelle explosion ?

La déclaration de samedi contraste avec les propos que M. Reagan avait tenus légèrement la veille, au cours d'une tournée électorale dans le New-Jersey. Propos qui allaient d'ailleurs susciter la consternation de certains de ses propres collaborateurs. Le président semblait expliquer, en effet, l'occupation israélienne de Beyrouth-Ouest par « une attaque de miliciens de gauche ». Même M. Begin n'avait pas utilisé un tel argument...

Mis à part cette gaffe, M. Reagan peut se reprocher de n'avoir pas réagi assez vite à l'entrée des Israéliens dans la capitale libanaise. Son hésitation, le premier jour, a entravé la détermination qu'il devait mettre dès le lendemain pour réclamer le « retrait immédiat ». Cette exigence a été rappelée avec force dans le communiqué de samedi : l'Etat hébreu est sommé de revenir aux positions qu'il occupait le 14 septembre. M. Reagan l'engage à « engager de sérieuses négociations » pour arriver à un double désengagement de ses forces : de Beyrouth d'abord, « le plus tôt possible », puis du territoire libanais, « dans le cadre d'un retrait de toutes les forces étrangères ».

M. Reagan affirme que son « plan de paix », rendu public le 1er septembre, sera « vigoureusement poursuivi ». Mais il est le premier à savoir que les événements de Beyrouth lui ont porté un bien mauvais coup. Il pensait en avoir à peu près fini avec le Liban et commençait à mettre l'accent sur l'autonomie palestinienne. Le voilà contraint de revenir en arrière, et dans des conditions plus mauvaises qu'avant. D'une part, les relations israélo-américaines se sont détériorées. D'autre part, les Arabes recommencent à dénoncer la responsabilité des Etats-Unis ou à constater leur impuissance.

La seule consolation de Washington est l'affaiblissement politique de M. Begin. On pense ici que, devant les vives réactions qui se manifestent dans le monde et dans son propre pays, le dirigeant israélien va devoir assouplir ses positions et s'appuyer de nouveau sur les Etats-Unis. Mais ceux-ci ne lui font plus une grande confiance. Jouant la carte travailliste, ils ont déjà commencé à le pousser doucement vers la sortie.

ROBERT SOLÉ.



(Dessin de PLANTU.)

M. MITTERRAND : « la France est décidée à agir de nouveau »

Voici le texte de la déclaration publiée samedi soir 18 septembre, vers 22 h 30, par M. Mitterrand :

« *Les nouvelles qui me parviennent de Beyrouth provoquent une réaction d'horreur. Ceux qui portent la responsabilité de tels excès trahissent les causes qu'ils croient servir. La communauté internationale doit se dresser contre de tels massacres et arrêter les mesures nécessaires pour les prévenir.*

» *La France est déjà intervenue pour faciliter la mise en œuvre de règlements pacifiques dans la région. Dans les circonstances actuelles, elle est décidée à agir de nouveau. Le ministre des relations extérieures est en rapport avec les parties intéressées pour définir les initiatives souhaitables, notamment par l'utilisation des moyens des Nations unies.* »

L'appel de M. Arafat au président de la République

Auparavant, le président de la République avait reçu dans la journée de samedi un message de M. Yasser Arafat le « *suppliant* », « *au nom du sang palestinien innocent, d'intervenir immédiatement pour faire arrêter ces massacres barbares* [au Liban] *et pour que l'armée israélienne se retire* » du pays.

Dans ce texte rendu public par le bureau de l'O.L.P. à Paris, le chef de l'organisation palestinienne affirme que « *l'armée israélienne est en train de perpétrer de terribles crimes contre la population palestinienne à l'intérieur et à l'extérieur des camps de réfugiés à Beyrouth* ». « *La radio israélienne, les agences de presse mondiales, ainsi que les observateurs internationaux ont reconnu la véracité des faits*, ajoute-t-il. *Le monde entier assume la responsabilité des crimes que l'armée israélienne est en train de commettre contre la population civile de Beyrouth, en dépit de toutes les promesses et garanties, violant tous les accords conclus avec l'envoyé spécial américain Philip Habib, et cela après l'évacuation des forces palestiniennes.* »

« *Monsieur le président*, conclua M. Arafat, *nous vous avions confié la sécurité des camps de réfugiés palestiniens et de leurs habitants à Beyrouth. Nous les avons confiés aux forces multinationales et aux observateurs des Nations unies. Je vous conjure donc de tout faire pour faire arrêter le massacre des femmes et des enfants palestiniens.* »

M. CHEYSSON : trois mois ont été perdus

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, interrogé dimanche sur Antenne 2, a indiqué que la France était prête à envoyer des troupes au Liban pour protéger les civils dans le cadre de l'ONU « *ou autrement* ». Le ministre faisait ainsi allusion aux deux types de forces internationales intervenues au Liban avec la participation de la France : la force des Nations unies (FINUL), qui stationne toujours au Liban du Sud contrôlé par Israël, et la force d'interposition qui a contrôlé Beyrouth-Ouest pendant l'évacuation de l'O.L.P.

Le chef de la diplomatie française a expliqué le retrait de Beyrouth de la force d'interposition américano-italo-française, avant la fin théorique de son mandat de trente jours qui aurait expiré le 21 septembre, par le fait qu'elle avait rempli sa mission (veiller au retrait ordonné des combattants palestiniens) et qu'« *elle n'avait pas été chargée de protéger les populations civiles* ».

Il a fait valoir que, par souci de protéger les civils, la France avait présenté, le 24 juin au Conseil de sécurité de l'ONU, une résolution demandant l'évacuation de toutes les troupes étrangères et le renforcement de l'armée libanaise « *par des éléments internationaux de la FINUL* ». Ce projet, a rappelé M. Cheysson, s'était heurté au veto américain. Après avoir regretté que « *trois mois aient été perdus* », M. Cheysson a estimé qu'avec le vote du Conseil de sécurité dans la nuit de samedi à dimanche recommandant l'envoi d'une force internationale au Liban « *la ligne que nous défendons depuis trois mois est retenue* ».

M. Hernu, ministre de la défense, a donné une explication analogue au micro d'Europe 1 : « *Nous étions* [au Liban], a-t-il dit, *comme les deux autres pays, à la demande des autorités libanaises, pour accomplir une mission. A partir d'un certain moment les Etats-Unis d'Amérique, les Italiens, ont décidé de retirer leurs forces (...). Il n'était pas question que des soldats français puissent rester tout seuls à Beyrouth (...). Nous étions trois partenaires, les deux autres étant partis, la France ne pouvait pas rester.* »

La responsabilité d'Israël

Dès samedi, dans une déclaration à l'A.F.P., M. Cheysson avait dénoncé le caractère « *inacceptable, intolérable* » de l'entrée des troupes israéliennes dans Beyrouth-Ouest, d'autant plus qu'il « *était remarquable qu'au lendemain de l'assassinat* [de Bechir Gemayel] *les passions étaient contenues* » au Liban. « *Israël prend ses responsabilités face à la réprobation internationale et face à ses alliés, comme les Etats-Unis* », ainsi que face aux pays qui œuvrent à sa sécurité, comme la France, avait déclaré M. Cheysson, ajoutant qu'un « *premier retrait* » israélien hors de Beyrouth-Ouest « *s'impose* ». Le ministre avait réaffirmé qu'en entrant le 15 septembre dans Beyrouth-Ouest les Israéliens avaient « *violé le plan Habib* » [d'évacuation de l'O.L.P.] en rappelant sa déclaration de vendredi demandant le retour « *immédiat* » des Israéliens. « *L'entrée inattendue des Israéliens dans Beyrouth-Ouest, dans les camps palestiniens, contrairement au plan Habib, met en jeu la sécurité de la population civile. Cela est grave en soi* », avait ajouté M. Cheysson.

LES RÉACTIONS EN FRANCE

M. Jospin : une découverte cruelle pour les socialistes français

Invité, dimanche 19 septembre, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, a déclaré : « *Nous avons pensé, depuis plusieurs mois, que la politique israélienne était une politique dangereuse, qu'elle prenait, à certains égards, le caractère de l'extrémisme. Pour les socialistes français, c'est une prise de conscience et une découverte cruelles, car nous sommes amis d'Israël* ». M. Jospin a souligné que les socialistes français étaient attirés par l'« *exemplarité* » de la démocratie israélienne, exemplarité qui, selon lui, « *n'a pas totalement disparu* ». « *Il y a une contradiction flagrante et majeure*, a-t-il ajouté, *entre ce respect de la démocratie en Israël, ces débats qui peuvent avoir lieu, ces vives polémiques contre le premier ministre et la brutalité des moyens qui ont été utilisés à plusieurs reprises par l'armée israélienne. Je ne fais pas d'amalgame, mais il faut bien comprendre que ce sont certains, qui se sont présentés comme les alliés d'Israël et qu'Israël n'a pas toujours récusés, qui semblent bien s'être livrés à ces massacres honteux.* »

Après avoir constaté que l'armée israélienne « *n'a pas pu empêcher les massacres* », M. Jospin a souligné que, puisque les Israéliens ont pris la responsabilité d'entrer dans Beyrouth-Ouest, « *il faut qu'ils puissent au moins, dans les heures qui viennent, faire la preuve de leur efficacité et de leur capacité à empêcher de tels actes. Il ne faut pas que sous leur présence de tels actes soient à nouveau possibles* ».

« *L'actualité passe vite*, a ajouté le premier secrétaire du P.S. *Les massacres de Palestiniens nous ont heurtés au plus profond. Il ne faudrait pas, cependant, que des cadavres ou des blessés en chassent d'autres et que déjà on oublie ce qui s'est passé en France, à Bruxelles, c'est-à-dire l'assaut du terrorisme contre certaines communautés.* »

● *A la demande du grand rabbin de France*, le Consistoire israélite de Paris invite les fidèles à participer nombreux à l'office qui marquera la fin de la journée de jeûne et de prières ce lundi 20 septembre, à 18 h 30, à la synagogue, 28, rue Buffault, Paris (9e). « *Au cours de cet office*, précise le communiqué, *des prières seront dites pour exprimer la consternation de la communauté juive après l'audience privée accordée par le pape à Yasser Arafat.* » Cet office sera présidé par M. René Samuel Sirat, grand rabbin de France, en présence de MM. les grands rabbins J. Kaplan, R. Naouri et A. Goldmann.

● *M. René-Samuel Sirat*, grand rabbin de France : « *A l'issue des solennités de Rosh-Hashana* (nouvel an israélite), *le grand rabbin de France a appris avec consternation l'horrible massacre perpétré de sang-froid à Beyrouth contre des populations palestiniennes. Interprète des sentiments de la communauté juive de ce pays, le grand rabbin de France exprime sa vive émotion et sa profonde douleur face à une telle atteinte à l'image de Dieu qui est en chaque être humain, et condamne solennellement cette tuerie inqualifiable.*

» *En ce lendemain du jour où selon la tradition juive fut créé Adam père de tous les hommes, il demande à la communauté d'élever ses prières ferventes pour que l'humanité se ressaisisse et que cesse définitivement le règne de la violence afin de laisser place à la fraternité et à la paix universelle.* »

● *Mgr Jean Vilnet*, évêque de Saint-Dié, président de la Conférence épiscopale française : « Qui peut rester indifférent après la sinistre semaine que viennent de connaître le Liban, dont le président a été assassiné, Beyrouth, théâtre d'un crime contre l'humanité dont on croyait l'horreur définitivement bannie de notre histoire, les communautés juives de Paris et de Bruxelles atteintes par des attentats aveugles au jour même de leur fête religieuse. Les conséquences sont redoutables : tous les ressentiments, toutes les vengeances, tous les racismes et l'intolérable antisémitisme peuvent s'engouffrer dans cette spirale de la pire des violences. Il faut s'y opposer. La réprobation ne peut qu'être unanime. Toute la force de l'opinion mondiale doit appuyer ou peser sur les décisions des gouvernements pour que les armes se taisent immédiatement et pour que soient établis ou sauvegardés l'indépendance, les droits du Liban, des Palestiniens, d'Israël. Rétablir sans délai la paix au Proche-Orient nous concerne tous. »

Le P.C.F. : les contingents internationaux sont partis « prématurément »

Pour le P.C.F., « *la responsabilité fondamentale de ce pogrom incombe au gouvernement israélien et à ceux qui le soutiennent ou lui laissent les mains libres.* » Le bureau politique du parti observe, dans une déclaration publiée dimanche, qu'« *après avoir protégé l'évacuation des combattants palestiniens de Beyrouth, les contingents américain, italien et français sont partis prématurément sans avoir accompli leur deuxième mission qui consistait à libérer la capitale des troupes israéliennes* ». Il demande « *que l'ONU prenne contre Israël les sanctions prévues par sa charte, en particulier la rupture des relations diplomatiques avec cet Etat tant qu'il violera les décisions internationales* ». Enfin, il juge « *indispensable qu'une force militaire représentative de l'ONU soit envoyée au Liban sans aucun délai. Cette force ne doit pas rester symbolique, mais être suffisamment importante et dotée d'un mandat suffisamment précis et long* », pour, notamment, « *arrêter tout massacre* » et « *contraindre l'armée israélienne à se retirer totalement du Liban* ».

M. Georges Marchais, qui avait adressé un mesage de solidarité à M. Arafat devait être reçu, ce lundi après-midi, à sa demande, par M. Mitterrand, afin, a précisé le secrétaire général du P.C. « *d'examiner les mesures qui s'imposent pour la France, son gouvernement et la majorité à laquelle nous appartenons* ».

Pas de manifestation unique de la gauche

La C.G.T., le P.C. et quatorze autres syndicats et organisations de gauche (notamment le P.S.U., la L.C.R., l'UNEF, le SNE-Sup, l'Association de solidarité franco-arabe, le Comité Liban, la CIMADE et le MRAP) appellent à une manifestation ce lundi à 18 heures à Paris, de la Nation à la République, pour condamner les massacres et exiger « *qu'Israël évacue ses troupes du Liban et dans l'immédiat de Beyrouth* ».

De leur côté, la C.F.D.T. et la FEN ont confirmé qu'elles avaient participé dimanche à Paris, à l'initiative de la C.G.T., à une réunion « *pour préparer une initiative d'action* », mais que cette rencontre « *s'est soldée par un échec du fait des préalables posés par le P.C.F., qui a annoncé publiquement sa décision de manifester le lundi 20 septembre* ».

Les deux organisations, ainsi que le P.S., précisent qu'elles entendent manifester, pour leur part, « *sur des objectifs qui prennent en compte l'ensemble des problèmes posés par la situation au Moyen-Orient* » et appellent à tenir « *dans les prochains jours* », « *un grand meeting de protestation populaire contre l'attentat de la rue Cardinet et contre le massacre des civils palestiniens à Beyrouth* ». Le P.C. a répliqué, dans un communiqué, que « *l'on s'étonnera peut-être de l'absence* (à la manifestation de lundi) *de certaines organisations* ». Rappelons qu'une déclaration commune de la gauche avait été adoptée, le 7 août, sur la situation au Liban (*le Monde* du 10 août).

Une première manifestation de protestation avait eu lieu dimanche après-midi à Paris, devant le centre Pompidou, à l'appel du Collectif national des comités palestiniens en France. Plusieurs centaines de militants y ont dénoncé le « *génocide des peuples libanais et palestinien* ».

M. BERGERON : raison garder

M. Bergeron a déclaré pour sa part, ce lundi, au nom de la C.G.T.-F.O. : « *De toutes nos forces, nous condamnons les coupables quels qu'ils soient. Cette tragédie était malheureusement prévisible après l'assassinat de M. Gemayel. Les gouvernements occidentaux ont sans doute commis l'erreur de retirer trop tôt les forces d'interposition. Nous approuvons donc le président de la République lorsqu'il réaffirme la volonté de la France d'aider à stabiliser le Liban et, en tout cas, d'œuvrer pour éviter le retour de pareilles horreurs.*

» *Cela dit, il faut aussi raison garder et ne rien faire qui contribue à faire naître en France une vague d'antisémitisme aussi dangereuse et condamnable que pourrait l'être une vague anti-arabe. Puisse cette tragédie ne pas engendrer un terrorisme aveugle du type de ce qu'on a déjà connu.* »

Plusieurs organisations demandent la rupture des relations diplomatiques entre la France et Israël. C'est le cas du parti socialiste révolutionnaire (qui suggère aussi, comme Mme Bouchardeau, que M. Arafat soit invité en France), du parti communiste marxiste léniniste, de la Convention nationale des Français musulmans et du comité pour la Paix au Proche-Orient. L'association France-Palestine demande pour sa part que la France rappelle son ambassadeur en Israël et qu'un tribunal international « *juge et condamne les coupables de ce crime affreux* ».

L'association de Solidarité Franco-Arabe condamne à la fois les massacres de Beyrouth, qui « *ne peuvent être que la conséquence directe du défi de l'armée israélienne à la Nation libanaise et à la communauté internationale* » et « *les actes terroriste aveugles en France* » comme celui de la rue Cardinet. Ces actes, avait dit l'association dans un communiqué précédent, « *ne sont cependant pas des attentats antisémistes comme on voudrait le faire croire, mais servent en définitive par leur exploitation politique ceux-là même qui viennent d'attaquer et d'occuper totalement la ville de Beyrouth* ».

Enfin le renouveau juif, qui avait appelé à une manifestation mardi à 18 h 30 devant le lycée Carnot, maintient cet appel mais précise que la protestation sera également dirigée « *contre les massacres de civils palestiniens* » au Liban. L'association exprime « *son indignation et sa plus profonde répulsion* » après ses massacres. M. Pierre Bloch, président de la LICRA, a dit avoir pris « *avec horreur* » cette « *effroyable tuerie* » qui « *s'ajoute au massacre des 80 000 chrétiens du Liban ces dernières années* ». De même, l'Union des Etudiants de France se déclare « *consternée* » et « *appelle toutes les parties au conflit à s'asseoir autour d'une table de négociation* ».

● *Un appel* exprimant la « *solidarité des intellectuels français* » envers les « *martyrs anonymes des peuples palestinien et libanais* » a été signé, dimanche 19 septembre, par Mmes et MM. Aragon, Claude Autant-Lara, André Stil, Paul Milliez, Pierre Etaix, Annie Fratellini, Jean Ferrat, Raoul Sangla, Stellio Lorenzi, Henri Cueco, Franck Cassenti, Georges Moustaki, Jacques Doniol-Valcroze, Claude Frioux, Sokologorski, Marc Ogeret, Lucien Sève, Claudine Karlin, Tony Lainé, Jean-Pierre Kahane, Maurice Failevic, Alfred Sorel, Catherine Ribeiro, Gérard Blain, Jean Ristat, Jean-Pierre Jouffroy, Serge Leroy, Jean-Daniel Simon, Paul Chemetov, Jean Marcenac, Maurice Roche, Michel Butor.

LE MASSACRE DE BEYROUTH-OUEST

Les commentaires de la presse parisienne

« L'HUMANITE » : Les méthodes de l'Irgoun.

« Dans le meilleur des cas — si l'on peut dire — il y a eu division du travail entre l'armée israélienne et les groupes terroristes libanais qu'elle avait équipés, et qui agissaient sous son contrôle étroit.

» Begin, dans son fanatisme aveugle, a pris là une terrible responsabilité devant l'histoire, renouant ainsi avec les méthodes qui avaient illustré ses débuts. Souvenons-nous de ce jour d'avril 1948 où l'Irgoun, l'organisation terroriste qu'il dirigeait, extermina deux cent cinquante habitants désarmés du petit village arabe de Deir-Yassin, près de Jérusalem. Aucune fin ne peut justifier le recours à de tels moyens.

» L'actuel gouvernement israélien a montré qu'il était prêt à tout pour affaiblir la résistance palestinienne et liquider le mouvement national libanais. »

(RENE ANDRIEU.)

« LE MATIN DE PARIS » : Le risque d'antisémitisme.

« L'évolution des derniers jours implique un autre risque qui, celui-là, nous concerne directement. Le risque d'un réveil antisémite dans l'opinion occidentale et donc française. Ne voit-on pas déjà apparaître des comparaisons lourdes de signification, Beyrouth devenant, par exemple, un « Oradour », le massacre de vendredi un « pogrom »? Il y a en ce moment trop de groupuscules prêts à dénoncer « le juif » et à exploiter contre lui tout événement pour qu'il soit besoin, à Menahem Begin, de leur fournir des arguments. Le gouvernement de Jérusalem doit être conscient de la responsabilité qui est ici la sienne. Il est inutile de se voiler la face : transportée chez nous, la guerre israélo-arabe ranime racisme et antisémitisme, contre lesquels il faudra se mobiliser. »

« LE FIGARO » : La responsabilité du président Reagan.

« On savait dès le début qu'il y avait un risque majeur de règlements de comptes entre chrétiens libanais et Palestiniens une fois les forces militaires de l'O.L.P. parties. C'est d'ailleurs l'argument invoqué par les Israéliens pour occuper Beyrouth-Ouest à partir de la nuit de mardi à mercredi dernier.

La responsabilité que l'armée israélienne a ainsi voulu assumer, elle doit en supporter aujourd'hui la charge. Nous choisissons l'hypothèse qui paraît la plus conforme à la vérité, selon laquelle Tsahal — pourtant réputée pour son efficacité — n'a pas su contrôler ses alliés chrétiens et empêcher de perpétrer le forfait d'une partie d'entre eux.

Ce qu'il faut davantage souligner, semble-t-il, c'est la responsabilité du président Reagan et celle du Congrès des Etats-Unis. En acceptant du bout des lèvres d'envoyer des « marines » à Beyrouth, puis en les retirant précipitamment, entraînant bien avant le terme les forces italiennes et françaises, les Américains ont pris un risque énorme par pusillanimité. »

(SERGE MAFFERT.)

« LE QUOTIDIEN DE PARIS » : Le responsable ? la communauté internationale.

« On a fabriqué de toute pièce cette guerre, en soufflant sur les passions ethniques, historiques, culturelles en sommeil. « On », c'est la communauté internationale qui inventa, pour résoudre le problème au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une formule juridique absurde.

« On », c'est l'hypocrisie des Arabes, qui firent monter la fièvre chez les Palestiniens pour mieux les abandonner à leur sort le moment venu ; c'est la tergiversation américaine ; c'est le cynisme meurtrier des Soviétiques ; c'est l'ambiguïté des puissances occidentales. »

(PHILIPPE TESSON.)

« LIBERATION » : Le gouvernement français doit reconnaître la responsabilité d'Israël.

« Au-delà de ses roublardises vicieuses, la politique de Begin témoigne d'un phantasme terrible : l'horreur de l'holocauste ne sert plus que de paravent à un délire de toute-puissance entraîné dans une spirale d'exactions (...). L'attitude du gouvernement français, en revanche, inquiète. Les banalités embarrassées servies par Cheysson en guise de réaction officielle risquent d'effacer la bonne impression qu'avait faite jusqu'à présent la politique proche-orientale du gouvernement. En omettant soigneusement d'évoquer la responsabilité éminente d'Israël dans ces carnages, le gouvernement français, partie prenante, rappelons-le, de la « force d'interposition » se tient mille pas en dessous de Reagan, auquel le contraste donne bizarrement l'allure d'un progressiste impénitent. »

(GERARD DUPUY.)

« FRANCE-SOIR » : Beyrouth-sur-Glane.

« Il y a de cela quelques semaines, François Mitterrand avait, dans une conférence de presse très controversée, évoqué la possibilité d'un Oradour-sur-Glane à Beyrouth : à l'époque, le gouvernement d'Israël, profondément choqué, avait réagi avec indignation à une assimilation, ou à un rapprochement qui lui paraissait abominable...

» Eh bien, l'abominable s'est produit : le massacre de centaines de réfugiés palestiniens, hommes, femmes, enfants, désarmés et innocents. Certes, les troupes israéliennes, qui depuis quelques jours contrôlent la totalité de Beyrouth, n'ont pas pris part à la boucherie. Certes, les hommes du général Sharon n'ont pas les mains tachées du sang de ces corps torturés qu'on empile par monceaux dans les camps palestiniens de la capitale libanaise.

» Mais ce sang retombe sur leurs têtes : car, au pire, l'armée israélienne a permis ce massacre et, dans la meilleure hypothèse, elle ne l'a pas empêché !... »

(BENOIT RAYSKI.)

● Dans la *Lettre de la Nation*, organe du R.P.R., Pierre Charpy écrit lundi 20 septembre :

« Il ne suffit pas aux grandes puissances de condamner l'« incursion israélienne » dans Beyrouth-Ouest et le massacre des civils palestiniens pour se dégager elles-mêmes de toute responsabilité. Ne se sont-elles pas dépêché un peu trop vite de retirer la force d'interposition dont le mandat n'expirait que le 21 septembre ? « Elle avait rempli sa » mission et elle n'était pas char- » gée de protéger les populations » civiles », explique maintenant Claude Cheysson tout en se félicitant que le Conseil de sécurité recommande de nouveau l'envoi d'une force internationale au Liban. Il oublie seulement que l'assassinat du président Bechir Gemayel avait créé une nouvelle cause de trouble et allait retarder la mise en place de l'armée libanaise. De fait, c'est bien parce que celle-ci n'était pas en position pour protéger les camps que le massacre a pu avoir lieu. »



DIPLOMATIE

AU JUBILÉ DES ASSOCIATIONS FRANCO-ALLEMANDES

M. Jobert dénonce la « démarche boiteuse » des relations linguistiques entre les deux pays

De notre envoyé spécial

Mayence. — C'est en tant que *« ministre d'Etat de la République française »* que M. Michel Jobert avait été invité, vendredi 17 septembre, par la Fédération des associations franco-allemandes, à prendre la parole à Mayence à l'occasion de la cinquantième session de cette organisation fondée en 1955 et qui regroupe aujourd'hui quelque trente mille membres.

Le thème de l'« identité culturelle » que M. Jobert avait choisi de traiter est encore souvent entouré en Allemagne d'un halo maudit à cause de l'exploitation perverse de ce thème par Hitler. Mais finalement, notables, enseignants et collégiens allemands réunis dans l'ancien palais épiscopal ont vigoureusement applaudi le ministre d'Etat français lorsque, après avoir évoqué, *« le destin possible mais non souhaitable »* d'une Europe parlant russe ou anglo-américain, il a exhorté les Allemands à être de *« bons soldats de l'identité culturelle »*.

M. Jobert a dit ensuite qu'il n'aimait guère la *« démarche boiteuse »* actuelle des relations linguistiques franco-allemandes. S'il est vrai que six millions d'Allemands comprennent le français contre 3,5 millions de Français comprenant l'idiome de notre principal partenaire européen, il y a outre-Rhin, en 1982, moins de cinquante mille élèves apprenant le français comme première langue face à plus de six cent mille collégiens français ayant choisi l'allemand en première langue. Depuis Georges Pompidou, il y a douze ans, la France n'a entrepris aucune démarche politique énergique à Bonn pour remédier à ce grave déséquilibre. L'intervention du successeur de de Gaulle avait eu pour effet de doubler les effectifs des lycéens allemands prenant le français en première langue. A la veille même de la visite de M. Jobert à Mayence, le Land de Brême était venu s'ajouter aux deux autres régions allemandes, la Basse-Saxe et le Schleswig-Holstein, où il est interdit aux enfants de choisir une autre première langue que l'anglais...

M. Jurgen Olbert, maître de français en Forêt-Noire et président honoraire de la Fédération mondiale internationale des professeurs de français, a relevé, de son côté, que la télévision, en France, ne diffuse que quatre films allemands par an et que trente et un films français seulement apparaissent dans le même temps sur le petit écran allemand. Cette remarque a naturellement trouvé écho auprès de M. Jobert qui a d'ailleurs décidé de refuser désormais de se rendre dans toute foire internationale où le pavillon français ne comporterait pas *« un stand vendant de la culture française »*.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

La question des droits de l'homme a dominé jusqu'à sa fin la visite en France de M. Sekou Touré

Mme Nathalie Barry, présidente de l'Association des femmes françaises de prisonniers politiques en Guinée, a été reçue, dimanche soir 19 septembre, à Paris, par le président de la République guinéenne, dont la visite en France s'achève ce lundi, et qui devait tenir, ce même jour, une conférence de presse à Paris. *« Comme j'ai refusé de tendre la main à M. Sekou Touré,* nous a déclaré Mme Barry, *l'entretien n'a duré que quelques minutes, le président guinéen ayant systématiquement refusé de répondre aux questions que je lui ai posées quant au sort des neuf Guinéens, dont mon mari, Abdullah Barry, dont on est officiellement sans aucune nouvelle » (1).* Mme Barry a indiqué que l'association qu'elle préside avait demandé audience à M. Mitterrand, *« pour connaître la réponse du gouvernement français sur cette question des droits de l'homme »*.

D'autre part, un groupe d'une cinquantaine de Guinéens ont manifesté, dans la soirée du dimanche 19 septembre, aux abords de la place de la Madeleine. Quelques échauffourées, opposant partisans et adversaires du président guinéen se sont produites, rapidement dispersées par la police.

Le samedi 18 septembre, le président guinéen avait visité le centre d'enrichissement d'uranium d'Eurodif, à Pierrelatte (Drôme), et avait été reçu à la mairie de Marseille par M. Defferre.

(1) M. Sekou Touré a lui-même confirmé, dans une interview à Antenne 2, que huit des prisonniers sur le sort desquels il était interrogé avaient été exécutés (*le Monde* du 15 septembre).

● *Le gouvernement français* a accordé une aide d'urgence au Nicaragua sous la forme d'un chargement de dix mille tonnes de blé remis officiellement, samedi 18 septembre, par l'ambassadeur de France, M. René Ala, au cours d'une cérémonie organisée à Corinto, sur la côte du Pacifique.

Le gouvernement du Nicaragua avait lancé un appel à la communauté internationale en juillet dernier, après la destruction des récoltes par de graves inondations. La France avait déjà fourni dix mille tonnes de blé en réponse à cet appel. — *(A.F.P.)*

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

● L'UNION DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE (U.D.P.), dont fait partie le mouvement nationaliste révolutionnaire de gauche (MNR-I) de M. Hernan Siles Zuazo, a accepté, samedi 18 septembre, la convocation du congrès élu en 1980, décidée par les forces armées (*le Monde* daté 19-20 septembre). De son côté, la centrale ouvrière bolivienne (COB) a décidé de suspendre provisoirement la grève générale illimitée décidée jeudi dernier, après la convocation par le régime militaire du congrès élu en 1980. *(A.F.P.)*

Colombie

● LA PRINCIPALE ORGANISATION DE GUERILLA COLOMBIENNE, le Mouvement du 19 avril (M-19), a annoncé, dimanche 19 septembre, la suspension de toutes ses activités armées à la suite des initiatives conciliatrices du nouveau président Belisario Betancur. De son côté, un responsable des Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC) a fait savoir que son mouvement était prêt à déposer les armes si le gouvernement offrait une amnistie inconditionnelle. On estime à 4 000, répartis entre cinq grandes organisations, le nombre de guérilleros opérant en Colombie. — *(Reuter.)*

Etats-Unis

● LE SYSTEME FERROVIAIRE DES ETATS-UNIS a été paralysé dimanche par une grève générale des agents de conduite. Elle a touché presque tous les transports de marchandise et bloqué les passagers dans le sud et dans l'ouest du pays. Les responsables des chemins de fer estiment que la grève pourrait coûter 50 millions de dollars par jour à l'économie américaine et affecter quotidiennement dix-huit mille passagers si le débrayage continue. — *(A.F.P.)*

Honduras

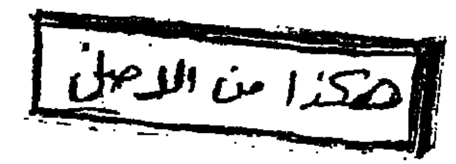
● UNE BATAILLE NAVALE a opposé, samedi 18 septembre, deux vedettes des marines du Honduras et du Nicaragua. L'accrochage a duré trente-cinq minutes et a fait un mort et un blessé parmi les marins honduriens. — *(Reuter.)*

Madagascar

● ELECTION PRESIDENTIELLE LE 7 NOVEMBRE. — La date de l'élection présidentielle a été fixée au 7 novembre. La campagne électorale débutera le 17 octobre. Deux personnalités seront candidates, M. Didier Ratsiraka, président sortant, et M. Monja Jaona, président du Mouvement national pour l'indépendance de Madagascar (MONIMA) et doyen du Conseil suprême de la révolution. — *(Reuter.)*

Paraguay

● LE GENERAL ALFREDO STROESSNER, soixante-neuf ans, chef de l'Etat paraguayen depuis vingt-huit ans, a accepté, samedi 18 septembre, de briguer un nouveau mandat présidentiel de cinq ans. La candidature du général à l'élection présidentielle, qui doit avoir lieu le 6 février 1983, est soutenue par le parti COLORADO et a également reçu l'appui des chefs des forces armées. — *(A.F.P.)*



EUROPE

R. F. A.

EN DÉPIT DES DIVISIONS DES LIBÉRAUX

M. Kohl espère former un gouvernement de coalition dans les prochains jours

De notre correspondant

Bonn. — En principe le Bundestag ne devait pas siéger cette semaine. Il peut cependant être convoqué à la demande d'un tiers de ses membres. C'est sans doute ce qui se produira mercredi 22 septembre. On s'attend à ce que le chef du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. Helmut Kohl, dépose ce jour-là une « motion de défiance constructive » pour remplacer le gouvernement socialiste minoritaire que dirige le chancelier Schmidt depuis la démission vendredi des ministres libéraux. M. Kohl s'est prononcé pour une fin rapide de cet inter règne, ce qui signifie qu'il entend mener rondement les négociations avec les libéraux.

Les « déserteurs » de la coalition défunte se trouvent dans une situation embarrassante. Ils ont été élus en 1980 pour gouverner de conserve avec les socialistes. Aujourd'hui, leurs dirigeants reprennent leur liberté et veulent constituer une coalition avec la C.D.U. sans retourner dans l'immédiat devant les électeurs. Ce qui a pour résultat de dresser contre eux tous ceux qui, au sein du parti libéral (F.D.P.) — et ils sont nombreux, — préfèrent les socialistes aux chrétiens-démocrates. Cette fronde n'est pas insignifiante.

Dans la nuit de vendredi à samedi, le comité directeur du F.D.P. n'a entériné la démarche de M. Hans Dietrich Genscher que par dix-huit voix contre quinze, sans compter une abstention et deux absences. Le secrétaire général du parti, M. Günther Verheugen, parle de démissionner et les libéraux qui sont de sa tendance réclament la convocation d'un congrès extraordinaire du parti pour définir sa ligne de conduite — alors que le congrès normal était prévu pour le 5 novembre à Berlin.

Les divisions du parti libéral ne sont pas une nouveauté. La rupture de la coalition socialo-libérale leur donne un relief particulièrement tranchant. Jusqu'où peuvent-elles aller ? On n'imagine pas sérieusement que les minoritaires fassent sécession. Ils peuvent cependant discréditer la majorité au point de la rendre fragile et de dissuader certains électeurs de voter F.D.P. dans un pays où ces initiales perdent de plus en plus leur crédibilité. Le Hesse décidera, le 26 septembre, du sort de la représentation libérale au sein de laDiète de cet Etat. Là, 1 parti recueille moins de 5 % des suffrages, il n'en aura plus aucune. Le F.D.P. local a promis de s'allier à la C.D.U. pour gouverner à la place du gouvernement socialiste sortant dans l'hypothèse où les chrétiens-démocrates n'obtiendraient pas la majorité absolue.

MM. Genscher et Lambsdorff retrouveraient leurs portefeuilles

La « crise de conscience » libérale n'empêchera pas un accord sur la formation d'un gouvernement C.D.U.-F.D.P. Le contact a été pris depuis longtemps entre MM. Genscher et Kohl, au point que le journal *Die Welt am Sonntag* a pu publier la liste du prochain cabinet Kohl avec un minimum de vraisemblance. Des quatre ministres libéraux qui démissionnèrent vendredi, trois retrouveraient leur poste (M. Genscher aux affaires étrangères, M. Lambsdorff à l'économie, M. Ertl à l'agriculture) et le quatrième, l'ancien ministre de l'intérieur, M. Gerhart Baum, passerait à la justice, le portefeuille dont il s'est dessaisi revenant à l'actuel maire de Francfort, M. Walter Wallmann — un chrétien-démocrate qui semble avoir bien réussi dans la métropole du Main. Un chrétien-social bavarois, M. Friedrich Zimmermann, serait à la défense et l'ancien candidat malchanceux à la chancellerie, M. Reiner Barzel, aux affaires intérieures allemandes.

La composition du ministère Kohl, telle qu'elle est ainsi supposée, ne donne pas de clarté sur la date possible des élections auxquelles, de l'avis général, devrait se présenter la nouvelle équipe une fois la preuve faite de sa compétence. Car le prochain gouvernement entnd d'abord, avant de descendre dans l'arène, boucler le budget — il faut se rappeler que c'est au beau milieu du débat budgétaire en première lecture que la crise a éclaté vendredi — faire adopter des mesures d'assainissement financier et de lutter contre le chômage. Dans le détail du programme du gouvernement, l'austérité aura la vedette. La coalition socio-libérale, instable depuis longtemps, n'a pas échappé, par hasard, au « *mémoire Lambsdorff* », ce document signé de l'ancien ministre de l'économie qui voulait répondre par la rigueur conservatrice à une situation jugée dramatique.

Le délai que s'accorde la nouvelle coalition pour parvenir à ces fins est assez court, bien qu'elle soit peu empressée de retourner aux urnes. Les libéraux envisagent des élections en mars. Le ministre-président de Bavière, M. Franz Josef Strauss, qui, de loin, exerce une influnce notable sur ce qui se passe à Bonn dans le groupe C.D.U.-C.S.U., voudrait cependant qu'elles aient lieu « *le plus tôt possible* ». Le parti social-démocrate, quant à lui, a fait imprimer trois millions de tracts portant la mention : « *Nous voulons voter tout de suite.* »

On vote déjà beaucoup en République fédérale. Tous les quatre ans, on renouvelle le Bundestag et, dans l'intervalle, on élit les Diètes des dix entités territoriales de la R.F.A. On soupire sous le poids de ces consultations à répétition. Néanmoins, les trois partis présents au Bundestag se sont engagés à consulter les électeurs dans les mois à venir. Reste à savoir si cette consultation aura lieu avant la formation de tout gouvernement de rechange ou — comme le souhaitent le F.D.P. et la C.D.U. — quelques mois après.

ALAIN CLÉMENT.

Suède

M. Olof Palme présentera son gouvernement le 8 octobre

(Suite de la première page.)

La victoire de la gauche, qui obtient au total 51,4 % des suffrages exprimés contre 45,1 % pour les bourgeois et 3,5 % pour les chrétiens-démocrates et les écologistes (ces deux derniers n'entrent pas au Parlement), est d'autant plus spectaculaire que le mouvement ouvrier a du faire face, pendant toute la campagne, à une offensive d'organisations patronales virulente et unique dans l'histoire moderne de la Suède. Cette campagne présentait le retour des socialistes au gouvernement comme un danger pour la liberté individuelle et l'économie mixte. Pour M. Palme, le succès du 19 septembre est aussi « *la victoire de la démocratie, car les électeurs n'ont pas été dupes, et ont bien vu que cette campagne était mensongère. On a essayé de les effrayer, mais l'opération a échoué.* » Il est intéressant à ce sujet de constater que la participation au scrutin (90,1 % contre 89 % en 1979) est restée élevée, bien que des associations plus ou moins anonymes aient appelé, dans les jours précédents le scrutin, les sociaux-démocrates hésitants à voter blanc ou à s'abstenir.

Déconfiture des libéraux

Dans le camp des battus — les bourgeois — on observe, d'une part, la progression prévue des conservateurs et le fléchissement, attendu également, des centristes et des libéraux, qui formaient la coalition au pouvoir. Pour ces derniers, la défaite est une véritable déroute puisque, avec 5,9 % des voix seulement, ils perdent presque la moitié de leur électorat par rapport à la consultation de 1979. Il y a trente ans, le parti libéral était de loin la plus grande formation de l'opposition avec 24,4 % des voix, par exemple, en 1952. Depuis, il est devenu de plus en plus difficile de présenter une idéologie libérale attirante (bien que 60 % des quotidiens suédois s'en réclament), et le leader actuel, M. Ullsten, ministre sortant des affaires étrangères, est un homme bien terne, qui ne peut prétendre enthousiasmer les foules. Il lui sera difficile de continuer à parler des quatre « grands partis » de la vie politique suédoise, car les libéraux, eux aussi, se rapprochent dangereusement du seuil des 4 % au dessous duquel un parti n'a pas de représentants parlementaires. Pourtant ironie de l'histoire — ils auraient souhaité porter ce seuil à 5 % pour assurer la stabilité politique au Parlement et empêcher l'intrusion de petites formations opportunistes...

Le chef du parti du centre, M. Fälldin, s'il n'est pas parvenu à sauver son fauteuil de premier ministre, a réussi, pendant la dernière phase de la campagne, à limiter les dégâts pour son parti, qui recueille 15,6 % des suffrages, soit 2,5 % de moins qu'en 1979 ; il a sans doute fait le plein des voix du monde paysan. Les dirigeants des deux « partis du milieu » expliquent leur échec par le fait qu'en période de difficultés économiques « *l'électorat a tendance à rendre le gouvernement, quel qu'il soit, responsable de tous les maux* ». Ils accusent aussi leurs anciens partenaires, les conservateurs, plus heureux, d'avoir mené une campagne populiste en promettant des baisses d'impôts qui sont séduisantes, mais totalement irréalistes.

Les ambitions des conservateurs

Si les sociaux-démocrates l'emportent à gauche, les conservateurs ont, eux aussi, atteint leur objectif secret : progresser — 23 % contre 20,3 % en 1979 et 15,6 % en 1976 — et affaiblir les centristes et les libéraux (ces deux partis réunis n'ont que 77 députés contre 86 aux conservateurs). Certes, ils déplorent sans doute pour la forme la défaite de l'alternative bourgeoise, mais c'est avant tout l'horizon 85 qui les intéresse. Ils sont en effet persuadés que la politique de relance annoncée par les sociaux-démocrates va se solder par un échec.

Le leader du parti, M. Adelsohn, déclarait dimanche soir : « *Nous avons quitté la coalition tripartite l'année dernière parce que nos partenaires s'étaient entendus avec les sociaux-démocrates sur un projet de réforme fiscale. Je suis sûr que si la coalition avait tenu, le résultat des élections aurait été différent, et je comprends la déception de toute la Suède non socialiste. Mais nous reviendrons, car nous pouvons voir les résultats de la politique des socialistes en France. La relance n'a réussi dans aucun pays : elle accroît le déficit budgétaire, elle accroît la dette extérieure et elle ne résorbe pas le chômage. Nous prêchons la rigueur. Nous disons la vérité aux électeurs, et ceux qui disent la vérité finissent tôt ou tard par gagner.* » Les conservateurs suédois rêvent sans doute d'une situation « norvégienne » où la droite est la seule alternative à une social-démocratie essoufflée et s'appuie pour gouverner sur des formations du centre qui sont à sa merci.

Mais cette progression des conservateurs, régulière depuis 1970, comme dans d'autres pays nordiques, peut, à terme, inciter les libéraux et les centristes à se rapprocher des sociaux-démocrates. Pour l'instant, cela paraît improbable. D'anciens hommes politiques ont lancé ces derniers jours des suggestions en ce sens : M. Hedlund (ex-dirigeant agrarien [ancienne appellation des centristes], et qui fut partenaire des soicaux-démocrates dans la coalition rouge-verte des années 50), M. Tage Erlander, le premier ministre social-démocrate à qui M. Palme avait succédé, en 1969, et même M. Goesta Bohman, qui a quitté la direction du parti conservateur il y a un an. Ils doutent tous qu'un gouvernement qui ne représente que la moitié de l'électorat ne soit en mesure de prendre les mesures impopulaires qui s'imposent, de l'avis des économistes.

Certes les sociaux-démocrates peuvent compter sur l'appui des communistes, et ils sont mieux placés que les partis bourgeois pour faire accepter par les syndicats des sacrifices et une politique de modération. Les mois à venir montreront si cette poussée à gauche marque la volonté des électeurs de voir la Suède s'engager dans la voie socialiste ou bien si elle exprime seulement un mécontentement suscité par l'incapacité des trois partis bourgeois à s'entendre : la succession de quatre gouvernements en six ans a montré les limites de la coopération entre partis non socialistes. En attendant, au cours de la conférence de presse donnée, dans la soirée du 19 septembre, M. Palme a tenu des propos prudents et généraux. Il a dit qu'il respectait la partie de l'électorat qui n'avait pas voté pour lui et qu'il tiendrait compte des propositions de l'opposition au Parlement. Il a lancé un appel à la réconciliation avec les milieux industriels et le patronat « *après une campagne marquée par la confrontation* ».

ALAIN DEBOVE.

D'UN SCRUTIN A L'AUTRE

Partis	Voix en %	Gains ou pertes	Sièges	Gains ou pertes par rapport à 1979
Social-démocrate	45,9	(+ 2,7)	166	(+ 12)
Conservateur	23,6	(+ 3,3)	86	(+ 13)
du centre (ex-agrarien)	15,5	(— 2,6)	56	(— 8)
Libéral	5,9	(— 4,7)	21	(— 17)
Communiste	5,6	=	20	=
Chrétien-démocrate	1,9 (1)	(+ 0,5)	0	=
Ecologiste	1,6 (1)	(+ 1,6)	0	=

(1) Les chrétiens-démocrates et les écologistes, qui se présentaient pour la première fois, n'ont pas atteint le seuil de 4 % des voix nécessaire pour obtenir un mandat. La participation électorale a été de 90,1 % des six millions cent trente mille inscrits, contre 89 % en 1979.

Islande

● MORT DE M. KRISTJAN ELDJARN. — L'ancien président de la République d'Islande (1968-1980) est mort mardi 14 septembre à Cleveland (Etats-Unis) où il était hospitalisé pour une affection cardiaque. Il était âgé de soixante-cinq ans. Archéologue connu et conservateur du Musée national, il fut très populaire, et sa décision de se retirer à l'issue de son troisième mandat présidentiel fut déplorée. Les électeurs choisirent pour le remplacer une femme, Mme Vigdis Finnbogadottir. — *(U.P.I.)*.

Yougoslavie

LE PRÉSIDENT DE LA LIGUE DES COMMUNISTES FAIT ÉTAT DE DISSENSIONS AU SEIN DU PARTI

Belgrade *(A.F.P.)*. — Avant le plénum de la Ligue des communistes de Yougoslavie, prévu pour le 24 septembre, le journal *Komunist* s'inquiète des dissensions au sein de la direction du parti.

Cet hebdomadaire publie le texte d'un exposé de M. Mitja Ribitchitch, président de la présidence collégiale de la L.C.Y., à l'école centrale du parti à Kumrovec (village natal de Tito), où les dissensions apparues au premier plénum qui a suivi le douzième congrès en juin sont longuement précisées.

Ce plénum, selon M. Ribitchitch, « *a fait éclater au grand jour des positions contraires aux principes communistes* ». Le présidium a comparé la situation actuelle au sein de la direction à celle qui a régné au début des années 70 et qui avait entraîné la démission des dirigeants du parti croate et serbe, accusés respectivement de « nationalisme » et de « libéralisme ».

Fait sans précédent, en juin, lors de l'élection de la nouvelle présidence, procédure jusque-là purement formelle, la liste des membres étant établie et approuvée à l'avance, un candidat — le Serbe Dragoslav Markovitch, selon des rumeurs — n'a pas obtenu la majorité des deux tiers requise. Selon les mêmes rumeurs, l'actuel chef de l'Etat, M. Petar Stambolitch (Serbe), et le chef du gouvernement, Mme Milka Planinc (Croate), sont parvenus à « *calmer les esprits* » et à faire accepter le candidat contesté.

Le mois qui a suivi ce premier plénum a été consacré, selon M. Ribitchitch, à des discussions à huis clos destinées à refaire l'unité des directions des partis des six Républiques et deux provinces composant la Fédération yougoslave. Elles ont été sanctionnées par un document intitulé « Les positions sur le premier plénum », et qui devrait, d'après le chef du parti, assurer « *un nouveau style de travail et de gestion collective* ».

M. Ribitchitch attend du prochain plénum une « *évaluation unanime* » des causes de la grave crise économique que traverse le pays et, chose plus importante encore, un accord de toutes les composantes du pays sur « *les moyens de surmonter les difficultés* ».

AMÉRIQUES

Argentine

SCANDALE A BUENOS-AIRES

Un ex-membre de la junte militaire est accusé de complicité d'assassinat par un ancien ministre

Scandale à Buenos-Aires, où M. Juan Alemann, ancien ministre du gouvernement Videla, accuse l'amiral Massera, membre de la junte militaire, d'être impliqué dans l'assassinat d'Elena Holmberg, ancienne attachée de presse à l'ambassade d'Argentine à Paris, et dans la disparition de M. Hidalgo Sola, ancien ambassadeur d'Argentine au Venezuela. M. Alemann affirme encore que l'amiral Massera est responsable d'une tentative d'assassinat contre sa personne. L'amiral, qui serait, selon ses accusateurs, membre de la loge maçonnique P 2, a démenti, samedi 18 septembre, toutes les accusations portées contre lui, mais la justice argentine a décidé de rouvrir les dossiers Holmberg et Hidalgo Sola.

Correspondance

Buenos-Aires. — M. Juan Alemann vient de marquer des points dans la partie de bras de fer qu'il a engagée contre l'amiral Eduardo Massera. Le même juge qui, en 1980, avait clos « l'affaire Holmberg », a décidé en effet la réouverture du dossier. Les journaux ont largement reproduit les déclarations de la famille de la victime et un quotidien péroniste soutient même que la justice dispose des éléments suffisants pour ordonner l'arrestation des coupables. Il s'agirait en particulier des témoignages d'anciens prisonniers de l'école de mécanique de la marine qui résident actuellement en Espagne.

Dans un document qui aurait été remis au juge d'instruction, ces derniers affirment que Mlle Holmberg a été victime d'un « groupe spécial » fonctionnant à l'école de mécanique de la marine où auraient été torturées et exécutées près de 4 000 personnes. Le même document précise que ce « groupe spécial », formé d'une douzaine d'officiers, obéissait aux ordres de l'amiral Massera. Il n'est pas exclu que la justice décide également de rouvrir le dossier concernant la disparition de M. Hidalgo Sola.

Selon la veuve et les enfants de ce dernier, « *son action comme ambassadeur fut en permanence entravée par le ministère des relations extérieures, à la tête duquel se trouvaient des officiers supérieurs de la marine* ».

Le général Videla, ancien chef de l'Etat, a affirmé qu'il avait « *la conscience tranquille* » et qu'il ne parlerait que « *devant la justice ou un tribunal d'honneurs*. Le général Suarez Mason, qui commandait la zone où a été retrouvé le corps de Mlle Holmberg, a déclaré que l'investigation qu'il avait menée personnellement n'avait donné aucun résultat.

L'affaire a commencé il y a deux semaines lorsque M. Juan Alemann avait déclaré que le vice-amiral Carlos Lacoste et l'amiral Eduardo Massera avaient ordonné l'attentat qui faillit lui coûter la vie. L'ex-secrétaire d'Etat au budget avait ajouté que l'amiral Massera « *qui dispose d'une mini-armée privée* », pourrait fort bien récidiver. Il avait en outre laissé entendre que l'ex-membre de la junte avait joué un rôle décisif dans l'assassinat, en décembre 1978, de l'ex-attachée de presse à l'ambassade d'Argentine à Paris, Mlle Elena Holmberg, et la disparition, en juillet 1977, de M. Hector Hidalgo Sola, ambassadeur d'Argentine au Venezuela.

JACQUES DESPRÈS.

ASIE

LA VISITE EN U.R.S.S. DE Mme GANDHI

La prolongation de la crise afghane affecte les relations entre New-Delhi et Moscou

De notre correspondant

Le premier ministre indien, Mme Indira Gandhi, entame ce lundi 20 septembre une visite officielle de six jours en Union soviétique, la première depuis juin 1976. M. Brejnev s'était rendu en Inde en décembre 1980.

New-Delhi. — Il est deux pays dont les relations sont marquées du sceau du réalisme et du pragmatisme, ce sont l'Inde et l'Union soviétique, avec, pour résultat, comme le relève un éditorialiste indien, une absence d'illusions qui explique que ces relations aient non seulement, comme il est constamment souligné, « *résisté à l'épreuve du temps* », mais se soient même régulièrement renforcées.

Il est vrai que les Soviétiques ont toujours reconnu l'importance de l'Inde au sein du tiers-monde et sa prééminence en Asie du Sud. Ils respectent le non-alignement « engagé », c'est-à-dire « anti-impérialiste », d'un pays qualifié par certains théoriciens soviétiques de « *pays capitaliste indépendant* ». Un non-alignement dont ils apprécient particulièrement la valeur puisqu'ils ont pu, à l'occasion, se prévaloir de sa compréhension, voire de son soutien, par exemple sur un problème aussi sensible que celui de l'Afghanistan qui isole l'U.R.S.S. au sein du tiers-monde. Et ce d'autant plus que l'Inde sera appelée, en mars, à présider pendant trois ans le mouvement des non-alignés.

Quant aux dirigeants indiens, s'ils ont bien soin de se démarquer d'un système politique, le communisme, que Mme Gandhi ne s'est jamais privée de critiquer publiquement, et s'ils regrettent que Moscou n'ait pas davantage d'influence sur des communistes indiens qui n'hésitent pas à s'allier, contre le pouvoir actuel, à des formations qualifiées de « réactionnaires », ils n'oublient pas que l'U.R.S.S. a toujours soutenu l'Inde dans les moments difficiles de son histoire, qu'il s'agisse de la question du Cachemire ou des conflits qui l'ont opposée à la Chine et au Pakistan.

Le « flirt américain »

A quoi, il faut ajouter l'aide soviétique considérable apportée à l'Inde dans l'édification de son infrastructure industrielle de base et d'un puissant secteur public, ainsi que l'existence d'un commerce bilatéral croissant qui s'inscrit dans le cadre original d'un accord de compensation. Une aide offerte à des conditions extrêmement favorables qui, appliquées aux ventes de matériel militaire, expliquent que l'Inde — même si elle s'efforce de diversifier ses sources d'approvisionnement — se soit largement tournée vers l'U.R.SS pour équiper son armée et bâtir une industrie d'armement.

Reste que le temps paraît loin où les deux pays célébrait avec chaleur et ferveur leurs relations « spéciales » et l'anniversaire du traité d'amitié de 1971. Le cœur n'y est plus et l'Afghanistan y est certainement pour quelque chose. Après avoir accordé le bénéfice du doute à Moscou et prêté une oreille conciliante aux raisons invoquées pour justifier cette ingérence majeure dans sa zone d'influence, l'Inde réalise que sa modération ne lui a guère permis d'influencer les Soviétiques, ni, jusqu'à présent, de contribuer à un règlement politique qu'elle appelle de ses vœux. Elle a, au contraire, contribué à l'isoler au sein des non-alignés. D'où l'hostilité de New-Delhi à la présence de troupes étrangères en Afghanistan. D'où la condamnation répétée de la présence militaires des « Deux Grands » dans l'océan Indien. D'où, enfin, ce qui a pu être interprété, à l'occasion du voyage de Mme Gandhi aux Etats-Unis, comme un appel du pied reflétant une volonté de rééquilibrer quelque peu une politique étrangère souvent perçue comme « pro-soviétique ».

Précédant le voyage de Moscou, le « flirt américain » ne pouvait toutefois manquer de retenir l'attention des soviétiques, à en juger par un récent article de M. Firyubin, ministre adjoint des affaires étrangères, ces derniers opposeraient volontiers la solidité, la stabilité et la fiabilité de leurs liens avec l'Inde à l'opportunisme, donc l'incertitude, qui, selon eux, caractériseraient une diplomatie américaine. En fait, beaucoup plus inquiétantes aux yeux des Soviétiques pourraient apparaître la libéralisation progressive de l'économie indienne et son ouverture croissante aux capitaux et aux technologies occidentales, une évolution attribuée notamment aux pressions du Fonds monétaire international. Reste l'affirmation de Mme Gandhi selon laquelle son pays n'est ni pro-soviétique ni pro-américain, mais, tout simplement « pro-india » et sa politique avant tout fondée sur ce qu'il considère être son intérêt national.

PATRICK FRANCÈS.

Le Monde

politique

M. GAUDIN : l'U.D.F. tout entière doit faire la démonstration de son unité

Salon-de-Provence. — Vendredi, le débat de politique économique et sociale avait permis aux parlementaires U.D.F., réunis à Salon-de-provence pour leurs journées annuelles, de se livrer à une analyse sévère de l'action gouvernementale. Samedi 18 septembre, ils se sont consacrés au débat de politique générale. A cet égard, l'exposé de M. Alain Lancelot, politologue, invité par M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a eu le mérite de ramener les participants aux dures réalités de l'U.D.F. Réalités qu'ils avaient pu oublier la veille, le temps d'un meeting particulièrement chaleureux à Marseille (*le Monde* des 17 et 18 septembre). *« L'U.D.F. souffre d'une mauvaise image de marque dans l'opinion. »* Pour illustrer son propos, M. Lancelot n'a pas hésité à développer des arguments qui venaient comme autant de coups frapper les parlementaires, peu nombreux dans la salle, il est vrai : ils étaient une centaine à Salon-de-Provence, alors qu'ils sont cent dix-neuf au Sénat et soixante-trois à l'Assemblée nationale.

Ce constat reposait en fait les éternelles questions qui secouent le mouvement depuis quelque temps : quel leader, quel message, quelle stratégie ? S'ils ne veulent toujours pas se désigner un leader, les parlementaires ont, à la suite des récentes interventions de M. Giscard d'Estaing et de M. Raymond Barre, reconnu qu'il leur fallait compter avec deux hommes de poids, deux hommes *« qui ont la capacité d'hommes d'Etat »*, se plaisait à dire M. Christian Bonnet. En ce qui concerne le message, les centristes ont insisté sur la dimension sociale qu'il devrait avoir, et nombreux furent les parlementaires qui défendirent la nécessité d'un catalogue de propositions ou d'un programme qui s'adresse à l'ensemble du pays.

Quant à la stratégie, il a été répété à plusieurs reprises qu'elle doit être celle de l'union de l'opposition et de l'unité au sein de l'U.D.F. *« Une unité dans le combat avec une diversité dans le débat »*, selon la formule employée par l'un des participants. Une diversité qui, cependant, ne devrait plus conduire *« aux petites criailleries »* qui ont secoué le mouvement ces dernières semaines. Ce fut le souhait de M. Gaudin, qui a estimé : *« L'U.D.F. tout entière doit faire la démonstration de son unité. Si on y parvient au congrès de Pontoise comme on y est parvenu ici, l'U.D.F. aura franchi une nouvelle étape. »* Cette nouvelle étape, l'U.D.F. pensait pourtant bien l'avoir déjà franchie au lendemain des élections cantonales. Mais c'était avant que ne renaissent les fameuses petites querelles internes.

Samedi, la matinée est principalement consacrée aux interventions de M. Maurice Blin et de M. Pascal Clément. Le sénateur centriste des Ardennes dénonce notamment *« le désordre et l'incohérence »* des initiatives fiscales prises depuis juin 1981. M. Pascal Clément, député (P.R.) de la Loire, estime que depuis quinze mois *« les socialistes se conduisent comme s'ils étaient devenus propriétaires de la France, érigée en laboratoire d'expérimentation du socialisme »*

L'après-midi, M. Alain Lancelot, politologue, présente aux parlementaires, sans ménagement, leur propre mouvement tel qu'il est perçu par l'opinion publique. Ce dur rappel de la réalité en consterne plus d'un, ne serait-ce que M. Jean-Claude Gaudin, auquel il faut reconnaître le mérite d'avoir autorisé la publicité d'un tel débat.

M. Alain Lancelot, après avoir constaté le maintien dans l'opinion d'une aspiration au centre, rappelle que l'U.D.F. ne recueille encore que 33 % d'opinions favorables dans des sondages (Sofres-« Figaro magazine »), que ce sont plutôt les femmes et le troisième âge qui se reconnaissent dans le mouvement et, enfin, que son audience chez les ouvriers, les employés, les cadres moyens et même supérieurs reste très faible. Il évoque la crise de confiance de l'électorat U.D.F. envers sa propre formation, jugé *« moins puissante et moins porteuse d'avenir que le R.P.R. »*. Il souligne l'aspiration unitaire de ces mêmes électeurs et leur besoin d'un programme pour juger de la capacité de renouvellement de l'union. M. Lancelot estime que l'U.D.F. a beaucoup de mal à *« faire passer immédiatement »* dans l'opinion le contenu idéologique de la famille qu'elle représente. Il déclare notamment : *« Quelle périphrase faut-il utiliser pour qualifier le contenu de l'U.D.F. ? Deux sensibilités — libérale classique ou moderniste et démocrate-sociale d'inspiration chrétienne ou laïque, — c'est trop ! Il faut définir une synthèse hiérarchisée dans laquelle les valeurs que vous défendez seront présentées de manière univoque. »*

De notre envoyée spéciale

M. Michel Pinton, secrétaire général de l'U.D.F., se dit *« plus que jamais convaincu »* de la nécessité pour l'U.D.F. d'élaborer lors de son futur congrès (les 27 et 28 novembre) *« beaucoup plus qu'un message pour les municipales »*. M. François d'Aubert, député (P.R.) de la Mayenne se demande si pour les municipales il faut se battre à tout prix pour l'unité ou accepter, dans certains cas, l'organisation de primaires. M. Jacques Dominati, député (P.R.) de Paris revient à son idée favorite : l'organisation d'une convention nationale de l'U.D.F., qui lui permette notamment de redéfinir ses orientations et une nouvelle organisation *« pondérée en fonction des adhérents »*. M. Jacques Barrot, député (C.D.S.) de la Haute-Loire doute qu'il faille faire de l'U.D.F. un bloc monolithique comme le R.P.R. M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S. et député d'Ille-et-Vilaine, s'interroge sur les moyens de sortir l'U.D.F. de son image de tiédeur. Il déclare notamment : *« Si nous ne délivrons qu'un message libéral, nous sommes battus par le R.P.R. Il nous faut en plus un message social. »*

La préparation des municipales

M. Georges Mesmin, député de Paris, se refuse à envisager une *« U.D.F.-caméléon »* qui aurait des messages différents en fonction des cibles qu'elle voudrait atteindre. *« Il faut des idées valables et qui réussissent »*, tranche-t-il.

La fin de l'après-midi est consacrée à la préparation des élections municipales. M. Charles Millon, député (P.R.) de l'Ain, rappelle qu'il s'agit de la première consultation générale — les cantonales ne concernaient pas toute la France. Il estime que, si des primaires sont organisées, il faut dans ce cas qu'elles soient *« annoncées, expliquées et présentées. »* Il demande à l'U.D.F. de *« ne pas crier victoire trop tôt »*.

M. Christian Bonnet, ancien ministre, député du Morbihan, juge : *« Il faut être candide et inexpérimenté pour croire que l'on peut se « battre » sans provoquer des blessures chez ceux qui se battent parallèlement à vous. Les bonnes intentions ne résistent pas à la passion. »* Il défend la nécessité *« d'ouvrir les listes pour éviter un foisonnement à la Corse »*. Il estime qu' *« il vaut mieux choisir comme tête de file un rassembleur, un catalyseur énergique, un meneur d'hommes, non inscrit ou R.P.R. plutôt qu'un U.D.F. mollasson »*.

M. Adolphe Chauvin et M. Jean-Claude Gaudin clôturent ces journées. Le président de l'intergroupe U.D.F. du Sénat souhaite qu'à l'avenir les uns évitent les manifestations d'impérialisme, les autres la suspicion. M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, refuse le reproche adressé aux députés de ne pas proposer de programme. *« Nous viderons les projets gouvernementaux de leur contenu et nous en bâtirons d'autres qui serviront de base à notre programme »*, promet-il. Il demande aux parlementaires d'éviter à l'avenir *« les petites phrases qui nuisent à l'unité du mouvement »* et, faisant allusion à la candidature de M. Jacques Dominati au poste de secrétaire général de l'U.D.F., il ajoute : *« Il faut éviter l'annonce de candidature quand les échéances ne sont pas immédiates. »* Il souhaite que les parlementaires soient davantage associés à la direction du mouvement, mais que ceux-ci aient aussi la volonté de peser sur ses orientations. Il conclut : *« Nous avons à nous conforter dans l'idéal qui nous rapproche plutôt que de chercher nos différences. »*

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LES ÉLECTIONS CANTONALES PARTIELLES

Plusieurs scrutins favorables au R.P.R.

Pour trois des sept élections cantonales qui étaient organisées dimanche 19 septembre, il s'agissait de seconds tours. Le P.S. conserve le siège de Morcenx (Landes) bien que le successeur d'Henri Scognamiglio ne fasse pas le plein des voix de gauche du premier tour ; il gagne celui de Felletin (Creuse) aux dépens du R.P.R., qui, localement, a payé ainsi ses divisions ; il perd celui de Brest II. Dans cette ville, les progrès de l'opposition, et particulièrement du R.P.R., déjà constatés en juillet à l'occasion d'une municipale destinée à remplacer le maire socialiste décédé, Francis Le Bié, sont confirmés. Le nouveau succès conforte une opposition qui se sent le vent en poupe pour reconquérir la mairie de Brest perdue en 1977 au profit de l'union de la gauche.

Dans les quatre cantons, où il s'agissait de premier tour, les sièges ont été pourvus. Le R.P.R. conserve le canton de Villars-les-Dombes malgré les gains des deux candidats de gauche, et, dans le même département de l'Ain, celui de Bourg-Est, où sa représentante élue en mars dernier avait été invalidée. A Bourg-Est, l'opposition gagne près de cinq points par rapport à mars. Autre scrutin rendu nécessaire par l'invalidation de l'élu de mars, celui de Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret) : les électeurs n'ont pas reconduit le conseiller général socialiste et lui ont nettement préféré le candidat R.P.R.

***Dans les Deux-Sèvres* (Cerizay), l'opposition confirme des positions déjà fortes tant aux dépens du P.S. que du P.C.**

AIN : CANTON DE BOURG-EST (1er tour).

Inscr., 8 587 ; vot., 4 410 ; suff. expr., 4337. Mme Françoise CONVERT, R.P.R., 2 457 voix, ÉLUE ; M. David VEYLON, P.S., 1 880.

[Il s'agissait de pourvoir le siège de Mme Convert (R.P.R.) dont l'élection au second tour des cantonales de mars dernier avait été annulée par le tribunal administratif de Lyon, en raison de plusieurs anomalies. Les résultats du second tour avaient été les suivants : inscr., 8 599 ; vot., 5 788 ; suffr. expr., 5 681 ; Mme Convert, 2 841 voix ; M. Veylon, P.S., 2 840.

Au premier tour, M. Veylon était arrivé en tête avec 1 504 voix contre 1 218 voix à Mme Convert, 1 208 à M. Champenier (U.D.F.), 681 à M. Benoit (P.C.) et 177 à M. Musy (P.S.U.). Il y avait eu 4 788 suffrages exprimés et 4 914 votants sur 8 605 inscrits.

Alors que Mme Convert avait été élue avec une seule voix d'avance, sur son adversaire socialiste en mars, cette fois elle l'emporte avec 577 suffrages d'avance.

AIN : Canton de Villars-les-Dombes (1er tour).

Inscr., 4013 ; vot., 2347 ; suff. expr., 2275. — MM. Paul Duperrier, R.P.R., 1181 voix, ÉLU ; Adrien Regad, div. g. (sout. P.S. et M.R.G.), 937 ; Gilbert Crétin, P.C., 157.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Pierre Deplanche (R.+P.R.), décédé des suites d'un accident de la route, qui avait été élu au second tour des cantonales de mars 1979, avec 1097 voix, contre 1060 à M. Lançon (mod.) et 665 à M. René Saint-Cyr (P.S.), fils de M. Jean Saint-Cyr (M.R.G.), ancien président du conseil général, ancien député et ancien sénateur et alors conseiller général sortant de ce canton. Il y avait eu 2822 suffrages exprimés et 2851 votants sur 3664 inscrits.

Au premier tour les résultats avaient été les suivants : inscr., 3664 ; vot., 2619 ; suffr. expr., 2588 ; MM. lançon, mod., 934 voix ; Deplanche, R.P.R., 878 ; Saint-Cyr, P.S., 558 ; Crétin, P.C., 142 ; Maupoint, P.S.U., 76.

M. Regad, avec le soutien du P.S. et du M.R.G., fait mieux que son prédécesseur socialiste de 1979 : 41,18 % au lieu de 21,56 %. De même, le P.C. enregistre une légère progression : 6,90 % au lieu de 5,48 %. Les gains de la gauche n'ont cependant pas été suffisants pour mettre en difficulté le candidat du R.P.R., que soutenait l'U.D.F. dans un canton qui avait voté à 53 % pour M. Giscard d'Estaing le 10 mai 1981, mais à 56,76 % pour le député socialiste, M. Ravassard au second tour des législatives de juin 1981.]

CREUSE : canton de Felletin (deuxième tour).

Inscr., 3 693 ; vot., 3 016 ; suffr. expr., 2 898. MM. Pierre Gaudon, P.S., 1 485 voix, *ELU* ; Jacques Chausselat, R.P.R., 1 413.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Roger Chausselat (R.P.R.), décédé, qui avait été élu au second tour des cantonales de mars dernier, avec 1 626 voix, contre 1 338 à M. Gaudon (P.S.). Il y avait eu 2 964 suffrages exprimés et 3 088 votants sur 3 991 inscrits.

Pour ce scrutin partiel, les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 3 963 ; vot., 2 838 ; suffr. expr., 2 788. MM. Chausselat, 900 voix ; Jean Mazet, R.P.R., 870 ; Gaudon, 733 ; Jean-Louis Delarbre, P.C., 285.

Ni le R.P.R. ni l'U.D.F. n'avaient accordé au premier tour d'investiture aux deux candidats qui revendiquaient leur appartenance au R.P.R. Au total, MM. Chausselat et Mazet avaient obtenu 63,48 % des voix. Les divisions de l'opposition ne se sont pas apaisées entre les deux tours : le candidat socialiste est élu avec 51,24 % des suffrages exprimés, alors qu'il n'en avait recueilli que 45,14 % en mars.

FINISTÈRE : canton de Brest (2e tour).

Inscr., 15 205 ; vot., 6 770 ; suffr. expr., 6 693. MM. Guy Leclercq, R.P.R., 3 506 voix, *ÉLU* ; Yannick Michel, P.S., premier adjoint au maire de Brest, 3 187.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Francis Le Bié (P.S.), maire de Brest, décédé le 23 juin dernier, qui, élu conseiller général en septembre 1973, avait été élu dans ce canton au second tour des cantonales de mars 1979 avec 4 757 voix (soit 54,42 %) contre 3 984 (soit 45,57 %) à M. Marcel Richard (U.D.F.). Il y avait eu 8 741 suffrages exprimés et 8 907 votants sur 15 564 inscrits. Au premier tour de ce scrutin partiel, les résultats avaient été les suivants : inscr., 15 205 ; vot., 5 683 ; suffr. expr., 5 625. MM. Michel, 1 655 voix ; Leclercq, 1 652 voix ; Jean-Paul Kermarrec, U.D.F., 1 278 ; Louis Le Roux, P.C., adj. au maire de Brest, 935 ; Guy Cazuquel, U.D.B., 105.

Le candidat socialiste fait mieux au second tour que le total des voix de gauche du premier tour : + 492 suffrages, mais en pourcentage il régresse : 47,61 % au lieu de 47,91 %. Quant au candidat R.P.R., il gagne 576 voix par rapport au total de ses voix et de celles de l'U.D.F. du premier tour.]

LANDES : canton de Morcenx (2e tour)

Insc., 7 437 ; vot., 5 532 ; suff. expr., 5 416. MM. Jean-Claude Deyres P.S., 3 543 voix, ELU ; Patrick Mouyen, sout. U.D.F. et R.P.R., 1 873.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Henri Scognamiglio (P.S.), président du conseil général, décédé, qui avait été élu au premier tour des cantonales de mars 1979 avec 2 899 voix contre 1 338 à M. Christian Dupin (mod.) et 1 315 à M. Jacques Lasserre (P.C.). Il y avait eu 5 552 suffrages exprimés et 5 809 votants sur 7 365 inscrits.

Au premier tour de ce scrutin partiel, les résultats avaient été les suivants : Insc., 7 433 ; vot., 5 538 ; suff. expr., 5 359. MM. Deyres, 2 667 voix ; Mouyen, 1 774 ; Jacques Lasserre, P.C., 918.

M. Deyres auquel il avait manqué 13 voix au premier tour pour être élu, ne recueille pas l'ensemble des voix de gauche du premier tour : la différence est de 42 suffrages.

LOIRET : canton de Saint-Jean-de-la-Ruelle (1er tour).

Insc., 9 100 ; vot., 5 350 ; suffr. expr., 5 174. MM. Pierre Hanous, R.P.R., 2 831 voix, ÉLU ; Paul Lablée, P.S., 2 343.

[Il s'agissait de pourvoir le siège de M. Lablée (P.S.), dont l'élection au second tour des cantonales de mars dernier avait été annulée par le tribunal administratif d'Orléans, en raison d'irrégularités diverses.

Au premier tour de mars dernier, M. Hanous (R.P.R.) était arrivé en tête avec 2 624 voix contre 2 218 à M. Lablée, et 893 à M. Le Pensec (P.C.). Il y avait eu 5 735 suffrages exprimés et 6 036 votants sur 9 135 inscrits.

Au second tour, M. Lablée avait été déclaré élu avec 3 104 voix contre 3 103 à M. Hanous sur 6 207 suffrages exprimés, 5 417 votants et 9 135 inscrits.

Alors que M. Lablée l'avait emporté avec une voix d'avance, il est, cette fois, devancé par le candidat R.P.R. de 488 suffrages. Cette défaite du candidat socialiste, qu'était venu soutenir M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du P.S., est nette : 45,29 %, alors que M. Jean-Claude Portheault, P.S., maire du chef-lieu de canton, avait obtenu dans ce canton 63,95 % des voix lors de son élection à l'Assemblée nationale en juin 1981.

Les responsables locaux du P.S. expliquaient, au soir du scrutin, que la politique de rigueur du gouvernement était encore mal perçue. Il convient d'ajouter, pour expliquer ce résultat, que des dissensions existent au sein de la section locale du P.S. D'autre part, la discrétion du P.C., tout au long de la campagne, a été remarquée.]

DEUX-SÈVRES : canton de Cerisay (1er tour)

Inscr., 9 279 ; vot., 5 847 ; suffr. expr., 5 671. MM. Roger Bressollette, mod., 2 235 voix ; Jean Grellier, P.S., cons. mun. de Cerisay, 1 742 ; Yvon Gauguin, mod., m. de Cerisay, 1 596 ; Xavier Marie, P.C., 98. *Il y a ballottage.*

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Léon Marchand (app. R.P.R.), décédé, qui avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1979 avec 4 320 voix contre 2 190 à M. Grellier (P.S.) et 237 à Mlle Sylvie Danais (P.C.), sur 6 943 votants, 6 747 suffrages exprimés et 9 051 inscrits.

Dans ce canton favorable à l'opposition où M. Giscard d'Estaing avait recueilli 59,15 % des voix le 10 mai 1981, l'opposition progresse par rapport à ses résultats de mars 1979 : 67,55 % au total contre 64,02 % au conseiller décédé.

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

M. RENÉ MONORY : rien ne sera irréversible

M. René Monory, ancien ministre de l'économie, membre du collège exécutif du C.D.S., invité dimanche 19 septembre du « Grand Jury R.T.L.- *le Monde* », a notamment déclaré : *« Quand j'ai dit que le C.D.S. (...) était à mi-chemin entre Chirac et Giscard, c'était une image. Cela voulait dire que le C.D.S. pense qu'il est aujourd'hui trop tôt, six ans avant l'élection présidentielle, pour se doter d'un candidat président. (...) Je suis presque convaincu que, pendant plusieurs années, le pouvoir d'achat ne sera pas au rendez-vous. Il faudra donc imaginer une société dans laquelle la rigueur de gestion d'une économie de marché sera présente. Il n'y a pas d'autre moyen, me semble-t-il, dans les circonstances internationales actuelles, de gérer la France autrement que par la rigueur, mais il faudra aussi développer dans notre société une générosité morale. (...) Il est clair que le C.D.S. soutiendra un candidat de la famille de l'U.D.F. Il est certain qu'une primaire est tout à fait utile. Je ne crois pas qu'un candidat unique de l'opposition ferait le plein des voix. »*

M. Monory a précisé que, depuis mai 1981, il avait rencontré M. Giscard d'Estaing et M. Chirac, chacun à deux reprises. Evoquant les prochaines élections municipales, il a déclaré :

« Je suis pour l'union de toutes les forces de l'opposition, car l'opinion ne comprendrait pas que ce soit différent, et d'ailleurs le vote à la proportionnelle nous incite un peu plus à le faire. Je considère que l'on peut gagner de soixante à quatre-vingts villes de plus de 30 000 habitants. J'estime qu'un pouvoir se regagne à la fois à la base et au niveau le plus élevé, et chaque fois que l'opposition gagne une élection intermédiaire elle fait un progrès vers la reconquête du pouvoir. »

A propos du gouvernement, M. Monory a affirmé :

« Si, un jour, un certain nombre d'électeurs qui ont voté socialiste reviennent vers nous, je ne souhaite pas qu'ils apportent dans leurs bagages M. Rocard ou M. Delors, car ce sont des gens que je condamne, s'ils échouent, au même titre que les autres. M. François Mitterrand a été élu avec les socialistes et avec des communistes, et aujourd'hui les grands gagnants de l'opération, ce sont les communistes, qui sont en train de noyauter la société française. (...) Le président de la République aura un jour des comptes à rendre à l'histoire, car il croit avoir maîtrisé les communistes, mais je pense qu'il est aujourd'hui l'otage des communistes. »

M. Monory a affirmé que *« rien ne sera irréversible quand une nouvelle majorité viendra au pouvoir »*. Il reconnaît toutefois que la cinquième semaine de congés payés constitue un avantage social, mais ne remet pas en cause la société, que la décentralisation constitue « un pas en avant » et qu'il aurait *« mauvaise grâce de critiquer les mesures en faveur de l'épargne »*.

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. JOSPIN (P.S.) : M. Giscard d'Estaing a « un peu contribué » à mettre le franc en danger

Invité, dimanche 19 septembre, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., s'est étonné des critiques adressées par l'opposition au gouvernement et aux socialistes sur les inflexions de leur politique économique et sociale. *« Lorsque nous pratiquons la rigueur économique, ce n'est pas parce que nous sommes réalistes*, a ironisé M. Jospin, *c'est parce que nous avons un goût pour la trahison de nos promesses ! (...) Quand nous sommes fidèles à nous-mêmes, quand nous répétons nos promesses, quand nous disons que nous voulons continuer la politique qui est la nôtre, là encore ce n'est pas par authenticité, c'est uniquement par esprit dogmatique ou par fanatisme ! Nous ne pouvons être que soit fanatiques soit traîtres. Nous ne pouvons jamais être réalistes et fidèles à nous-mêmes ! »*

A propos de M. Giscard d'Estaing qui veut être *« une voix qui exprime un certain nombre de points de vue fondamentaux »*, M. Jospin a déclaré : *« Il représente une voix. Pour avoir un destin, il lui en faudrait quinze millions de plus, tout de même. »* Le premier secrétaire du P.S. estime que l'ancien président de la République, en donnant *« toute une série d'informations catastrophiques, inexactes ou autres »*, a *« un peu contribué »* à mettre en danger le franc.

M. Jospin estime d'autre part que *« la droite fait un discours sur la sécurité, mais utilise le thème de l'insécurité avec l'espoir, si possible, sinon de déstabiliser la gauche — n'employons pas ces termes excessifs. — en tout cas de gagner quelques pourcentages en jouant sur les peurs réelles des gens, sur leur inquiétude et parfois sur leurs fantasmes »*.

Interrogé sur l'action et les déclarations de plusieurs membres du gouvernement, M. Jospin a indiqué qu'il est *« d'accord avec une bonne partie »* de ce qu'a dit M. Michel Rocard, le 8 septembre, lors de la cérémonie d'installation de la commission nationale de planification. Le premier secrétaire du P.S. n'a pas précisé si cet accord porte sur le point de savoir si *« le blocage des prix a des effets anti économiques »* : *« je ne crois pas du tout que Michel Rocard ait dit cela »*.

A propos des ventes d'armes réalisées par la France et dont M. Hernu, ministre de la défense, se félicite, M. Jospin a indiqué : *« la politique des socialistes doit tendre (...) à une diminution progressive du nombre des ventes d'armes. »* Mais cela suppose, dans son esprit, que la France *« domine ses problèmes de commerce extérieur »*, de politique industrielle et d'emplois.

(1) N.D.L.R. — Le 8 septembre, M. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, avait déclaré : *« Chacun sait (...), et le gouvernement comme tout le monde, sinon mieux que personne, qu'un blocage des prix et des revenus ne touche pas aux mécanismes structurels qui provoquent l'inflation, et qu'il est même susceptible d'effets anti-économiques »*.

Trois élections municipales

HAUTE-GARONNE : Castanet-Tolosan.

Inscr., 2 901 ; vot., 1 982 ; expr., 1 788.

Liste de M. Pierre Boïssin, 930 voix, ÉLUE.

Liste de M. Hubert Vidal (P.S.), maire sortant, 798 voix.

[Cette élection partielle avait été rendue nécessaire à la suite de la dissolution du conseil municipal, en juillet. En janvier dernier, une crise avait éclaté au sein de l'équipe municipale, composée essentiellement de membres du parti socialiste et du parti communiste. Une partie des conseillers municipaux contestaient le « caractère autoritaire » de la gestion du maire, M. Hubert Vidal (P.S.). Le budget n'avait pu, à l'époque, être voté.

Les partis socialiste et communiste avaient apporté leur soutien à la liste du maire sortant, qui a été battu. Celle-ci comprenait 17 socialistes et 4 communistes. La liste des « dissidents », conduite par M. Boissin, comprenait, elle, 4 communistes et 17 divers gauche. La fédération socialiste de Haute-Garonne indiquait, lundi matin 20 septembre, qu'aucun membre du P.S. ne figurait sur la liste de M. Boissin, celle-ci comportant « quelques exclus » du P.S. Le P.C., en revanche, n'avait pas annoncé que ceux de ses membres qui s'étaient inscrits sur la liste dissidente seraient exclus du parti communiste.]

PUY-DE-DOME : Cournon-d'Auvergne (1er tour)

Insc., 9 105 ; vot., 4 216 ; suffr. expr., 4 131. Liste d'union de la gauche : Mme Catherine Guy-Quint, P.S., 1 623 voix, MM. Jean-François Sauvadet, P.S., 1 619 et Jacques Geoffroy, P.C., 1 611 ; liste d'opposition : MM. Jean-Luc Porte, R.P.R., 1 312, Jean-Claude Imbert, P.R., 1 307 et Mme Claudine Borel, P.R., 1 306 ; liste d'Entente et d'action municipale (mod. et sans étiq.) : MM. Pierre Chevalier, 1 190, Franck Crépin, 1 189 et Mme Brigitte Alliot, 1 188. *Il y a ballotage pour les trois sièges à pourvoir.*

[Il s'agit de compléter le conseil municipal après deux décès dont celui du maire, Joseph Gardet (ex-P.S.) et une démission.

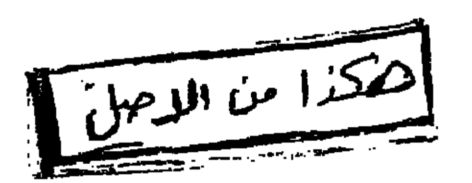
En mars 1977, Joseph Gardet avait été exclu du P.S. pour avoir présenté une liste contre celle d'union de la gauche. La liste de Joseph Gardet avait enlevé vingt-trois des vingt-sept sièges à pourvoir, quatre sièges revenant à la liste d'Union de la gauche.

Au premier tour de 1977, les résultats avaient été les suivants : insc., 6 338, vot., 5 270 ; suffr. expr., 5 165. Liste Gardet, 2 042 voix en moyenne ; liste d'union de la gauche, 1 774 voix en moyenne ; liste modérée, 1 298 voix en moyenne.]

OISE : Coye-la-Forêt (1er tour)

Inscr., 2 160 ; vot., 1 138 ; suffr. expr., 1 110. M. Philippe Vermier, mod., 805 voix, ÉLU ; Mlle Ellen Ayoun, P.S., 305.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès du maire, M. Macé (mod.), décédé le 24 août dernier. Le conseil municipal est composé d'élus modérés et sans étiquette.]



A L'EXTRÊME DROITE

Le Front national appelle les classes moyennes à politiser leurs actions revendicatives

La Vallée des Peaux-Rouges n'est plus ce qu'elle était. C'est sans doute ce qu'on pensé les promeneurs du week-end qui étaient venus, samedi 18 et dimanche 19 septembre, au fameux parc d'attractions de Fleurines (Oise) pour assister, en famille, à l'attaque de la banque ou à la danse du scalp, sans se douter que, pendant ces deux jours, les lieux avaient été loués par le Front national pour l'organisation de la deuxième fête anticommuniste des « Bleu-blanc-rouge », conçue comme la contre-fête de *l'Humanité*. Outre les attractions habituelles, les amateurs de western reconstitué eurent droit à des spectacles militants, des combats de catch, un bal, une grand-messe, un lâcher de parachutistes, etc.

Il reste que la plupart des présents étaient venus en connaissance de cause et que le parti de M. Jean-Marie Le Pen — auquel s'étaient associés de nombreux organes d'opposition (*Aspects de la France, Minute, Monde et Vie, Présent, Rivarol, le Journal du Parlement*) — pouvait se prévaloir, dimanche soir, d'avoir obtenu, à l'occasion de cette fête, le plus important succès d'affluence qu'elle ait jamais connu depuis sa création, en 1972. En fin d'après-midi, les organisateurs dénombraient 34 346 entrées payantes. « *Un triomphe* », conclurent-ils.

Il n'en fallait pas davantage pour que M. Le Pen pût affirmer, aussitôt, que sa formation pouvait désormais espérer sérieusement participer un jour aux affaires du pays, après l'échec, bien entendu inéluctable, de la gauche. Les résultats des prochaines élections municipales indiqueront si cet optimisme est fondé. Dès à présent, toutefois, il est évident que les thèmes développés par l'ancien député poujadiste contre l'immigration « *totalement incontrôlée* », contre l'« *appareil d'éducation à la fois pléthorique et médiocre* », contre le nombre des fonctionnaires, contre le dirigisme économique, ainsi que son discours pour un renouveau patriotique et moral sont de nature à satisfaire ceux des électeurs de droite que la politique de la gauche irrite le plus. Ce n'est pas fortuitement que M. Le Pen participait, le 13 septembre, aux manifestations organisées à Paris par le S.N.P.M.I. (*le Monde* du 14 septembre) ni que l'organe du Front national, *R.L.P.-Hebdo*, dans son numéro du 9 septembre, publiait une interview du président de ce syndicat, M. Gérard Deuil. Pétainiste convaincu, ce dernier affirme que, désormais, « *la classe politique doit-être contrôlée, pour ne pas dire mise sous la tutelle des forces vives de la nation* », tandis que M. Le Pen, évoquant « *le sursaut des classes moyennes en 1956* », tend « *une main fraternelle* » à tous les professionnels mécontents. Le président du Front national, qui espère récupérer en partie ce mécontentement, a appelé, dimanche, les agriculteurs, les commerçants, les artisans, les membres des professions libérales et les cadres, à se mobiliser, mais aussi à se politiser pour créer un « *grand mouvement national antimarxiste et antibureaucratique* ». Mais, sur l'échiquier politique, M. Le Pen demeure aujourd'hui aussi marginalisé qu'hier. MM. Chirac et Lecanuet n'ont toujours pas répondu à la lettre qu'il leur avait envoyée le 1er juillet pour proposer au R.P.R. et à l'U.D.F. des listes d'union aux municipales.

A. R.

M. Le Pen a notamment déclaré, dimanche après-midi, au cours d'un meeting sous un chapiteau dressé dans le parc d'attractions :

« *Il ne suffit pas de dire : le socialisme est un échec, encore faut-il proposer à sa place une autre vision du monde, un autre projet de société, une autre philosophie, une autre politique.*

« *Mais aussi concrètement une stratégie et une tactique.*

« *Nous croyons à l'éminence de l'homme et à sa dignité, reflet de la parcelle de divin qu'il porte en lui ainsi qu'à l'existence positive d'une morale. Nous croyons à l'éminente efficacité des cadres naturels, famille commune, entreprise, nation, pour assurer sa survie, sa promotion et son progrès (...)* ». *Nous croyons que l'inégalité n'est pas forcément l'injustice, ni l'égalité la justice, et que la hiérarchie ne saurait être que celle du mérite et de la responsabilité. Nous croyons que l'État est au service des citoyens et qu'il ne saurait en devenir le maître. Nous croyons à la nécessité et à la dignité morale du travail, base de la prospérité économique et de la coopération sociale. Nous croyons à l'impérieuse nécessité de défendre et de promouvoir les libertés concrètes que sont la liberté d'enseignement, la liberté d'entreprendre, la liberté de pensée, la liberté du travail, la liberté d'information. Nous croyons que la famille est la cellule où s'élabore non seulement la personnalité mais les chances de bonheur et de développement. Nous croyons que la France est notre patrie, que les Français y ont des devoirs mais aussi des droits supérieurs à tous autres, et que nous avons non seulement le droit mais le devoir de défendre notre personnalité nationale et nous aussi notre droit à la différence. Les étrangers ne peuvent résider chez nous et y travailler que pour autant que le pays y trouve son avantage ou sa dignité.*

« *C'est sur ces bases que peut se créer le grand mouvement national antimarxiste et antibureaucratique qui doit rassembler les forces économiques, sociales et politiques de la liberté (...) Il doit puiser ses forces dans la communauté nationale et singulièrement dans ces classes moyennes dont l'existence et la vitalité construisent la prospérité nationale et la promotion des élites responsables. Elles se sont jusqu'ici imprudemment tenues à l'écart de la politique et consacrées exclusivement et parfois égoïstement à leurs tâches professionnelles. La démocratie, qui n'est pas un régime parfait, loin de là, devient une antichambre de la tyrannie, quand les citoyens se refusent à y jouer leur rôle ou acceptent de le voir limiter.* »

Auparavant, le secrétaire général du Front national, M. Jean-Pierre Stirbois, avait notamment souligné :

« *Nous sommes les seuls à pouvoir prendre des voix à la gauche sur des thèmes qui ont un écho particulier, notamment dans les milieux populaires (...) En rejetant la droite nationale, le R.P.R. et l'U.D.F. feraient un mauvais calcul.* ». La veille, au cours d'un meeting de la presse d'« opposition nationale », le porte-parole du Front national, M. Michel Collinot, évoquant les attentats terroristes, avait affirmé : « *Je le dis avec calme mais fermeté, il n'est pas possible, comme le fait François Mitterrand, d'affirmer qu'on va lutter contre le terrorisme et dans le même temps de conserver au sein du gouvernement des ministres communistes et des compagnons de route comme Jack Lang et Jean-Pierre Chevènement, ainsi qu'au sein même du P.S. des agents comme Claude Estier qui reçoivent à la fête de* l'Huma *les terroristes et les assassins de l'O.L.P.* »

Les dirigeants du Front national ont décidé d'organiser une manifestation contre le terrorisme, jeudi 23 septembre, à 18 h.30, devant le lycée Carnot à Paris. Un jeune membre du parti, lycéen dans cet établissement, a été légèrement blessé, vendredi, lors de l'attentat de la rue Cardinet.

EN BREF

● *Le Centre féminin d'études et d'information « Femmes-Avenir »* (proche du R.P.R.) organise, en vue des élections municipales de mars 1983, plusieurs cycles de formation pratique pour les femmes, qu'elles soient candidates ou électrices. Le premier de ces cyles commence le jeudi 23 septembre.

★ Renseignements et inscriptions à « *Femmes-Avenir* », 6, cité Martignac, 75007 Paris. Tél. : 551-02-68.

● *M. Didier Bariani*, président du parti radical, a déclaré, samedi 18 septembre, à La Ciotat (Bouches-du-Rhône), qu'il ne partageait pas le point de vue de son vice-président, M. Olivier Stirn, qui a dit récemment que, s'il y avait un jour un affrontement électoral entre MM. Jacques Chirac et Michel Rocard, son choix se porterait sur le ministre socialiste. « *Dans le cadre de la loyauté de l'opposition, il faudrait apporter son soutien à M. Jacques Chirac* », a affirmé M. Bariani.

● *M. Raymond Barre* souhaite qu'une liste d'union de l'opposition, conduite par le maire sortant, M. Francisque Collomb, soit mise en place lors des prochaines élections municipales à Lyon, tout en soulignant la nécessité d'un renouvellement de l'équipe municipale.

● *Le mouvement des jeunes giscardiens*, à la suite de l'intervention télévisée de M. Giscard d'Estaing, a décidé de lancer une campagne d'affichage sur le thème : « *Ça marche mal, c'est socialiste* ». Dès vendredi, des affichettes ont été collées dans les principales communes de France.

Le Monde

société

LE TERRORISME EN EUROPE

Les autorités chargées de la lutte contre le terrorisme en France redoutent, après les massacres de Palestiniens à Beyrouth, une recrudescence des attentats anti-israéliens ou antisémites. Après l'explosion de la rue Cardinet, vendredi, à Paris, et le mitraillage d'une synagogue, samedi, à Bruxelles, elles craignent, à quelques jours de la fête du Yom Kippour (le grand Pardon, le 27 septembre) un nouvel écho, en France, des drames du Proche-Orient.

Cette inquiétude est à peine atténuée par les résultats de l'opération anti-Action directe menée, dès vendredi, et qui a permis, après la découverte de deux caches d'armes et d'explosifs, l'emprisonnement de trois membres présumés du groupe, dont un dirigeant.

Depuis six mois, en France, le terrorisme a tué dix-huit personnes et en a blessé cent quatre-vingt-deux.

Après l'explosion de la rue cardinet

DES MANIFESTATIONS SONT PRÉVUES DEVANT LE LYCÉE CARNOT

L'enquête sur l'assassinat de la rue Cardinet, à Paris, vendredi 17 septembre, s'annonce difficile, estimait-on, lundi, à la brigade criminelle de la police judiciaire parisienne. Il se confirme que l'explosif était placé sous l'aile avant droite de la voiture du fonctionnaire de l'ambassade israélienne, tandis qu'une hypothèse est avancée sur le dispositif de mise à feu, bien que l'expertise en laboratoire ne soit pas terminée : il s'agirait d'un dispositif mécanique, le détonateur étant relié à la roue, par un fil accroché avec un hameçon.

D'autre part, des manifestations de protestation devraient avoir lieu, mardi 21 septembre, devant le lycée Carnot. Le Renouveau juif appelle, en effet, à un rassemblement, à 18 h 30, devant l'établissement scolaire, tandis que le collectif d'action pour Israël demande aux manifestants de se rassembler, place de l'Etoile, également à 18 h 30, pour gagner également le lycée. Devant ces appels, les élèves du lycée Carnot, qui avaient appelé à un rassemblement de tous les lycéens parisiens, mardi, devaient se réunir lundi pour décider de leur attitude.

Quatre blessés — un lycéen et les trois occupants de la voiture — étaient toujours hospitalisés ce lundi.

DE NOUVELLES RÉACTIONS

● *M. Ibrahim Souss*, représentant de l'O.L.P. à Paris, *« s'élève avec indignation contre les propos calomnieux au sujet d'une prétendue responsabilité »* de la centrale palestinienne dans l'attentat de la rue Cardinet. Affirmant que *« l'O.L.P. a toujours condamné la violence aveugle »*, M. Souss rejette sur Israël *« la responsabilité directe ou indirecte de la violence »*.

● *L'Association de solidarité franco-arabe* condamne *« la poursuite des actes terroristes aveugles en France, comme celui de la rue Cardinet, qui ne sont pas des attentats antisémites comme on voudrait le faire croire »*. Selon M. Lucien Bitterlin, président de cette association, ces attentats *« servent en définitive par leur exploitation politique ceux-là mêmes qui viennent d'attaquer et d'occuper totalement la ville de Beyrouth dans la quasi-indifférence générale »*.

● *La Confédération générale du travail* (C.G.T.) *« condamne avec la plus grande vigueur l'attentat de la rue Cardinet »*. Cet attentat, ajoute la C.G.T., *« qui intervient en même temps que la violence et la situation s'aggravent au Liban et au Proche-Orient, renforce notre détermination à agir pour une solution pacifique des problèmes de ces pays »*.

● *La Fédération autonome des syndicats de police* (FASP) estime que *« la stratégie de la tension vient une nouvelle fois de s'illustrer par l'attentat odieux de la rue Cardinet »*. *« Afin de faire reculer le terrorisme, la criminalité et la délinquance »*, elle souhaite *« que la rigueur ne s'applique pas, dans le budget 1983, au chapitre de recrutement des personnels de police »*.

● *L'association Légitime défense* qui *« n'a cessé de répéter que la politique actuelle de destruction systématique de notre arsenal judiciaire conduirait au terrorisme »*, réclame le vote *« d'une loi appliquant la mort à celui qui la donne »*.

DIX-HUIT MORTS ET CENT QUATRE-VINGT-DEUX BLESSÉS EN SIX MOIS

Depuis six mois, le terrorisme a tué, en France, dix-huit personnes. Il y a eu, au total, cent quatre-vingt-deux blessés, plus ou moins gravement.

Nous publions la liste des principaux attentats. Vingt-six (sur vingt-sept) ont été commis à Paris ou dans la banlieue. Près de la moitié étaient des attentats antisémites ou anti-israéliens et dix-neuf sont liés aux événements du Proche-Orient.

● 29 MARS : une explosion à bord du train Paris-Toulouse, le « Capitole », provoque la mort de cinq personnes. Il y a vingt-sept blessés.

● 31 MARS : coups de feu contre la mission d'achats du ministère israélien de la défense à Paris. Revendiqué par Action directe.

● 3 AVRIL : assassinat à Paris du diplomate israélien Yakov Barsimatov.

● 22 AVRIL : rue Marbeuf, à Paris, une voiture piégée explose devant le siège d'un journal pro-irakien. Une passante est tuée. Il y a soixante blessés.

● 28 MAI : coups de feu contre la façade de la Bank of America à Paris. Attentat revendiqué par Action directe

● 4 JUIN : deux attentats anti-américains ont lieu à l'occasion de la venue à Paris de M. Reagan (contre une école américaine de Saint-Cloud et contre le siège du F.M.I.). *Le 7*, tentative d'assassinat contre l'American Express.

● 19 JUIN : un étudiant iranien est tué par l'explosion d'un colis piégé.

● 20 JUILLET : explosion devant la banque Leumi le Israël, à Paris, et contre une société (Ganco) qui commerce avec Israël.

● 21 JUILLET : quinze personnes sont blessées lors de l'explosion d'une charge déposée, vers 0 heure, dans une poubelle, place Saint-Michel, à Paris. L'attentat est signé par le groupe arménien « Orly ».

— Explosion à l'ancien domicile de M. Régis Debray, chargé de mission à l'Élysée.

● 23 JUILLET : M. Fadl Dani, directeur adjoint du bureau de l'O.L.P. à Paris, meurt dans l'explosion de sa voiture piégée.

— Le même jour, le groupe Orly fait exploser un engin au Pub Saint-Germain. Il y a deux blessés.

● 31 JUILLET : un terroriste arménien est tué par l'explosion d'une bombe qu'il manipulait à Gagny (Seine-Saint-Denis).

● 1er AOUT : Action directe revendique le mitraillage de la voiture d'un fonctionnaire de l'ambassade d'Israël à Paris.

● 7 AOUT : Action directe revendique un attentat à l'explosif contre une agence parisienne de la Discount Bank (filiale de l'ex-groupe Rothschild).

● 8 AOUT : Action directe revendique un attentat contre un magasin de la société Nemor.

● 9 AOUT : quatre hommes mitraillent, à l'heure du déjeuner, la salle du restaurant Goldenberg, rue des Rosiers, à Paris. Il y a six morts et vingt-deux blessés. Le ministre de l'intérieur attribue cette tuerie au groupe palestinien d'Abou Nidal.

● 11 AOUT : attentat contre un immeuble où sont situés les bureaux de la société Citrus Marketing of Israël, rue de la Baume. Revendiqué par Action directe.

— Le même jour, une camionnette piégée explose, rue du Général-Appert, devant l'ambassade d'Irak. Il y a cinq blessés.

● 14 AOUT : incendie d'origine criminelle, non revendiqué, d'un petit oratoire israélite du onzième arrondissement.

● 19 AOUT : Action directe, dissous la veille par le conseil des ministres, revendique un attentat contre l'hebdomadaire *Minute*.

● 21 AOUT : explosion avenue de La Bourdonnais, à Paris, d'un colis piégé qui visait le conseiller commercial des Etats-Unis à Paris et que deux artificiers de la préfecture de police tentaient de désamorcer : ils sont tous les deux tués. L'attentat est revendiqué par les « Fractions armées révolutionnaires libanaises ».

● 27 AOUT : un « groupe anarchiste antinucléaire » lance un engin incendiaire contre un bâtiment d'E.D.F., boulevard de Charonne.

● 17 SEPTEMBRE : la voiture d'un diplomate israélien explose devant le lycée Carnot, à Paris : quarante-sept blessés, dont quatre gravement.

L'un des dirigeants présumés d'Action directe est écroué

Trois jours après le coup de filet visant l'organisation clandestine Action directe, la police se félicite de son opération (*« Une très belle affaire »*) et estime avoir, entre autres, procédé à une opération de *« police préventive »*. Certes, sur les treize membres présumés d'Action directe arrêtés vendredi 17 septembre, dix ont été relâchés. Mais il reste pour les enquêteurs la découverte, essentielle à leurs yeux, de deux caches d'explosifs et d'armes en tous genres.

Les trois militants présumés de l'organisation d'ultra-gauche, écroués dimanche n'en sont pas pour autant négligeables. Michel Camilleri, trente ans, considéré par la police comme l'une *« des têtes de la fraction dure d'Action directe »*, a été inculpé de détention et transport d'armes, détention de munitions et d'explosifs et recel de vol. Pour leur part, Charles Grosmangin, trente et un ans, qui serait issu du Mouvement autonome parisien, et Olivier Chabaud, vingt-quatre ans, ont été inculpé des même délits, ainsi que de falsification de documents administratifs puiqu'ils étaient porteurs de fausses cartes d'identité. En outre, Olivier Chabaud, chez qui l'on a retrouvé de nombreux faux chèques de voyage, a été inculpé de faux en écritures de banque.

Ces trois personnes ont pu être *« accrochées »*, selon l'expression policière, en raison de leurs liens indiscutables aves les stocks d'armes et d'explosifs découverts. Michel Camilleri et Charles Grosmangin sortaient, par exemple, du box contenant des explosifs situé au 99, avenue du Général-Leclerc, à Paris-14e, et ont été arrêtés à quelques pas, avenue du Maine. En plus de la quinzaine d'armes découvertes par la police (*le Monde* daté 19-20 septembre), un important matériel a été trouvé dans le box en question et dans la cache de la rue Froment (11e). Voisinant avec l'attirail nécessaire aux poseurs de bombes (explosifs, mèches lentes, détonateurs, etc.), les enquêteurs ont de fait répertorié la panoplie complète du gangster (perruques, lunettes fumées, paires de menottes). De même ont-ils saisi d'importantes sommes d'argent, français et étranger, de faux papiers d'identité, des talkies-walkies, deux émetteurs branchés sur les ondes de la police, des machines à écrire, une machine à fabriquer les clés, etc.

Double démonstration

Ces matériels orientent les recherches de la police dans les deux directions du terrorisme et du droit commun, dont on sait depuis longtemps qu'elles sont les deux facettes du mouvement d'Action directe. Les armes notamment — dont l'une a été volée lors d'un cambriolage de particulier — sont analysées en laboratoire. La police espère, bien sûr, qu'elles *« parleront »*, c'est-à-dire qu'il sera possible d'établir scientifiquement qu'elles ont été utilisées au cours de tel ou tel fait divers. Les explosifs découverts pourront, d'autre part, servir à d'éventuels rapprochements avec des attentats.

La police judiciaire soupçonne, en effet, des membres d'Action directe de s'être livrés à plusieurs hold-up avec prise d'otages et effraction de coffres en 1981 et cette année. Cette série d'attaques à main armée aurait eu pour but de constituer un *« trésor de guerre »* pour l'organisation.

Il reste que les deux repaires d'Action directe mis au jour vendredi s'ajoutent à celui de la rue du Borrégo, à Paris (20e), en avril, et aux armes exposifs saisis en 1980. Par ce nouveau coup de filet, la police n'a certes pas démantelé définitivement Action directe. Elle a toutefois opéré une double démonstration. En premier lieu, celle de l'entente et de la coopération entre services. Ce sont en effet les Renseignements généraux, la brigade de recherche et d'intervention (B.R.I.) et la brigade criminelle qui ont collaboré sur cette enquête, à laquelle s'est attaché M. Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique, qui a présidé six séances de travail avec les responsables. Deuxièmement, la police a apporté la preuve, en dépit des accusations, qu'elle restait particulièrement attentive aux faits et gestes des membres d'Action directe. La surveillance, sinon l'infiltration de l'organisation dissoute il y a un mois, est patente. Le bilan de l'opération de vendredi doit aussi être apprécié dans cette optique.

Le fait que Jean-Marc Rouillan, fondateur d'Action directe, particulièrement recherché, n'ait pas été arrêté marque sans doute les limites du coup de filet. Les policiers font toutefois remarquer que Rouillan, présent dans leurs bureaux il y a un mois, gardé à vue, a dû être relâché faute d'éléments *« constitutifs d'une infraction »*... C'était à la veille de la dissolution du groupe par le conseil des ministres. Enfin, on fait valoir dans les services de la police judiciaire que *« tout ne se limite pas à Rouillan »*. *« Ce n'est pas lui qui est le plus activiste en ce moment*, dit-on. *Il se trouve même relativement marginalisé et isolé »*.

LAURENT GREILSAMER.

LE DOSSIER DES IRLANDAIS DE VINCENNES EST TRANSMIS AU TRIBUNAL DE PARIS

La chambre criminelle de la Cour de cassation a dessaisi, samedi 18 septembre, le tribunal de Créteil (Val-de-Marne) au profit de celui de Paris, de l'instruction de l'affaire des trois Irlandais arrêtés le 28 août à Vincennes (*le Monde* du 9 septembre).

Cet arrêt fait suite à la requête du parquet général près la cour d'appel de Paris qui souhaite voir regrouper en une même juridiction judiciaire les différents dossiers sur le terrorisme. S'appuyant sur l'article 662, alinéa 5, du code de procédure pénale, qui permet le dessaisissement d'un juge d'instruction *« dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice »*, la chambre criminelle de la Cour de cassation a estimé qu'il convenait *« de faciliter les rapprochements et les recoupements qui peuvent apparaître nécessaires entre deux informations suivies (...) »*. Dans le cas des Irlandais, par exemple : entre des armes et documents saisis à Vincennes et des pièces à conviction, trouvées dans d'autres affaires instruites à Paris.

Mes Philippe et Claire Waquet ont tenté, en vain, de s'opposer, au nom des trois inculpés irlandais, au dessaisissement du juge d'instruction de Créteil, s'efforçant de démontrer qu'il n'existait aucun lien entre ce dossier et ceux qui sont déjà de la compétence du tribunal de Paris.

EN BELGIQUE

L'attentat de la grande synagogue de Bruxelles relance la polémique sur l'antisémitisme

De notre correspondant

[Nommé correspondant du *Monde* à Bruxelles, Jean Wetz nous adresse son premier article, que nous publions ci-dessous.]

Bruxelles. — L'attentat, commis samedi 18 septembre en fin de matinée devant la grande synagogue de la rue de la Régence, en plein cœur de la capitale, fait suite à toute une série de méfaits terroristes commis en Belgique depuis trois ans. Au printemps 1979, deux Palestiniens avaient blessé une quinzaine de personnes à l'aéroport de Zaventem, en attaquant à coups de grenades les passagers de la compagnie israélienne El Al. L'année suivante, à Anvers, deux membres du Fatah s'en étaient pris à un groupe d'enfants devant un centre culturel juif. *Le 20 octobre 1981*, l'explosion d'une camionnette piégée devant la synagogue d'Anvers avait tué trois personnes. Depuis un an, cependant, le calme paraissait à peu près revenu. Samedi le concierge et deux membres du service d'ordre de la synagogue ont été blessés par les balles du tireur qui s'est mis à mitrailler la foule nombreuse pour l'office du Roch Hachana, le Nouvel An juif. Le premier ne paraît pas trop grièvement atteint, mais les deux gardes, touchés aux jambes, se trouvent dans un état sérieux à l'hôpital Saint-Pierre. La victime la plus gravement blessée est un fidèle de cinquante ans, dont les poumons ont été perforés. Cependant ses jours ne seraient plus en danger.

L'auteur de l'attentat a fait preuve d'une audace indéniable. Alors que l'entrée de la synagogue était gardée par plusieurs policiers en civil et en uniforme, le tireur s'est posté tranquillement sur le trottoir d'en face, d'où, à l'abri d'une voiture en stationnement, il a dirigé le feu d'un pistolet-mitrailleur sur la porte de l'édifice. L'effet de surprise fut total, mais l'un des policiers a eu le temps de riposter. L'agresseur a-t-il été touché ? Il a en tout cas disparu rapidement au coin de la rue. La proximité du marché des Antiquaires, sur la place du Sablon, lui a probablement permis de se fondre dans la foule.

Les réactions n'ont rien de surprenant. Du côté gouvernemental, on condamne avec beaucoup de force ce *« lâche attentat »*, et le ministre de l'intérieur a promis une protection encore renforcée pour les institutions et les personnalités juives. Le ministère des relations extérieures, M. Tindemans, affirme pour sa part que la coopération internationale est indispensable pour combattre des activités terroristes qui menacent l'ensemble de la communauté occidentale.

Non moins traditionnelles sont les réactions des côtés israélien et palestinien. L'ambassade d'Israël a dénoncé la responsabilité de l'O.L.P., *« organisation terroriste incapable de faire ni la guerre ni la paix »*. De son côté, le bureau bruxellois de l'organisation palestinienne, tout en condamnant les attentats qui *« ne peuvent que nuire à la cause du peuple palestinien »*, veut cependant y voir un moyen de *« détourner l'attention de l'opinion publique de la réalité du sionisme »*.

Lorsque les opérateurs de la télévision belge sont venus sur les lieux, samedi matin, ils ont été violemment pris à partie par de jeunes juifs sortant de la synagogue. Ceux-ci reprochaient à la R.T.B.F. d'être « antisioniste ». Même l'ambassadeur d'Israël a cru nécessaire de dénoncer, en termes quelque peu équivoques il est vrai, *« certains journalistes, propagandistes de l'O.L.P., qui ont entrepris une campagne de dénigrement systématique contre Israël et le peuple juif »*.

JEAN WETZ.

MÉDECINE

AVANT LE PROCHAIN COLLOQUE SUR LA SURDITÉ A PARIS

6 % des Français ont des déficiences auditives

Le problème de la surdité en France est insuffisamment pris en compte par les institutions de soins, de recherches et de couvertures sociale. Pourtant, la France compte quelque trois millions de sourds et de « malentendants », un chiffre qui recouvre les déficits auditifs congénitaux ou acquis au cours de l'existence. Il vient au monde environ un enfant sourd pour mille naissances. Au total, en France, comme dans l'ensemble de l'Europe occidentale, quelque 6 % de la population sont touchés par des déficiences auditives.

C'est dire le coût humain et financier, que représente ce handicap, et l'importance que revêtent sa détection et sa prise en charge. Ces problèmes seront traités, les samedi 25 et dimanche 26 septembre au palais du Luxembourg à Paris, lors d'un colloque de la Ligue française contre la surdité (1), que préside le professeur Paul Pialoux (Paris).

Dans ce domaine comme en de nombreux autres, dépistage précoce et prévention sont essentiels, d'autant qu'un déficit auditif non reconnu dans l'enfance entrave la perception des stimulations extérieures indispensables à l'acquisition du langage et au développement intellectuel de l'enfant. Ainsi un déficit auditif peut présenter les aspects trompeurs d'un retard mental. C'est pourquoi le dépistage doit être entrepris très tôt, dès la naissance, et maintenu à l'âge scolaire, en veillant particulièrement aux suites des otites, fréquentes dans l'enfance. A l'âge adulte, l'attention doit aussi être portée sur l'usage de certains antibiotiques, ainsi que sur l'intensité du bruit et des variations brutales de pression dans le milieu professionnel. Il convient, d'autre part, d'avertir les femmes enceintes des risques que présentent à cet égard, pour l'enfant, certaines affections contractées lors de la grossesse.

Le traitement, quant à lui, requiert la collaboration de spécialistes avertis des insuffisances que présentent, en leur état actuel, les tests audiométriques.

Deux lacunes

En France, les lacunes constatées par les spécialistes portent essentiellement sur deux points : la recherche et la couverture sociale. En matière de recherche, souligne le professeur Pialoux, l'oto-rhino-laryngologie ne bénéficie que d'efforts dispersés : il conviendrait de créer au sein de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) ou du C.N.R.S. (Centre national de la recherche scientifique) un département spécialisé dans cette discipline, qui, à l'heure actuelle, n'est pas représentée comme telle dans ces organismes. Des équipes de travail constituées dans ce but devraient associer des spécialistes des sciences fondementales et des cliniciens.

Pour ce qui concerne les prothèses auditives et leur prise en charge par la Sécurité sociale, les médecins font remarquer que les deux tiers des sourds et des malentendants, soit deux millions de personnes, devraient pouvoir bénéficier d'un appareillage. Or la France accuse un net retard à cet égard puisque seulement 60 000 prothèses auditives y sont posées chaque année, contre 200 000 en Allemagne fédérale, 180 000 en Grande-Bretagne et 80 000 en Italie.

Ce retard s'explique notamment par les insuffisances de la couverture sociale. En effet, le coût d'une prothèse auditive s'élève à environ 3 500 à 4 000 francs, coût multiplié par deux si l'appareillage est bilatéral. Or les spécialistes s'accordent pour dire qu'un appareillage bilatéral ou « stéréophonique » est indispensable pour recouvrer une audition correcte, la prothèse d'une seule oreille ne permettant qu'une identification approximative des sons.

Or une prothèse auditive bilatérale en France n'est remboursée que jusqu'à l'âge de seize ans, et très imparfaitement. Au-delà de cet âge, sourds et malentendants n'ont droit qu'au remboursement de la prothèse d'une seule oreille, remboursement qui n'atteint pas 700 francs. Cette situation, indiquent les spécialistes, *« est figée depuis 1970 »*. Elle est même paradoxale puisque le montant de la T.V.A. acquittée par le patient sur sa prothèse dépasse à présent celui du remboursement que lui verse la Sécurité sociale...

Enfin, les médecins insistent sur la composante sociale du problème : déjà isolé par son handicap, le sourd est souvent rejeté par nombre de structures institutionnelles, même lorsqu'un appareillage satisfaisant paraît adapté à ce cas. Néfaste dans l'enfance, cette insuffisance prise en compte accélère, à l'âge mûr, les effets de la sénescence psychopsysiologique.

CLAIRE BRISSET.

(1) 12, rue de Coulmiers, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél. : 720.06.69.

GRÈVE DES PHARMACIENS A LA RÉUNION

(De notre correspondant.)

Saint-Denis de la Réunion. — A l'appel de leurs syndicats, les pharmaciens de la Réunion, ont depuis le 13 septembre, baissé leur rideau pour une durée illimitée. A l'origine du mécontentement : une divergence d'appréciation entre l'administration et les pharmaciens sur la fixation d'un coefficient déterminant les prix de vente au détail des médicaments, légèrement supérieurs à ceux de la métropole en raison des surcoûts liés à l'éloignement. L'administration a décidé d'abaisser de quelques points de coefficient, car les marges bénéficiaires pratiquées à la préfecture sont supérieures à celles de leurs confrères de la métropole.

Pour le syndicat des pharmaciens, tous les éléments du dossier n'ont pas été pris en compte. Le 13 septembre, seules quatre officines sur les cent soixante-trois de l'île qui compte cinq cent quinze mille habitants, étaient ouvertes. La décision des pharmaciens a suscité de vives réactions, notamment de la part de la C.G.T. réunionnaise et de la fédération socialiste de l'île.

Des mesures de réquisition ont été prises pour assurer le fonctionnement d'au moins une pharmacie par commune. L'efficacité de cette mesure a été cependant toute relative. Plusieurs pharmaciens n'ont pu être joints et d'autres, après avoir reçu la réquisition, ont affirmé, certificat médical à l'appui, être dans l'impossibilité d'ouvrir leurs officines.

HUBERT BRUYÈRE.

هكذا من الأصل

L'information des jeunes : les projets de Mme Avice

Comment obtenir une aide au logement ? Dans quelles conditions *peut-on bénéficier d'un congé-formation* ? Quelles sont les étapes médicales d'une interruption volontaire de grossesse ? Les jeunes, dont l'entrée dans la vie adulte bute souvent sur les chicanes de la réglementation, peuvent désormais se reporter à un guide, publié à leur intention par la Documentation française. *Le Guide des jeunes*, mis en vente depuis le début du mois de septembre dans les mille points de distribution Hachette, résume en trois cent quarante-sept pages, rédigées dans un style clair et précis, les principales formalités que les moins de trente ans peuvent être amenés à accomplir au cours de leur insertion professionnelle et sociale.

Orienter les jeunes sans les mettre sous tutelle : tel est le projet de Mme Edwige Avice, secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports. Dès seize ans, des centaines de milliers de jeunes sont confrontés aux mêmes difficultés que les adultes, sans bénéficier de l'expérience de ces derniers. Le soutien que l'administration tente de leur apporter doit leur permettre d'orienter correctement leurs recherches, tout en évitant de les transformer en assistés précoces.

Mme Avice partage, à ce propos, les idées de M. Bertrand Schwartz, rapporteur de la commission Bloch-Lainé pour les problèmes de la jeunesse et de l'éducation.

Ce guide, qui s'adresse directement aux jeunes, est aussi destiné aux éducateurs et aux conseillers d'orientation, qui doivent satisfaire une demande pressante. Ainsi le Centre d'information et de documentation jeunesse (C.I.D.J.) du quai Branly, à Paris, reçoit plus de cinq mille visiteurs par jour ! Afin de renforcer les moyens d'action de la vingtaine de centres régionaux existants, il est prévu d'informatiser progressivement leurs fichiers d'adresses. L'installation du système télématique « Antiope » permettra bientôt, en accord avec T.D.F., de connaître rapidement les centres de vacances disponibles.

A plus long terme, Mme Avice espère convaincre l'éducation nationale d'introduire ce type d'informations concrètes dans les programmes scolaires. Une initiative qui permettra peut-être de renouveler la classique « éducation civique », réduite souvent à la portion congrue, quand elle n'est pas purement et simplement oubliée.

SCIENCES

● *Un nouveau vaisseau de ravitaillement, Progress-15*, a été lancé, samedi 18 septembre, par l'Union soviétique en direction de la station orbitale Saliout-7. Il s'est amarré ce lundi matin à la station apportant aux cosmonautes Anatoli Berezovoy et Valentin Lebedev, en orbite depuis le 13 mai, les vivres et matériels nécessaires à la continuation de leur mission. — *(A.F.P., A.P., Reuter.)*

● *Les quatre cosmonautes soviétiques* qui ont participé en juin au premier vol spatial franco-soviétique, doivent arriver ce lundi 20 septembre à Paris pour effectuer une visite en France.

FAITS DIVERS

● *Meurtre au cours d'une fête communiste.* — A Audincourt (Doubs), où avait lieu une fête organisée par les sections communistes de Peugeot-Sochaux et d'Audincourt, un ouvrier d'origine maghrébine, âgé de dix-neuf ans, M. Malek Abdelkadem, a été tué dans la soirée du samedi 18 septembre. Selon les enquêteurs, le jeune homme avait abordé une jeune femme à proximité d'un stand. Celle-ci n'était pas seule, et une bagarre a éclaté entre l'homme qui l'accompagnait, M. Michel Payen, vingt ans, et M. Abdelkadem. M. Payen a sorti un couteau à cran d'arrêt, frappant son adversaire à deux reprises au thorax et le blessant mortellement. M. Payen a été arrêté dimanche et devait être présenté au parquet ce lundi 20 septembre. La section du P.C.F. d'Audincourt a précisé dans un communiqué qu'il s'agissait *d'un règlement de comptes étranger au parti communiste* ».

● *Un industriel parisien*, interpellé, la semaine dernière, à la frontière franco-suisse alors qu'il transportait 328 500 F, a été inculpé « d'exportation illicite de capitaux » et écroué à Besançon. M. Robert Hamet, âgé de cinquante-sept ans, domicilié à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), a déclaré aux enquêteurs qu'il transportait des fonds destinés à réalimenter la trésorerie d'une usine qu'il possède en Italie.

● *Deux spéléo-plongeurs* de nationalité suisse, MM. Alberto Casali, dix-neuf ans, et Jean-Gaspard Hausamann, vingt-huit ans, demeurant à Nyon, ont trouvé la mort samedi 18 septembre dans l'après-midi dans des boyaux marins situés dans la calanque de Port-Miou près de Cassis (Bouches-du-Rhône).

CARNET

Naissances

— M. et Mme Didier BÉOUTIS sont heureux d'annoncer la naissance de

Sébastien.

Paris, le 7 septembre 1982.

— Corinne NOVOTNIK et Alain SAGER,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Aurélie,

le 9 septembre 1982, à Senlis.
11, avenue du 19-Mars-1962.
60160 Montataire.

— M. Arnaud VEDRENNE-CLOQUET, et Mme, née Daisy Drut,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille,

Perrine,

le 30 août 1982.
11, rue Emile-Duclaux,
75015 Paris.

Décès

M. Maurice HUREL

— M. et Mme Jean-Marie Hurel,
M. et Mme Michel Bloit,
M. et Mme Serge Hurel,
M. et Mme Philippe de Bernède
Leurs enfants et leurs petits-enfants,
font part du décès, dans sa quatre-vingt-sixième année, à son domicile, de

M. Maurice HUREL,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand officier de l'ordre du Mérite
médaille d'or de l'aéronautique internationale,
croix de guerre 1939-1945.

La cérémonie religieuse aura lieu à 13 h. 30, mercredi 22 septembre, en l'église Saint-Jacques, 167, boulevard Bineau, Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu à 17 heures, au cimetière de Deauville, Calvados.

119, rue Perronet,
92200 Neuilly-sur-Seine.

[Né le 29 avril 1896 à Cherbourg, dans la Manche, ancien élève de l'Ecole nationale supérieure de l'aéronautique et de l'Ecole navale, M. Maurice Hurel mène une double carrière. Officier de marine de 1916 à 1923 puis de 1943 à 1945, il fut aussi un constructeur aéronautique réputé. Ingénieur en chef des hydravions CAMS de 1923 à 1929 (il construisit une vingtaine de prototypes d'hydravions), il fut, entre 1940 et 1943, directeur technique de la Société nationale de construction aéronautique du Sud-Ouest et, entre 1945 et 1946, administrateur directeur général de la Société des avions Hurel-Dubois. Il mettra au point, sous ce double nom, un avion à grand allongement et s'intéressera au vol musculaire.

M. Maurice Hurel était vice-président de l'Association des vieilles tiges.]

— Mme Hélène Chaffard-Luçon,
Ses enfants, petits et arrière-petit-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Roger CHAFFARD-LUÇON,
chevalier de la Légion d'honneur,
ancien président du Syndicat
des journalistes français C.F.D.T.,
ex-C.F.T.C.,

survenu le 14 septembre 1982 dans sa soixante-dix-septième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.

18 *bis*, rue de l'Est,
92100 Boulogne-sur-Seine.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur et Mme René DEBAUCHEZ,
Le docteur et Mme Claude Debauchez,
M. et Mme Thierry Faure,
Matthieu, Pascaline, Jean et Pauline Debauchez,
ont la douleur de faire part du décès de leur petit-fils, fils et frère,

Thomas,

survenu accidentellement le 14 septembre, à l'âge de dix-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 22 septembre, à 10 h. 45, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 17, allée de Stalingrad, Le Perreux-sur-Marne.

Cet avis tient lieu de faire-part.
29, rue Rémusat, 75016 Paris.
9 *ter*, rue de la Gaîté,
94170 Le Perreux-sur-Marne.

— Anne Deville,
Et famille,
ont le profond regret de faire part du décès de

Paul DEVILLE,
officier de l'ordre national français du Mérite,

survenu à Paris le 15 septembre 1982.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 17 septembre 1982, à 14 heures, dans la plus stricte intimité.

39, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

— Le docteur Marc Girard,
M. et Mme Frédéric Girard et leurs filles,
Mlle Isabelle Girard,
M. Pierre Girard,
M. et Mme Philippe Levallois,
Le docteur et Mme Charles Fabre,
Mme Benjamin Fabre,
Mme Edmond Girard,
M. et Mme Benjamin Fabre et leurs fils,
Mme Hélène Frappat et ses fils,
M. et Mme Yvon Grandordy et leur fille,
Les familles Belaval, Rotureau, Gauthier, Levallois et Didier,
ont la tristesse de faire part du décès de

Babette GIRARD,
née Fabre,

survenu le 19 septembre 1982, à l'âge de cinquante-deux ans.

Les obsèques seront célébrées à l'église de Roquemaure dans l'après-midi du 21 septembre.

30150 Roquemaure.

— M. et Mme Jacques Kramer,
Mme veuve Mary Kramer,
Mme veuve Violette Kramer,
ses enfants,
M. et Mme Marcel Kramer,
M. et Mme André Kramer,
Mlle Colette Kramer,
M. Daniel Kramer,
M. Rony Kramer,
Ses petits-enfants,
Ses neveux, nés Castro,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme veuve Rachel KRAMER,

survenu le 17 septembre 1982, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 21 septembre au cimetière intercommunal de Clamart, avenue de la Porte-de-Trivaux, à 10 h. 15.

— M. et Mme Marc Manifacier,
Leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année, de

Mme Louise MANIFACIER,
née Sermeas,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Vallon-Pont-d'Arc le 7 septembre 1982.

10, rue des Nonnains-d'Hyères,
75004 Paris.

— M. Francis Mousseaux et ses enfants,
M. et Mme Claude Margueron,
Toute leur famille et leurs amis,
ont la grande peine de faire part du décès de

Néna MOUSSEAUX,

survenu le 9 septembre 1982, à l'âge de quarante-neuf ans.

Le service religieux a été célébré le lundi 13 septembre au temple de La Celle-Saint-Cloud.

« Ma grâce te suffit car ma force donne toute sa mesure dans la faiblesse. »

16, rue Claude-Monet,
78380 Bougival.
6, rue Marié-Davy, 75014 Paris.

— Roland, Liliane Omnès,
Natacha, Franck, Cécile-Amy,
Et toute la famille,
ont la grande douleur d'annoncer la mort accidentelle de

Corinne Marie OMNÈS,
élève de seconde année
à l'*Ecole des chartes*,

survenue le jeudi 16 septembre 1982, à l'âge de vingt et un ans.

Un service aura lieu en l'église évangélique du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris-5e, le mercredi 22 septembre 1982, à 14 heures.

25, rue Ernest-Renan,
92190 Meudon.

— Mme François Penvern, son épouse,
M. et Mme Pierre Penvern,
M. et Mme Michel Penvern,
ses enfants,
Hélène, Fabien et Jean-Marc,
ses petits-enfants,
Les familles Penvern, Le Roch et Le Gall,
ont la douleur de faire part du décès de

M. François PENVERN,

survenu le 15 septembre 1982 dans sa quatre-vingt-unième année.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 16 septembre en l'église Sainte-Croix de Quimperlé.

10, rue Savary, 29130 Quimperlé.
2, rue Vauban, 56100 Lorient.
121, avenue d'Italie, 75013 Paris.

— Mme Jean Rouault, son épouse,
M. et Mme Christian Robinet,
ses enfants,
Marie-Gaël et Flossie, ses petites-filles,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Jean ROUAULT,

survenu le mercredi 15 septembre 1982 à Fréhel (Côtes-du-Nord).

Cet avis tient lieu de faire-part.
19, avenue de Bretteville,
92200 Neuilly-sur-Seine.

— Mme Ninette Ruimy, son épouse,
Nicole, Joëlle, Andrée, ses enfants,
M. et Mme Simon Ruimy,
M. et Mme Pierre Ruimy,
M. et Mme Joseph Chriqui,
M. et Mme Pierre Verdier,
Mme Claire Abitbol,
M. et Mme Joseph Abitbol,
M. et Mme Marcel Abitbol,
M. et Mme André Oppenheimer,
Les familles Sibony-Benaboch,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, survenu le 23 août, de

M. Emile RUIMY,
gérant de la société Gemini France,

leur époux, père, frère, oncle, neveu, cousin, parent et ami.

La famille, très sensible aux nombreuses marques de sympathie qui lui ont été témoignées, remercie bien sincèrement les personnes qui, par leur présence, envoi de fleurs et messages, se sont associées à leur douleur.

— M. Alain Van Den Haute,
Ses enfants, Caroline et Yan,
M. et Mme S. Delesky,
Les familles Pilzer, Van Den Haute, Danzel et Costy,
font part du décès de

Mme Francine VAN DEN HAUTE,
née Delesky
(de Saint Barthélémy),

leur épouse, mère, fille, belle-fille, belle-sœur, nièce et parente,
décédée le 8 septembre 1982, à trente-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité à Montigny-sur-Loing.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

— En ce 21 septembre 1982, jour du deuxième anniversaire du décès de

Gisèle BENSNAINOU,

tous ceux qui l'ont connue, estimée et aimée auront une pensée et une prière pour elle.

— Pour le vingtième anniversaire du décès de

M. Paul BONNICHON

et le troisième anniversaire du décès de son fils,

M. Pierre BONNICHON,

une pensée est demandée à ceux qui restent fidèles à leur souvenir.

— Pour le quatorzième anniversaire du décès de

Jean LAVAYSSE,

une affectueuse pensée est demandée à ceux qui restent fidèles à son souvenir.

— Les compagnons de la Libération,
Les Français libres ainsi que tous ses amis,
sont informés que la messe du deuxième anniversaire de la mort du général d'armée aérienne

Martial VALIN,

initialement fixée au mardi 21 septembre 1982, à 11 h. 30, est reportée à 12 h. 15 le même jour en l'église de Saint-Louis des Invalides.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

Quelques difficultés dans les contrats de solidarité

Avec la rentrée, les contrats de solidarité sont relancés. Les négociations en cours vont permettre de lever un certain nombre d'incertitudes, principalement sur l'avenir de la garantie de ressources promise, à soixante ans, aux démissionnaires signataires du contrat.

Le contrat de solidarité promet au salarié volontaire pour quitter son emploi un revenu égal à 70 % de son ancien salaire, appelé allocation conventionnelle de solidarité, relayé à soixante ans par la garantie de ressources (actuellement de 70 % du salaire brut) jusqu'à soixante-cinq ans, date à laquelle il pourra demander la liquidation de sa pension vieillesse du régime général(1). Mais, et c'est sur quoi porte aujourd'hui la négociation, rien ne permet d'affirmer que la future garantie de ressources sera la réplique de l'actuelle garantie en vigueur. Si la loi en prévoit le principe, elle laisse la liberté aux partenaires sociaux d'en fixer le taux. Or il serait injuste qu'un travailleur cessant d'exercer un emploi à soixante ans perçoive une pension égale à 50 % du salaire plafonné de la Sécurité sociale (plus éventuellement une retraite complémentaire) alors qu'un démissionnaire, en « congé » depuis quatre ou cinq ans, toucherait beaucoup plus (puisque le plafond des salaires est de quatre fois celui de la Sécurité sociale). Il faut donc s'attendre à ce que le taux de la nouvelle garantie de ressources soit abaissé, soit globalement, soit, comme le souhaitent certains, progressivement, chaque année, jusqu'au soixante-cinquième anniversaire.

Dans l'immédiat, c'est à d'autres obstacles que se heurtent les salariés. Ces contrats en fait ne sont pas ouverts à tout le monde. Il mettent à l'écart ceux qui auraient peut-être le plus besoin de se reposer. En effet, il faut être « apte au travail » pour pouvoir bénéficier d'un contrat de solidarité. C'est-à-dire qu'en sont exclus les salariés malades, hospitalisés, inaptes temporairement mais sans possibilité de reprendre leur travail ne serait-ce qu'une journée.

Les règles sont claires : la démission, l'adhésion au contrat de solidarité, le préavis et la rupture du contrat de travail – à condition évidemment d'avoir l'âge requis pendant la même période – doivent intervenir dans des délais prévus. Par exemple, les salariés de chez Renault ont pu adhérer à un contrat de solidarité pendant trois mois, du mois d'avril au 30 juin 1982, à condition d'être âgés, avant cette date, de cinquante-huit ans pour les cadres, et de cinquante-sept ans ou cinquante-cinq ans pour les autres catégories professionnelles.

Malades et victimes d'accidents

Le fait de payer le préavis en dispensant le salarié de son exécution ne libère en rien de la contrainte, car la rupture effective du contrat de travail n'intervient réellement qu'à la fin du préavis. Pour ceux qui seraient éventuellement trop « justes », il est admis qu'ils puissent démissionner avant d'avoir l'âge prévu (cinquante-huit ans pour un cadre Renault, dans notre exemple) à condition que la date anniversaire tombe bien pendant la durée du contrat et qu'il parte donc en ayant l'âge requis, toutes les autres obligations ayant été évidemment respectées. A noter, cependant, que le directeur départemental du travail pourrait éventuellement s'opposer à une telle disposition.

Si les malades et les personnes victimes d'un accident, absents pendant la durée de signature du contrat, sont évincés, les invalides ont aussi un régime particulier. Le droit de la Sécurité sociale ou le droit du travail n'empêche pas une personne reconnue partiellement ou totalement incapable de travailler d'occuper malgré tout un emploi. Il peut y avoir simplement suspension au suppression de la pension en fonction des ressources. Dans le cadre des contrats de solidarité, les invalides de première catégorie, c'est-à-dire reconnus capables d'exercer une activité rémunérée, sont admis au bénéfice de l'allocation conventionnelle. Les invalides de deuxième catégorie (ceux reconnus incapables d'exercer une profession quelconque) et de troisième catégorie (ceux qui en plus ont besoin de l'assistance d'une tierce personne) verront leur dossier étudié par une commission paritaire de l'ASSEDIC. Quant aux pensionnés d'accidents du travail ou de maladie professionnelle, ils sont admis sans restrictions au bénéfice des contrats. Les salariés déjà pensionnés – tels les militaires – se verront appliquer pour l'obtention de l'allocation conventionnelle les règles de cumul déjà en vigueur pour la garantie de ressources.

Mais le second principe de ces contrats, « cesser totalement son activité », risque de poser aussi, dans l'immédiat, des cas de conscience à ceux qui exercent plusieurs activités, en particulier dans les milieux ruraux. Un exploitant agricole qui travaille le matin à l'usine et l'après-midi dans sa ferme devrait, pour obtenir l'allocation de solidarité, abandonner l'exploitation de son entreprise. Sinon cette allocation serait la rémunération d'un chômage partiel, solution à laquelle les partenaires sociaux se sont toujours refusés. Quoi qu'il en soit, la garantie de ressources future, seconde étape, après l'allocation de solidarité, ne sera versée que si les conditions administratives sont correctement remplies. Tout salarié a donc, encore, intérêt à demander l'accord de principe de l'ASSEDIC pour savoir si ses droits seront effectivement ouverts ou non à soixante ans et ne pas s'exposer à une mauvaise surprise une fois la démission donnée(2).

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Pour que ces dispositions soient appliquées, il faut être bénéficiaire du contrat de solidarité avant le 1er avril 1983.

(2) Il s'agit d'une *« demande préalable de renseignements »* à adresser à l'ASSEDIC dont l'UNEDIC, 77, rue de Miromesnil, 75008 Paris, (téléphone : 296-16-51) peut fournir l'adresse.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 22 SEPTEMBRE

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mlle Colin.

« La peinture murale romane », 15 heures, Musée des monuments français, Mme Garnier-Ahlberg.

« Les toits de Notre-Dame », 15 heures, portail central de la façade, Mme Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).

« Vie quotidienne dans l'Egypte ancienne », 15 heures, musée du Louvre, porte Champollion (Approche de l'art).

« Salons de l'hôtel Lauzun », 15 heures, 17 quai d'Anjou (Arts et aspects de Paris).

« Montmartre », 15 heures, métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et curiosités de Paris).

« Les impressionnistes », 15 heures, entrée du Musée du Jeu de paume, M. Jaslet.

« L'île de la Cité depuis Lutèce », 14 h 30, bureau de poste de l'Hôtel de Ville (Paris autrefois).

« Anciens collèges de la Montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (Paris pittoresque et insolite).

« Les inconnues de la rue Notre-Dame-des Champs », 15 heures, 22 rue Notre-Dame-des-Champs (Paris et son histoire).

« Salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, entrée sur la place.

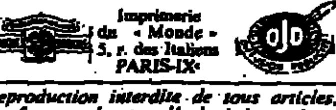
« Hôtels du Marais, quartier des Blancs-Manteaux », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le fournil de la boulangerie Poilane », 10 heures, 87, rue Brancion, E. Romann.

« Le Musée du cinéma », 15 heures, palais de Chaillot, aile Paris (Tourisme culturel).

« De la rue de la Parcheminerie à la Comédie-Française », 14 h 30, 1, rue des Carmes (Le Vieux Paris).

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

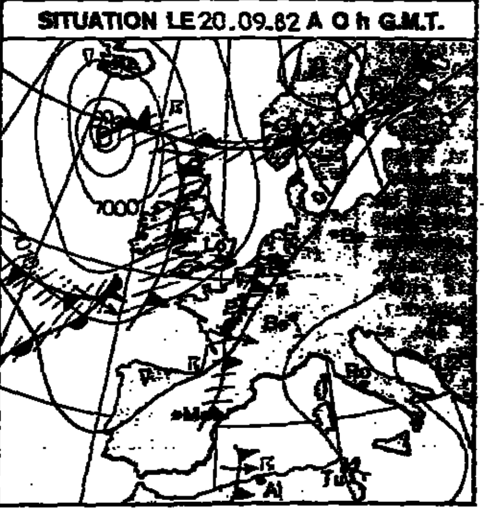


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

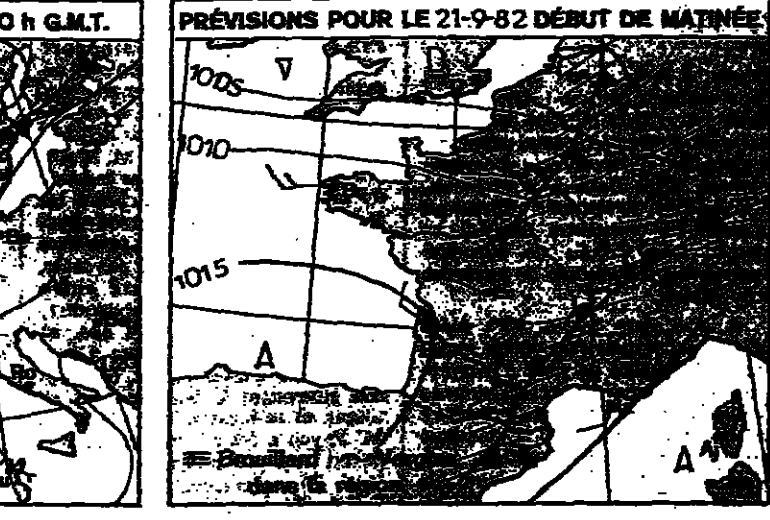
Commission paritaire : no 57 437.
ISSN : 0026 - 9360.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20.09.82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 21-9-82 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 septembre à 0 heure et le mardi 21 septembre à 24 heures :

Une vaste zone dépressionnaire centrée sur les îles britanniques dirige vers la France des perturbations océaniques. Une zone de nuages et de pluies traversera la moitié nord du pays mardi. Dans le Sud-Est, autour d'une petite dépression en Méditerranée, une activité orageuse persistera.

Mardi, sur la Corse, le bord de la Méditerranée, le sud du Massif-Central, la vallée du Rhône et les Alpes, des nuages orageux, quelques ondées surtout près du relief. Toujours un temps très lourd.

Au cours de la matinée une zone de pluie traversera les régions au nord de la Corse. L'après-midi elle achèvera de traverser la moitié nord du pays. Sur la Bretagne, la Normandie, la Vendée et le Bassin parisien, le ciel sera plus variable l'après-midi ; mais toujours des possibilités d'averses.

Entre ces deux zones de temps maussade, de l'Aquitaine et des Charentes au Morvan et à la Franche-Comté, beau temps assez chaud et un peu brumeux le matin.

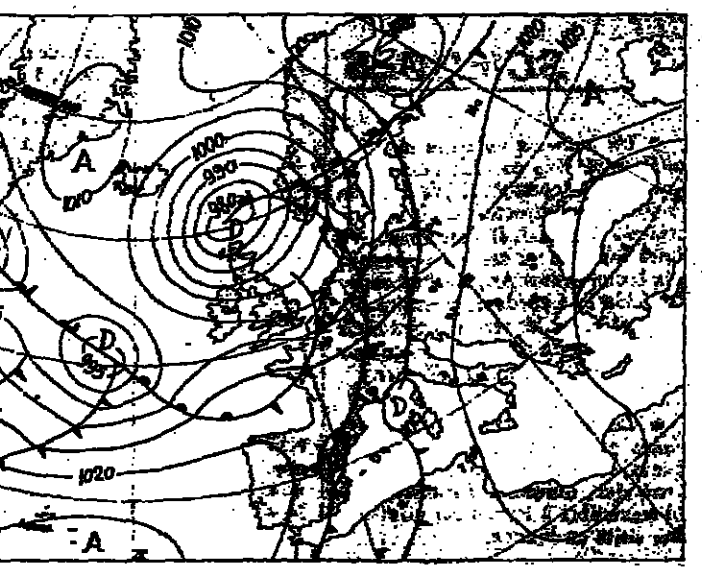
Les températures accuseront une légère baisse sur la moitié nord.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 29 septembre à 8 heures, de 1012,5 millibars, soit 759,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20 septembre) : Ajaccio, 26 et 16 degrés ; Biarritz, 29 et 19 ; Bordeaux, 29 et 17 ; Bourges, 30 et 18 ; Brest, 20 et 15 ; Caen, 22 et 16 ; Cherbourg, 21 et 15 ; Clermont-Ferrand, 28 et 17 ; Dijon, 25 et 14 ; Grenoble, 27 et 13 ; Lille, 27 et 16 ; Lyon, 27 et 17 ; Marseille-Marignane, 27 et 18 ; Nancy, 27 et 15 ; Nantes, 27 et 18 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Paris-Le Bourget, 27 et 15 ; Pau, 30 et 14 ; Perpignan, 27 et 19 ; Rennes, 27 et 16 ; Strasbourg, 27 et 13 ; Tours, 26 et 16 ; Toulouse, 29 et 20 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 35 et 23 degrés ; Amsterdam, 25 et 16 ; Athènes, 30 et 19 ; Berlin, 27 et 14 ; Bonn, 27 et 16 ; Bruxelles, 27 et 17 ; Le Caire, 36 et 23 ; îles Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 22 et 12 ; Dakar, 31 et 27 ; Djerba, 29 et 21 ; Genève, 25 et 12 ; Jérusalem, 28 et 17 ; Lisbonne, 24 et 18 ; Londres, 20 et 15 ; Luxembourg, 26 et 16 ; Madrid, 26 et 14 ; Moscou, 20 et 8 ; Nairobi, 25 et 12 ; New-York, 19 et 13 ; Palma-de-Majorque, 29 et 18 ; Rome, 27 et 16 ; Stockholm, 19 et 12 ; Tozeur, 34 et 24 ; Tunis, 32 et 20.

PRÉVISIONS POUR LE 21 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

VIE QUOTIDIENNE

DIMANCHE 26 SEPTEMBRE 1982 : L'HEURE D'HIVER

Cette année, le retour à l'heure d'hiver a été fixé au dimanche 26 septembre. Il faudra ce jour-là, à 3 heures du matin pour la France, retrancher une heure à l'heure légale : il sera alors, pour nous, 2 heures du matin.

Cette mesure, rappelle l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, permet d'économiser 300 000 tonnes d'équivalent pétrole chaque année sur l'éclairage, ce qui représente de 6 à 7 % de la consommation annuelle d'éclairage dans le secteur résidentiel et tertiaire, 12 % de la consommation des avions, ou la consommation de chauffage d'une agglomération de 450 000 habitants, une semaine de circulation automobile dans toute la France.

Le retour à l'heure d'été aura lieu le dimanche 27 mars 1983 à 2 heures du matin.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 19 septembre 1982 :

DES DÉCRETS

- *Déclarant* d'utilité publique la construction de la section Soumoulou-Tarbes Est de l'autoroute A 64.
- Déclarant d'utilité publique les travaux de construction de la section Tarbes-Lanespède, retirant à la section Lanespède-Capvern le statut autoroutier et conférant à ces deux sections de la voie nouvelle un caractère de route express nationale.
- Pris pour l'application de l'ordonnance du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions législatives relatives aux affaires sociales.

DES ARRÊTÉS

- Fixant les conditions d'organisation et de fonctionnement du banc d'épreuve de Saint-Étienne pour les armes à feu portatives du commerce, les engins assimilés et leurs munitions.
- *Déterminant* les mesures à appliquer par le fonds de péréquation de l'électricité en 1982.

EN BREF

ASSOCIATION

L'ADRESSE DE S.O.S. ENVIRONNEMENT. – Le siège social de l'association S.O.S. Environnement est situé 31, rue d'Enghien, 75010 Paris, et non 3, rue d'Enghien, comme nous l'avons écrit par erreur dans *le Monde* du 18 septembre (page 14).

CONFÉRENCES

LES « GRANDES CONFÉRENCES DE PARIS » vont fêter leur vingt-cinquième anniversaire. Dans un communiqué, leurs animateurs notent qu'elles ont « accueilli » dans une totale indépendance, un total pluralisme, tous ceux qui ont un nom, et de toutes tendances, en politique, en économie et dans la vie sociale et culturelle. A l'heure où, rendu trop passif par la télévision, le public a besoin de se sentir plus directement concerné et participant, les G.C.P. vont organiser tous les lundis, de 18 h 30, à 19 h 30, à deux pas du rond-point des Champs-Élysées, de grands débats sur les principaux problèmes de ce temps, avec les meilleurs spécialistes.

★ Pour conditions de participation, écrire, en joignant enveloppe timbrée et libellée, aux Grandes Conférences de Paris, 65, rue de Provence – 75009 Paris.

LOISIR

LA DENTELLE AU FUSEAU. – Mick Fouriscot, Jacqueline Petiot, Hélène et Michel Jourde ont rédigé cet album pratique et abondamment illustré sur la dentelle au fuseau (dentelle du Puy), 152 p., 170 F. Éditeur Dessain et Toira, 10, rue Cassette, 75006 Paris, Tél : 222-90-20.

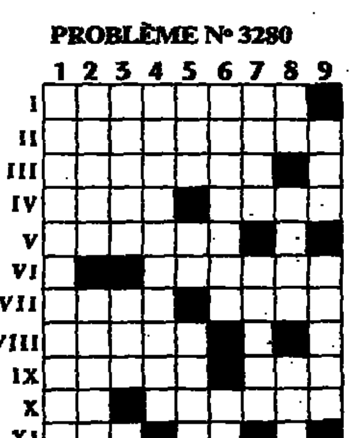
RÉTROMANIE

LE VERNISSAGE DE LA BIENNALE DES ANTIQUAIRES est donné au profit de la Recherche médicale française, le 22 septembre, de 20 h à 23 h, au Grand Palais. Entrée : 250 F, buffet inclus.

★ 11, rue Jean-Mermoz, au Syndicat national des antiquaires, ou le 22 septembre, à partir de 14 h, aux guichets du Grand Palais. Renseignements : Tél. : 225-44-33 ou 622-36-82.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME No 3280



HORIZONTALEMENT

I. A la parole mais ne joue pas. – II. Rassemblent tout ce qui n'a pas été mangé. – III. Un discours qu'on peut avoir du mal à digérer. – IV. Sa vallée est une grande région industrielle. Traverse deux lacs du même nom. – V. Un lieu de formation. – VI. Quand ils sont consommés, il ne reste plus qu'à payer. – VII. Fit un appel. On y trouve des plaines et des plateaux calcaires. – VIII. Sorti de l'enveloppe. – IX. Un ange dans les liturgies orientales. Il y a un froid dès qu'il s'en va. – X. Dans un alphabet étranger. Pour les accommoder, il faut connaître l'art. – XI. On y trouve des mers. Sur la Bresle.

VERTICALEMENT

1. Sont toujours un peu « pompiers ». – 2. Parfois grands sur un plateau. Est appelé papillon quand il a des oreilles. – 3. Peut donner des boutons. Poème. – 4. Glisser dans l'espace. – 5. Pronom. Vieille ville. Patrie de philosophes. – 6. Nous apporte l'oubli. Qui a donc transpiré. – 7. Faire l'innocent. Poisson dont on peut dire qu'il est un peu cabot. – 8. Utile pour le lever. Faire un assortiment de couleurs. N'est utilisé que lorsque l'on a déjà doublé. – 9. Se mouille. Répandus.

Solution du problème no 3279

Horizontalement

I. Dactylographe. – II. Épouse. Rêveuses. – III. Mort. Vs. Ferré. – IV. Old. Pétaudière. – V. Boomerang. Ile. – VI. Ignorance. OVNI. – VII. Linné. Ce. Aniers. – VIII. Isis. Hêtraie. AT. – IX. Ste. Râ. Ra. Asa. – X. Aérienne. Rets. – XI. Dada. Io. Etau. – XII. Impolitesse. Ube. – XIII. Ou. Licol. Tricot. – XIV. Nepeta. Blonde. – XV. Tu. Épreuve. Sue.

Verticalement

1. Démobilisation. – 2. Apologiste. Muet. – 3. Cordonnier. Pu. – 4. Tut. Mons. Idole. – 5. Ys. Père. Réalité. – 6. Lèvera. Handicap. – 7. Stance. NATO. – 8. Gr. Ancêtre. Elbe. – 9. Refuge. Râ. Is. Lu. – 10. Aved. Aa. Rostov. – 11. Péritonite. Erne. – 12. Hure. Vie. Te. Id. – 13. Esérine. Astuces. – 14. Éliras. Abo. – 15. Est. Statuette.

GUY BROUTY.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE-D.O.M.-T.O.M.			
273 F	442 F	611 F	780 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
533 F	962 F	1 391 F	1 820 F
ÉTRANGER (par messageries)			
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS			
313 F	522 F	731 F	940 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
386 F	667 F	949 F	1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

VIE QUOTIDIENNE
DIMANCHE 26 SEPTEMBRE 1982 : L'HEURE D'HIVER

JOURNAL OFFICIEL

Le Monde

sports

MOTOCYCLISME

AU QUARANTE-SIXIÈME BOL D'OR

Chemarin-Cornu et Kawasaki champions du monde d'endurance

De notre correspondant

Le Castellet. – Disputé sur vingt-quatre heures, le samedi 18 et le dimanche 19 septembre devant quatre-vingt mille spectateurs sur le circuit du Castellet (Var), le quarante-sixième Bol d'or a été remporté par Lafond, Guilleux et Igoa – sur Kawasaki 1000, – qui ont couvert six cent vingt-six tours, soit 3 637 kilomètres (151,759 kilomètres-heure). Dernière épreuve du championnat du monde d'endurance 1982, le Bol d'or permet à Kawasaki de succéder à Honda et aux deuxièmes de l'épreuve, le Français Jean-Claude Chemarin et le Suisse Jacques Cornu, associés pour la circonstance à l'Italien Sergio Pellandini, de devenir champions du monde.

Les machines d'usine, Honda, Kawasaki et le trouble-fête Suzuki, étaient comme chaque année attendues à l'arrivée, mais certains équipages privés ont rempli leur contrat dans les premières heures de course, disputées sous une chaleur étouffante. La fatigue pour certains, la mécanique pour d'autres auront raison de leurs ambitions, et les abandons se succéderont.

Comme à l'accoutumée, la nuit accentuera cette dure sélection. Seuls les leaders de l'épreuve, Lafond (Kawa 1000), Fau (Honda 1000), Chemarin (Kawa 1000) et Moineau (Suzuki 1000) se maintiendront en tête tout au long des vingt-quatre heures de cette rude épreuve. Grâce à la nette amélioration de l'éclairage de la piste, la moyenne des machines de tête ne tombera pas. On assistera cependant à une course relativement sage, dans l'ensemble.

Partant vite mais sans forcer outre mesure leur mécanique, les équipages de tête veilleront surtout à tenir bon pour finir et prendre des points. Grâce à des relais rapides et des arrêts aux stands très courts (6 secondes pour le plein, 17 pour changer une roue arrière), Jean Lafond sur Kawasaki comptera jusqu'à trois tours d'avance sur son suivant immédiat Bernard Fau au guidon de sa Honda. A trois heures de l'arrivée, Lafond sentira le danger, non pas à cause de la mécanique qui aurait pu donner des signes d'étouffement, mais par le Suisse Fruchi, coéquipier de Fau. Le pilote helvétique amorcera en effet une remontée de grand champion, prenant 2 secondes au tour au leader, qui ne comptait plus que deux tours d'avance, mais ce forcing sera néfaste à la machine n° 7, qui devra rétrograder au fil des tours pour terminer finalement dans les dix premières placées.

Le danger écarté, Lafond-Guilleux et Igoa se rendent alors tranquillement vers la victoire, Chemarin et ses deux complices tenant la seconde place à six tours. On ne verra pas, comme Prost et Arnoux l'avaient fait au volant de leur formule I, Chemarin et Lafond régler leur compte. Le triple vainqueur du Bol préférera la course d'équipe en vue de permettre à sa marque de réussir le doublé. 23 heures 57 minutes et 57 secondes après le départ, le drapeau à damiers s'abaissait devant la roue de Lafond. La machine verte avait battu le record de l'épreuve.

La joie des hommes en vert ne s'arrêtait pas là. En prenant la seconde place, Jean-Claude Chemarin, déjà vainqueur de quatre Bols d'or, et le Suisse Jacques Cornu épinglaient à leur palmarès le titre mondial d'endurance. Avec cette victoire, Kawasaki remporte également le championnat des marques 1982.

Périmètre magique

Le Bol d'or, ce n'est pas seulement une compétition. Les premiers motards arrivent en escouade de reconnaissance dans la semaine précédant la grande rencontre. A la veille de la course, ils affluent par milliers sur la vaste plaine jouxtant la piste des affrontements, avec cette égale détermination, cette mâle assurance des chevaliers du loin et cette soumission à leur noble monture empoussiérée par l'autoroute à 40 % (péage spécial). Tous convergent sur cette vaste étendue située en arrière du circuit et appelée communément « village ». Les motards veillent alors au repos de leurs engins, les bichonnent et les réconfortent d'une main douce à rebrousse-chaîne avant de les placer sous antivols multiples et de dresser la toile du campement. Alors seulement on peut ôter son casque et découvrir le guerrier voisin pour échanger avec lui des propos d'initiés, parlant cubes, moyennes, cylindrées...

Entre Woodstock et la grand-messe, le circuit Paul-Ricard reste un périmètre magique pour tous ceux qui communient dans cette même passion de la moto. La plupart de ces quatre-vingt-dix initiés attestent discrètement des étapes initiatiques : Pau, Dijon, Le Mans, voire Barcelone, Imola ou Jarama. Tutoiement oblige, on se défoule au fil des heures avec cette fièvre croissante, dans le grondement des moteurs encore froids.

Tee-shirts, boissons chaudes et mergez tièdes, blousons, autocollants, musique... l'office se prépare dans cette odeur grisante d'essence consumée et d'huile chaude. Les fidèles montent à l'assaut des gradins et des grillages. Après le départ, les premiers tours dépassés, certains ont prévu de se retrouver pour parfaire leurs connaissances « moto-mystiques ». Certains se mettent en gradin comme en religion, avec force papiers, notes et chronos, bardés de couvertures pour la veille nocturne. D'autres encore vont à la découverte des festivités organisées pour vaincre l'ennui ou la nuit sans sommeil : moto-cross, concert de rock, cinéma, course de vachettes, di-cross... le tout cadencé par l'immuable marée des engins lancés à près de 300 kilomètres-heure dans la ligne droite du mistral avant de retrouver une respiration plus lente secouée des hoquets des courbes folles. L'oreille avertie sonde la fête embrouillée de musique et de haut-parleurs jusqu'à discerner une Kawasaki préparée d'une Honda d'usine.

Longue attente et angoisse des chronos, échos des stands de ravitaillement et flashes aux transistors... La fête ne fait pas oublier l'abandon de la Elf E, qui avait réussi à étonner avec des pointes de 285 kilomètres-heure dans la ligne droite, et les pronostics vont bon train dans ce crépuscule qui annonce les vingt-huit abandons de la nuit striée de lumières blanches lancées à la poursuite d'un titre. C'est au matin que s'exprime avec le plus de passion cette mystique des motards attentifs à l'inexorable combat engagé depuis les premières heures de la compétition entre les Honda, les Kawasaki et les Suzuki. Espoir déjà... Les spectateurs de ce quarante-sixième Bol d'or ont vécu au rythme de chaque tour, de chaque courbe, du moindre coup de guidon ou d'accélérateur, chacun investissant dans la victoire future autant que les constructeurs eux-mêmes.

Approchant de son terme, la fête prenait des goûts de drame, ainsi, à 12 heures, alors que la victoire de Chemarin ne semblait plus faire de doute, le suspense était à son comble. Et puis, l'ivresse de la victoire l'emportait quand le monstre de Lafond franchissait la ligne d'arrivée.

La foule, suivant la tradition, envahissait la piste avant les routes encombrées et bouchonnées du retour. Sous quelques gouttes du magnum de champagne de la victoire, les chevaliers du bitume coiffaient leur casque et enfourchaient leur moto pour poursuivre la fête sur la longue route avalée afin de combler leur insatiable boulimie de vitesse et d'asphalte. Pendant ce temps-là, Chemarin, fidèle à sa promesse, pliait sagement ses bagages en direction d'un club de vacances discret et ensoleillé en attendant de prévoir sa prochaine reconversion : *« Un petit restaurant afin de maintenir le contact avec les motards. »*

JOSÉ LENZINI.

TENNIS

Noah champion de France

Yannick Noah est bien le numéro un français. *« Yo, el mejor ! »*, s'est écrié un jour dans un égarement d'orgueil Luis-Miguel Dominguin en place de Madrid. C'est bien l'orgueil, ce *pundonor* du torero, qu'a manifesté Noah, dimanche 19 septembre, à la Croix-Catelan en enlevant son quatrième titre de champion de France aux dépens de son jeune camarade Henri Lecontex par 6-1, 6-2, 7-6. Supercontracté tout au long du tournoi, singulièrement dans cette finale, où il ne s'énerva pas, il se montra bien décidé à faire respecter son rang, le tout premier, attesté internationalement par sa place de dixième joueur mondial.

Cette finale gagnée en trois sets, interrompue par une pluie fine un instant au premier set, terminée dans les coups de tonnerre et les « pièces de cent sous » tombées du ciel, vit Noah appliquer la tactique qui va s'imposer contre Leconte : tout remettre en jeu du fond du court, attendre les grosses erreurs que ne manquerait pas de faire son adversaire et pousser celui-ci au filet dès qu'il s'y aventurerait (son plus beau passing en coup droit « décroisé » (sic !) sur la balle de set de la deuxième manche) ; quant à sa propre autonomie, c'est-à-dire son service, Noah orienterait son placement sur le revers de gaucher de Leconte et catapulterait ses aces bien connus (le plus beau : le full-ace ou la cinquième balle de match à 9 points à 8 au tie-break, qui lui donna le titre).

Dominé sans être écrasé dans les deux premières manches, Henri Leconte s'était « sorti les tripes » dans la troisième, parvenant à mener au score jusqu'à ce qu'il se fit rejoindre à 5 jeux partout par Noah qui eut bientôt une première balle de match à 6-5. C'est là qu'on s'aperçut des progrès extraordinaires accomplis par Leconte. Depuis ses vingt-six victoires de rang dans le tournoi satellite français au cours de l'hiver, depuis sa magnifique production au premier tour des Internationaux de Roland-Garros devant Peter McNamara, l'ancien champion junior de 1980, qui ne jouait qu'en sur-régime, a réussi à contrôler ses actions sans perdre l'influx qui détend son bras gauche. Où se cache-t-il le « jus » magique dans lequel baigne le mystère du puncheur ? Dans l'avant-bras, dans le poignet ? Pas dans l'épaule en tout cas – sauf pour le service et le smash – pour la délivrance du ce drive-canon que Leconte percute à 200 à l'heure. Le progrès essentiel de notre jeune homme – dix-neuf ans – est de rester dans le court. Sans doute a-t-il appris beaucoup à l'école de la longue patience contre le partenaire idéal que lui oppose Tiriac, son entraîneur : Guillermo Vilas ! A part çà, les réflexes-éclairs d'Henri Leconte à la volée et les remises fulgurantes en plein rallye du fond du court n'appartiennent qu'à lui. Même son jeu de jambes est meilleur ; il lui reste encore, pour économiser des forces, à éviter les courses à grandes enjambées (Wilander marche).

Une remarque nous chiffonne. Au terme de la finale, Yannick Noah a déclaré qu'il avait eu l'impression de disputer « un tournoi de plage ». Bienfaisant National, au contraire, disputé par un temps idéal et dans le cadre historique de la Croix-Catelan où le tennis français vit célébrés les premiers champions de sa légende. Et en quelle autre circonstance que le National, nos premières raquettes trouveraient-elles une distraction à leur sempiternelle préoccupation du « fric » et du classement ? La finale du double hommes, d'une qualité supérieure, gagnée à l'arraché en quatre sets par l'équipe Leconte-Moretton sur la paire Portes-Haillet, disputée tout au long dans les sourires de la meilleure camaderie, fleurait bon le parfum d'amateurisme du « tournoi de plage ».

« C'est la dernière fois que je joue le National », a déclaré Catherine Tanvier, nouvelle championne de France (par 6-4, 6-4 sur l'inédite Isabelle Vernhes). La jeune fille aux cheveux de lin cache sous son masque boudeur une volonté de fer : ce qui lui a permis, au cours d'échanges d'une monotonie désespérante, de mener à bien sa finale.

S'alignant sur les affirmations de Noah – avec lequel elle gagna le double-mixte – elle excipe de son rang de trente-deuxième joueuse mondiale pour ne plus s'occuper désormais des petites plaisanteries sans incidence sur le classement A.T.P. Pas mal pour une donzelle de dix-sept ans !

OLIVIER MERLIN.

Athènes candidate à l'organisation permanente des Jeux olympiques

De notre envoyé spécial

Athènes. – En organisant pour la seconde fois en treize ans les championnats d'Europe d'athlétisme, qui se sont achevés le 12 septembre, les Grecs avaient certes l'ambition d'offrir un spectacle de qualité à leurs compatriotes, fervents disciples du premier sport olympique. Mais ils étaient surtout fiers d'étaler au grand jour leur capacité à organiser une épreuve d'envergure. Il s'agissait de convaincre les dirigeants du sport international de l'intérêt d'implanter les Jeux olympiques en Grèce, de manière définitive.

Au regard du stade olympique flambant neuf, d'un public toujours nombreux et passionné et de la première médaille d'or gagnée par une Grèque lanceuse de javelot, Anna Vervuli, M. Constantin Caramanlis, le président de la République, pouvait déjà se montrer satisfait. Les treizièmes championnats d'Europe s'étaient déroulés sans une fausse note. En répétant officiellement à cette occasion que son peuple désirait avec force se voir confier une fois pour toutes l'organisation des Jeux olympiques, M. Caramanlis cherchait, bien sûr, à enfoncer le clou dans la tête des membres du Comité international olympique (C.I.O.) qui, en novembre 1981, au congrès de Baden-Baden, se prononcèrent, à une très large majorité, contre l'implantation des Jeux olympiques dans un site unique.

Il ne s'attendait cependant pas à recevoir le soutien public, samedi 11 septembre, de l'athlète soviétique Zamira Zaïsteva, deuxième du 1 500 mètres féminin, qui, oubliant sa déception d'avoir laissé échapper la médaille d'or, s'était écrié : *« Quels merveilleux spectateurs ! Je souhaite que les Jeux olympiques retrouvent leur terre d'origine et y restent. »* Toutefois, devant le peu de cas que les instances sportives internationales font, en règle générale, de l'opinion des athlètes, ce cri a peu de chances d'être entendu. Pour les Grecs, il constitue néanmoins une satisfaction d'amour-propre et un précieux encouragement. Car cette communauté, traditionnellement divisée, bénéficie d'une unité profonde lorsqu'il est question du retour de l'olympisme à ses sources.

C'est si vrai que l'augmentation de 2 drachmes (environ 20 centimes) de la colonne du Pro Po, ce concours de pronostics portant sur les résultats des rencontres de football, a été accueillie sans trop de grincements de dents. Cette nouvelle taxe est destinée, entre autres, à financer les deux tiers du coût de la construction du nouveau complexe olympique, situé à 7 kilomètres à l'est du centre d'Athènes.

M. Georges Athanasiadès, le président du Comité olympique national, ne semble pas trop se soucier de ce surcroît de charges. En principe, stade olympique, palais des sports, piscines, structures d'accueil devraient être opérationnels pour les Jeux méditerranéens de 1987, à l'organisation desquels Nice postule.

Olympie abandonnée

Les Jeux méditerranéens, après les championnats d'Europe d'athlétisme, c'est dire que les Grecs misent sur leur pouvoir de séduction et leurs références historiques pour convaincre les instances du C.I.O. Même si aucune décision n'était prise avant la fin de cette décennie, la capitale hellénique sera chargée sans doute d'organiser en 1996 les Jeux du centenaire de leur rénovation.

Les Grecs comptent sur les crises qui secouent l'olympisme à intervalles réguliers et sur les difficultés financières pratiquement insurmontables que représente pour la plupart des peuples l'organisation des Jeux. Paradoxalement, il n'est pas sûr que ce grand dessein grec se révèle aussi séduisant qu'au moment où, à Montréal en 1976, M. Caramanlis, alors premier ministre, s'en était fait l'avocat car le projet de redonner à Olympie son prestige antique et de l'assortir d'un statut d'extra-territorialité ayant été abandonné depuis.

Bien que soucieux de rendre les Jeux à la Grèce, M. Constantin Laliotis, le jeune secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, est obligé de tenir compte des réalités économiques et politiques. C'est pourquoi, dans son esprit, l'organisation par son pays des Jeux Olympiques de 1996 est liée à la promesse que, par la suite, ils auront bien lieu en permanence sur les mêmes terres : *« En admettant que la Grèce obtienne satisfaction,* ajoute-t-il, *il sera indispensable que les autres nations participent plus ou moins symboliquement à la construction et à la conservation des installations. »*

Doit-on en déduire que, dans l'hypothèse où le C.I.O. demeurerait fidèle aux principes définis au début de ce siècle par le baron Pierre de Coubertin, le père des Jeux modernes, prônant la diffusion à travers le monde de l'idéal olympique, donc son universalité, la Grèce renoncerait purement et simplement à ses ambitions ? A cette question, M. Athanasiadès répond : *« D'ici à 1990, date du congrès du C.I.O. appelé à se prononcer, il y a belle lurette que les socialistes ne seront plus au pouvoir. »*

Comme, de son côté, M. Juan-Antonio Samaranch, le président du Comité international olympique, milite pour le *statu quo*, on devine que les Grecs, tiraillés entre leurs rivalités internes et le peu d'empressement manifesté par le C.I.O., ne sont pas au bout de leurs peines. Au vrai, dans l'état actuel des discussions, ce nouveau miracle grec ne paraît pas prêt à se produire, même si un grand nombre de croisés du sport, désireux de mettre leurs pas dans ceux des pèlerins de l'Antiquité, l'appellent de toutes leurs prières.

JEAN-MARIE SAFRA.

LES RÉSULTATS

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DEUXIÈME DIVISION

(Huitième journée)

Groupe A

* Rennes b. Guingamp, 1-0 ; Nîmes b. * Angoulême, 1-0 ; Valenciennes b. * Limoges, 1-0 ; * Le Havre b. Angers, 2-0 ; * Montpellier b. Abbeville, 3-0 ; Béziers b. Nœux 3-0 ; * Châteauroux et Libourne, 1-1 ; Viry b. * Corbeil, 1-0 ; * Alès et Racing P 1, 1-1.

Classement

1. Rennes, 15 pts ; 2. Nîmes, Valenciennes, Le Havre, 11 ; 5. Racing Paris 1, 10 ; 6. Angoulême, 9 ; 7. Montpellier, Guigamp, Libourne, Abbeville, 8 ; 11. Béziers, Châteauroux, Nœux-les-Mines, 7 ; 14. Alès, Angers, 6 ; 16. Limoges, 5 ; 17. Corbeil, 4 ; 18. Viry-Châtillon, 3.

Groupe B

Nice b. * Gueugnon, 1-0 ; * Toulon b. Dunkerque, 1-0 ; * Reims b. Red Star, 5-0 ; Marseille b. * Martigues, 1-0 ; Cannes b. * Stade Français, 2-0 ; * Orléans b. Blénod, 2-0 ; Grenoble b. Fontainebleau, 2-0 ; * Cuiseaux b. Thonon, 3-2 ; * Besançon b. Montceau, 1-0.

Classement

1. Nice, 15 pts ; 2. Reims, Toulon, 12 ; 4. Dunkerque, Marseille, 11 ; 6. Gueugnon, Orléans, 9 ; 8. Grenoble, Stade Français, Martigues, 8 ; 11. Cannes, Besançon, 7 ; 13. Cuiseaux-Louhans, Thonon, 6 ; 15. Red Star, Fontainebleau, 5 ; 17. Montceau-les-Mines, 4 ; 18. Blénod, 1.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Deuxième journée)

POULE A

*Nice b. Agen : 19-3 ; *Oloron b. Carcassonne : 19-15 ; Narbonne b. *Tulle : 27-15 ; *Boucau b. Angoulême : 20-10 ; *Nîmes b. Racing : 12-9.

CLASSEMENT (pts). – 1. Narbonne 6, Nîmes 6, Nice 6.

POULE B

*Lourdes b. Auch : 13-9 ; *La Voulte b. Toulon : 19-12 ; *Biarritz b. Bayonne : 18-16 ; *Toulouse et Montauban : 3-3 ; *Bézier b. Mont-de-Marsan : 54-13.

CLASSEMENT (pts). – 1. Béziers 6, Biarritz 6, 3. Toulouse 5, Montauban 5

POULE C

Aurillac b. *Bourgoin : 16-12 ; *Castres b. Bègles : 12-3 ; *Albi b. Tyrosse : 13-12 ; *La Rochelle b. Montferrand : 15-6. *Grenoble b. Tarbes 23-12.

CLASSEMENT (pts). – 1. Grenoble 6, 2. Montferrand 4, Tarbes 4, Tyrosse 4, Albi 4, Bègles 4, Castres 4, Aurillac 4, et La Rochelle 4.

POULE D

*Dax b. Graulhet : 15-9 ; Pau b. *Aire-s/Adour : 28-16 ; *Romans b. Bagnères : 21-9 ; *Perpignan b. Bourg-en-Bresse 19-0 ; *Brive b. Valence : 37-3.

CLASSEMENT (pts). – 1. Perpignan 6, Dax 6.

Golf

CHAMPIONNAT DU MONDE AMATEURS PAR ÉQUIPES

Les Etats-Unis ont remporté, le 19 septembre à Lausanne, le championnat du monde amateurs par équipes devant le Japon et la Suède *ex-aequo* à la deuxième place. Quatrièmes, les Français Godillot, Pendaries, Ploujoux et Schneider ont obtenu leur meilleur résultat dans cette épreuve en devançant les Chinois de Taïwan, les Sud-Africains, les Néo-Zélandais, les Britanniques, les Irlandais et les Allemands de l'Ouest.

Boxe

CHAMPIONNAT DU MONDE

L'Américain Michael Spinks a conservé son titre mondial des poids lourds (version W.B.A.), le 18 septembre à Atlantic-City (New-Jersey) en battant son compatriote Johnny Davis par arrêt de l'arbitre au huitième round.

Le Monde

culture

CINÉMA

Le palmarès du dix-huitième Festival d'Hyères

Le palmarès du dix-huitième Festival international du jeune cinéma (section cinéma d'aujourd'hui) a été proclamé le 19 septembre. Aucun des jurés n'a cru bon de distinguer les vertus corrosives de *Menuet*, premier long métrage de la réalisatrice hollandaise Lili Rademakers. Autre absence plus compréhensible et néanmoins regrettable, celle du film israélien *Noa bat 17*, d'Isaac Sefel Yechouroun, qui décrit au sein d'un microcosme familial l'affrontement des tendances qui divisent les kibboutz au début des années 50. Peu concerné par des débats politiques auxquels il ne comprend pas grand-chose, le spectateur est cependant bouleversé par la profusion de ces débats, tant les acteurs s'effacent derrière l'humanité de leurs personnages.

Parmi les films les plus intéressants et qui n'ont obtenu aucune mention, citons *Come Back* (Pays-Bas) de Jonne Severijn. C'est l'histoire d'un musicien gravement handicapé à la suite d'un accident de voiture. Finalement, le héros et le metteur en scène s'en tirent vraiment bien, l'un et l'autre, grâce au saxophone.

Parmi les courts métrages récompensés, *l'Apache* est une petite merveille (*le Monde* du 15 septembre) et *Bluff* une partie de poker solidement ficelée. On se dit qu'un jour Jean-Louis Benoît sera peut-être Jean Eustache et Philippe Bensoussan, Robert Enrico. Le film de Dupeyron, *On est toujours trop bonne*, est un récit amusant et original où une employée de maison essaie, sans y parvenir, de quitter sa patronne.

Mais on aurait pu aussi souligner dans le palmarès que Gilles Delavaud, sur les photographies de l'habitat social en Belgique faites par François Hers et Sophie Ristelhüber, a construit une visite somptueuse et que le commentaire écrit et dit par Jean-Louis Schefer est un des plus beaux textes de cinéma que l'on ait entendus depuis longtemps.

CLAIRE DEVARRIEUX.

GRAND PRIX DU JURY : *le Poirier*, d'Ernst Joseph Lauscher (Autriche). On pouvait penser que la remise en cause de certains établissements psychiatriques avait cessé d'intéresser les cinéastes, mais voici de nouveau le cas d'un jeune marginal victime d'un internement abusif. Petit à petit, le film prend un cheminement très attachant. Comme dans le film israélien, les truquages habituels du cinéma disparaissent. On se laisse guider par l'intériorité de l'acteur principal.

GRAND PRIX DU PUBLIC : *le Matin*, de Sinan Cetin (Turquie), et *Kopsschuss*, de Beate Kloeckner (*le Monde* daté 19-20 septembre).

PRIX DE L'AFCAE (Association française des cinémas d'art et d'essai) : *Traversées*, de Mahmoud Ben Mahmoud (Tunisie). Un bon sujet, une réalisation intelligente. Deux voyageurs, un arabe et un slave, symbolisant chacun un monde, se trouvent coincés dans un car-ferry entre les frontières belge et anglaise, refusés par les deux pays. Le destin respectif des exilés est bien décrit, puis une trop grande emphase des dialogues, un dénouement peu convaincant, déséquilibrent le film.

COURTS MÉTRAGES

PRIX DE LA MUNICIPALITÉ : *l'Apache*, de Jean-Louis Benoît, et *Bluff*, de Philippe Bensoussan.

PRIX ANTENNE 2 : *On est toujours trop bonne*, de François Dupeyron.

« ELIA KAZAN OUTSIDER » D'ANNIE TRESGOT

L'artiste au crépuscule

Michel Ciment pour la conception générale et les interviews, Annie Tresgot pour la réalisation, Michel Brault, l'opérateur québécois, ont associé leurs talents et leur érudition pour nous donner un des meilleurs portraits de cinéaste consignés sur pellicule. Le film n'existerait pas, visiblement, sans la familiarité, l'amitié qui lient Ciment à son modèle, il n'aurait pas cette force très directe sans l'art de Brault de communiquer immédiatement avec la personne filmée, en lui faisant oublier la présence de la caméra, et il doit beaucoup à l'intelligence d'Annie Tresgot, cinéphile rompue aux techniques du documentaire.

Elia Kazan chez lui dans le Connecticut, dans les rues de New-York et d'abord à l'Actor's Studio, sur les quais où il tourna l'œuvre célèbre, dans sa petite maison au bord de l'Océan. Elia Kazan, l'homme de cinéma et de théâtre, l'écrivain, aussi l'homme politique qui s'explique sur ses choix à l'époque du maccarthysme : si c'était à refaire, dit-il en substance, j'agirais de la même manière. Elia Kazan, le fils d'émigrés, né parmi la minorité grecque de Constantinople, hanté par l'image du père, soucieux de ne jamais perdre le contact avec la jeunesse.

L'homme est beau, photogénique, son visage comme sculpté dans le marbre. Il vit toute expérience intensément. Il croit à la vie par-delà la mort, aux lueurs que transmettront, quelques années encore, ses films et ses livres. Mais sa vocation, sa passion première, c'est la littérature.

L. M.

★ Voir films nouveaux.

MUSIQUE

« BENVENUTO CELLINI » A LYON

Avatars d'une résurrection

Il faudrait en finir avec cette image d'Épinal d'un Berlioz amoureux des publics monstres et des salles immenses. Lui-même, il est vrai, en a donné l'exemple : la *Symphonie fantastique et triomphale* a été conçue pour le plein air et exécutée sur la place de la Bastille... Mais on n'a rien entendu, et quelques jours après il la fit redonner dans la petite salle du Conservatoire, où elle fut ce qu'il en attendait. Puis il résuma son expérience en une formule : la musique de plein air n'existe pas.

Plus tard, il organisa quelques concerts dans des lieux aux dimensions inusitées, en doublant et en triplant le nombre des instrumentistes, mais sa correspondance ou le témoignage de certains amis proches attestent de sa déconvenue : bruits de la foule, acoustique déplorable, détails perdus... En revanche, Berlioz ne cessa jamais de considérer la salle du Conservatoire avec ses six cents places, comme l'une des plus favorables aux concerts. C'est là que seront créées nombre de ses symphonies et de ses pages vocales.

Avec ses quatre cents exécutants, le *Requiem*, destiné à l'église des Invalides, excluait en quelque sorte un public nombreux, les musiciens et les choristes occupant déjà presque la moitié de l'espace. Même le théâtre de l'Opéra lui paraissait trop grand pour y faire entendre les nuances et les contrastes indispensables à une exécution musicale satisfaisante. Berlioz a d'ailleurs consacré à ce problème un long article qu'il a fait figurer en bonne place dans l'un de ses recueil d'écrits.

Un lieu inadapté

Ce n'est donc pas dans un choix esthétique délibéré qu'il faut chercher les raisons qui ont amené Berlioz à organiser des festivals gigantesques mais dans l'obligation où il se trouvait d'amortir les dépenses qu'entraînaient la réalisation de ses vastes rêves musicaux et dans l'espoir de prouver à ceux qui détenaient l'argent dont il avait besoin qu'il avait un vaste public.

Mais ce qu'il appelait de ses vœux, c'était un mécène, qui lui aurait permis de donner devant un public « *intelligent et sensible* » – selon sa propre expression – des exécutions idéales à tout point de vue, sans jamais regarder à la dépense.

Le festival Berlioz de Lyon peut s'enorgueillir d'avoir trouvé l'équivalent exact de la salle où Berlioz dirigea en 1845 un grand festival de ses œuvres : le Palais des sports. La ressemblance est frappante, en effet, et tout porte à croire que l'acoustique n'était pas sensiblement différente. L'expérience du *Requiem*, l'an dernier, n'avait guère été concluante : des échos parasites, un son confus et sourd. Pour *Benvenuto Cellini*, cette année, les organisateurs ont procédé à quelques aménagements, mais le résultat, au parterre, est proprement catastrophique. Les spectateurs installés aux balcons souffrent beaucoup moins des phénomènes de réverbération, mais l'éloignement les prive des détails du spectacle, tandis que l'exécution musicale manque de présence.

Ainsi, où qu'on aille se placer, on souffre de l'inadaptation absolue du lieu aux exécutions musicales en générale et à celles d'opéras en particulier. On aura beau dire après cela qu'il y a trop de places aveugles à l'Opéra de Lyon, au moins n'y déplore-t-on aucune place « sourde ». Qu'importe s'il faut réduire le nombre des instrumentistes pour les faire tenir dans la fosse de l'Opéra, car la partie orchestrale ne pourrait jamais être défigurée davantage. L'auditorium Maurice-Ravel, meilleur que le Palais des sports, moins bon que l'Opéra, n'est qu'un remède de fortune. Ce qu'il faudrait absolument, c'est une salle conçue pour le festival, de dimensions modestes, comme le Festspielhaus de Bayreuth, avec beaucoup de bois et peu de moquette.

Comme on ne peut juger que ce qu'on a réellement entendu, on se bornera à émettre des hypothèses. L'exécution orchestrale, sous la direction de Serge Baudo, semblait assez bonne dans son ensemble, les chœurs paraissaient un peu moins sûrs. Quant à la distribution, dominée par Jill Gomez (Teresa), Tibère Raffali (Cellini), Jules Bastin (Balducci) et François Le Roux (Fieramosca), elle aurait dû combler l'attente de la plupart des auditeurs. Les spectateurs de la télévision, qui regarderont la retransmission en direct sur FR 3, le samedi 25 septembre, seront beaucoup plus favorisés ; on peut même souhaiter qu'à la faveur des cadrages et des gros plans les défauts de la mise en scène de Joseph Wopmann – inexistante, sinon par ses maladresses et son manque d'imagination – s'atténueront un peu.

Il est triste de saluer de cette façon la première exécution intégrale en France d'un ouvrage injustement mutilé dès sa création, en 1938, mais rarement la déception aura été à la mesure de l'espoir qu'une entreprise de restauration avait fait naître.

GÉRARD CONDÉ.

MARK GRAVESON A FLORENCE

La découverte d'un chef

Tout le monde reconnaît qu'il y a une crise de recrutement des chefs d'orchestre, et il était tentant, quelques jours après Besançon, de faire une autre expérience à Florence, où se déroulait le concours Vittorio Gui, à la mémoire du grand musicien qui fut le fondateur de l'orchestre et l'un des plus beaux artisans du fameux Mai florentin.

Ce jeune concours (les précédentes épreuves ont eu lieu en 1978 et 1980) n'a pas encore le palmarès de la capitale franc-comtoise (Ozawa, Plasson, Lopez-Cobos, Macal, Cambreling, Soustrot, etc.), mais il possède de solides atouts. Les candidats disposent d'un de meilleurs orchestres italiens (1), précisément celui du Mai florentin et du Teatro Comunale, celui de Riccardo Muti ces dernières années, et toutes leurs qualités (comme leurs défauts !) s'y épanouissent en pleine lumière.

D'autre part, beaucoup de temps leur est donné pour répéter en public : cinquante minutes à chaque épreuve pour un mouvement de symphonie, une scène d'opéra ou une œuvre du 20e siècle, cela au prix d'une sélection sévère, mais qui permet à chacun d'être précisément jugé (2). Le programme de Besançon, trop chargé depuis l'origine, devrait s'orienter en ce sens. D'autant que les concurrents de Florence ne viennent pas sans un bagage complet, puisqu'ils sont appelés à diriger deux mouvements tirés au sort dans un répertoire de huit grandes symphonies qu'ils doivent donc connaître toutes parfaitement.

Les épreuves florentines ont témoigné d'un haut niveau professionnel et s'apparentaient souvent à de véritables concerts, devant un public un peu clairsemé, moins nombreux et fervent que celui de Besançon. Pourtant, comme on était en Italie, il fallut bien qu'un « tifoso », pendant une scène d'opéra, s'écriât qu'il n'était « *pas d'accord avec la conception du maestro allemand* » – se faisant d'ailleurs conspuer par l'orchestre solidaire de son chef.

Par un curieux retournement du destin, l'Américain Paul Hess, qui avait obtenu une seconde mention l'an passé à Besançon, disparut à la première épreuve, tandis que le triomphateur indiscutable fut un Britannique dont nous avions regretté l'élimination au même concours, Mark Graveson (trente ans).

La lutte se circonscrivit rapidement entre ce dernier et un jeune Allemand, Michael Zilm (vingt-quatre ans), un Italien, Franco Vassalli, ayant eu le mérite de construire à larges traits le début de la *Huitième Symphonie* de Bruckner, mais sans pouvoir égaler ses deux camarades dans l'ensemble du programme.

Zilm est un redoutable technicien qui fait répéter inlassablement avec une précision et une rigueur impressionnantes, et produit des exécutions en acier : malheureusement, il ne semble jamais éprouver réellement la qualité d'un phrasé, l'accent d'une musique. Jamais dans sa fort brillante *Symphonie pastorale* on ne découvrait « *les impressions agréables d'un citadin arrivant à la campagne* », le bonheur de respirer un air frais, et son étourdissant *Oiseau de feu* ne laissait guère de place à la poésie. Il y a peu de chances, hélas, pour que cet excellent conducteur devienne un grand inspiré.

Tout au contraire, Mark Graveson (petit, blond-roux, visage sensible et frais) semble ne respirer que par la musique. C'est elle qui innerve ses gestes, inspire ses interprétations, conditionne chacune de ses remarques aux musiciens. Dès les premières mesures de *l'Oiseau de feu*, sans qu'il ait dit un mot, un souffle de mystère passait dans l'orchestre ; avec très peu d'indications, il obtenait une sonorité particulière, une élasticité vivante, et au plus fort de la *Danse de Kastcheï*, le terrible lyrisme brillait avec une phosphorescence magique.

En quelques instants, il a su rectifier le scherzo trop brutal de la *Huitième Symphonie*, de Bruckner (inconnue de l'orchestre), qui a bientôt atteint son lyrisme idéal à travers un mouvement souple, d'une grande coulée, alliant la transparence moelleuse des cordes à la puissance dionysiaque de l'harmonie. Mark Graveson, ancien élève de Cambridge, actuellement chef de chant à l'Opéra de Düsseldorf, semble bien une authentique révélation, dont la marge de progression est sans doute considérable.

Citons pour terminer la réponse qu'il nous a faite quand nous lui avons demandé s'il n'avait pas été effrayé de tirer au sort la *Huitième Symphonie*, de Bruckner : « *Oh, vous savez, c'était une immense joie : à mon âge, on n'a jamais la chance d'avoir un grand orchestre pour jouer une telle œuvre.* »

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Et aussi de solistes de luxe, telle Cecilia Gasdia, « *la Petite Callas* », qui a remplacé au pied levé Montserrat Caballe dans *Anna Bolena* à la Scala.

(2) L'injustice réside obligatoirement dans la première sélection qui se fait sur dossiers..., souvent trompeurs. Mais comment procéder autrement lorsqu'il y a, comme à Besançon, cent cinquante inscriptions !

THÉATRE

MARCEL MARCEAU EN CHINE

L'exemple du silence

Le rideau allait se lever. Une voix s'est brusquement échappée d'un haut-parleur, priant les spectateurs du Théâtre du Pont du Ciel à Pékin d'observer le silence. Précaution utile, car l'assistance chinoise a coutume d'être bruyante et remuante. Pourtant, ce soir-là, la salle comble s'est figée, en attente, dès que le mime Marceau est apparu sur scène. Et cette attention ne s'est guère relâchée jusqu'au terme de la représentation. Étonnés, ébahis ou impassibles, avides en tout cas de capter la signification, la symbolique de certains gestes, les Pékinois sont partis à la découverte de la pantomime, un art tout neuf pour eux. Un avant-goût leur en avait été donné, l'année dernière, lorsque le mime autrichien Samy Molco, lui-même élève de Marceau, était venu se produire en Chine. Mais, cette fois-ci, c'était le maître, le créateur en France (et peut-être en Europe), il y a près de quarante ans, du premier théâtre de mime, qui se présentait sur scène sous les traits du célèbre Bip.

Marceau, qui souhaitait venir en Chine depuis trente ans, n'avait pu, malgré ses demandes réitérées aux autorités du pays, obtenir satisfaction jusque-là. Après Pékin, c'est à Tianjin (troisième ville de Chine, située à une centaine de kilomètres de la capitale), puis à Nankin et à Shanghai, qu'il continuera sa tournée (au total dix-huit spectacles). Peu enclin à la facilité, Marcel Marceau n'est pas arrivé ici – et c'est son mérite – avec l'intention de présenter un répertoire débonnaire. Il avait emporté dans ses bagages dix mimodrames dont certains risquaient de se révéler difficiles à comprendre par leur contenu ou par leurs symboles occidentaux. On a en eu une preuve, lors de la première représentation, avec *la Création du monde*, dont le message trop hermétique n'a pas passé la rampe. Marceau l'a donc rayé de son programme, comme il l'a fait de *Luna Park* – sans même l'avoir joué, – redoutant que son sens n'échappe totalement aux spectateurs. On aurait pu craindre qu'il en soit de même pour deux autres pièces : celle du *Tribunal* – la balance, par exemple, ne représente pas la justice en Chine, et il y a belle lurette qu'un Chinois n'a pas assisté à une plaidoirie – ou celle du *Soldat*. Les thèmes de ces deux morceaux sont de ceux avec lesquels on n'a pas pour habitude de badiner dans ce pays. Craintes inutiles : le public les a généreusement applaudis (ce dont il n'est pas coutumier), après les avoir attentivement suivis dans un silence entrecoupé de quelques rires.

Plus encore que l'amour de Marcel Marceau pour son art, plus encore que la poésie qu'il y insuffle, c'est la perfection de ses gestes à travers la maîtrise absolue de son corps et de sa pensée qui a impressionné les spectateurs et les professionnels chinois. Sans doute cette maîtrise et cette perfection ont amené le public néophyte à participer à la magie de la pantomime, à l'illusion des métamorphoses. C'est sans doute pour cela aussi que l'assistance n'a pas rejeté le silence, mais s'y est laissé entraîner.

Une interrogation reste : l'interprétation du personnage de Bip par les Chinois. Lors d'une matinée d'échanges avec des acteurs, des metteurs en scène, des professeurs au Conservatoire de théâtre de Pékin et des responsables d'associations de dramaturges, Marcel Marceau a dit, entre autres, que Bip était « *un personnage du vingtième siècle, un personnage de notre époque cosmique et une sorte de Don Quichotte qui se bat contre des moulins à vent, mais ni un valet ni un laquais. Ce faisant, Bip représente, pour nous Occidentaux, le tragi-comique qui ose dénoncer certains faits de société sans pour autant en devenir le perdant inéluctable* ».

Le critique de *Pékin Soir*, quant à lui, a vu dans Bip un « *faible, victime de la société capitaliste* ».

ANITA RIND.

MORT DE LA COMÉDIENNE JACQUELINE GAUTHIER

La comédienne Jacqueline Gauthier s'est donné la mort le 18 septembre. Elle était âgée de soixante et un ans.

[Née en 1921, Jacqueline Gauthier a tenu un emploi en voie de disparition, faute d'interprète : la « parisienne », fine, malicieuse, élégante, sentimentale avec juste ce qu'il faut de coquetterie. Plus à l'aise sur scène qu'à l'écran, elle a joué Audiberti (*l'Effet Glapion, la Logeuse*), Feydeau (*Occupe-toi d'Amélie, Feu la mère de Madame*). Elle est de celles qui ont donné au « boulevard » son éclat, son esprit dans *Quarante carats*, de Barillet et Grédy, ou dans *le Mari, la Femme et la Mort*, d'André Roussin, ou, dernièrement, dans *Reviens dormir à l'Elysée*. Sa séduction mêlait une gaîté charmeuse à une fragilité émouvante, au bord de la détresse. La détresse l'a emporté sur la gaîté. – C.G.

■ **Le Centre Georges-Brassens de Nanterre, l'un des quatre centres pour la chanson créés en 1982 par le ministère de la culture, sera inauguré le samedi 9 octobre avec la participation d'Yves Duteil.**

■ **Les quatorzièmes rencontres des jeunes réalisateurs auront lieu à Belfort du 29 novembre au 5 décembre. Deux prix sont décernés à l'issue de la compétition, l'un par un jury officiel, l'autre par le public. Sont acceptés exclusivement des films en 35 mm et en 16 mm.**

EXPOSITIONS

MARTIAL RAYSSE A ANTIBES

Antipolis ou la joie de vivre

Antibes, l'ancienne Antipolis. « *Chaque fois que j'arrive à Antibes... je suis surpris par cette antiquité* », confiait un jour Picasso à Dors de la Souchère, le conservateur « athénien » du château Grimaldi, devenu plus tard musée Picasso. Où Picasso travailla à une période particulièrement heureuse de sa vie (1946), où il laissa les peintures et les dessins qu'il y avait faits : toute la série d'« Antipolis ou la joie de vivre », peuplée de faunes, de satyres, de centaures et de nymphes dansant au son de la diaule, et bien d'autres choses encore relevant de la Méditerranée – du plat d'oursins à la mythologie, – qu'une exposition d'été invite encore à revoir, à la lumière indiscrète de la radiographie. Le Musée propose, en même temps, une rétrospective Martial Raysse. Celle-ci, qui commence en 1957, tient, par un bout, aux manifestations niçoises consacrées au nouveau réalisme, dont Raysse a été une des figures, et, par l'autre, noue des liens avec le maître de céans.

Raysse, à Antibes, était déjà un peu chez lui, depuis qu'il a peint *Loco Bello* et tout ce qui s'en est suivi, depuis que l'antiquité l'a pris, l'antiquité ou certaine sagesse à l'antique. *Loco Bello*, une longue suite de méchantes peintures sur papier froissé, mâché, et tortillonné au bord (pour faire comme un cadre), a occupé Raysse de 1973 à 1977. Ici apparaît la nouvelle famille de l'artiste – humains, dieux, déesses et diablotins libérés en plein champs, – encore timide, émerveillée de voir le jour, sans doute pas très sûre du lendemain, mais tellement sensible à la qualité rare du moment présent : la fête et le plaisir de la dire aussi naturellement, aussi simplement que possible sous des petits nuages blancs annonciateurs d'un beau tempsôûui dure depuis. Avant *Loco Bello*, il y avait eu des signes : avec *Coco Matto*, un premier voyage au pays des merveilles de pacotille, colliers de perles et plumes arrangés en trophées-souvenirs, et avant les *Images calmes*, celles du premier grand pas vers les étoiles vraies du ciel, après l'abandon des stars dans tous leurs états : posters démantelés ou silhouettes anonymes clouées au mur de quelque salle de bains, qui avaient accompagné le grand discours sur « l'Hygiène de la vision », lui-même bâti, vers la fin des années 60, sur des restes de nouveau réalisme.

On pourrait remonter le temps de Raysse autrement, en découpant les phrases, en isolant les propositions. Mais l'exposition d'Antibes – qui est toujours là pour ceux qui refusent de croire à l'arrivée de l'automne (1) – n'en donne pas l'envie. Elle témoigne plus pour l'unité d'une démarche – laquelle pourrait très bien tourner justement autour de cette notion d'« hygiène de la vision » – que pour les ruptures brutales, quoi qu'en ait pu dire ou écrire l'artiste, dans le genre fracassant, au temps où il paraissait normal de le faire.

Raysse aura été un nouveau réaliste, aimable et aimant, plus attentif aux vertus poétiques des petits objets utiles au quotidien de l'homme et à son bien-être- au-monde qu'aux déchets pourrissants et esthétiquement réutilisables de la société de consommation. Quand, de ce côté-là, tout allait encore bien, il dessinait des cœurs avec les tubes de néon, « *pour dire peut-être quelque chose de simple et de doux* ». Puis il est allé creuser son trou ailleurs, ce que d'autres aussi ont fait, mais souvent plus tard. On ne l'a pas bien su. Il s'est retiré à la campagne. On l'avait un peu oublié, tandis que, les yeux fermés pour voir ce qu'il y a sous les paupières, il disposait soigneusement ses trois cent soixante os sous un « bel arbre », un arbre pas bien grand, mais dont les branches plient sous le poids des fruits qu'il n'y a plus qu'à cueillir, et font assez de place pour abriter la méditation du vieil Oriental assis en tailleur, un oiseau d'or au creux des genoux.

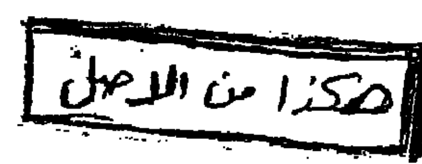
Simple déplacement. Raysse avait donc quitté la ville et ses enseignes et refaisait le parcours du peintre devant le motif et en deçà (ou au-delà ?). Il avait troqué l'éclairage citadin pour la lumière naturelle, ou la flamme qui clignote au fond de la caverne, pris le crayon, le pinceau, des poudres et du papier pour dire la poésie des riens recueillis précieusement en des moments de paix et de réconciliation du corps et de l'esprit ; parlant par bribes, pour soi, pour l'autre venu s'asseoir sous l'arbre, il y a deux mille ans, ou qui y viendra demain, resserrant ses images nourries de lecture dans de grandes pages blanches ; leur donnant l'allure de petits bouts de fresque ; versant dans un naturalisme qui admet parfaitement l'apparition du merveilleux, des dieux et des dames blanches, devenus aussi familiers que la pomme dans le compotier, le tracteur au milieu du champ, les objets du dessus de cheminée, ou le balai. Comme dans les maisons de Pompéi, du côté des pièces à usage privé plutôt que des salles de réception.

Chez Picasso, à Antibes, dans ce château Grimaldi, qui abrita les nouvelles amours du Minotaure, Raysse vit bien. Un Raysse qui, mêlant toujours le vécu et le reste, investit aujourd'hui dans les grandes figures de déesses orientales – hymnes à l'amour – et qui ont pour nom *Mademoiselle de Bonne-Espérance* ou *Armonie*.

Et à chacun de ne pas s'étonner que ce peintre-là, si libre, si indépendant d'esprit, tellement d'actualité avant l'heure, ne trouve à nouveau sa place – il y avait eu droit au temps des nouveaux réalistes – sur les cimaises internationales, plutôt gloutonnes de tempêtes tragiques et de drames incestueux.

GENEVIÈVE BRÉERETTE.

(1) Musée Picasso, Antibes. Jusqu'au 30 septembre.



PHOTO

Les jeunes premiers

Yves Guillot, dont on avait remarqué les faux-semblants, il y a trois ans, au Centre Georges Pompidou (Un regard de sourd – le Monde *du 12 septembre 1979), est passé à la Bibliothèque nationale et au format 6x6 : la rigueur carrée, plus de précision et, paradoxalement, des effets plus tonnants de « dépréciation », de flous. Yves Guillot appelle sa nouvelle exposition « Un pays comme le mien », c'est-à-dire l'Ile-de-France, image sage proposée d'emblée de jeu pour mieux tromper son mnde, car Yves Guillot est certainement moins sage qu'une image.et le pays qu'il nous fait voir n'est pas celui de tout le monde,il est on ne peut plus personnel, purement mental, le fait unique d'une vue tatillonne qui se déglingue à plaisir. Un épinglage de songes, de troubles, de souvenirs d'enfance, de déséquilibres solitaires.*

On peut penser que Yves Guillot hante le lieu de cette présentation, et que si c'est lui qui montre ses images, qui les dévoile, qui virevolte entre elles, parmi quelques amis, elles deviennent vivantes, ou terriblement mortes, mais elles font leur impression. Quand la galerie est vide, une fois évaporée sa présence de lutin, les images deviennent crues et nues, et elles ne semblent plus qu'ardues, avec un petit côté chic.

Un autre jeune premier de la photographie, François Delebecque, qui a reçu l'aide à la première exposition de la Ville de Paris, présente chez Agathe Gaillard trois séries différentes : ce qu'il appelle des natures souples, feuillages saisis dans leur mouvement ou leur immobilité sur le passage des vents, des gorilles en gros plans pris entre les croisillons des cages, et d'étranges photos légendées, où la calligraphie amène à l'instantané des passés, des futurs, des contradictions, des dérivés d'interprétation. Jolis dictons obscurs qui doublonnent la densité noire des tirages. Images simples et envoûtantes qu'on croirait parfois dénichées dans les archives d'un zoo de province ou d'un observatoire météorologique, et qui auraient été griffonnées la nuit, non par le vétérinaire ou l'astronome lui-même, mais par un subalterne inspiré.

HERVÉ GUIBERT.

★ « Un pays comme le mien », d'Yves Guillot, galerie de photographie de la Bibliothèque nationale, 4, rue Louvois Paris 2e. Jusqu'au 1er octobre, et du 27 octobre au 4 décembre.

★ François Delebecque chez Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris 4e. Jusqu'au 23 octobre.

HISTOIRE

La mort de Marius Canard le doyen des orientalistes

Marius Canard, doyen des orientalistes français, qui vient de mourir, à quatre-vingt-treize ans, n'était pas très connu du grand public, mais il était de ceux dont les spécialistes considèrent l'œuvre comme la plus solide et la plus durable.

Il était né en décembre 1888 dans une famille du centre de la France. Après une période d'enseignement secondaire en France et en Afrique du Nord, il avait, en 1927, été appelé à l'université d'Alger, où il devait rester jusqu'à sa retraite, en 1961. Historien, connaissant, outre les langues occidentales, le russe, le grec, l'arabe et l'arménien, il s'était de prime abord intéressé aux relations, surtout aux neuvième et dixième siècles, entre le monde musulman et l'empire byzantin. Aussi, lorsque le byzantiniste belge Henri Grégoire entreprit la refonte complète que nécessitait l'ouvrage de Vassiliev, Byzance et les Arabes, *est-ce à Marius Canard qu'il demanda de mettre à la disposition des non-arabisants la traduction des textes arabes concernant cette histoire.*

Parallèlement, il préparait sa thèse sur les Hamdanides (la dynastie qui, en Mésopotamie et en Syrie, bordait la frontière byzantine), monument d'érudition solide, dont il faut seulement déplorer qu'il n'ait pu publier que le premier volume. La frontière orientale de l'Anatolie était, jadis, occupée par des principautés arméniennes, auxquelles il portait dès lors un égal intérêt : la dernière œuvre de sa vie devait être la refonte complète de l'ancien livre de Joseph Laurent, l'Arménie entre Byzance et l'islam.

En même temps, Marius Canard élargissait ses curiosités vers l'étude des rapports entre Etats musulmans et Etats chrétiens au temps des croisades. Ses apports les plus originaux consistent dans la découverte et l'exploitation des documents anciens reproduits dans l'encyclopédie de l'Egyptien Qalqachandi (début du quinzième siècle) : traités conclus par les mamelouks avec les puissances chrétiennes méditerranéennes, mais surtout cette remarquable lettre d'un calife d'Egypte au roi normand Roger II de Sicile (1135), qui jette un jour si nouveau sur les affaires méditerranéennes d'alors.

Mais, très vite, Marius Canard n'avait pu ne pas s'intéresser aussi profondément à l'histoire et aux institutions des Etats avec lesquels ses autres études l'avaient mis en contact. D'où, sinon de gros ouvrages, du moins de nombreux et substantiels articles relatifs soit au califat de Bagdad aux neuvième et dixième siècles, soit aux Fatimides d'Afrique du Nord et d'Egypte, dont les plus importants ont été reproduits dans deux recueils de la collection de Variorum Reprints. *Plusieurs de ses travaux consistent dans la traduction annotée de textes arabes classiques ainsi mis par le professeur à la disposition de ses étudiants. Les notes sont d'une richesse qui a mérité qu'on en fît un index général. Il traduisait de même, par exemple, les travaux russes de Kratchovsky sur les géographes arabes, et l'extraordinaire récit de voyage d'Ibn Fadlan dans la Russie du dixième siècle.*

Dernier domaine, enfin, des recherches importantes, celui de l'affabulation des relations byzantino-arabes dans la poésie et dans les romans populaires des zones frontalières à l'époque « classique ». Sans parler d'études ponctuelles sur le riz, la canne à sucre, ou, dans un tout autre genre, comme le miracle du feu sacré que l'on voyait descendre à Pâques sur l'église du Saint-Sépulcre.

On voit la richesse et la diversité de l'œuvre de Marius Canard, qui, jamais, ne s'est départi d'une impeccable érudition et d'une sereine objectivité. C'est un grand savant qui vient de nous quitter.

CLAUDE CAHEN,
membre de l'Institut.

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées)
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 20 septembre

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

A View from a Bridge. – Galerie 55 (326-65-51), 20 h 30 (en anglais).
La Vallée de l'ombre. – Artistic Athevain (272-51-00), 20 h 30.
Au Bois lacté. – La Bruyère (874-76-99), 21 h.
Les Enfants du silence. – Studio des Champs-Élysées (723-35-10), 20 h 45.
Guide illustré des autres mondes. – Alliance française (544-41-42), 20 h 30.
L'Histoire du soldat. – Carré Silvia Monfort (531-28-34), 21 h.

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française (296-10-20), Marie Tudor, 20 h 30.
Beaubourg (277-12-33), 13 h, 16 h et 19 h : Cinéma-Vidéo : nouveaux films : Théâtre, 20 h 30 : le Naufrage du « Titanic ».

Les autres salles

Comédie Caumartin (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
Comédie de Paris (281-00-11), 18 h 15 : l'Éveil du printemps ; 22 h : Figaro Solo.
Daunou (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
Espace Gaîté (327-95-94), 18 h 30 : le Carrousel des étoiles ; 20 h 30 : la Planque ; 22 h : Vie et mort d'Arlequin (les Scalzacani).
Gaîté Montparnasse (322-16-18), 20 h 15 : l'Ile de Tulipatan ; 22 h : Patrick Font.
Huchette (326-38-99), 20 h 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h 30 : la Leçon ; 22 h 30 : Okame.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir : 20 h 30 : la Papesse américaine ; 22 h 15 : Vacances écossaises. – Théâtre rouge : 20 h 30 : Tchoufa. – Petite salle : 18 h 30 : Parlons français ; 22 h 15 : le Fétichiste.
Marigny (256-04-41), 21 h : Amadeus.
Mathurins (265-90-00), 21 h : Emballage perdu.
Nouveautés (770-52-76), 20 h 30 : Folle Amanda.
Palais des glaces (607-49-93), 21 h : Chopelia.
Poche-Montparnasse (548-92-97), 21 h : Flock.
T.A.I. Théâtre d'essai (278-10-79), 20 h 30 : l'Ecume des jours.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous, on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président ; 23 h 30 : Vous descendez à la prochaine ?
Blancs-Manteaux (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. II : 20 h 15 : Pas une pour rattraper l'autre ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Comment ça va Zami ?
Café d'Edgar (322-11-02), I : 20 h 30 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes. II : 20 h 30 : Chantons sous la psy ; 22 h : Paris-Paris.
L'Ecume (542-71-16), 20 h 30 : Ramon Reimaud ; 22 h : Contes de Provence.
L'envol (347-33-06), 20 h 45 : Eliza là-bas.
Fanal (233-91-17), 20 h : la Manipule ; 21 h 15 : les Grandes Sartreuses.
Le Petit Casino (278-36-50), 20 h 30 : Viens voir les artistes.
Point Virgule (278-67-03), 20 h 15 : le Petit Prince ; 21 h 30 : Tranches de vie.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h 15 : le Retour de l'Arlésienne ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Nitrogoldyn-Pinson.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h : Achetez François.
Théâtre des Deux-Anes (606-10-26), 21 h : C'est pas tout rose.

Le music-hall

Bouffes du Nord (239-34-50), 21 h : J. Guidoni.
Comédie de Paris (281-29-36), 20 h 30 : Je persiste et signe... Brel.
Trottoirs de Buenos-Aires (260-44-41), 21 h : Guillermo Galve.

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 21 h 30 : Claire Frazier et G. Collier Quartet.
Olympia (742-25-49), 21 h : Pointer Sisters.
Palace (246-10-87), 20 h 30 : Lever 42.
Petit Journal (326-28-59), 21 h 30 : V.S.O.P. Ragtime.
Petit Opportun (236-01-36), 23 h : Groupe Tribal.

Les festivals

XVIIe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS (225-22-55)

Théâtre des Champs-Elysées, 20 h 30 : Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. H. Soudant, sol. B. Engerer (Liszt, Mahler).

FESTIVAL INTERNATIONAL DE MONTMARTRE (606-50-48)

Eglise N.-D. de Clignancourt, 21 h : Ensemble vocal Magadis (musique Renaissance, Byzantine et baroque).

FESTIVAL DE MUSIQUE DE CHAMBRE DE PARIS (260-31-84)

Musée Carnavalet, 20 h 30 : M. Piquemal, baryton, M. Rousseau et D. Fasquelle, piano (Fauré, Debussy, Ravel, Duparc).

FÊTE D'AUTOMNE DU Ve ARRONDISSEMENT

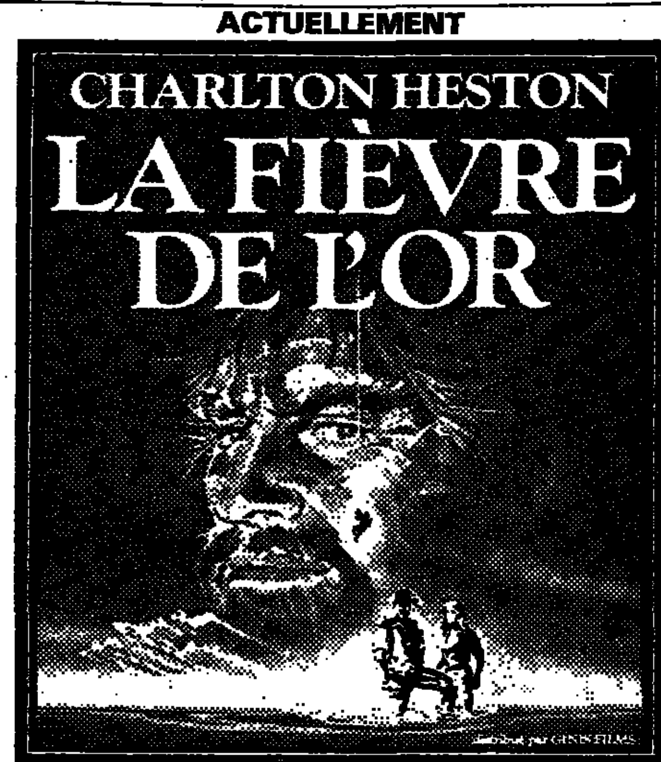
Eglise Saint-Etienne du Mont, 20 h 30 : Ensemble Ars Nova, dir. sol. P. Thibaud, trompette, M. Fischer, orgue (Schoenberg, Constant, Messiaen).

FÊTE D'AUTOMNE A MONTMARTRE (539-75-31)

Salle paroissiale de l'église Saint-Pierre : Soirée classique, avec J. Duttieux, R. Massiani, et le groupe Kawagushi.
Place Emile-Goudeau, 20 h 45, Théâtre : mime ; 21 h, « Chassés-croisés » ; 22 h 10, mimes ; 23 h, « les Bonnes Manières ».
Elysée Montmartre, 21 h : Gala d'ouverture.









SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

Lundi 20 septembre

15 h : Hommage à Pierre Brasseur : l'Abominable Homme des douanes, de M. Allégret ; 17 h, Rencontres, de P. Agostini ; 19 h : Rétrospective du Festival international du jeune cinéma. – Hyères 1982 : Tarahumaras - Tutuguri - Los pintos, de R. Carasco.

Les exclusivités

A ARMES ÉGALES (A., v.o.) : UGC Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

BANDITS, BANDITS... (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).

LE BEAU MARIAGE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

BONGO MAN (Ang., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LA CHÈVRE (Fr.) : Français, 9e (770-33-88).

CINQ ET LA PEAU (Fr.) (*) : Forum, 1er (297-53-74).

LE CORBILLARD DE JULES (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).

COUNTRYMAN (A., v.o.), Forum, 1er (297-53-74).

LA DERNIÈRE VAGUE (Aust., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).

DESCENTE AUX ENFERS (A., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LES DIPLOMÉS DU DERNIER RANG (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DRESSÉ POUR TUER (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

ÉPOUVANTE SUR NEW-YORK (A., v.o.) (*) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

L'ÉTAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62). H. sp.

LA FÉLINE (A., v.o.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; George V, 8e (562-41-46) ; Colisée, 8e (359-29-46). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 2e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

GEORGIA (A., v. o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12).

LE GRAND FRÈRE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-97-77) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

GREASE II (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). – v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).

HAMMETT (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Boîte à films, 17e (380-30-11).

JAMAIS AVANT LE MARIAGE (Fr.) : Le Paris, 8e (359-53-99) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96), mat.

LEÇONS TRÈS PARTICULIÈRES (A.) (*) v.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LÉGITIME VIOLENCE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LE LION DU DÉSERT (Lyb., a.) (v. angl.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

MAD MAX II (Aust., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) : U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) : U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

LES MAITRES DU TEMPS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), H. sp. ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

MEURTRES EN DIRECT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-97-77) : Marignan, 8e (359-92-82) ; Murat, 16e (651-99-75). – v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) : Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

MISSING (PORTÉ DISPARU) (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). – v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

MOURIR A 30 ANS (Fr.) : 14 Juillet Racine, 6e (633-43-71).

LA NUIT DE VARENNES (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).

ON N'EST PAS SORTI DE L'AUBERGE (Fr.) : Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Ermitage, 8e (359-15-71) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) : Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PARADIS POUR TOUS (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

PARASITE (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

PARSIFAL (All., v.o.) : Pagode, 7e (705-12-15).

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

PASSION (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

LE PÈRE NOËL EST UNE ORDURE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

PORKY'S (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Fauvette, 13e (331-60-74).

POUR 100 BRIQUES, T'AS PLUS RIEN (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LES 40es RUGISSANTS (Fr.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

QUERELLE (Fr., All., v.o.) (**) : Forum, 1er (297-53-74) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Hollywood Bd, 9e (770-10-41) ; Nation, 12e (343-04-67) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75).

QU'EST-CE QU'ON ATTEND POUR ÊTRE HEUREUX ? (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; U.G.C. 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

REDS (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

LE RETOUR DE MARTIN GUERRE (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

ROX ET ROUKY (A., v.f.) : Napoléon, 8e (380-41-46).

LE SECRET DE VERONIKA VOSS (All., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08).

TAG, LE JEU DE L'ASSASSINAT (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

L'USURE DU TEMPS (SHOOT THE MOON) (A., v.o.) : Épée de bois, 5e (337-57-47).

YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Caméo, 9e (246-66-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Acacias, 17e (764-97-83) ; V.f. : Movies, 1er (260-43-99) ; Français, 9e (770-33-88).

EMMANUELLE (F.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

EMMANUELLE II (Fr.) (**) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; V.f. : Lumière, 9e (246-49-07).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'EXORCISTE (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

EXTÉRIEUR NUIT (F.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

LE FANFARON (It., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).

LA FÉLINE (A., v.o.) : Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).

FELLINI ROMA (It., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LA FIÈVRE DANS LE SANG (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-47-46).

FRANKENSTEIN JR. (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

FRENZY (A., v.o.) (*) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; v.f. : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA FUREUR DU DRAGON (A., v.f.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

GARDE A VUE (Fr.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).

GOOD BYE EMMANUEL (Fr.) (**) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23).

LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (371-52-36).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'IMPORTANT, C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

IRMA LA DOUCE (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

J'AI MÊME RENCONTRÉ DES TZIGANES HEUREUX (Youg., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56). – V.f. : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

LE LAUREAT (A., v.o.), Saint-Germain Village, 5e (633-63-20).

LOVE STORY (A., v.f.), Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

MICKEY, DONALD, PLUTO ET DINGO EN VACANCES (A., v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; La Royale Disney, 8e (265-82-66) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.o.) (**) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).

LES MISFITS (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07). H. sp.

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20).

ON NE VIT QUE DEUX FOIS (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

OPÉRATION TONNERRE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Arcades, 2e (233-39-36).

PANIQUE A L'HOTEL (A., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15).

PAPILLON (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoches, 6e (633-10-82).

POSSESSION (Fr., v.o.) (**) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

PSYCHOSE (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

SAMSON ET DALILA (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-39-36).

LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).

SOUPÇONS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66). H. Sp.

LA STRADA (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).

SWEET MOVIE (Fr., Can., All.) (**) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

UN AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LES VALSEUSES (F.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80).

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) : Arcades, 2e (233-39-36) ; Nation, 14e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

BLADE RUNNER (*), film américain de Ridley Scott : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; UGC Danton, 6e (329-42-62) : Normandie, 8e (359-41-18) ; Marignan, 8e (359-92-82) : Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) : UGC Opéra, 2e (261-50-32) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) : Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

ELIA KAZAN OUTSIDER, film français d'Annie Tresgot ; v.am. : St-Séverin, 5e (354-50-91).

ET TOUT LE MONDE RIAIT, film américain de Peter Bogdanovitch ; v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LA FIÈVRE DE L'OR, film américain de Charlton Heston ; v.o. : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

JAGUAR, film philippin de Lino Brocka ; v.o. : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42).

KILLER OF SHEEP, film américain de Charles Burnett ; v.o. : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES MASSACREURS DE BROOKLYN, film américain de John Flynn ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).

ROBIN, FLÈCHE ET KARATÉ, film italien de Tonino Ricci ; v.f. : Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

LES YEUX DE LA FORÊT, film américain de John Hough ; v.o. : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : UGC Caméo, 9e (246-66-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

Les grandes reprises

ACCÉLÉRATION PUNK (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

ALL THE ROCK'N ROLL YOU CAN EAT (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Calypso, 17e (380-30-11).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Quintette, 5e, (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

AROUND THE STONES (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

LA BATAILLE D'ALGER (It., v.o.) : Quartier-Latin, 5e (326-84-65) ; Louxor, 10e (878-38-58).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (544-46-85) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

CABARET (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; George-V, 8e (562-41-46).

CASABLANCA (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) : Action-République, 11e (805-51-33) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

CHANTONS SOUS LA PLUIE (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 3e (272-63-32).

LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LES CHEMINS DE LA HAUTE-VILLE (Arg., v.o.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.), Action-Christine, 6e (325-47-46).

DÉLIVRANCE (A., v.f.) (*), Opéra-Night, 2e (296-62-56) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

2001, ODYSSÉE DE L'ESPACE (A. v.o.) : J. Cocteau, 5e (354-47-62).

DON GIOVANNI (A., v.o.), Calypso, 17e (380-30-11).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86) : Fiancées en folie.

CARY GRANT (v.o.) : Nickel-Ecoles, 5e (325-72-07) : Mon épouse favorite.

RÉTROSPECTIVE ELIA KAZAN (v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91). En alternance : Baby Doll, Viva Zapata, America, America.

HOMMAGE A ROBERT RYAN (v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12) : la Maison dans l'ombre.

HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Échec à la gestapo.

FRITZ LANG (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Cape et poignard.

POÉSIES DU CINÉMA FRANÇAIS : Studio 43, 9e (770-63-40). En alternance : Boudu sauvé des eaux, l'Atalante, Une si jolie petite plage, Dernière Jeunesse, Zéro de conduite, le Crime de M. Lange.

UNE HISTOIRE DU CINÉMA AMÉRICAIN (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42) : les Contrebandiers du Moonfleet.

LUIS BUNUEL, ROBE-GRILLET : Denfert, 14e (321-41-01). En alternance : le Journal d'une femme de chambre + les Ministères de la nuit, la Voie lactée, le Charme discret de la bourgeoisie, le Fantôme de la liberté, Cet obscur objet du désir, l'Age d'or, Tristana, l'Eden et après, Glissements progressifs du plaisir.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : La Péniche des Arts, 16e (527-77-35), 20 h 30 et 22 h.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28 (8e) (606-36-07) : l'Indiscrétion.

هكذا من الاصل

هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

L'« AFFAIRE LANGLOIS » A ANTENNE 2

Nouvelles prises de position en faveur de l'ex-présentateur

De nouvelles réactions syndicales et politiques ont été enregistrées, après la décision de la direction d'Antenne 2 de retirer à Bernard Langlois la présentation du journal de la mi-journée, en raison de son commentaire sur la princesse Grace de Monaco (*le Monde* des 17 et 18 septembre).

« *Alors que l'information télévisée gagnerait à se libérer d'un style « amidonné »*, déclare le Syndicat des journalistes français (S.F.J.-C.F.D.T.), *la direction d'Antenne 2 montre ainsi qu'elle ne voulait pas que des expressions nouvelles apparaissent sur le petit écran.* » De son côté, le Syndicat national des journalistes (S.N.J.) de FR 3 désapprouve ce « *fait du prince* » et estime que « *ce comportement s'apparente plus au règlement de comptes qu'au juste discernement* ».

Dans une lettre adressée à M. Pierre Desgraupes, P.-D.G. d'Antenne 2, le Syndicat français des réalisateurs de télévision (S.F.R.T.) C.G.T. écrit pour sa part : « *Nous pensons que la désacralisation et la liberté de ton sont compatibles avec l'actualité, et ceci ne justifie pas, à nos yeux, la sanction prise.* »

De même, M. Guy Malandain, député (P.S.) des Yvelines, a notamment écrit à M. Desgraupes : « *J'ai beau relire le texte du commentaire incriminé, je n'y trouve aucune offense, ni à la personne de la princesse Grace ni à sa famille, mais bien plutôt la marque d'un esprit indépendant, d'une liberté de ton et d'un anticonformisme, qui font encore trop défaut, hélas ! au petit écran.* » M. Malandain — qui demande à M. Desgraupes « *de bien vouloir revenir sur cette mutation* » — ajoute : « *Cette sanction m'apparaît d'autant plus grave qu'elle atteint, à travers Bernard Langlois, l'ensemble des journalistes qui, en toute conscience, sans fard ni hypocrisie, veulent vraiment faire leur métier.* »

Enfin, M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, affirme dans un communiqué : « *Triste image du changement que de voir un présentateur, hier licencié par la droite, sanctionné aujourd'hui sous la gauche. Ce n'est pas Bernard Langlois qui a été frappé, mais des millions de téléspectateurs qui se sentent agressés par la bêtise et la médiocrité. A nous d'agir en écrivant massivement à Antenne 2 pour faire lever cette mesure.* »

VU

La caméra impudique

Il s'est passé quelque chose d'inattendu samedi matin à la télé, quelque chose d'insolite. On pensait assister à un enterrement style Chatelet, dans un décor d'opérette, avec des figurants célèbres. Chargé de « couvrir » les obsèques de Grace de Monaco, Léon Zitrone, encore lui, caressait avec la ferveur dont on égrène un chapelet, sur le ton grave et mesuré de circonstances, les noms de Mme Reagan, de Frank Sinatra, de la princesse Diana. Et nous étions là, le nez collé sur la vitre, nous guettions l'arrivée du cortège, mêlés à un petit, un tout petit groupe de badauds. Ça nous a surpris d'abord, et puis on s'est dit que les Monégasques avaient préféré suivre ça de plus près en restant chez eux devant leurs écrans. De toute façon, on était des dizaines et des dizaines de millions à voir s'avancer derrière le cercueil, les yeux baissés, les bras ballants, d'un pas lent, d'un pas d'automate, soutenu, guidé par ses enfants, le prince Rainier. Un calvaire, un chemin de croix.

On n'en croyait pas nos yeux. Enfin quoi, cette rencontre organisée à notre seule intention par Paris-Match entre un prince et une star il y a un quart de siècle, et, dans la foulée, ce mariage style Cecil B. de Mille suivi par vingt-cinq ans d'un bonheur familial figé, posé, imprimé sur papier de luxe, papier glacé, papier journal, bonheur destiné à nous permettre de vivre par procuration un merveilleux conte de fées, ce n'était donc pas du toc ? Pas du spectacle ?

Hélas ! non, c'était du vrai, et nous étions des dizaines et des dizaines de millions à être entrés par effraction dans cette cathédrale, à s'être assis sans vergogne devant un homme rencogné dans son chagrin, tassé, anéanti. Jeté en pâture aux foules, cet homme souffrait à nu, à cru, sous l'œil impitoyable d'une caméra cruelle, racoleuse, impudique, qui nous transformait à notre insu en indiscrets et — non le terme n'est pas trop fort — en voyeurs. Émus aux larmes, affreusement gênés, au bout d'un moment on a fermé le poste tout doucement, comme on le ferait d'une porte ouverte par mégarde. Pour un peu on aurait demandé pardon.

CLAUDE SARRAUTE.

A LA SOMERA
Le personnel conteste le Livre blanc des syndicats de journalistes

Le personnel de la SOMERA, radio française à capitaux d'Etat émettant sur le Proche-Orient, a adopté, vendredi 17 septembre, par 29 voix sur 42 présents, un texte dénonçant « *la campagne de dénigrement menée depuis quelques mois dans la presse française contre la société* ». Evoquant la question écrite adressée au ministre de la communication par M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines et le Livre blanc du S.N.J. et du S.J.F. C.F.D.T. (*le Monde* du 16 septembre), le personnel estime que ce qui est qualifié de « *question soulevée par des syndicats de journalistes* » émane en fait « *d'un syndicat minoritaire* [le S.N.J.], *non représentatif de la rédaction, qui n'a obtenu aux dernières élections des délégués du personnel que sept voix sur vingt-deux votants et aucun élu* ».

De son côté, la C.F.D.T. demande que l'indépendance de la SOMERA « *soit clairement réaffirmée par rapport aux autres sociétés chargées des émissions vers l'étranger* », que « *des moyens supplémentaires lui soient donnés* » et que « *les aides de l'Etat à cette entreprise soient rétablies* ».

Lundi 20 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Ultimatum.
Réal. G. Farrel, avec M. Bozzufi, M. Kervin, P. Massini...
Un téléfilm d'espionnage tiré du roman de Paul Bonnecarrère, tourné en Italie, en Grèce, en Suisse et à New-York. Malgré l'originalité tout apparente du scénario, on s'ennuie un peu trop.

22 h Magazine : L'enjeu.
De F. de Closets, E. de la Taille et A. Weiller. Réal. : J.-V. Fournis.
L'automobile : les deux atouts de la France ; l'Angleterre : l'interminable purge ; la fin du rêve de la pierre.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Le grand échiquier.
De J. Chancel.
Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris, dir. Alain Lombard, avec un pianiste solitaire, grand interprète de Debussy en paticulier : Arturo Benedetti Michelangeli.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3



20 h 35 Cinéma (le rire du lundi) : Fleur d'Oseille.
Film français de G. Lautner (1967), avec M. Darc, A. Ferjac, M. Biraud, Amidou, H. Garcin, A. Pousse, P. Preboist (Rediffusion).
Deux mères célibataires, dont l'une fut la maîtresse d'un truand abattu par la police, tiennent tête à des gens de la pègre qui veulent récupérer un magot, caché par le mort dans un mas de Haute-Provence.
L'humour noir et le style parodique de Lautner sont moins efficaces que d'habitude dans cette histoire assez conventionnelle. A voir surtout pour les exploits de Mireille Darc et Anouk Ferjac.

22 h 10 Journal.

22 h 40 Magazine : Thalassa.
Magazine de la mer : le fermetage de l'Escaut.

23 10 Musiclub.
Pichnetto, de Tortelier. *3e suite pour violoncelle*, de J.-S. Bach, par P. Tortelier, violon.

FRANCE-CULTURE

20 h, Le dossier Edith Mailler, de M. Angot, avec F. Bergé, G. Tréjean, P. Moreau, F. Girard, R. Jourdan et D. Ajoret.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : Aristote et la tradition occidentale.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, Les muses en dialogue : œuvres de Chaynes, Mabit.
20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : Orphée, Concerto pour piano et orchestre nº 1 de Liszt ; Symphonie nº 1, de Mahler, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. H. Soudan ; sol. B. Engerer, piano.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : musiques de nuit ; 23 h 5, Aspects de la musique française ; œuvres de Landowski, Gounod.

Mardi 21 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 10 Juge box.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.
Masculin présent ; A votre santé ; Feuilletons, dossiers, variétés.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 05 A la une.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
20 h 35 Soirée Algérie : l'Algérie 20 ans après.
Réal. J.-F. Delassus.
Grand spectacle documentaire avec deux téléfilms : le Bon Caïd *et* le Berger, *des sketchs, une présentation du pays, une pièce en trois actes : Un après-midi d'été dans la plaine du Chélif.*
23 h 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 05 Journal.
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 45 Série : la Vie des autres.
14 h Aujourd'hui la vie.
15 h 05 Série : La légende de James Adams et de l'ours Benjamin.
15 h 50 Reprise : Variétés, chantez-le moi (diffusé le 19 à 20 h 35).
De J.-F. Kahn.
16 h 45 Entre vous.
De L. Bériot.
Communauté vivante : l'action de Fonds social juif unifié ; Les décomposeurs : les énergies nouvelles.
17 h 50 Récré A 2.
Pic-Pic-Pic ; Les quat'z'amis ; Matou ; C'est chouette ; La bande à Bédé ; Ric Hochet.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (I.N.C.).
20 h 40 Cinéma : le Voyage des damnés.
Film américain de S. Rosenberg (1976), avec F. Dunaway, M. von Sydow, O. Werner, M. Mc Dowell, J. Mason, O. Welles.
En 1939, neuf cent-trente-sept juifs allemands que les nazis ont laissé partir de Hambourg sur un paquebot à destination de Cuba. Mais à La Havane on leur interdit de débarquer et ils risquent d'être ramenés en Allemagne.
Ce film tiré d'un livre de Gordon Thomas et Max Gordon-Witts, inspiré d'un fait divers réel, illustre tragiquement l'atteinte aux droits de la personne humaine. Il est interprété par des vedettes qui se sentaient concernées par le sujet.
23 h Magazine : Lire c'est vivre.
De P. Dumayet, réal. R. Bober (rediff.), « le Compagnon du tour de France », de George Sand.
Une dizaine d'émissions ont été diffusées il y a quatre ans. On se souvient qu'elles portaient sur Madame Bovary, la Métamorphose *et essayaient de montrer comment on lit un livre.*
23 h 50 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les sorciers de l'écran.
18 h 55 Tribune libre.
Académies européennes des sciences, arts et lettres.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'homme.
20 h Les jeux de 20 heures.
20 h 35 La dernière séance.
Emission d'E Mitchell ; actualités de l'époque : dessin animé ; E. Mitchell.
21 h Cinéma : Un homme est passé.
Film américain de J. Sturges (1954), avec S. Tracy, R. Ryan, A. Francis, D. Jagger, W. Brennan, J. Ericson, E. Borgnine. (Rediffusion).
Un homme au bras gauche paralysé débarque dans une bourgade de l'Arizona pour rechercher un Japonais dont le fils lui a sauvé la vie pendant la guerre. Le Japonais a disparu et la population manifeste une vive hostilité au visiteur.
Un puissant réquisitoire contre le racisme et la lâcheté collective. Concentration dramatique du scénario et de la mise en scène, grand rôle de Spencer Tracy.
22 h 25 Dessins animés ; Publicité de l'époque ; attraction.
23 h 05 Cinéma : les Tueurs.
Film américain de R. Siodmak (1956), avec B. Lancaster, A. Gardner, Ed O'Brien, A. Dekker, S. Levene (N).
Un employé de garage est abattu par deux tueurs professionnels dans une petite ville du New-Jersey. Le détective d'une compagnie d'assurances mène une enquête, par reconstitution du passé de la victime.
Ce grand et surprenant « film noir » devenu un classique du genre est l'adaptation d'une nouvelle d'Hemingway. Robert Siodmak a créé, dans un style quelque peu hérité de l'expressionnisme allemand, une ambiance crépusculaire de mystère et de fatalité. Premier rôle de Burt Lancaster, auprès de la superbe Ava Gardner.
0 h 55 Prélude à la nuit.
Lotus Feet, de L. Cornwell, par J.-Mac Laughlin.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance, Wilhelm Fliess et la naissance de la psychanalyse ; à 8 h 32, Voyages aux pays barbares ou les sentiers d'Hérodote ; à 8 h 50, Destins et sortilèges.
9 h 7, La matinée des autres : Les Indiens d'Equateur.
10 h 45, Etranger mon ami, Nous l'aimons tant Glenda.
11 h 2, Musiques actuelles Nice-Côte d'Azur (et à 17 h 32).
12 h 5, Nous tous chacun. Jean-Jacques, typographe.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Libre parcours variétés : Récital de D. Jisse, jazz avec M. Fosset, guitare et M. de Villers, saxophone.
14 h, Sons : Nostalgie de Chine.
14 h 5, Un livre des voix : J.-C. Brisville, « la Révélation d'une voix et d'un nom ».
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, La vie entre les lignes : Lucien Bodard, « Anne-Marie ».
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : Douze clés pour la physique.
20 h, Dialogue : Franco-allemand, « Gœthe et la Révolution française ».
21 h 15, Musiques de notre temps : Ebauches pour un alphabet : B. Parmegiani, P. comme Palestrina.
22 h, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin : Œuvres de Clérambault, J.-S. Bach, Roussel, Haendel, Chopin, Gibbons, Mozart.
8 h 7, Quotidien musique.
9 h 5, Musiciens d'aujourd'hui : œuvres de Carter, Moussorgski, Smetana, Grandi, Haendel Vivaldi.
12 h, La musique populaire d'aujourd'hui.
12 h 35, Jazz : Earl Hives et les petits comités.
13 h, Opérette : « Colas et Colinette » de Quesnel.
14 h 4, Musiciens à l'œuvres : autour de Didon ; œuvres de Nono, Purcell, Rossini.
17 h 2, Repères contemporains : œuvres de Chostakovitch.
17 h 30, Les intégrales : Quatuors de Schubert.
18 h 30, Studio-concert (extrait du concert donné le 11 janvier 1982 à l'Auditorium 105) : œuvres de Tcherepnine, Hindemith, Defaye, Gallois-Montbrun.
19 h 38, Jazz.
20 h, Premières loges : œuvres de Verdi.
20 h 30, Concert (en direct de l'église Saint-Etienne-du-Mont à Paris) : « Siegfried Idyll », de Wagner ; « Gli Elementi », de Constant ; « Symphonie nº 35 », de Mozart ; « Grande fugue », de Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. E. Krivine ; sol. M. Becquet, trombone.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Musique de nuit ; œuvres de Enesco, Kurtag, Lalo ; 23 H 35, Jazz-club.



Morgan, la banque américaine avec laquelle les banques étrangères travaillent le plus



Vienne : deux membres de l'équipe Morgan responsables des relations avec les banques internationales et autres institutions financières. A gauche, Frederick Tetzeli, qui dirige le département en Europe et Wilhelm Amtage, responsable pour l'Allemagne et l'Autriche.

Morgan est le principal banquier des institutions financières à travers le monde. En effet, avec actuellement plus de 1,3 milliards de dollars de dépôts à vue de banques étrangères, la banque Morgan se place au premier rang de toutes les banques américaines.

Un service rapide, des idées nouvelles

Nous avons acquis cette première place en offrant aux banques un ensemble de prestations fiables et rapides tels que financements, virements de fonds, conservation de titres, change.

Ce que nos clients apprécient le plus c'est notre capacité à apporter des idées originales et des services nouveaux. C'est ce qui fait la valeur d'une relation bancaire avec Morgan Guaranty et facilite l'activité des banques, des banques centrales et des intitutions financières publiques sur des marchés internationaux de plus en plus complexes. Voici quelques exemples de nos interventions récentes :

☐ Création d'un compte de centralisation destiné à enregistrer les flux en dollars d'une banque belge.

☐ Introduction d'une banque française sur le marché du dollar asiatique pour l'émission d'obligations à taux flottants et de bons de caisse.

☐ Assistance apportée à une banque italienne dans l'acquisition d'une banque américaine.

☐ Mise en place avec des banques espagnoles de financements parallèles en pesetas et en dollars.

☐ Emission de papier commercial aux Etats-Unis pour le compte de nombreuses banques européennes.

☐ Cotation à partir de nos bureaux en Europe des taux de refinancement par acceptations bancaires en dollars sur le marché américain.

Un groupe d'experts, à New York et dans nos succursales à l'étranger, coordonne ces services. Ils ont tous travaillé dans plusieurs de nos établissements à l'étranger et connaissent les pratiques bancaires à l'échelon mondial. En contact permanent avec nos spécialistes dans tous les domaines de la finance, ils sont en mesure de mettre à votre disposition avec rapidité et efficacité nos techniques et nos ressources.

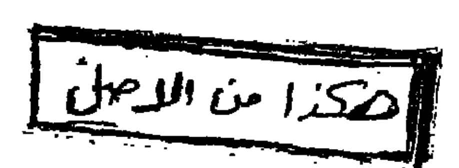
Informez-vous

Pour plus de renseignements sur la manière dont nous pouvons venir en aide aux institutions financières et vous servir, contactez Dominique de Borredon, Vice President à Paris ou écrivez à Frederick E. Tetzeli, Vice President, Morgan Guaranty Trust Company, 23 Wall Street, New York, N.Y. 10015.

Morgan Guaranty Trust Company of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris, tél : 260.35.60. Succursales et filiales dans les principaux centres financiers.

Membre FDIC

Banque Morgan



هكذا من الأصل

Le Monde

ÉCONOMIE

Les pays industrialisés s'interrogent sur la sortie de la crise

Crise à l'Ouest comme à l'Est, au Nord comme au Sud, la montée des périls économiques se précise. Craquements financiers, banqueroute des Etats, faillites des entreprises, la crise s'amplifie et se généralise, donnant naissance à un pessimisme contagieux et créant l'impression d'une sorte de fin d'un monde. Les adaptations à ces profonds bouleversements ne peuvent être que lentes et pénibles, provoquant dans l'immédiat une aggravation du chômage.

Ainsi, dans les pays industrialisés, la croissance pourrait à peine dépasser le degré 0 cette année contre 1,2 % en 1981 et 1,3 % en 1980 (3,3 % en moyenne de 1970 à 1980) et la reprise se révélerait plus laborieuse que prévu, estime-t-on à l'O.C.D.E. Pour les seuls pays européens, membres de l'Organisation, l'activité s'est, au cours des derniers mois, révélée plus faible qu'il n'était attendu au milieu de 1982, liée à un phénomène de défiance des consommateurs aussi bien que des industriels qui se traduit par une augmentation de l'épargne et un report des investissements.

Aux Etats-Unis, en revanche, selon les mêmes experts internationaux, un redémarrage modéré de l'activité s'inscrit en pointillé. Cependant, outre Atlantique, le climat est toujours marqué par un accroissement des dépôts de bilan et une aggravation du chômage qui pourrait atteindre 10 % de la population active. Il en est de même en République fédérale d'Allemagne où le nombre des personnes sans emploi se situerait à deux millions et où l'aggravation des difficultés a provoqué l'éclatement de la coalition gouvernementale. Pour sa part, l'Italie se contente de gérer le quotidien, tout en faisant face à un énorme déficit des finances publiques, alors que la Grande-Bretagne poursuit avec obstination, malgré un certain processus de désindustrialisation, un changement en profondeur de ses structures économiques.

Telle est en effet la question qui se pose à l'occasion de ce rendez-vous manqué avec la reprise. Les économies industrialisées ne peuvent-elles que procéder à une purge drastique d'un système habitué à une relative prospérité ? Assiste-t-on aussi à la passe dangereuse vers un changement technologique, en tout état de cause plus rapide que l'adaptation des structures sociales ?

• R.F.A. : un remède de cheval

L'ÉCONOMIE de la R.F.A., frappée par la crise, a-t-elle besoin d'un remède de cheval ? M. Lambsdorf, ministre de l'économie et l'un des ténors du parti libéral (F.D.P.) l'avait affirmé haut et fort, avant de démissionner, le 17 septembre, avec les trois autres ministres libéraux. Invité par le chancelier Schmidt à faire connaître publiquement ses idées sur la manière d'assurer la conduite de la politique économique du pays, c'est un plan d'austérité très sévère qu'il avait soumis quelques jours plus tôt à la réflexion du cabinet fédéral. La réponse ainsi donnée, accueillie comme une provocation par le parti socialiste (S.P.D.) et par les syndicats, a précipité l'éclatement de la coalition socialiste-libérale au pouvoir depuis treize ans.

Les résultats de 1982 comportent pourtant de nombreux éléments positifs, suffisamment par exemple pour faire rêver un observateur français. Cependant — et c'est là où le bât blesse, — ils sont moins bons que ce qui avait été prévu. *« Le pire, ce sont les espérances déçues »*, note, pour expliquer le scepticisme actuel, un haut fonctionnaire du ministère de l'économie. *« Les Allemands sont des extrémistes ; lorsque le monde s'inquiète, ils se désespèrent »*, commente sur le même thème un autre interlocuteur.

Cette soudaine morosité est profonde chez les chefs d'entreprise. Elle colore, de façon très sombre, leurs prévisions concernant l'économie fédérale en 1983. L'O.C.D.E. et la Commission européenne avaient prévu pour 1982 une croissance du PIB se situant entre 1 % et 1,5 %, avec l'idée que la reprise — reposant sur le développement des exportations, la reconstitution des stocks et la progression de la demande interne — s'accélérerait au cours du deuxième trimestre. Il est clair aujourd'hui que les conjoncturistes se sont trompés : la R.F.A. terminera 1982 avec une croissance très faible (+ 0,5 %), voire nulle.

Le chômage continue de croître, si bien que le cap des deux millions de demandeurs d'emploi sera bientôt franchi. La régression des investissements est nette : autour de 4 à 5 %. Du coup, les prévisions pour 1983 doivent être révisées à la baisse. Le gouvernement avait établi en juillet son projet de budget, en comptant sur une croissance de 3 %. Tout le monde sait maintenant qu'elle sera inférieure et c'est sur la révision nécessaire du projet de budget que la coalition a éclaté. M. Lambsdorff penchait pour une croissance de 1,5 à 2 %. M. Baumann, un des principaux économistes de la Fédération des industries allemandes (B.D.I.), est convaincu qu'elle sera nulle.

Déception et étonnement

L'année en cours avait pourtant bien commencé : le boom des exportations était prometteur. Au cours du premier semestre, celles-ci dépassaient de 15 % le niveau atteint durant les six premiers mois de 1981 ; vers la France, la progression atteignait 29 % ! Compte tenu de la baisse des taux d'intérêt, il était légitime d'espérer que, conformément au processus habituel en R.F.A., l'essor des exportations serait bientôt suivi d'une reprise de la demande intérieure.

Mais, étonnement et déception, cet effet d'entraînement, nécessaire pour assurer une croissance durable, n'a pas eu lieu, si bien que l'augmentation de la production a été temporaire et très limitée. Les raisons techniques et économiques que donnent les experts pour expliquer cette divergence entre l'évolution des exportations et celle de la demande interne sont peu convaincantes : les industriels auraient été désagréablement surpris en mai, lorsque les taux d'intérêt, après avoir diminué, ont réamorcé une hausse ; de même l'évolution des prix au printemps aurait été, elle aussi, incertaine.

Pour faire bonne mesure, les experts — du secteur public comme du secteur privé — mettent en avant le mauvais climat psychologique, le pessimisme des chefs d'entreprise. Celui-ci s'accroît, alors que pourtant, comme le soulignait un haut fonctionnaire bruxellois familier des comparaisons entre pays de la C.E.E., *« les facteurs objectifs sont fondamentalement bons, parmi les meilleurs du monde »*.

Citons-les dans le désordre : les résultats du commerce extérieur très satisfaisants : on évoque pour 1982 un excédent record de l'ordre de 60 milliards de marks (même la balance des paiements courants, traditionnellement alourdie par le déficit des services et des transferts, se signalerait par un solde positif se situant entre 5 et 10 milliards de marks.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 21.)

• GRANDE-BRETAGNE : une cure en profondeur

AU mois d'août dernier, la politique d'aide au développement régional a été sensiblement modifiée. Depuis 1980, elle couvrait plus de la moitié de la Grande-Bretagne et concernait 40 % de la population active. Désormais, son aire d'action est réduite et elle ne touche plus que 25 % des salariés. Ce n'est pourtant pas le signe d'une réussite qui la rendrait superflue sur la plus grande partie du territoire. Au contraire.

Avec l'approfondissement de la crise économique, le mal se répand. Les taux de chômage, qui, il y a encore quelques mois, passaient pour extrêmes, représentent maintenant des moyennes. Pour ne pas pratiquer un saupoudrage inefficace, le gouvernement britannique a décidé de concentrer les aides dans un petit nombre de régions géographiquement très limitées.

A l'exception des Midlands et de la région sud-est tournée vers le continent européen, toute la Grande-Bretagne est maintenant frappée. Peut-on parler pour autant d'un « processus de désindustrialisation » ? Ces dernières années, le poids respectif des différents secteurs économiques ne s'est pas radicalement modifié, même si la part des services et de l'agriculture s'est sensiblement élargie aux dépens de l'industrie. La production industrielle se trouve au même niveau qu'en 1975 ; mais, dans les industries de transformation, elle a baissé de dix-neuf points. Les métaux, l'automobile, les textiles, ont particulièrement été frappés, alors que, dans le secteur électrique, la chimie, l'alimentation, la production était en augmentation.

Les grandes industries de base — charbon, acier, chantiers navals, — sur lesquelles a été fondée pendant des décennies la prospérité de la Grande-Bretagne, sont en chute libre. En 1947, lors de la nationalisation, les charbonnages comptaient un millier de puits, ils n'en ont plus que deux cents. Quatre-vingt-dix ont été fermés au cours des dernières années, et ce n'est pas fini, si l'on en croit les syndicats.

Toutefois, les résultats se sont légèrement améliorés grâce à un important programme d'investissements destiné à la modernisation de l'extraction du charbon. De son côté, British Steel employait plus de deux cent mille personnes en 1977 ; cinq ans plus tard, il n'en reste que la moitié. Dans le même temps, la production a diminué de 30 % (13 millions de tonnes d'acier en 1981).

Productivité d'abord

La Grande-Bretagne peut-elle se passer de ses industries lourdes ? Certains économistes paraissent le penser, comme ils estimaient, au moment des grandes grèves des cheminots, que le transport sur rail n'était pas économiquement indispensable. Le chancelier de l'Echiquier, Sir Geoffrey Howe vient de présenter ses excuses au président de la Confédération patronale de l'industrie britannique (C.B.I.) à la suite des déclarations d'un de ses collaborateurs. La C.B.I. regroupe les sociétés nationalisées et les grandes firmes *« qui sont la cause première de la non-compétitivité de la Grande-Bretagne »*, avait-il déclaré publiquement.

Les divergences entre le gouvernement et la C.B.I. sont, en fait, plus profondes. La Confédération patronale, qui doit faire face à une organisation concurrente : le Bureau des directeurs, plus sensible aux thèses monétaristes, plaide depuis deux ans pour une politique de relance sélective. Aussi Mme Thatcher et ses collaborateurs sont-ils convaincus que les dirigeants de la C.B.I. n'ont pas compris l'objectif fondamental de leur stratégie. Il ne s'agit pas de préparer le terrain à une reprise éphémère de l'économie et à une baisse du chômage à court terme, bref une nouvelle version de la politique du « stop and go » mais de changer en profondeur les règles du jeu, l'environnement des entreprises et les relations sociales, en mettant l'accent sur la compétitivité et la productivité, en facilitant une amélioration de l'encadrement dans les entreprises — jugé jusqu'alors généralement médiocre, — en réduisant les pouvoirs des syndicats et en limitant le rôle de l'Etat dans la vie économique, notamment par la privatisation de sociétés nationalisées où, selon les conservateurs, se sont cristallisés les défauts les plus criants de l'économie britannique.

En 1980, la Grande-Bretagne occupait, sur la liste des pays industrialisés, l'avant-dernière place pour le revenu par habitant, juste devant l'Italie, mais elle était bonne dernière pour la productivité, non seulement dans l'industrie, mais dans l'ensemble de l'économie. La dégradation de la situation s'était amorcée dès 1960, mais elle s'est accélérée dans les années 70.

Les médiocres performances des entreprises britanniques, leur faible compétitivité, ont ouvert le marché aux produits étrangers. Ces derniers mois encore, l'amélioration des résultats du commerce de détail a essentiellement profité aux importateurs. Sans les ventes de pétrole, la balance commerciale serait largement déficitaire. Les industriels viennent de lancer, avec l'appui du gouvernement, une campagne intitulée « Think British » (Pensez britannique), version anglaise de la « reconquête du marché intérieur ».

Sans doute, une amélioration très nette de la productivité s'est-elle produite en 1981, mais elle n'a pas encore compensé la forte hausse des coûts unitaires de production enregistrée les années précédentes (+ 55 % de 1978 à 1980), du fait des augmentations de salaires et de la fermeté de la livre sterling. Depuis, la modération des revendications salariales dans les secteurs public et privé, encouragée par la fermeté du gouvernement, la baisse des cours des matières premières, la diminution des taux d'intérêt, ont permis de ramener l'inflation du rythme de 12 % à la fin de l'année dernière à 8 % cette année. Les experts s'attendent à 7 % au dernier trimestre.

Toutefois, l'augmentation de la productivité ne traduit pas seulement des changements radicaux dans les structures de l'économie, dans les rapports entre les partenaires sociaux et dans les mentalités. Elle est due largement au *« dégraissage »* de la main-d'œuvre opéré dans la plupart des secteurs.

DANIEL VERNET.

(Lire la suite page 20.)

Le « sas » technologique

par MICHEL GODET (*)

COMMENT sortir des crises ? Quel rôle peut jouer le changement technologique ? Ces deux questions très actuelles en Europe, et tout particulièrement en France, reçoivent un écho et des réponses sensiblement différents de l'autre côté de l'Atlantique. En effet, deux thèses opposées se partagent la quasi-totalité du marché des idées sur la crise aux Etats-Unis.

La première thèse est celle de la transition entre deux vagues technologiques. Ce sont les fameux cycles de Kondratiev, qui paraissent avoir rythmé le développement industriel et technologique de 1800 à 1940, que l'on retrouverait aujourd'hui. Les technologies et les productions qui ont fait la croissance des années 50 et 60 s'essoufflant, il faut attendre la maturité des nouvelles technologies et des productions qui vont en découler pour sortir de la crise.

La crise devant durer le temps de la transition, il faut accélérer celle-ci par un effort accru de recherche, d'innovation et d'investissement, notamment dans les petites et moyennes industries, qui constituent le tissu le plus vivant de l'économie. L'emploi est perçu comme une contrainte dont il faut accepter la dégradation temporaire pour ne pas freiner le développement technologique, point de passage obligé pour retrouver un nouveau sentier de croissance.

Cette thèse de la transition technologique, qui est largement répandue en France, paraît assez minoritaire aux Etats-Unis. Elle est surtout le fait des milieux ouverts aux réalités internationales comme, par exemple, l'Association américaine du Club de Rome (professeur J. Richardson). Dans cette optique, la politique menée par le président Reagan est catastrophique. La restriction monétaire et le coût élevé de l'argent sont un obstacle au développement nécessaire de la recherche-développement (R.-D.) dans les industries.

En 1982, on observerait précisément un tassement de la R.-D. industrielle, contrairement à ce qui a été constaté en 1981, année où les incitations fiscales très avantageuses ont donné un coup de fouet — momentané ? — à ces dépenses.

La critique est encore plus vigoureuse lorsqu'il s'agit de remarquer la contradiction manifeste entre le retrait de l'Etat de l'économie (dérégulation, réduction des dépenses budgétaires civiles, réduction des impôts) et l'accroissement des dépenses militaires. De sorte que le déficit budgétaire, couplé à une politique monétaire restrictive pour lutter contre l'inflation, ponctionne de manière improductive le marché financier. Pour accélérer la transition et ne pas prolonger la crise, il faudrait que l'effort considérable de recherche militaire ait de larges retombées civiles. Rien ne prouve que cela soit le cas.

La thèse « socio-monétariste »

La deuxième thèse, que l'on qualifiera pour simplifier de *socio-monétariste*, est celle qui domine aujourd'hui dans l'administration Reagan. Selon cette thèse, la crise est d'abord une crise monétaire (inflation) et la croissance ne repartira sainement que lorsque l'inflation aura été jugulée.

Les causes principales de l'inflation sont à rechercher dans les *« revendications croissantes »* des acteurs sociaux et dans les rigidités sociales accumulées au cours des années 60, notamment au sein du marché du travail (oligopole social, corporatismes divers, coût relatif du travail de plus en plus élevé par rapport au capital...), qui se traduisent par une surenchère permanente. En raison des contraintes politiques et électorales, les gouvernements n'ont pas la possibilité de s'attaquer de front à ces rigidités (par une « nouvelle donne » sociale) et la monnaie est la seule arme dont ils disposent pour combattre cette inflation.

En effet, la restriction de l'offre de monnaie accompagnée de taux d'intérêt élevés provoque une déflation générale et un choc qui menace la survie de nombre d'entreprises soumises à des coûts financiers croissants et contraintes de ne pas augmenter leurs prix, voire de les baisser, pour faire face à la chute de la demande. Dans ces conditions, on comprend que l'inflation n'ait pas, face à ce remède de cheval, pu faire autrement que de rentrer dans sa coquille.

On comprend aussi qu'un tel choc soit propice à la remise en cause de certains avantages acquis hier, devenus les rigidités d'aujourd'hui (1), par exemple la réduction négociée des salaires réels dans l'industrie automobile. Malheureusement, cette arme monétaire n'est qu'indirecte, son efficacité sur l'inflation est lente et son application nécessite la poursuite et l'aggravation de la crise.

L'alternative de relance de la croissance par la demande (intérieure ou internationale) n'est pas réaliste, car, les règles et les structures sociales étant inchangées, l'inflation repartirait de plus belle et il faudrait bien, à un moment ou à un autre, réagir pour juguler l'inflation, mais cette fois de façon encore plus drastique qu'aujourd'hui, puisqu'il faudrait partir d'un niveau d'inflation plus élevé.

Inadaptation

On relèvera que, dans cette analyse simpliste mais assez cohérente, la technologie n'intervient pas dans l'explication de la crise. En effet, dans cette optique, la transition technologique est un phénomène permanent qui, en période de forte croissance, se fait en douceur du point de vue de l'emploi. C'est seulement en raison de la faible croissance que la transition technologique pose un problème d'emploi. Les causes de la croissance faible ne résident pas dans la transition technologique, mais dans la nécessité de réduire l'inflation *« sociologique »* par l'arme monétaire. Le seul lien entre la technologie et la crise, c'est que la politique restrictive pèse sur les investissements et par conséquent freine le changement technologique.

A y regarder de plus près, ces deux thèses sont plus complémentaires qu'opposées (seules les politiques qui se raccrochent de façon mécaniste à une thèse en évacuant l'autre s'opposent). En effet, le changement technico-économique étant plus rapide que le changement social, il en résulte une inadéquation croissante des structures sociales et des comportements aux réalités nouvelles.

Selon cette lecture, la crise n'est que le reflet de l'inadaptation de nos structures, et le changement technologique ne fait qu'exacerber cette contradiction. Dans un monde qui change, les règles du jeu et les comportements aussi doivent changer. Plus que de « dérégulation », ne serait-ce pas plutôt une nouvelle régulation, plus souple, qu'il faudrait instaurer ?

A défaut de la possibilité d'une nouvelle donne sociale par décret, il faut, hélas ! la nécessité des crises et du chômage pour faire passer les mesures qui s'imposent. Ce constat, difficile à admettre, appelle certes la rigueur politique, mais porte aussi en germe l'espoir que des crises d'aujourd'hui naisse le changement social de demain.

(Lire page 20 un article de Robert SOLE sur la conjoncture américaine.)

(*) Consultant du CESTA (Centre d'études des systèmes et des technologies avancées).

(1) La mise à pied par l'administration fédérale des contrôleurs aériens s'inscrit dans la même perspective. Au demeurant l'opinion publique américaine accepte plus mal qu'ailleurs que certaines professions bloquent l'économie au nom de leurs intérêts catégoriels.

LES PAYS INDUSTRIALISÉS S'INTERROGENT

• ÉTATS-UNIS : inéluctable reprise ?

« *LE fond de la récession a été atteint. Nous sommes peut-être déjà sur la ligne ascendante.* » Les Américains ont entendu cent fois ce diagnostic au cours des derniers mois. Il finira bien par se vérifier... Personne ne doute du caractère inéluctable d'une reprise. Mais faudra-t-il attendre Noël pour la toucher vraiment du doigt ? Et quelles seront l'ampleur et la durée de cette inversion de tendance ? Les instituts de prévision affichent en général un optimisme très modéré.

Les Etats-Unis sont entrés dans la récession en juillet 1981. On comptait alors 7 millions de chômeurs. Aujourd'hui, ils sont 10,8 millions, soit 9,8 % de la population active. C'est le plus mauvais chiffre depuis 1941. Et on n'a peut-être pas tout vu : plusieurs indices laissent à penser que la barre des 10 % sera franchie en septembre. Il faudra alors beaucoup de patience pour remonter le courant.

Malgré la reprise attendue, nul n'escompte une amélioration spectaculaire du niveau de l'emploi. Il serait étonnant que le taux de chômage descende au-dessous de 8,5 % avant la fin de 1983, disent la plupart des économistes. L'administration Reagan elle-même prévoit un taux moyen de chômage de 8,4 % pour 1983.

La crise touchait au départ quelques secteurs-clés — automobile, logement — et des régions de vieilles industries comme le Nord-Est. Elle s'est étendue peu à peu à presque toutes les activités et à tous les Etats. Même la haute technologie de la côte ouest a commencé à souffrir de la récession. Les constructeurs d'avions, comme Boeing, se porteraient bien mal si les commandes militaires ne suppléaient la carence des commandes civiles.

Parmi les secteurs les plus touchés, il faut citer l'automobile qui connaît cette année ses plus faibles ventes depuis 1961. La sidérurgie également, qui travaille à 40% de ses capacités et compte cent mille ouvriers au chômage. Seuls de rares domaines, comme le textile et le cuir, se sont bien défendus ces derniers mois.

Des taux d'intérêt très élevés n'ont évidemment pas favorisé les investissements dans l'industrie. Ceux-ci ont diminué de 4,4 % par rapport aux niveaux (semblables) de 1980 et de 1981. Quant aux faillites d'entreprises industrielles et commerciales, elles se sont multipliées : près de douze mille pendant le premier semestre, soit 45 % de plus qu'en 1981. On comptait quatre-vingt-six faillites pour dix mille firmes cette année contre soixante et une en 1981 et quarante-trois en 1975.

Un point positif tout de même dans ce tableau très sombre : la productivité augmente régulièrement depuis 1980. Dans le secteur privé (agriculture exclue), il a été enregistré une hausse de 2,6 % en rythme annuel au premier trimestre et de 2,3 % d'avril à juin. Il est rare que de telles améliorations se manifestent en pleine récession. C'est un signe encourageant pour l'avenir.

Un acquis

Un dollar très fort ne favorise évidemment pas les exportations. Mais, en raison de la crise, les importations elles-mêmes diminuent, ce qui a permis de réduire le déficit de la balance commerciale à 6,3 milliards de dollars au premier trimestre et à 5,1 milliards au deuxième.

Le ralentissement de la hausse des prix est l'un des rares acquis de la politique économique de M. Reagan. Un acquis qui devrait survivre à la récession. Pour les Américains l'« *inflation à deux chiffres* » n'est plus qu'un mauvais souvenir. La hausse des prix de détail ne dépasserait pas 6 % en 1982 — les prévisions officielles sont de 5,9 %, — après avoir été de 10,3 % en 1981 et de 12,4 % en 1980.

Cette faible inflation nuance les résultats très modestes de l'économie américaine. L'an dernier, le produit national brut (P.N.B.) avait augmenté de 11,4 % en dollars courants et de 2 % en termes réels. Cette année on prévoit une légère baisse en volume du P.N.B. (— 0,7 %), ce qui correspond à une progression de 5,6 % seulement en monnaie courante. Pour 1983, l'administration Reagan annonce une remontée sensible : + 4,4 % en termes réels.

La reprise économique apparaît inéluctable pour plusieurs raisons. D'abord, le pouvoir d'achat des Américains s'est accru à cause des allégements fiscaux entrés en vigueur au début du second semestre (10 %) qui se combinent avec la faible hausse des prix. Rien qu'en juillet ce pouvoir d'achat a augmenté de 1 % en termes réels.

Le surcroît d'argent des ménages devrait relancer la consommation, sinon les investissements. La production industrielle pourrait alors augmenter, d'autant que beaucoup d'entreprises « déstockent » depuis des mois. Autre facteur positif : la baisse des taux d'intérêt a été, en juillet et en août, plus rapide et plus forte qu'il n'était prévu. Elle devrait logiquement encourager les investissements industriels, les achats de voitures et de logements.

Cette baisse semble être due à une combinaison de facteurs : une politique rigide de la Réserve fédérale, le vote de nouveaux impôts, qui a rassuré les marchés financiers, et une plus faible demande de crédits de la part d'industriels peu enclins à investir. L'euphorie s'est emparée de Wall Street en plein été : entre le 23 et le 27 août, on a enregistré un record de 550 millions de transactions, et l'indice des valeurs industrielles a fait un bond considérable.

On se demande néanmoins si la tendance à la baisse des taux va se poursuivre. Comment la Réserve fédérale réagira-t-elle à un nouvel accroissement de la masse monétaire ? Et, surtout, comment empêcher les taux de monter si l'Etat fédéral, qui est fortement déficitaire, concurrençait les emprunteurs privés ? Les dernières prévisions sont préoccupantes : en juin, le déficit budgétaire de 1983 était évalué à 104 milliards de dollars par l'office compétent du Congrès. Deux mois plus tard, malgré le vote de nouveaux impôts, l'évaluation a atteint 155 milliards. Et les années suivantes ne s'annoncent guère meilleures.

ROBERT SOLÉ.

• ITALIE : la gestion du quotidien

LA rentrée d'automne s'annonce plutôt difficile pour l'économie italienne. Dès juillet, un rapport de l'ISCO (Institut national d'étude de la conjoncture) constatait « *qu'à la reprise des premiers mois de l'année a succédé, à partir de la fin du printemps, une nouvelle phase récessive qui a mis le système économique italien en synchronie avec les principales économies occidentales* ». La demande interne s'est progressivement ralentie. Les coûts de production et les prix ont nettement augmenté. Le loyer de l'argent est resté très élevé.

Les signaux alarmants n'ont fait depuis que s'accentuer, d'où le pessimisme général des opérateurs économiques. « *La conjoncture n'est vraiment pas bonne et nous craignons qu'elle ne s'aggrave sérieusement dans les prochains mois* », affirmait par exemple, le 8 septembre, M. Pietro Marzotto, l'un des principaux responsables de la Confindustria (*Confédération du patronat italien*). Le ministre de l'industrie, M. Giovanni Marcora, lançait, pour sa part, un cri d'alarme similaire dans les colonnes du quotidien économique *Il Sole-24 Ore* : « *Pour se tailler une part de la maigre demande internationale, la compétition sera toujours plus vive. En raison de l'inflation qui est le triple de celle d'un pays comme la R.F.A., à cause de la continuelle destruction des ressources qui s'opère au travers des mécanismes pervers des finances publiques, nous risquons de nous trouver hors du marché.* »

Les prix italiens au détail ont augmenté en août de 1,80 %, ce qui porte le taux d'inflation probable pour 1982 à 17,4 %, c'est-à-dire près d'un point et demi de plus que le plafond prévu par le gouvernement. Cette augmentation de l'inflation est, pour une bonne part, la conséquence des majorations de certains tarifs publics (transports, électricité) et de la hausse de la T.V.A. — portée de 20 % à 30 %, selon les produits, à l'exception du pain, du lait et des pâtes — décidées le 31 juillet par le gouvernement afin de limiter un déficit budgétaire qui risquait d'approcher les 100 000 milliards de lires.

Ce programme d'austérité, visant à augmenter les recettes de l'Etat de 15 000 milliards de lires et à diminuer de 25 000 milliards les dépenses, avait été accueilli avec hostilité aussi bien par le patronat que par les syndicats. Il n'a pas été sans contribuer à un ralentissement de la machine économique italienne dont les signes avant-coureurs apparaissaient dès le printemps. Déjà, en juin, la production industrielle baissait de 3,3 % par rapport au mois précédent.

Les mesures fiscales décidées en juillet — une ponction estimée à 5 000 milliards de lires sur le revenu des familles pour l'année 1982 — risquent de faire baisser de près de 5 % la consommation intérieure, restée pourtant assez forte durant les trois premiers mois de l'année. Les enquêtes conjoncturelles effectuées en mai et juin par l'ISCO montraient déjà, dans la totalité des secteurs économiques, une certaine chute des commandes aussi bien pour l'exportation que pour le marché intérieur.

Ce ralentissement de la demande intérieure permettra-t-il de limiter le déficit de la balance commerciale, qui depuis janvier a atteint le chiffre de 8 880 milliards de lires. Comme à l'accoutumée, les secteurs principalement déficitaires sont ceux des produits énergétiques (12 732 milliards de lires) et des produits alimentaires (3 718 milliards). En revanche, pour les cinq premiers mois de l'année, les échanges étaient positifs dans des secteurs comme le textile et l'habillement (4 675 milliards de lires), les produits mécaniques (4 772 milliards) et les exportations italiennes avaient même généralement augmenté par rapport à la même période de 1981. Cependant, la situation de la balance des paiements s'est un peu améliorée en mai et surtout en juin où l'on a enregistré un excédent de 1 749 milliards de lires, ce qui a réduit le déficit du premier semestre à 2 143 milliards de lires. Ce rétablissement, pour limité qu'il soit, des comptes de l'Italie avec l'étranger s'explique par le début de l'afflux saisonnier des devises du tourisme.

Chômage technique

Entre 1981 et 1982 — selon les chiffres fournis fin août par l'ISTAT (Institut national de la statistique), — le nombre d'emplois dans les entreprises industrielles de plus de cinq cents personnes a diminué de 4,2 %. Le nombre des heures de travail par ouvrier a baissé, au cours de cette même période, de 4,9 %. En outre, depuis janvier, le nombre des heures chômées et payées à plus de 90 % par la Cassa integrazione (Caisse d'allocations pour le chômage technique) a doublé. Cet automne, la situation risque encore de s'aggraver. Selon une enquête prévisionnelle conduite par la Fédération de la mécanique au sein des dix mille entreprises du secteur, 32 % d'entre elles prévoient pour les prochains mois une diminution de l'emploi et un recours accru à la Cassa integrazione.

L'industrie automobile avait, ces deux dernières années, pu profiter d'un marché intérieur qui avait « tiré ». Mais, ce marché commençait à s'essouffler depuis le début de l'année. On espérait une reprise des exportations pour cet automne. Ce n'est pas le cas. Une société comme la Fiat a annoncé qu'elle mettrait de nouveau trente mille travailleurs en chômage technique une semaine par mois en octobre et très probablement aussi en novembre et décembre, si les prévisions du marché pour 1983 ne s'annoncent pas meilleures.

Le secteur dont la situation se présente comme la plus critique est la sidérurgie. L'annonce d'un recours massif à la Cassa integrazione pour les travailleurs dépendant de la Finsider (Association des entreprises sidérurgiques à participation d'Etat) n'a pas encore été rendue publique, mais ces entreprises sont en crise chronique depuis plusieurs années, ce qui rend une telle mesure d'autant plus inévitable que, depuis le début de l'année, la consommation intérieure d'acier a baissé en moyenne de 20 %. Elle était de 5 876 000 tonnes au premier trimestre, de 5 500 000 tonnes au second. Selon les prévisions pour le troisième trimestre, la consommation intérieure d'acier ne dépasserait guère les 4 millions de tonnes. Or, en moyenne, la sidérurgie lourde italienne — dans sa quasi-totalité à participation d'Etat — produit chaque trimestre autour de 6 millions de tonnes.

A la limite de l'étranglement

« *A l'exception de secteurs particuliers comme la sidérurgie, l'appareil productif s'est relativement bien organisé pour affronter la récession* », constate toutefois, M. Cippoletta, directeur de l'ISCO. Les années 1979-1980 avaient été marquées par une forte reprise des investissements destinés à améliorer la productivité. C'est à partir de cette époque que l'emploi a commencé à baisser et que, suivant l'exemple donné à l'automne 1980 par la Fiat, les recours à la Cassa integrazione sont devenus toujours plus systématiques.

Si la plupart des économistes sont d'accord sur le fait que la crise économique se répartit assez régulièrement entre les différents secteurs productifs, il n'en reste pas moins vrai que les petites entreprises sont particulièrement touchées. Leur dynamisme et leur adaptabilité aux besoins du marché avaient fait leur force ces dernières années. La stagnation de la demande intérieure, qui n'a pas suffi, comme pour le textile, à compenser un assez fort niveau d'exportation, les met en difficulté. A ces problèmes viennent s'ajouter ceux de la restriction du crédit et du loyer élevé de l'argent. « *Nous sommes dans une situation critique à la limite de l'étranglement* », affirme le président des petites entreprises, M. Giuseppe Pichetto. Selon l'un de ses adjoints, M. Zanotti, « *de nombreux entrepreneurs en sont réduits à utiliser les fonds d'amortissement pour se procurer des liquidités, hypothéquant ainsi l'avenir* ».

Quelle stratégie pour une relance ? Au Centre d'études économiques du patronat, on affirme, avec des gestes d'impuissance, qu'il faut attendre la reprise américaine ou du moins celle de l'économie allemande, et, qu'entre-temps, « *l'on en est réduit à la gestion du quotidien* ».

Pour les experts économiques de la Confindustria, rendre leur compétitivité aux entreprises passe en premier lieu par l'abaissement du coût du travail. Ils estiment que de nouveaux gains de productivité sont difficiles et que le coût de l'argent — malgré la baisse d'un point du taux de base décidée récemment par la Banque d'Italie — ne semble pas destiné à diminuer sensiblement ces prochains mois.

Au printemps, la Confindustria avait dénoncé les accords sur l'échelle mobile, mais surtout les négociations de la majorité des conventions collectives arrivées à échéance cette année n'ont pas encore commencé, malgré la pression des syndicats. Le patronat exige deux négociations distinctes : l'une sur les différentes conventions collectives, l'autre, plus spécifique, sur le problème du coût du travail. Il pose en outre une condition : la fixation préalable d'un plafond de l'indexation. Or les syndicats refusent, estimant qu'on leur demande ainsi de « *céder avant même de négocier* ».

Une étude de la C.G.I.L. souligne que, si cette année un tel taux maximum de l'indexation avait été fixé en fonction du plafond « programmé » à 16 % d'inflation, le pouvoir d'achat des salaires baisserait de 5 %. Il n'en reste pas moins que l'échelle mobile, telle qu'elle est actuellement, a un effet multiplicateur sur l'inflation.

L'autre grand problème du système économique italien reste le déficit budgétaire qui s'élève à près de 14 % du produit national brut. « *Nos dépenses sont au niveau européen, mais les entrées correspondent à la réalité du revenu italien* », témoigne M. Antonio Fazio, directeur général de la Banque d'Italie. Cette situation de déficit budgétaire chronique a eu certes pour conséquence un certain maintien de la demande intérieure, mais, en contrepartie aussi, une inflation chronique. Seul le fort taux d'épargne des ménages — qui, cette année, a dépassé les 23 % — explique que la situation ne soit pas plus catastrophique. Il faudrait arriver à concilier les indispensables économies budgétaires avec une politique sélective de relance des investissements publics.

MARC SEMO.

• GRANDE-BRETAGNE : une cure en profondeur

(*Suite de la page 19.*)

Il existe maintenant de larges surcapacités de production dans l'économie et une reprise modeste de l'activité ne suffira certainement pas à relancer l'investissement qui stagne depuis plusieurs années, malgré une amélioration sensible des marges bénéficiaires. Depuis la levée du contrôle des charges, et au moment de l'arrivée des conservateurs au pouvoir en 1970, les sociétés britanniques, y compris les institutions financières, ont préféré investir à l'étranger : 13 milliards de livres en deux ans et demi contre 7 milliards à l'intérieur.

Les petites et moyennes entreprises prendront-elles la relève des grandes firmes ? Le gouvernement de Mme Thatcher souhaite en tout cas leur voir jouer un rôle de plus en plus important.

On en compte un million deux cent cinquante mille qui occupent en moyenne moins de deux cents personnes, soit au total 25 % de la population active. Dix mille entreprises sont créées chaque mois, et ce nombre dépasse de loin celui des faillites.

Les conservateurs ont déjà pris une soixantaine de mesures pour aider à la création de nouvelles entreprises et, comme dans les autres périodes de récession, on constate une tendance chez les chômeurs à « *se mettre à leur compte* », en engageant parfois la totalité de leurs indemnités de licenciement.

« *Plus que le nombre des créations et des disparitions d'entreprises, ce qui est intéressant,* nous disait le président du British Technology Group de la région Nord-Est — une sorte d'IDI — chargé d'aider financièrement et techniquement les chefs d'entreprise débutants, *c'est la croissance et la longévité de ces nouvelles sociétés* ». Or les petites entreprises sont très mal connues. Il n'existe pratiquement pas de statistiques à leur sujet et, si les pouvoirs publics ont tendance à mettre en avant toujours les mêmes exemples de réussite (dans l'électronique par exemple), on ne sait rien de la viabilité du plus grand nombre.

La crise a atteint d'abord les industries lourdes traditionnelles et les industries de main-d'œuvre qui ont dû faire face à la concurrence des pays neufs. Mais son effet « *salutaire* » s'estompe, car au fur et à mesure qu'elle se prolonge, elle frappe les activités modernes de secteurs de pointe, des entreprises nouvelles de taille moyenne nées sur les décombres des grands ensembles. Ces dernières non plus ne peuvent pas vivre indéfiniment dans une situation de marasme général.

C'est pourquoi la querelle entre les partisans d'une cure en profondeur et les tenants de la relance est largement artificielle. Les nouvelles entreprises des secteurs modernes appelées à modifier le tissu industriel ont, elles aussi, besoin de la reprise. Depuis plus d'un an, le gouvernement affirme que les conditions de la croissance ont été recréées mais rien ne permet de dire que ces espoirs sont en voie d'être réalisés.

DANIEL VERNET.

SUR LA SORTIE DE LA CRISE

• R.F.A. : un remède de cheval

(Suite de la page 19.)

N'est-ce pas là un succès en soi bien agréable à engranger, même si l'on fait remarquer qu'il est dû davantage à l'amélioration des termes de l'échange et au ralentissement des importations qu'à l'augmentation du volume des ventes ? Le rythme de l'inflation se ralentit et la santé du mark est éclatante.

Les accords de modération des salaires conclus en début d'année allègent les charges de l'industrie et illustrent la sagesse des syndicats. Au dire de la Bundesbank elle-même, on constate une amélioration effective des profits des entreprises.

Défiance

Et pourtant, « *En termes allemands, ce n'est pas une situation bonne* », note un diplomate français en poste à Bonn. « *On a cru à la reprise, elle n'est pas venue ; maintenant, nous faisons peut-être preuve d'une sensibilité exagérée* », remarque, pour sa part, notre expert du ministère de l'économie. Il faut analyser ce phénomène de défiance généralisée, car il est à l'origine de la sorte de grève de fait de l'investissement à laquelle on commence à assister outre-Rhin. De surcroît, de sa persistance ou de sa disparition dépend en large partie l'évolution de l'économie générale en 1983. Les plus récentes enquêtes réalisées auprès des chefs d'entreprise confirment qu'ils considèrent les perspectives à moyen terme comme mauvaises.

Pourquoi ce phénomène de blocage ? Des raisons internationales d'abord. Si les statistiques actuelles du commerce extérieur sont excellentes, la forte réduction des commandes enregistrées depuis mai promet des lendemains moins glorieux. Les clients de la R.F.A. sont tous touchés : les pays de l'OPEP souffrent de la mévente du pétrole ; ceux de l'Est frisent la banqueroute ; la reprise aux Etats-Unis se fait attendre ; les partenaires européens, les uns après les autres, pratiquent des politiques de rigueur. Le rapport du F.M.I., présenté à Toronto, qui prévoit une croissance de 5 % du commerce extérieur en 1983, est d'ailleurs accueilli ici avec scepticisme.

Au-delà de ce type de constatations objectives, des défaillances comme celles du Mexique, de la Pologne, de la Roumanie, les menaces qu'elles font planer sur le système bancaire, la dégradation des relations Est-Ouest, contribuent à créer un climat de fin d'un monde. La défaillance vraisemblable du commerce extérieur n'est compensée, aux yeux des chefs d'entreprise, par aucun signe positif sur le plan interne.

Le bas niveau d'investissement est dû en partie, nous explique-t-on, à toute une série de freins structurels. Une politique de modération des salaires, pratiquée d'un commun accord par le patronat et les syndicats, n'empêche pas qu'au total, compte tenu des multiples cotisations à payer par l'entreprise, les coûts de production, loin de baisser, ont continué à s'accroître et figurent parmi les plus élevés de la Communauté. La fiscalité, largement indépendante du niveau des bénéfices réalisés, est considérée comme dramatiquement pénalisante pour les entreprises en difficulté. On lui attribue en large partie la responsabilité des faillites, dont le nombre croissant contribue à la grande inquiétude des milieux industriels.

Rigidités administratives et modernisation

Les rigidités administratives, bureaucratiques, sont dénoncées comme constituant des obstacles de plus en plus forts à la modernisation. On cite ainsi l'exemple de Mercedes, qui, désirant implanter une nouvelle usine à Brême, bien que bénéficiant de l'appui de cette ville en quête d'emplois, a dû attendre deux ans en raison des résistances rencontrées avant de pouvoir commencer l'exécution du projet. Le déficit cumulé des finances publiques de l'Etat fédéral, des Lander et des communes — il est vrai, très important — qui se situera entre 72 et 75 milliards de deutschemarks en 1982, est un autre sujet majeur de préoccupation pour les industriels.

La nécessité où se trouve la puissance publique d'emprunter, pour faire face à de tels engagements les porte à penser qu'ils ne peuvent pas compter sur une baisse réelle des taux d'intérêt, ou bien — triste alternative — qu'il leur faudra acquitter encore davantage d'impôts.

En outre, les chefs d'entreprise ne croyaient pas le gouvernement Schmidt capable d'imposer une réduction de ce déficit des finances publiques. On en vient ainsi à l'élément de nature purement politique : les patrons, orientés à droite, aspiraient d'autant plus à un changement de gouvernement qu'ils ne considéraient plus la coalition capable — ce qu'elle avait fait *grosso modo* jusqu'ici — de gouverner au centre, et qu'ils ne croyaient plus le chancelier Schmidt en mesure d'imposer une politique de relative rigueur à son propre parti.

« *Ce gouvernement n'existe plus* », nous affirmait M. Baumann avant même que le chancelier Schmidt ne décide d'en précipiter la chute. En vérité, c'est l'impression générale. Les libéraux, soucieux de regagner des électeurs et prêts à se séparer des socialistes, assombrissaient comme à plaisir depuis des semaines le tableau économique. Le budget 1983 a été leur prétexte. Le gouvernement s'était mis d'accord pour limiter son déficit à 28,5 milliards de deutschemarks. Le calcul avait été fait en escomptant une croissance de 3 %. Elle risque d'être sensiblement plus faible, ce qui aura pour conséquence un accroissement des dépenses (indemnisations de chômage plus élevées), une diminution des recettes fiscales et, par conséquent, un déficit plus élevé.

M. Lambsdorf et les libéraux, qui jouent la carte de la sécurité et du retour au bon vieux temps, sommaient leurs partenaires socialistes d'arrêter les mesures d'économie nécessaires pour que le déficit budgétaire, malgré la relative défaillance de la machine économique, ne dépasse pas le seuil des 28,5 milliards. Le ministre de l'économie avait proposé à cet effet de couper de façon très sensible les dépenses sociales jusqu'ici prises en charge par l'Etat.

Le chancelier et les ministres socialistes, soucieux d'éviter la spirale déflationniste, auraient préféré accepter un déficit plus élevé que les fatidiques 28,5 milliards.

PHILIPPE LEMAITRE.

LA DÉMOGRAPHIE ET LA SÉCURITÉ SOCIALE EN EUROPE

La démographie et la Sécurité sociale sont à l'ordre du jour de l'Europe. A Strasbourg, du 21 au 24 septembre, le Conseil de l'Europe organise une conférence sur la situation démographique et ses conséquences politiques. Cette conférence réunira environ deux cent cinquante démographes et responsables politiques des vingt et un États membres de l'Organisation, ainsi que de certains autres pays et d'organisations internationales. Elle sera présidée par l'ancien premier ministre de Norvège, Mme Gro Harlem Brundtland, chef du parti travailliste.

Depuis la dernière conférence de ce genre qui s'est tenue en 1971, la situation démographique en Europe « s'est modifiée considérablement », souligne le Conseil de l'Europe. « L'effondrement de la natalité, la diminution du nombre de mariages, la progression des divorces » figurent parmi les problèmes d'actualité qui seront examinés au cours des travaux, sans oublier sans doute la question du vieillissement qui concerne d'ailleurs tous les pays du monde.

A Madrid, du 22 au 24 septembre, également sous l'égide du Conseil de l'Europe, se réuniront vingt et un ministres européens responsables de la Sécurité sociale. La première rencontre de ce type, en 1979, portait sur le financement de cette institution. La deuxième a trait aux possibilités, en période de crise, de généraliser cette formule d'assurance collective contre les risques du chômage, de la maladie et de la vieillesse.

Un milliard de personnes âgées en 2025

par PAUL PAILLAT (*)

IL peut paraître surprenant que, dans notre monde en crise, cent vingt-trois pays envoient des représentants — dont quarante-six ministres ou secrétaires d'État — participer à une assemblée mondiale sur le vieillissement. Cette réunion, qui s'est tenue à Vienne du 26 juillet au 6 août, a, après ses débats byzantins, contrastant avec la qualité des documents soumis aux délégués, adopté un « plan international d'action sur le vieillissement ». Et pourtant il s'agissait bien d'un problème qui nous concerne tous et plus particulièrement les jeunes générations qui grossiront les rangs de la population âgée dans tous les pays du monde dans quarante ans à quarante-cinq ans.

On peut en juger par quelques chiffres. La population mondiale comptait, en 1975, 350 millions d'habitants âgés de soixante ans et plus (1) ; elle en comptera 590 millions dans dix-huit ans et 1,1 milliard en 2025. A cette date, soixante-douze personnes âgées sur cent habiteront dans les pays classés aujourd'hui comme en voie de développement (au lieu de cinquante-deux en 1975). Parallèlement, la proportion des moins de quinze ans reviendra, dans ces mêmes pays, de 41 % à 26 % en 2025, contre 20 % à la même date dans les pays développés.

Si le nombre et la proportion des jeunes se prêtent à une marge d'incertitude, il n'en va pas ainsi pour les personnes âgées, puisque ces dernières sont déjà parmi nous. En clair, de plus en plus de pauvres aborderont les rives de la vieillesse : on l'observe de nos jours dans les pays où l'espérance de vie à la naissance atteint ou dépasse cinquante ans, sans que pour autant le développement économique et social ait fait des progrès comparables. Que sera-ce lorsque la vie moyenne approchera les soixante ans ?

Comme la proportion des personnes âgées augmente inéluctablement lorsque diminue celle des jeunes, tous les pays qui pratiquent une politique vigoureuse de limitation des naissances vieilliront. Certains, comme la Chine, le savent, mais ils jugent prioritaire de mettre un frein à une croissance démographique considérée comme excessive.

« Usé »

Actuellement, ce n'est pas cependant en termes démographiques que se pose le vieillissement des jeunes nations, mais en termes sociologiques. En effet, la place et le rôle des anciens sont menacés par les mutations profondes qu'entraînent les migrations vers les villes, l'importation mal assimilée de nouveaux concepts, de nouveaux modes de vie, de nouvelles aspirations. Seules la survivance de réseaux familiaux ou l'existence de communautés villageoises masquent la marginalisation des vieux, qui prélude à des tensions sociales difficiles à surmonter.

Là où les liens entre générations ont résisté à ces bouleversements, comme autour de la Méditerranée ou en Extrême-Orient, il se pourrait bien qu'un demi-siècle suffise pour les réduire à une forme rituelle ou même pour les rompre. Or les générations âgées d'aujourd'hui n'ont ni les connaissances techniques ni la force musculaire qui leur permettent de résister à la concurrence des jeunes sans cesse plus nombreux : dans certains pays, un travailleur est réputé « usé » à cinquante ans et remplacé, de sorte qu'il y a beaucoup plus de « vieux » que dans les statistiques. C'est dire que le problème des personnes âgées se pose dès maintenant de façon aiguë dans les pays en voie de développement.

Telle est la raison pour laquelle leurs gouvernements ont fini par accepter que se tienne cette assemblée mondiale, après avoir jugé, dans un premier temps, qu'il s'agissait de problèmes spécifiques aux pays développés et vieillis. La participation d'une forte délégation chinoise est à cet égard exemplaire : la Chine a d'ailleurs constitué, comme l'avait demandé l'ONU, un comité national, à l'instar d'autres pays dont la France, comité qui pourrait bien continuer de conseiller le gouvernement, en attendant la constitution d'un « organe pluridisciplinaire et multisectoriel » au sein de l'administration ou du gouvernement comme le suggère le plan. A cet égard, le comité français semble s'engager dans cette voie, puisque il lui a été demandé de participer à la préparation d'assises nationales prévues pour mars 1983.

Au niveau mondial, cette grande question du vieillissement — sur laquelle la presse est, en général, fort discrète — a une dimension politique considérable : quand les matières premières sont détenues par des peuples jeunes, tandis que la technologie la plus avancée est l'apanage des peuples vieillis, la nécessité d'une concertation internationale, d'un nouvel ordre économique s'impose pour le bien commun, si l'on ne veut pas que se transposent au niveau mondial les conflits de générations qui secouent les gérontocraties.

Comme tous les autres plans et programmes adoptés par les Nations unies et proposés à l'attention des gouvernements, le plan international d'action sur le vieillissement se prête à deux lectures. Au premier niveau, les blasés, rejoints ici par les ignorants, ne verront dans ce plan que de belles idées, parfois surprenantes, il faut bien le dire, et tourneront la page sous la pression de l'actualité immédiate.

Un texte de référence

On nous permettra de préférer le second niveau : au-delà du style onusien inimitable, au-delà de propositions indéniablement creuses, ce plan — dont nous n'avons pas la naïveté de croire qu'il sera religieusement appliqué ou même mentionné de façon flatteuse par les gouvernements qui, soucieux du court terme et conscients des rapports de force, céderont plus à la pression des actifs qu'à celle, inexistante au demeurant, des inactifs âgés, — fait tout de même date. C'est, en effet, la première fois qu'une aussi vaste assemblée de caractère politique (cet aspect a été souligné à plusieurs reprises dans les textes comme dans les propos d'un président de commission) admet qu'il y a problème et qu'il convient de lui trouver des solutions. Était-ce si évident, même en France, jusqu'à une date récente ?

Il n'y a pas eu non plus génération spontanée ou soudaine révélation. L'idée même d'une assemblée mondiale a mûri lentement, puisqu'il faut remonter à une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU de 1973, elle-même précédée par les travaux d'un comité d'experts, pour dater le début du chemin parcouru. Jusqu'à juillet 1982, dans le brassage d'idées, dans l'accumulation des recommandations, y compris celles de la conférence mondiale sur la population (Bucarest, 1974), quelle place a occupé l'émergence des problèmes du vieillissement et de la vieillesse ? Elle est si ténue que, confessons-le, elle nous a échappé ! (2).

Puisque nous tenons ce plan pour un texte de références dont nous souhaitons la diffusion, ne serait-ce que pour stimuler la réflexion et l'action, qu'y trouvons-nous ? Le document, tel qu'il sera présenté à l'Assemblée générale des Nations unies (après, espérons-le, un sérieux amendement de sa version française !), comporte un préambule dans lequel les « nations rassemblées... réaffirment solennellement leur conviction que les droits fondamentaux et inaliénables contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme s'appliquent pleinement et sans restriction aux personnes âgées... », un avant-propos qui, sans malice, mentionne la longue liste des plans et programmes à la mise en œuvre desquelles devrait être associée celle du plan d'action, un rappel des données démographiques (jamais inutile), des « principes » parmi lesquels nous relèverons le souci d'éliminer les ségrégations fondées sur l'âge, le désir d'encourager « la solidarité et le soutien mutuel entre les générations » et le souhait que les personnes âgées elles-mêmes « participent activement » à l'élaboration des politiques les concernant. Vœu pieux ou vœu dangereux ?

Viennent ensuite une soixantaine de recommandations, assorties d'un contexte qui offre souvent matière à réflexion. Plutôt que de suivre la présentation des thèmes adoptée dans le plan, et faute d'ailleurs de place pour entrer dans les détails, attachons-nous à quelques idées-forces qui reviennent à plusieurs reprises dans le texte.

Tout d'abord, le plan souligne les aspects néfastes d'une « conception sectorielle du développement socio-économique » et rappelle que « le schéma selon lequel les personnes sont classées comme personnes âgées à un moment qui est déterminé uniquement par le nombre d'années vécues et où la perte du statut d'actif peut les mettre en marge de leur société constitue un des tristes paradoxes du processus de développement socio-économique. » Globalement, « les programmes en faveur des jeunes générations sont considérées comme une forme d'investissement sur l'avenir », tandis que les dépenses en faveur des personnes âgées sont moins facilement acceptées. Localement, les zones rurales et reculées posent des problèmes particuliers quant à l'accès aux services médicaux et sociaux, — point n'est besoin d'aller en Afrique pour le constater.

Les lecteurs français du plan seront sans doute surpris de noter la place qu'il accorde à l'emploi des personnes âgées, mais sur ce point précis le document est très cohérent. Il rappelle que le vieillissement de la population active — déjà notable dans les pays développés — rend indispensable une adaptation de la politique de l'emploi, ainsi que des techniques et de l'organisation économique. Il consacre une recommandation à l'élimination de « tout règlement qui entrave ou décourage le travail à temps partiel », reprenant ici une thèse du Bureau international du travail (B.I.T.). Il n'a garde d'oublier le cas des travailleurs migrants (les débats sur ce point sont sortis de leur torpeur) dont les droits doivent être sauvegardés et renforcés. Ne contribuent-ils pas au fonctionnement des régimes de retraite, sans toujours en percevoir, à due concurrence, les bénéfices ?

Sur ce point épineux, le texte vaut d'être cité : « Quel que soit le bien-fondé apparent de l'abaissement de l'âge de la retraite afin d'offrir des possibilités d'emploi aux jeunes, c'est résoudre partiellement et temporairement un problème social, en en créant un autre probablement plus durable. » Dès lors comment s'étonner de la recommandation suivante : « Il conviendrait de ne pas abaisser l'âge de la retraite des salariés autrement que sur une base volontaire ? »

La « retraite à la carte »

Défenseur de la « retraite à la carte », nous ne pouvons que souscrire à ce principe, lui-même précédé d'un autre encore plus difficile à faire admettre ici, si conforme qu'il soit à notre Constitution : « Des mesures devraient être prises afin d'aider les personnes âgées à trouver ou à retrouver un emploi ou un travail indépendant. »

Quittant ce terrain dangereux, nous apprécions l'accent mis et sur le rôle des familles et des communautés locales et sur l'opportunité de les aider, aide qui sera marginale en termes de finances et sans commune mesure avec les moyens disponibles en personnel. Il est fort heureux que le plan conseille de s'orienter « vers la notion de droits propres des femmes à une protection sociale », puisque celles-ci, déjà majoritaires dans les pays développés, le seront demain dans les autres à cause de leur plus grande longévité.

Il est réconfortant de constater que le plan n'oublie ni la nécessité d'une bonne documentation statistique pour élaborer, appliquer et évaluer les politiques et programmes en faveur des personnes âgées, ni l'utilité irremplaçable de la recherche dans tous les registres concernés. Ayant contribué à rédiger cette recommandation avec des collègues étrangers, trop rares d'ailleurs dans cette assemblée de politiques, nous n'aurons garde de l'oublier !

Nous terminerons par une note optimiste : « Il se pourrait qu'en fin de compte ce soient les personnes âgées elles-mêmes qui, du simple fait que leur nombre et leur influence s'accroissent, imposent à la société ce passage à une conception positive et active du vieillissement axée sur le développement. » Surtout si les associations de retraités et de personnes âgées savent se faire entendre mieux qu'à Vienne, où les organisations non gouvernementales ont pu mesurer la distance entre les compliments des discours d'ouverture et la place qui leur était chichement réservée.

(*) Démographe.

(1) Choisir ce seuil de soixante ans nous semble regrettable : il est trop bas pour les pays développés et trop élevé pour les autres.

(2) En France, le silence à cet égard du colloque national sur la démographie organisé en 1980 à la demande et avec la présence du précédent président de la République est éloquent.

La réforme indispensable des systèmes européens

EN quarante ans environ, les systèmes de sécurité sociale se sont très nettement développés dans les pays européens sous le double signe de l'amélioration des droits et de l'extension à la quasi-totalité des citoyens. Une généralisation presque totale est observée avec, ici et là, des insuffisances et des minorités encore exclues.

Selon les pays, cette extension a pris des formes diverses : création d'un régime « universel » étendu à toute la population nationale, voire même résidente ; multiplication des régimes « professionnels », liés à l'activité professionnelle des assujettis, ou encore mixage de diverses méthodes. La liste des améliorations citées dans les rapports de la conférence de Madrid est impressionnante.

Service public

● Extension d'un régime par la couverture de personnes non encore protégées : en R.F.A., le système de sécurité sociale est étendu aux agriculteurs en 1957 et l'assurance-vieillesse, en 1972, aux travailleurs indépendants et aux femmes au foyer ; au Luxembourg ce fut le cas des professions libérales, intégrées dans le régime d'assurance-maladie et dans celui des pensions des employés en 1964, puis dans celui des accidents du travail en 1978 ; l'année précédente, en Suède, le régime de l'assurance contre les accidents du travail avait été aussi étendu aux travailleurs indépendants ; en Belgique, le régime général est étendu en 1969 aux personnes occupées, mais non liées par un contrat de travail (handicapés, étudiants, clergé) ; en Irlande, il l'est (1974) par la suppression du plafond d'affiliation ; en France, en 1978, le régime général est étendu aux exclus par une assurance quasi obligatoire.

● Extension par la création de nouveaux régimes professionnels : en France, assurance-maladie pour les agriculteurs en 1961, les commerçants et artisans en 1966 ; en Suisse, assurance-chômage obligatoire en 1977 ; en Espagne, création de régimes particuliers pour les écrivains (1970), toreros (1972), V.R.P. (1975), joueurs de football (1979).

● Harmonisation de régimes divers : en France, alignement des régimes de pensions des travailleurs indépendants sur le régime général en 1972 et 1973 ; au Portugal, majoration des prestations familiales.

● Suppression des régimes professionnels (ou coexistence) et création d'un régime universel, aux Pays-Bas, en Espagne (1963), au Danemark (1969).

● Création d'assurances volontaires en France, en R.F.A., en Turquie, en Norvège, en Suède, en Autriche, au Luxembourg, pour couvrir des personnes encore exclues ou pour assurer des indemnités complémentaires... et encore institution de régimes dits résiduaires, prévoyant des allocations minimales ou des systèmes d'aide sociale (Turquie, Belgique, Portugal, Luxembourg, etc.).

Ces extensions ont permis de couvrir la quasi-totalité de la population, alors qu'il y a quelques années encore, c'était loin d'être le cas dans les pays industrialisés de l'Europe.

Pour les seules dépenses d'hospitalisation, la population couverte — en 1974, chiffre cité par le rapport, — était de 100 % au Royaume-Uni et en Suède (pourcentage déjà atteint en 1962), 100 % aussi au Danemark (+5,2 % par rapport à 1962) ; 99 % en Belgique (+6 % par rapport à 1962) ; 98 % en France (+15,9 %), autant en Italie (+13,3 %) ; 96 % en Autriche (+23 %) ; 91 % en R.F.A. (+7,5 %) ; 85,7 % aux Pays-Bas (+20,4 %) et 78,5 % en Espagne.

Comme l'indique l'un des rapports pour la conférence de Madrid, il s'est ainsi constitué un « véritable service public : la politique de sécurité sociale tend à couvrir l'ensemble de la population et à déborder le cadre du travail dépendant ; (elle) s'assigne pour objectif la couverture de tous les risques sociaux, et non plus seulement de certains d'entre eux ; la couverture des risques repose désormais sur une idée de solidarité réalisée par une redistribution du revenu national ».

UNE EXTENSION MONDIALE MAIS INACHEVÉE

Depuis 1940, le nombre de pays qui se sont dotés d'un ou plusieurs régimes d'assurances sociales s'est considérablement développé. Selon une étude du gouvernement américain, 57 nations avaient mis en place, en 1940, au moins une formule d'assurance ; on en comptait 86 en 1958, 120 en 1967 et 134 en 1979.

Le plus fort développement a concerné l'assurance contre les accidents du travail (134 pays au lieu de 57 il y a quarante ans), puis l'assurance-vieillesse (123 au lieu de 33). En revanche, 73 pays seulement (24 en 1940) ont adopté une assurance-maladie, 67 (7), un régime d'allocations familiales, 38 (21) un système d'assurance-chômage.

Derrière ces chiffres se cachent cependant d'énormes inégalités : dans de nombreux pays en voie de développement, les systèmes de sécurité sociale ne couvrent que les salariés, excluant la majorité de la population, qui vit dans les zones rurales.

Après le « premier âge » de la sécurité sociale, qui se traduisit au dix-neuvième siècle par la création d'« assurances sociales » souvent limitées au « prolétariat urbain d'un bas niveau salarial », puis le « deuxième âge », qui, dans les années 40, étend les risques couverts ainsi que la population assujettie, le temps du « troisième âge » — celui de la généralisation et de l'universalisation, — est venu.

Mais, à l'orée de ce troisième âge, qui devrait parachever cette extension, les rapporteurs ne se cachent pas les difficultés. « Seule la croissance économique de la fin des années 50 et 60, conjuguée au climat favorable et à l'amélioration des conditions de travail et de vie de la classe laborieuse » a permis ce progrès à la fois social et économique.

La crise économique internationale, la concurrence exacerbée et les écarts des politiques sociales, y compris entre pays industriels — notamment entre le Japon, les États-Unis et les autres nations, — comme le montre le graphique ci-dessous, posent aux sociétés européennes un défi : peut-on encore étendre la Sécurité sociale ? Peut-on même sauver cette institution ?

Rigueur

« L'amélioration de la protection, que l'on avait considérée comme une tendance irréversible de la Sécurité sociale, ne paraît pas en effet devoir se confirmer », notent les rapporteurs. « La difficile situation économique et ses conséquences imposent des limitations considérables. (...) La gravité du problème prend des proportions considérables dans les pays de type universaliste (Royaume-Uni ou Suède). La première tentation est non seulement de contenir, mais aussi de réduire le niveau ou l'extension des prestations sociales. (...) L'alternative est d'augmenter la participation financière des intéressés », et, déjà, plusieurs pays — R.F.A., Royaume-Uni, Pays-Bas et France — ont choisi d'emprunter ces chemins de la rigueur, voire de l'austérité.

Orientation « pernicieuse » ? Faut-il revenir en arrière et n'assurer que des assurances minimales ? Une « rationalisation » des systèmes ne peut-elle pas dégager des économies suffisantes pour améliorer un système qui n'a toujours pas réduit des flots de pauvreté ? Telles sont les questions posées aux ministres européens. Dans leurs rapports, ceux qui ont préparé les débats ne cachent pas leur volonté de sauver l'institution. L'un d'entre eux conclut par une citation de grands spécialistes de la Sécurité sociale (1) : « Il faut souhaiter que la formule d'une prestation proportionnée aux revenus de chacun prenne le pas sur la formule de garantie minimale. Pour éviter le stigmate qui s'attache à toutes les formules d'assistance, il conviendra d'éviter ou d'éliminer toute condition de ressources pour l'attribution des prestations. »

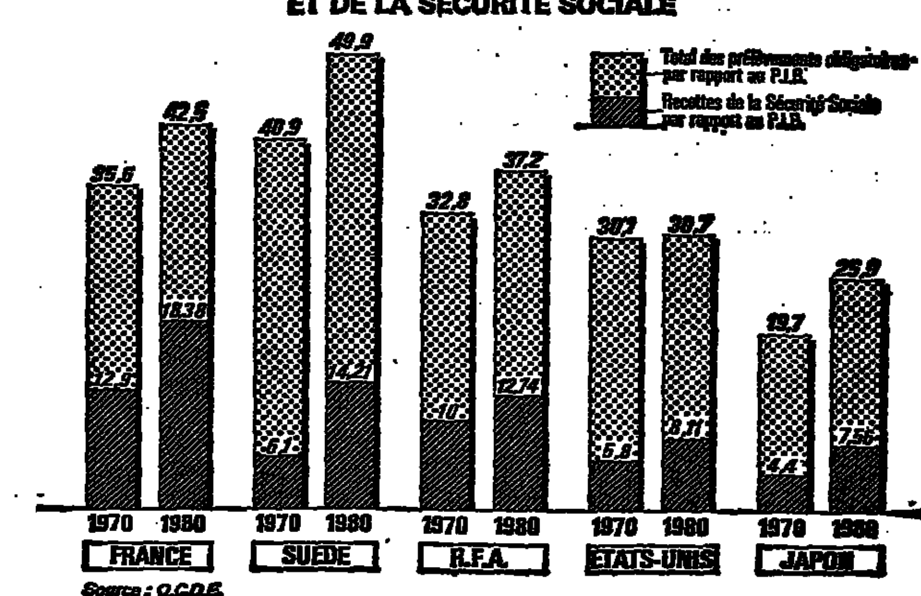
Et en introduction, un ministre, M. Jean-Luc Dehaene — Belgique, — lance un défi : en raison de la durée de la crise, « les différents régimes de sécurité sociale se trouvent devant des difficultés financières qui obligent à mettre en œuvre des réformes. Mais la prudence s'impose ! Il faut maintenir à tout prix nos systèmes de sécurité sociale ». Comment ? En demandant aux travailleurs ayant un emploi d'accepter une « autre solidarité : la redistribution du travail disponible et le recours au temps partiel ».

Autant de défis qui ne seront sans doute pas partagés par la docte assemblée de Madrid.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) MM. Laroque, Leaper et Pfaff du comité directeur pour les affaires sociales.

ACCROISSEMENT DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES (impôts + cotisations) ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE



Source : O.C.D.E.

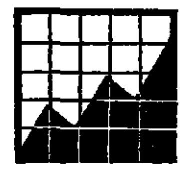
مكرر من الاصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR COMMERCIAL

Filiale d'un groupe industriel diversifié (2000 personnes), une entreprise renommée du secteur de l'**INDUSTRIE EXTRACTIVE** recherche son **DIRECTEUR COMMERCIAL.**

Directement rattaché au Directeur Général, il sera pleinement responsable, dès sa prise de fonction, au siège à Paris, de la prospection et de la négociation de marchés importants avec l'Administration, les organismes parapublics (S.N.C.F., Société d'Autoroutes...) et les entreprises de travaux publics. Il interviendra essentiellement au niveau de la grande Région Parisienne.

A terme, il devra accéder à la direction générale d'un ensemble d'exploitations.

Ce poste s'adresse à un candidat (Mines, ENPC, HEC ou équivalent) âgé de 30 ans, possédant une expérience commerciale et technique lui ayant permis de bien connaître les divers circuits de prescription du secteur des travaux publics.

Il a un sens commercial inné et la volonté de réussir : il a l'envergure d'un futur dirigeant d'entreprise.

La rémunération annuelle, correspond à l'importance de cette fonction et au niveau de qualité recherché. Il s'y ajoute un intéressement aux résultats et la possibilité, à moyen terme, de participer au capital.

Aucune réponse ne sera transmise sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. détaillé sous référence A/2187M à :

Ph. LESAGE - PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.
8, Rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16

Directeur Technique

POITOU

Un organisme parapublic intervenant dans le domaine de l'aménagement urbain, principalement comme coordinateur d'études et maître d'ouvrage, souhaite, dans le cadre d'un départ à la retraite, pourvoir le poste de directeur technique.

Ce poste, placé sous l'autorité du PDG, offre une large autonomie d'action dans un environnement professionnel privilégiant la qualité des communications. Il implique la responsabilité des problèmes techniques (obtention des contrats, études et réalisations, relations avec la sous-traitance...). Il comprend également la gestion des aspects financiers, juridiques, fiscaux, administratifs des activités de la société.

Le candidat recherché est expérimenté dans le génie civil et les VRD. Il possède un sens élevé de la défense des intérêts collectifs. Le lieu de résidence est à Poitiers.

Adresser lettre man., C.V. et prétentions sous la référence 4004/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

Un important organisme d'information et de documentation
recherche

une attachée de direction générale

La candidate sélectionnée sera titulaire d'une licence en droit, ou en sciences politiques, ou d'un diplôme de documentaliste.

Elle aura été préalablement l'assistante directe d'un Secrétaire Général ou d'un Président, et à ce titre chargée du suivi d'importants dossiers, de la préparation de réunions, de contacts avec les administrations ainsi qu'avec les entreprises privées.

La connaissance de l'anglais est indispensable. Celle de l'allemand sera appréciée.

Le poste est à pourvoir dès octobre.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions
sous réf. **9690** à **L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle**
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra





ROSIERES

1 700 *personnes. cotés en* Bourse, *nous sommes depuis* 150 *ans* spécialisés dans les appareils de cuisson et plus récemment, diverses acquisitions et développements nous ont permis de constituer un groupe diversifié. Nous produisons (6 usines) et commercialisons (500 millions de F. de C.A.) en France et à l'étranger, appareils ménagers, grandes cuisines pour collectivités et systèmes solaires.
Le départ à la retraite de notre Directeur Administratif, nous amène à rechercher son successeur :

Directeur administratif évolutif Bourges

Votre formation supérieure, votre pratique du droit des affaires et de la fonction pendant une bonne dizaine d'années (vie administrative d'un groupe, gestion administrative de personnel, direction de services généraux vous qualifient professionnellement... Homme de contacts, de négociation et d'équipe restreinte de direction, vous serez donc le collaborateur compétent et éclairé du Directeur Général dans tous les domaines non techniques, commerciaux ou financiers... surtout si vous pratiquez l'anglais.
Jean Bousser vous remercie de lui écrire sous référence 2624M, en précisant les domaines d'expérience acquise et la rémunération souhaitée, 1, rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

Nous sommes un laboratoire pharmaceutique réputé et nous avons une recherche performante et créative.
Nous voulons renforcer notre équipe de Direction et nous souhaitons recruter un

DIRECTEUR ADJOINT DE LA RECHERCHE ET DU DEVELOPPEMENT

pour réaliser la prévision, la planification, la coordination et le suivi de nos actions de développement de médicaments.

Ce poste basé à Paris s'adresse à un médecin ayant une expérience réussie dans le développement de molécules originales.

La pratique courante de l'anglais serait appréciée.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous réf. 230 M à RSCG CARRIERES
48, rue Saint Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

Directeur Afrique de l'Ouest

Nous sommes un important groupe textile français – filature, tissage – implanté depuis de nombreuses années dans plusieurs pays d'Afrique francophone et recherchons le responsable de l'une de nos sociétés.

Il devra être à même de définir et mettre en œuvre une politique commerciale volontariste et de diriger l'entreprise, 250 personnes.

Cette fonction, assumée sur place, sera confiée à un candidat de 35/40 ans, diplômé d'une école supérieure de commerce ayant une réussite prouvée dans la conduite des hommes.

Au-delà de sa compétence en matière de gestion, son caractère "trempé" et la confiance que l'on peut mettre en lui seront décisifs.

Son sens et son goût du contact facilitent ses rapports avec les administrations, banques, syndicats, ainsi que son insertion dans le milieu socio-professionnel local.

Une expérience africaine serait un atout.

Bernard Brunel vous remercie de lui écrire sous référence 9552M en précisant votre souhait de rémunération, 1 rue de Berri, 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

DIRECTEUR DES PRODUCTIONS

AM ou similaire

La Société - 600 personnes - 3 établissements dans l'Est - en expansion régulière - appartient au secteur automobile et fabrique des équipements spécifiques. Elle utilise les procédés les plus modernes de fabrication automatisée.
Dépendant du D.G., le cadre recherché aura la responsabilité de l'ensemble des problèmes techniques (études, méthodes, outillage et coordination de la fabrication des usines).
Formation **ingénieur mécanicien** diplômé AM ou similaire. Expérience souhaitée de la fabrication en grande série.

Adresser CV détaillé, sous réf. 222/01M à

France Cadres
22, rue St Augustin
75002 PARIS.

Banque Populaire du Nord

recherche

DIRECTEUR D'AGENCE

Le poste est situé dans une agence importante de la métropole lilloise

Le candidat retenu verra rapidement ses responsabilités s'étendre à l'animation et à la gestion de plusieurs points de ventes supplémentaires.

PROFIL SOUHAITÉ :

- Formation supérieure complétée par I.T.B., C.E.S.B.
- Solide expérience de la gestion d'un point de vente et des relations commerciales avec les différents segments de clientèle.
- Sens de la rigueur et des responsabilités.
- Goût affirmé pour l'animation et le suivi du personnel.

Le niveau de rémunération se situera en position cadre, classe VII ou VIII, selon l'expérience professionnelle.

Adresser C.V, manuscrit à la Direction des relations humaines, 847, av. de la République, 59700 MARCQ-EN-BAROEUL, sous la référence R.D. 47.

Etablissement hébergement et réinsertion sociale pour hommes adultes et couples, plus de cent lits,
recherche
son

DIRECTEUR

pour décembre 1982.
Convention 78
Centre d'hébergement.
Candidatures par lettre manuscrite, joindre C.V. et photo. à l'attention de :
M. le Président
de l'Hôtel Social,
24, rue Riboud, 69003 LYON.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Notre société, filiale d'un groupe multinational (700 millions de $ de C.A.) fabrique et commercialise diverses gammes de produits d'entretien.
Nous recherchons notre

Directeur d'usine

Directement rattaché au P.D.G., il aura en charge :
- les travaux neufs et l'entretien
- les achats et approvisionnements (matières premières, emballages et équipements)
- l'organisation et la réalisation de la production
- l'animation du personnel (environ 70 personnes).

Ce poste conviendra à un **ingénieur** ayant réalisé une expérience de plusieurs années dans un poste similaire et rompu aux méthodes de conditionnements variées.

L'utilisation de systèmes informatisés serait une expérience appréciée.
Notre unité de production est située à 70 km de Paris.
Rémunération motivante. cadre de travail agréable.

SCOTI Adresser lettre manuscrite. CV. photo et prétentions sous réf 330 RT
33 rue de Miromesnil 75008 Paris
Discrétion assurée.

média-system

DIRECTEUR TECHNIQUE LORRAINE

- Une PME spécialisée dans un secteur créatif recherche son Directeur Technique à Nancy. L'unité industrielle (150 personnes) emploie notamment du personnel hautement qualifié des Industries Graphiques. La société filiale d'un groupe international de biens de consommation, a un C.A. supérieur à 50 MF en progression et des résultats commerciaux très positifs.
- Le Directeur Technique est responsable de la réalisation des plans de charge et des moyens techniques et humains de l'usine. L'amélioration de la productivité et la rénovation des méthodes de fabrication sont des priorités qui donnent à ce poste une dimension certaine dans un environnement professionnel particulièrement intéressant.

Le candidat recherché est un Ingénieur de formation. Il a exercé des fonctions similaires impliquant autonomie et contacts humains, pendant au moins 5 ans. Préalablement, il a eu une étape de carrière comme Ingénieur Conseil et/ou responsable Méthodes et Organisation.

La connaissance des techniques de l'imprimerie de labeur et des industries graphiques faciliterait l'intégration du candidat retenu. Mais la société privilégiera dans son choix les qualités d'organisateur, le sens de la direction des hommes, l'aptitude à gérer le changement afin que l'appareil industriel soit pleinement en mesure de jouer son rôle dans la transformation et la croissance de l'entreprise.

La rémunération prévue est très importante.



Envoyer C.V. manuscrit sous référence 850 à **EUROMEDIA** 48, rue de Provence 75009 Paris qui transmettra

EMF

Directeur de division
Secteur mécanique
Périgord 320 000 F

Une société française (effectif : 700 personnes - C.A. de 200 millions de francs), **filiale d'un puissant groupe industriel**, recherche le **PATRON** de l'une de ses divisions fabriquant et commercialisant des **produits de SECOND OEUVRE pour le secteur BATIMENT.**

Dans le cadre d'une politique définie en liaison avec la direction générale, il a pour objectif de doubler, en 4 ans, le chiffre d'affaires de sa division qui est actuellement de 60 millions de francs.

Ayant la possibilité de mettre en place les moyens humains et techniques adaptés aux contraintes de sa mission, il est en mesure :
- d'assurer le **développement commercial** de son unité, tant en France que sur les marches export,
- **d'organiser** et **d'optimiser l'outil industriel** en le rendant plus performant.

Ce poste ne peut convenir qu'à un organisateur et à un négociateur de haut niveau, âgé d'au moins 35 ans et **diplômé d'une grande école de gestion ou scientifique**. Il doit justifier d'une expérience de direction en milieu industriel.

La pratique courante de l'anglais est souhaitée.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature qu'il traite confidentiellement sous la réf. 5010/LM.

MEDIA PA



argos
Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS

Important constructeur et installateur **d'éléments pré-fabriqués pour le bâtiment** (menuiseries, charpentes bois et métal, profilés d'aluminium...) recherche son

DIRECTEUR DE PRODUCTION
200.000 F +

Rattaché au Directeur Général et en liaison avec le Directeur des chantiers qu'il approvisionne, il **planifie et coordonne** la production des différents ateliers (200 personnes), le stockage et la logistique.

C'est un INGENIEUR (E.T.P., A. & M. ...) ayant le goût et l'expérience des responsabilités exercées en production, et si possible une connaissance des techniques d'agencement et de pré-fabrication. Il est créatif, a une grande disponibilité, un esprit d'organisation, à la fois méthodique et souple s'adaptant aux exigences des chantiers.

Lieu de travail : PARIS SUD OUEST

Ecrire en joignant C.V. détaillé sous réf. : 1003 M



VALENS CONSEIL
BP 359 - 75064 PARIS CEDEX 02

Groupe industriel français (340 millions de francs de CA), leader sur son marché, recherche pour une filiale située dans une ville agréable du Loir et Cher, son

DIRECTEUR GENERAL

de formation commerciale supérieure mais ouvert aux problèmes techniques.

Agé de 35 ans minimum, il aura outre les fonctions de gestion générale de cette société, la mission principale de rénover et d'animer le réseau commercial, de développer les ventes en France et à l'étranger de produits industriels performants (30 millions de francs de CA).

Expériences réussies indispensables dans le domaine industriel. Rémunération en rapport.

Ecrire avec photo. CV et prétentions sous réf 1662 à Média-System, 93 rue Edouard Herriot, 69002 Lyon qui transmettra.

média-system

Importante société électromécanique recherche UN

DIRECTEUR

pour sa division fabrication et vente de groupes frigorifiques type industriel et routier.

Le candidat de formation Ingénieur électromécanicien ou équivalent doit avoir :
- une expérience commerciale réussie,
- une aptitude certaine au commandement,
- le sens de l'organisation,
- la maîtrise de la langue anglaise.

LA FONCTION :
en étroite collaboration avec la Direction Générale, il sera chargé d'animer et de développer les activités de cette division.
Le poste est à pourvoir à **LORIENT.**

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. 4627 à :
PIERRE LICHAU S.A.
B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02
qui transmettra

Déjà, directeur d'usine en PMI.

Vous prendrez dès aujourd'hui la responsabilité de la fabrication d'outils de haute productivité pour les industries du verre, de la pierre, de la robotique, de l'optique, de l'électronique. En banlieue Sud de Paris. Avec une soixantaine de compagnons qualifiés. Vous vous voyez bien à la tête de vos ateliers avec votre planning, vos achats, vos sous-traitants, votre maitrise, vos délégués. Dans une affaire financièrement saine qui dépend d'un groupe européen véritable pionnier et leader international dans cette spécialité.

Le poste est à créer suite à un départ en retraite. La production de nos outils fait appel à des techniques de production entièrement neuves dans les domaines du frittage, de la polymérisation et de l'usinage. Il s'agit de fabriquer en petites et moyennes séries pour les clients des différents domaines d'application. Mais les problèmes d'organisation et de commandement sont évidemment classiques, ce qui ne veut pas dire moins importants. Vous deviendrez membre du Directoire dès que vous aurez fait vos preuves en matière de productivité et d'innovation.

Vous réussirez dans notre équipe à partir d'une bonne formation d'ingénieur mécanicien et d'une expérience en PMI spécialisée dans l'outillage d'usinage de précision. A vous d'apprécier vos désirs d'autonomie, vos capacités d'adaptation, de commandement et d'animation pour écrire sous la réf. 824 762M aux conseils de SIRCA.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

SOURCES

MEMBRE DE SYNTEC

Notre client, une prestigieuse école internationale de langues

recherche un

directeur financier

pour lui confier l'ensemble de la gestion financière et comptable. Le candidat idéal pour ce poste a une formation supérieure et une expérience d'environ cinq ans acquise dans une entreprise internationale.
Il parle Anglais couramment et est familiarisé avec les méthodes comptables anglo-saxonnes.

Veuillez envoyer votre C.V., en indiquant votre salaire et si possible un numero de téléphone où l'on puisse vous joindre rapidement, à Marie-Jo Marcial
6 avenue Marceau 75008 Paris, sous la référence M-292.

DIRECTEUR TECHNIQUE
MECANIQUE DE PRECISION

La Société (350 personnes) est spécialisée dans la production de pièces en laiton et aluminium fabriquées par matriçage, décolletage, usinage, utilisées dans l'électroménager, l'automobile, l'air comprimé, le chauffage et le sanitaire. Elle possède un parc machines moderne et performant (presses automatiques, machines transfert, tours à commande numérique, automates d'assemblage).
Elle recherche le successeur de son Directeur Technique. Formation ingénieur mécanicien (AM ou similaire). Age 38 ans environ. Expérience souhaitée mécanique de précision. Résidence petite ville Franche - Comté.

Adresser CV détaillé sous réf. 222/38M à

France Cadres 22, rue St Augustin 75002 PARIS

LA VILLE DU HAVRE

recherche son

DIRECTEUR DE L'AMENAGEMENT URBAIN

Ce poste, nouvellement créé, dans le cadre de l'évolution de l'organigramme des Services Municipaux, dépendra directement du Directeur Général des Services Techniques.

Son titulaire devra superviser les unités chargées actuellement de l'Urbanisme, de l'Instruction des Permis de Construire, de la Topographie, de la Circulation et des Transports en Commun, soit, à terme, 60 personnes.

La fonction conviendrait à un urbaniste de formation supérieure, un architecte-urbaniste, un ingénieur ayant eu à traiter des problèmes d'urbanisme à un niveau élevé.
Une expérience dans les Services Municipaux ou de l'Equipement serait appréciée, mais n'est nullement indispensable.
Dix ans de pratique professionnelle sont un minimum.

La responsabilité de création de ce Service implique que les postulants puissent démontrer leur capacité à animer et diriger une équipe nombreuse.

Les candidats devront avoir le sens de la négociation et celui du dialogue constructif avec les élus.

Echelle indiciaire 612/966. Traitement de départ 8.075 F nets + primes.

Adresser candidature avec photo et curriculum à :
Monsieur le Maire du Havre, Direction du Personnel,
B.P. 51 — 76084 LE HAVRE Cédex
AVANT LE 25 SEPTEMBRE 1982

MORBIHAN

Important organisme traitant des problèmes de comptabilité et d'économie rurale, recrute son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL

35 ans - formation superieure à dominante administrative et comptable, ayant une connaissance approfondie des problèmes agricoles (techniques et économiques).
Il assurera :
la gestion du personnel (120 personnes), la gestion administrative et comptable de l'organisme (budget - négociation C.C.), les relations internes et externes (conseils administration, instances agricoles).

Poste basé à **VANNES**.

Adresser lettre manuscrite + CV s/ref. I.O. /DA à J. OLLIVIER BP 28, 35740 PACE qui assurera les premiers entretiens.

DIRECTEUR

Secteur "LOGEMENTS"

Formation Ingénieur

Département Pas-de-Calais (62)

Importante société de Bâtiment et Travaux Publics (C.A. 3 milliards) veut confier la direction de son secteur "logements" Pas-de-Calais (collectifs, parfois individuels : constructions scolaires et universitaires) à un homme capable d'assumer des responsabilités complètes **d'entrepreneur :** soumissions, contrats, exécution des travaux, gestion de personnel.

Dépendant hiérarchiquement du Directeur Régional, il participera à la détermination des objectifs et des moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

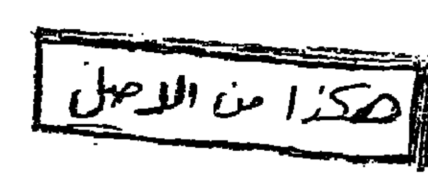
Pour réussir dans le poste, il devra avoir une formation supérieure d'ingénieur, 32 ans minimum, plusieurs années d'expérience de direction de travaux. Le sens du commandement et de l'animation d'une équipe, l'esprit d'entreprise, l'aisance dans les démarches commerciales, font partie des qualités requises pour réussir.

Résidence **Métropole Nord.**

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous la référence 2844 M à Danielle JALBERT.

CORT 65, avenue Kléber 75116 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC



هكذا من الأصل

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Centre Commun de Recherche, Établissement d'Ispra (Italie)

recherche

JEUNE PERSONNEL SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

pour l'exécution de ses programmes nucléaires (sûreté des réacteurs, sûreté des matériaux nucléaires, garantie et gestion des matières fissiles) et de ses programmes non nucléaires (énergies nouvelles, environnement, télédétection, informatique et technologies de l'information) avec les formations suivantes:

1. Diplômes universitaires:
1.1. Ingénieurs (nucléaires et toutes les autres spécialités);
1.2. Physiciens (nucléaires, de l'état solide, océanographie de l'environnement, etc.);
1.3. Chimistes (toutes les spécialités);
1.4. Spécialistes en informatique (systèmes de gestion, banques de données, téléinformatique, microinformatique);
1.5. Mathématiciens, statisticiens;
1.6. Biologistes (hydrologistes).

2. Agents techniques de laboratoire (formation secondaire technique):
2.1. Mécaniciens;
2.2. Électroniciens;
2.3. Laborantins (toutes les spécialités);
2.4. Dessinateurs;
2.5. Opération de Réacteurs nucléaires et d'installations de calculateurs;
2.6. Programmeurs.

3. Personnel d'atelier et d'infrastructure (toutes les spécialités, par ex. soudeurs, plombiers, électriciens, etc.).

4. Commis et secrétaires avec de bonnes connaissances linguistiques.

CRITÈRES DE RECRUTEMENT, BASÉS SUR LE STATUT ET LA GRILLE DES SALAIRES APPLICABLES AUX AGENTS TEMPORAIRES DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Le salaire dépendra de l'âge, des qualifications et de l'expérience du candidat, qui bénéficiera - selon le cas - d'indemnités familiales et de dépaysement.

La présente annonce ne s'adresse qu'aux ressortissants des États-Membres des Communautés.

Les réponses, QUI DEVRONT CLAIREMENT PRÉCISER LA RÉFÉRENCE DU POSTE SOLLICITÉ, et qui devront être assorties d'un curriculum vitae bien détaillé et de la copie des diplômes, devront être expédiées à l'adresse suivante:
COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
Centre Commun de Recherche, Division Administration et Personnel,
I-21020 ISPRA (VA), Italie.
Informations téléphoniques n° 0039-332-789229.

Chef d'entreprise avant 30 ans

COLAS

INGENIEURS DÉBUTANTS
Ponts - Mines - Centrale - E.S.T.P - A et M...

Notre position au premier rang du B.T.P et la large décentralisation de notre structure d'exploitation, nous permettent de vous offrir un avenir d'entrepreneur au sein de notre Groupe. Après une solide formation sur le terrain, nous vous proposons de prendre l'entière responsabilité (commerciale, technique, humaine, administrative) de la gestion d'une unité d'exploitation en France ou à l'étranger selon votre choix (nous avons 100 Centres ou Agences de Travaux en métropole et sommes implantés dans 42 pays.)

- 80% des ingénieurs que nous recrutons sont débutants et choisissent pour la plupart de faire carrière chez nous. C'est pourquoi, l'intégration, la formation, nous savons ce que cela veut dire.

- La décentralisation de notre Groupe en fait une fédération d'entreprises à taille humaine où les hommes se connaissent. Votre place chez nous, vous la trouverez au sein d'une équipe de travail constituée et solide.

- Chaque Centre ou Agence s'intègre à son environnement physique, économique et humain: participer à la vie d'une région, être en prise directe avec ses habitants, c'est une autre satisfaction qu'apporte notre métier.

Ces principes qui font notre spécificité valent pour la France comme pour l'étranger, où vous pouvez partir en famille avec une couverture sociale complète et bien-sûr tous les avantages classiques.

Faisons le point : si vous vous reconnaissez comme un homme de terrain, d'action, de contact, et si vous êtes mobile géographiquement, alors vous avez de bonnes raisons de penser que vous réaliserez votre projet d'entrepreneur chez nous.

Nous saurons vous offrir les perspectives de carrière d'un Groupe international et la qualité d'un travail à dimension humaine.

Notre recrutement est permanent, vous pouvez nous contacter quelle que soit votre date de disponibilité. Transmettez votre dossier de candidature (lettre, C.V., et photo) au Service du Recrutement - 39, rue du Colisée 75008 PARIS.

nous parions sur votre esprit d'initiative

rscg carrières



International Banking Consultants

Jonathan Wren International Ltd

01-623 1266

170 Bishopsgate, London, EC2M 4LX

Banque internationale à Paris recherche

ANALYSTES FINANCIERS

Chargé de diagnostic complet et d'évaluations d'entreprises au plan mondial; de collaborer avec les responsables du marketing aux montages des opérations proposées et à la présentation de nouveaux dossiers de crédit.

Ce poste requiert un diplôme de l'enseignement supérieur ainsi qu'une expérience bancaire d'environ trois ans. Anglais indispensable. Spécialisation énergie/shipping souhaitée.

REDACTEUR DEPARTEMENT NEGOCE INTERNATIONAL

Avec bonne expérience des opérations de négoce international et une connaissance de la pratique des opérations de change en devises ainsi que du crédit documentaire. Anglais indispensable. Ce poste administratif pourrait évoluer à terme vers des fonctions commerciales, et sera confié de préférence à une personne jeune.

Au cas où entre autres les postes susmentionnés vous intéressent, veuillez envoyer votre candidature (qui sera traitée confidentiellement) avec c.v. à Roy Webb, Jonathan Wren (International) Ltd.

SCOR

Créer notre bureau au Japon

Premier réassureur français, nous renforçons notre implantation en Extrême-Orient en créant, après Hong-Kong et Singapour, un Bureau à Tokyo. Nous recherchons le futur responsable de ce Bureau.

Après un an de formation à Paris, il prendra la Direction de ce Bureau, afin d'être en contact avec les responsables des sociétés du secteur de l'Assurance, tant pour le Japon que pour la Corée.

Ce poste nécessite une expérience de souscription des risques industriels dans une société d'assurances ou de réassurance et si possible une formation d'ingénieur. Connaissance des milieux d'affaires internationaux et notamment d'Extrême-Orient. Parfaite connaissance de l'anglais.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire, sous réf. B4567M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90 — Membre de Syntec

SOURCES

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour poste
Afrique Noire Francophone
RESPONSABLE
SERVICE ENTRETIEN MÉCANIQUE ET ELECTRIQUE
Le titulaire du poste aura par ailleurs la responsabilité d'un magasin de pièces détachées.
BTS avec expérience ou Jeune ingénieur.
Libre rapidement.
Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé avec photo à
COMPAGNIE F D T
13, rue de Monceau, Paris 8e.

ASSOCIATION
AIDE AU DEVELOPPEMENT
RECRUTE
1 responsable aménagement de sources et adduction d'eau en zone rurale - HAITI.
Envoyer C.V. + photo s/nº 8.992 *le Monde* Pub.
service annonces classées
5, rue Italiens, 75009 Paris.

ASSOCIATION
AIDE AU DEVELOPPEMENT
RECRUTE
1 responsable programme scolarisation en zone rurale - HAITI.
Envoyer C.V. + photo s/nº 8.991 *le Monde* Pub.
service annonces classées
5, rue Italiens, 75009 Paris.

---

*annonce parlée**

Diriger une équipe d'étude et de réalisation contrats d'équipements offshore

Doté d'une très large autonomie, il dirigera une équipe d'ingénieurs chargés des études de projets, de l'assistance technique aux négociations jusqu'à la réalisation des opérations sur site.

Ce poste sera confié à un spécialiste de l'ingénierie pétrolière ayant déjà piloté d'importants contrats de travaux offshore.

Anglais courant impératif.

Notre entreprise est leader dans la production et la pose des tuyaux flexibles auprès des plus grandes compagnies pétrolières internationales.

**Pour informations complémentaires et rendez-vous éventuel, téléphonez au 763.11.15, réf 1263*

SVP Information Carrière
7, rue de Logelbach, 75017 Paris.



DIRECTIONS
Nationales et Internationales

Société d'études et de réalisation d'équipements lourds dans le domaine Pétrole-Pétrochimie, filiale d'un groupe international
recherche son

Directeur des Approvisionnements

Rattaché au Directeur Général des réalisations, il lui propose la politique d'approvisionnement de la société, la met en application, anime et contrôle les services dont il a la charge : achats, relance, inspection, transport. Il intervient personnellement pour établir les documents contractuels de la société avec ses fournisseurs et régler les litiges.

Négociateur, le candidat retenu aura une formation juridique (droit des affaires - droit commercial) doublée d'une connaissance nécessaire du commerce international. Une expérience de l'engineering sera un sérieux atout.

La maîtrise de l'anglais est indispensable pour ce poste qui est à pourvoir à PARIS LA DEFENSE.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. 4960 à
L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

IMPTE SOCIÉTÉ COMMERCIALE
recherche pour
AFRIQUE FRANCOPHONE
JEUNE CHEF COMPTABLE
Expérience dans la fonction Entreprise ou Cabinet
Statut et avantages d'expatrié.
Adresser C.V. photo et prétentions Nº 46.336 CONTESSE Publicité 20, Av. Opéra 75040 Paris cedex 01 qui tr.

LE DEFI DES INDUSTRIES DE POINTE ISRAELIENNES EST LE VOTRE
INGÉNIEURS
(Aéronautique, électronique, informatique, mécanique, métallurgie)
RELEVEZ-LE...
SOYEZ LES ACTIFS PARTICIPANTS CHEZ NOUS, CHEZ VOUS EN ISRAEL... A DES PROJETS PASSIONNANTS, DANS UNE INDUSTRIE DE POINTE.
Adressez-vous pour plus amples renseignements :
Service Universitaire
19, rue Fortuny, 75017 PARIS
Téléphone : 766-03-13.

ASSOCIATION
AIDE AU DEVELOPPEMENT
RECRUTE
1 paramédicale pour programme éducation sanitaire en milieu urbain - HAITI.
Envoyer C.V. + photo s/nº 8.990 *le Monde* Pub.
service annonces classées
5, rue Italiens, 75009 Paris.

CHEF DE SECTION TRESORERIE
10 000 000 CFA

Compagnie Minière Afrique Equatoriale

Une compagnie minière (4.000 pers.), implantée en Afrique Equatoriale, recherche un CHEF DE SECTION TRESORERIE. Sous l'autorité du Chef de Service Comptabilité, il sera chargé du suivi de la trésorerie, de la tenue à jour des journaux de banques et de caisses avec vérification des imputations. Il établira les rapprochements bancaires et il veillera à l'équilibre des mouvements entre banques. Il analysera les comptes débiteurs et il procèdera aux recouvrements des créances. Il animera et coordonnera les activités de quatres personnes. Il apportera, si besoin, son assistance au Service Comptabilité Générale. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation type BTS ou IUT option comptabilité, possèdera deux à trois ans d'une expérience professionnelle analogue. L'expérience de l'expatriation constituerait un atout supplémentaire. Ecrire sous référence 539/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Jeunes chefs de département — Grenoble

Produits de technologie avancée - Cette petite entreprise s'est spécialisée dans la conception, la réalisation et la vente de produits de très haute technicité (haute tension continue, robotique...) dans des secteurs de pointe. Elle exporte 80% de son chiffre d'affaires et s'est rapidement hissée parmi les leaders mondiaux dans ses spécialités. Pour poursuivre un plan de développement ambitieux, son Président-Directeur Général recherche plusieurs chefs de département. S'appuyant sur une importante équipe de recherche, chacun d'entre eux sera responsable du développement de sa ligne de produits sous les différents aspects : marketing et ventes, faisabilité industrielle (production, sous-traitance...) et profitabilité. Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés (électrotechnique, génie physique, mécanique et automatique), âgés au minimum de 30 ans et possédant une expérience de plusieurs années acquise idéalement à un poste de responsable produits ou ingénieur d'affaires. Ils auront au moins une bonne connaissance des principaux aspects de la gestion industrielle. De réelles perspectives d'évolution peuvent être envisagées. La connaissance de l'anglais est nécessaire. La rémunération, à laquelle pourra s'ajouter une prime d'objectif, sera liée à l'expérience des candidats retenus. Elle saura motiver des éléments de premier plan. Ecrire à D. de VERNEUIL. Réf. A/3663M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard de 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Juriste — Dunkerque

usinor Premier sidérurgiste français, ce groupe industriel (effectif de 30.000 personnes) recherche un cadre juridique basé à l'usine de Dunkerque. Il secondera le responsable des services juridiques de l'usine en liaison fonctionnelle avec le siège parisien dans le traitement de toutes les affaires prises en charge par ce service et qui relèvent plus particulièrement du droit du travail et du droit commercial. Ce poste évolutif qui implique une certaine connaissance des procédures conviendrait à un candidat, diplômé d'études supérieures (Maîtrise en Droit Privé-DEA...) et possédant dans des activités de nature rapprochée une expérience convaincante de quelques années acquise de préférence en milieu industriel. La rémunération, fonction du niveau d'expérience atteint, sera assortie d'avantages sociaux intéressants. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2277M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



1re SOCIÉTÉ SIDÉRURGIQUE FRANÇAISE

recherche
pour son ÉTABLISSEMENT de NEUVES-MAISONS et le CENTRE COMPTABLE de sa DIVISION PRODUITS LONGS
(10.000 personnes - 3,6 milliards de C.A. - 4 Usines)

JEUNES CADRES DIPLOMÉS

GRANDE ÉCOLE DE GESTION (ESC) ou TITULAIRES DECS, EXPERTISE COMPTABLE, LICENCE SCIENCES ÉCO. ou similaire, débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Ces CADRES seront rattachés au RESPONSABLE de la COMPTABILITÉ (20 personnes), *sur le site* de NEUVES-MAISONS (10 km de NANCY), acquérant ainsi la connaissance complète des travaux mensuels et annuels. Ils devront être ouverts aux techniques modernes de gestion (informatique temps réel) et d'organisation dans un milieu industriel.

Possibilités intéressantes de développement de carrière au sein du Groupe.

Adresser lettre de candidature et C.V. à :
USINOR, Usine de Neuves-Maisons,
B.P. nº 1, 54230 NEUVES-MAISONS.

négociateurs

diplômés ECP - A & M - ENSI ou HEC

possédant au minimum quelques années de pratique, de préférence dans la construction mécanique et l'industrie lourde, parlant couramment l'anglais, suffisamment généralistes et polyvalents pour aborder les problèmes achats sous leurs aspects techniques et commerciaux, mais aussi économiques ou éventuellement juridiques.

Il leur sera confié :

un rôle marketing à l'échelon international, des actions permanentes de détermination de besoins, de chiffrages de grands projets, de recherches de solutions originales, en liaison avec les principaux responsables de l'entreprise,

des rapports à haut niveau avec les grands fournisseurs et sous-traitants en France et à l'étranger,

le suivi et la gestion des contrats.

Les postes concernent des personnalités de forte stature professionnelle et personnelle.
Il leur sera offert des situations en rapport avec le potentiel recherché.

Envoyer lettre de candidature avec CV sous référence 2109 à



BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS

Emplois et Entreprises



Jeunes diplômés écoles de commerce — 100.000 F

BANQUE SCALBERT DUPONT **Futurs cadres d'exploitation** - Avec un réseau de 160 agences implantées en région Nord-Picardie ainsi qu'à Paris et un effectif de 2.600 personnes, la Banque Scalbert-Dupont est l'une des grandes banques régionales du groupe CIC. Elle souhaite, dans le cadre de sa politique de gestion des ressources humaines et pour préparer l'avenir, intégrer de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur commercial. Après une période de formation personnalisée, d'une durée d'un an, à la fois en agence et dans les départements du siège, conçue pour leur permettre de bien maîtriser l'ensemble des activités bancaires, ils pourront se voir affectés à un premier poste de responsabilité dans le réseau. A terme, c'est une carrière évolutive qui s'offre à eux tant au sein des groupes d'exploitations que des grandes directions du siège. Ces postes, qui s'adressent à de jeunes diplômés (es) de l'enseignement supérieur, de formation commerce - gestion - finances (ESCP, EDHEC, Sup de Co, Maîtrise), même débutants(es) sont à pourvoir dans les cinq départements du nord et à Paris, bien sûr une certaine mobilité géographique s'impose. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 100.000 francs. Ecrire à J.P. FRAY. Réf. A/4597M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
19, résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



LE CRÉDIT AGRICOLE
DU MIDI A MONTPELLIER
recherche

DES ORGANISATEURS

Vous disposez d'une solide formation supérieure et vous avez acquis en 3 à 4 ans, dans une banque ou un établissement financier, une expérience de la conduite d'actions d'organisation. Nous souhaitons vous confier en collaboration avec les services utilisateurs et l'informatique, la maîtrise d'ouvrage de projets importants.

Envoyez-nous votre candidature (lettre manuscrite C.V. avec photo, rémunération actuelle et prétentions) pour le 27 septembre au plus tard, au Service du Personnel C.R.C.A.M. Du Midi,
B.P. 4, 34970 LATTES.

Société d'économie mixte (autoroutes)
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ayant de bonnes connaissances en informatique microprocesseurs, radio et téléphone pour seconder le responsable de son service électronique informatique.

Rémunération : 110.000 F/an, résidence : METZ.

Adresser C.V. détaillé et photo au nº 244.015 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS qui trans.

Développements et Méthodes

180.000 F+

Nous recherchons un ingénieur Grande Ecole, expérimenté, aimant les responsabilités et possédant des qualités d'animateur.

Au sein du Service Méthodes de notre unité de production (600 personnes), située dans une agréable ville de l'Ouest, il sera responsable d'une ligne de produits de demi-série. A la tête d'une petite équipe, il participera à l'élaboration du budget d'investissements, assurera la réalisation des projets, le lancement des produits nouveaux, la mise en route des nouveaux équipements et gèrera son budget d'économies.

Notre société, en raison de ses objectifs ambitieux et de son appartenance à un groupe français de réputation internationale, offre de réelles possibilités d'évolution à un candidat de valeur.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 209202 à ORION 35, rue du Rocher 75008 PARIS



LVI TOURNAY PUB





LA CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ORNE
recherche pour son Département « Engagement »

UN RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT AU LOGEMENT

(aux particuliers)

- Connaissances et expérience de cette activité indispensables.
- Aptitudes à l'animation et à l'organisation.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à :
M. le Directeur de la C.R.C.A.M. de l'Orne.
52, boulevard du 1er-Chasseurs, Boîte Postale 60, 61002 ALENÇON CEDEX.

ORGANISME DE FORMATION DE FRANCHE-COMTÉ
recherche

2 RESPONSABLES FORMATION

pour relations avec les entreprises, organisation de stages et animation dans les domaines.

1) COMMERCE - VENTE.
(Marketing, Réprésentation, Vente en magasin).
Formation supérieure, expérience de la vente et de la formation des vendeurs.

2) SCIENCES-HUMAINES APPLIQUÉES AU TRAVAIL.
(Relations humaines, expression...).
Formation supérieure.
Expérience de l'entreprise et de la formation.

Envoyer lettre + Curriculum Vitae + prétentions à :
INFOP - 45, avenue Carnot, 25043 BESANÇON.



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

Cadre administratif Afrique

Cette importante **société minière française**, recherche pour l'Afrique, un « **cadre responsable** » qui devra prendre en charge la totalité des activités administratives, comptables et logistiques d'un établissement.

De formation supérieure juridique ou comptable, le candidat possède une expérience réussie de 8 à 10 ans dans une fonction similaire dont une partie Outre Mer.

Aux conditions habituelles d'expatriation s'ajoutent de **réelles perspectives d'évolution** au sein d'un groupe très important.

Merci d'envoyer C.V. + photo + prétentions sous réf. 911/82 à I.S. CONSEIL - 34, cours Gouffé - 13286 MARSEILLE CEDEX 6.

MEDIA PA



Une carrière pour un Jeune Ingénieur (ECP, AM)

Ce groupe de Chimie Lourde (9 usines), important et performant, a toujours misé sur l'investissement technologique. Il est aujourd'hui à la pointe dans son domaine.

Il recherche un jeune ingénieur pour, dans un premier temps, lui confier une mission orientée vers les gains de productivité par l'étude et la réalisation de projets d'automatisation : dans un deuxième temps, le faire évoluer vers des responsabilités plus larges telles que les Procédés, l'Entretien ou la Production.

Ce poste d'avenir peut être confié à un ingénieur de haut niveau (ECP, AM... avec de préférence option électricité, électronique ou automatismes). Qu'il soit débutant ou bénéficiaire d'une première expérience, il cherche un partenaire pour envisager une carrière évolutive.

La première mission (environ 18 mois) se situe dans le Sud-Ouest.
SEFOP remercie les personnes intéressées de bien vouloir lui adresser leur dossier sous référence JI933M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

SOURCILS

PROMOVAC

Association de Tourisme Social
recrute
Pour ses villages de vacances, côte Aquitaine 600 lits et Hautes-Pyrénées 300 lits.

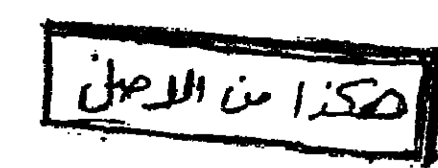
• LES DIRECTEURS

Formation : Gestion hôtelière niveau B.T.S.-B.A.F.D. souhaité.
Expérience : Professionnels et confirmés dans les fonctions de direction de l'hôtellerie ou secteur para-hôtelier.

• UN RESPONSABLE EN ANIMATION

Formation : CAPASE ou DEFA souhaitée.
Expérience : Professionnelle 4 ans minimum dans centre de vacances, et grande pratique de la montagne ÉTÉ-HIVER.
Postes à pourvoir rapidement.

Adresser C.V., photo et prétentions à PROMOVAC
110, av. de la Jallère, quartier du Lac, 33075 Bordeaux Cedex.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

A LYON
Informatique Bancaire de demain

INGENIEUR
SUP'ELEC, TELECOM...

ETUDE - EXPERIMENTATION - INVESTIGATION EN INFORMATIQUE DANS UNE GRANDE BANQUE REGIONALE.

Votre expérience de 4 à 6 ans, comme Ingénieur principal, chez un constructeur et /ou dans une SSCI (logiciel), vous permettra de donner une nouvelle dimension à votre métier.
Chargé de la recherche de nouveaux matériels, produits, logiciels et méthodes nouvelles, responsable à partir de vos études de leur expérimentation, vous participerez à la mise en place des solutions retenues.
Nous disposons de très gros systèmes IBM (2 x 30.32), 600 terminaux en Temps réel, nombreux minis et équipements de traitement de texte.
Nous avons besoin de vos connaissance en IMS - MVS - DL1 ainsi qu'en logiciels de base, télétransmission et téléinformatique.
Vous avez déjà participé au développement d'une application TP.
Vous maitrisez parfaitement l'anglais technique.
Tournée vers l'avant-garde, notre cellule a besoin d'un homme qui, néanmoins, a les pieds sur terre !
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous réf. 2.16 à J.P. PORNET -56, rue Sully - 69006 LYON.

THOMSON-CSF

DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS
INGÉNIEURS D'ÉTUDES ÉLECTRONIQUES

Aux confins de l'Anjou et de la Vendée, nos Laboratoires créent les équipements communications de l'avenir.

Dans ce cadre nous recherchons des Ingénieurs de formation grandes écoles électroniques (ESE - ENST - ENSERG...), qui concevront, étudieront, et développeront les matériels et systèmes de radiocommunications.

Intéressés par l'analogique, ils utiliseront les techniques de pointe liées au traitement du signal (mini et micro informatique).

Si ces postes vous intéressent, adressez C.V. photo et prétentions à Monsieur ANTOINE 110, avenue du Général Leclerc - B.P. 89 49309 CHOLET



Spécialisé dans les activités de Recherche-Développement. L'I.M.F.L. travaille principalement dans les secteurs aéronautique et naval. Il dispose de plusieurs moyens d'essais importants dont certains sont uniques en Europe.
Il recherche pour renforcer ses équipes :

CHEF DE GROUPE CALCUL DE STRUCTURES

Sous la responsabilité du chef de département il prendra en charge l'ensemble de l'équipe calculs dont il devra en assurer le développement.

Le candidat retenu aura :
- une solide formation théorique en plasticité,
- une expérience de l'élaboration de codes spécifiques dans le non linéaire.
- Il disposera d'une expérience acquise dans l'industrie ou dans un laboratoire de recherches et aura déjà exercé des responsabilités de direction d'un groupe.

INGENIEUR AEROELASTICITE

Désirant se spécialiser dans la réalisation d'outils « structures » destinés à l'étude expérimentale du couplage « fluide-structure » en aérodynamique.

Le candidat retenu :
- disposera d'excellentes connaissances en mécanique des milieux continus et aéroélasticité,
- maîtrisera les techniques éléments finis en mécanique des solides,
- aura une solide formation en programmation scientifique,
- devra posséder un goût certain des réalisations concrètes.

Formation : Centrale, ENSAM, ENSTA...

INGENIEUR CALCULS

Intégré à un groupe de calculs, il travaillera dans le domaine de la Mécanique des Structures.

Le candidat retenu :
- devra y apporter ses compétences en matière d'analyse numérique et de programmation scientifique (codes de calculs).

Une expérience industrielle ou de laboratoire de quelques années est souhaitée.
Formation : Centrale, Mines, ENSAM.

INGENIEUR AUTOMATIQUE

Il travaillera avec une équipe assurant le développement de travaux de modélisation menés en liaison avec un support expérimental faisant appel à des techniques apparentées aux essais en vol.

Le candidat retenu :
- apportera ses compétences dans les domaines « frontières » : automatique, informatique, mathématique, traitement du signal.

Une expérience similaire exercée dans l'industrie ou en laboratoire depuis quelques années est indispensable.

INGENIEUR AERODYNAMIQUE

Il s'intégrera à une équipe menant des études et recherches dans les domaines de l'Aérodynamique théorique et appliquée.
Ce poste conviendrait à un candidat légèrement expérimenté ou à un jeune diplômé dégagé OM.
Formation : ENSAE, ENSMA...

Pour ces postes la nationalité française est exigée.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo à :
INSTITUT DE MECANIQUE DES FLUIDES DE LILLE
5 bld, Paul Painlevé, 59000 LILLE.

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE - TRESORERIE
Région Rhône-Alpes

Playtex France (350 MF CA, 2 usines à Epinal, La Tour du Pin) est la filiale du plus important fabricant et distributeur mondial de lingerie féminine et de produits hygiéniques.

Le Responsable actuel du poste étant promu à d'autres fonctions, nous recherchons son successeur. S'intégrant au sein de la Direction Financière située à l'usine près de Lyon, il devra assurer la qualité des enregistrements et documents comptables, élaborer et contrôler les comptes des différentes divisions et effectuer le reporting mensuel, maintenir des contacts avec les organismes bancaires et assurer la gestion de la trésorerie à court et moyen terme ; il prépare les budgets et les déclarations fiscales ; il intervient aussi bien sur le plan organisation et procédures que sur l'aspect contrôle et vérification.

La réussite dans cette fonction diversifiée nécessitera une bonne formation comptable et fiscale, DECS minimum, une expérience de 3 à 5 ans acquise en entreprise informatisée pratiquant la comptabilité anglo-saxonne ou en cabinet d'audit anglo-saxon.

Les perspectives de développement du groupe, et l'élargissement possible des responsabilités devront intéresser des candidats à fort potentiel alliant rigueur, imagination, souplesse.

Anglais indispensable.

Si ce poste vous intéresse, adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel sous réf. M 216, à Rudolph von Raesfeldt, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS.

The Executive Group
division SYSTEMA
Dessein

Jeunes ingénieurs
ESE, ENST, ECP, ECL...

ENERTEC est leader européen de la Mesure et la Régulation, elle est spécialisée dans les équipements liés à la distribution et au transport de l'électricité.
Ses effectifs sont de 6 000 personnes dont 4 000 en France, elle se situe dans le Groupe SCHLUMBERGER (87 000 personnes dans le monde, 6 Milliards de dollars de C.A.).

Une carrière dynamique et évolutive pour des ingénieurs de 1er plan

Ingénieur d'affaires internationales
(Télécommande centralisée)
Nos matériels sont performants et compétitifs, à vous d'être le meilleur et le plus convaincant en argumentant sur les aspects techniques.
2 à 3 ans d'expérience.
Espagnol souhaité.

Ingénieur d'affaires internationales
(Mesures domestiques)
Nous comptons sur vous pour développer à l'exportation nos ventes de compteurs électriques, appels d'offres, négociations, voyages à l'étranger. 1re expérience souhaitée.

Ingénieur d'études électrotechnicien
Vous serez chargé d'industrialiser des produits électromécaniques en grandes séries et de superviser l'évolution des produits actuellement en fabrication.
1 à 2 ans d'expérience.

Ces postes, basés à Poitiers (86), impliquent une connaissance de l'anglais.
Ecrire à Pierre COTON, ENERTEC SCHLUMBERGER, Z.I. de Chasseneuil - BP 23 - 86360 CHASSENEUIL DU POITOU, sous la réf. : S166.

ENERTEC
Schlumberger

Dans le cadre de ses projets d'implantation
à **LILLE** et **LYON**
LA BANQUE LOUIS-DREYFUS
Banque d'affaires privée affiliée au Groupe LOUIS-DREYFUS et à la BANQUE BRUXELLES-LAMBERT
recherche pour chaque ville

UN DIRECTEUR
35 ans environ, formation supérieure.
- Très bonne connaissance de la place.
- Goût et aptitude pour participer activement lui-même à la création d'un fonds de commerce.

DEUX EXPLOITANTS
avec au minimum 4 ans d'expérience :
- l'un de l'exploitation entreprises,
- l'autre de la clientèle privée fortunée (gestion de portefeuille).

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. précis et prétentions (en précisant le poste souhaité) à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, Paris 8e, qui traitera les candidatures avec une discrétion absolue.

FONDERIE SOUS-PRESSION à LYON (400 personnes + 2 filiales) produisant en grandes séries et par des moyens très automatisés des pièces complexes pour l'industrie mécanique recherche son

Chef de fabrication

avec une forte autonomie de gestion, il aura à assurer une production de 400 tonnes par mois, à participer et mettre en place des nouveaux moyens techniques en évolution permanente correspondant à un niveau élevé d'investissement.
Meneur d'hommes, il aura le souci constant d'une communication de bonne qualité à l'intérieur de son service. Ce poste convient à un **ingénieur généraliste ou équivalent** (à condition dans ce cas de venir de la fonderie sous-pression ou de l'injection de plastiques).

Ecrire au CABINET GATIER 32 rue Barrème 69006 LYON, sous référence 700 M.

media-system

Cabinet Gatier

THOMSON-CSF

CENTRE ÉLECTRONIQUE DE BREST

Nous étudions et fabriquons des équipements électroniques de détection, des matériels de transmission et de visualisation.

Pour le Service des approvisionnements, nous recherchons :

2 INGÉNIEURS CONFIRMÉS POS. II/III A

agissant dans l'un des domaines suivants :
1. **Électromécanique, mécanique, plastiques, métaux.**
2. **Composants hyperfréquence.**

Ils analysent les problèmes techniques et commerciaux d'approvisionnement et recherchent les solutions immédiates, ainsi que les mesures préventives à mettre en œuvre à moyen et à long terme.

Nous pouvons envisager une formation complémentaire, pour des Ingénieurs possédant une solide expérience industrielle acquise en étude ou production, et le goût de la négociation.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération souhaitée) au Service du Personnel. Route du Conquet, 29283 BREST CEDEX - Tél. (98) 45.15.15 poste 3496.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

CADRE COMMERCIAL
LILLE 90-110 000 F

Contacter les entreprises et les collectivités du **Nord et de Picardie**, étudier leur problème de restauration, leur proposer des solutions, négocier des contrats d'un C.A. d'un million de francs et plus, voici votre mission en venant renforcer notre équipe.

Jeune ESC, vous êtes un battant et êtes motivé par la vente aux entreprises (que vous avez peut-être pratiqué). **SODEXHO**, leader français de la restauration collective, saura vous offrir des perspectives de carrière tant en France qu'à l'étranger.
Les entretiens auront lieu à Lille.

Merci d'adresser votre C.V.
à : I.M.C., Service Recrutement
3, avenue Newton
78390 BOIS D'ARCY
sous Réf. : C.C.I.



SODEXHO

PERKIN-ELMER

Compagnie Multinationale Américaine, leader mondial en INSTRUMENTATION, INFORMATIQUE et TECHNOLOGIE de l'ELECTRONIQUE. Société en pleine expansion, recherche pour sa Division SEMI-CONDUCTOR EQUIPMENT GROUP

2 INSPECTEURS DE MAINTENANCE
niveau DUT/BTS

- L'un sera responsable de la mise en route et de l'entretien du matériel MITRALIGN, machines de projection et d'alignement de masques pour la fabrication de circuits intégrés. Il aura une expérience de l'Electronique et, si possible, de la mécanique de précision et de l'optique.
- Le second sera responsable de la mise en route et de l'entretien des appareils de dépôt des couches minces. Il aura une expérience de l'Electronique et, si possible, des techniques du vide.

Les deux candidats auront à se déplacer en France et parfois en Europe. La connaissance de l'Anglais (parlé et écrit) sera indispensable. La formation sur les équipements PERKIN ELMER sera assurée au cours d'un stage de 2 mois aux USA et en Hollande.
Nous offrons de réelles possibilités de promotion, une rémunération motivante et un véhicule de fonction.

Veuillez adresser votre C.V. en anglais, ou téléphoner à notre Agence Lyonnaise a l'attention de : Mademoiselle GENTY - PERKIN ELMER SA FRANCE - Semi Conductor Equipment Group
191 C, avenue Saint-Exupéry - 69500 BRON Tél. : (16.7) 841.10.11

Organisation et Publicité

TRANSPORTS CITRAM BORDEAUX
recherche son
CHEF DU SERVICE DES RELATIONS SOCIALES

L'entreprise : Transports de Voyageurs et de Marchandises à vocation principalement régionale : 800 personnes, 4 établissements.
La Fonction : Mettre en œuvre la politique sociale, conseiller et assister la direction générale et les directeurs d'établissement, préparer les négociations avec les partenaires sociaux et participer à toutes les réunions.

Le Candidat : Niveau supérieur de préférence juridique. Expérience minimum de 5 années dans un poste similaire souhaitée.

Écr. avec curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à : CITRAM 12 cours Xavier Arnozan, 33074 BORDEAUX CEDEX. Discrétion assurée.

POMPES SALMSON

Jeune Ingénieur de Projets

Nous proposons à un jeune diplômé AM, IDN, ENSH, ou équivalent, une activité à la fois très technique et très ouverte sur l'extérieur en raison des nombreux contacts qu'elle implique. Sa mission consistera, en effet, à élaborer la définition technique des produits à partir du cahier des charges émis par le service Marketing, à établir les premières relations avec les fournisseurs en vue des achats et à apporter son concours aux services commerciaux pour les problèmes particuliers posés par la clientèle. Notre unité de production, très performante, est située à LAVAL en Mayenne.

Intéressantes perspectives d'évolution
dans la société ou dans le groupe THOMSON.

Veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 209190 à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris.



EVI TOURNAY PUB

Importante Société de logements sociaux (locatif et accession), 18.000 logements gérés région Franche-Comté recherche à intégrer dans son équipe de Direction

UN CADRE FINANCIER
DE HAUT NIVEAU

qui aura la responsabilité de la mise en place :
- de la comptabilité analytique ;
- du contrôle de gestion ;
- des moyens modernes de traitement de l'information ;
- de l'audit interne.

Le candidat devra avoir une formation supérieure de comptable et de gestionnaire et une expérience de plusieurs années dans un organisme similaire du secteur public ou privé (SEM, HLM, CIL, etc.).
Age souhaité : 35 ans environ.

Adresser C.V., lettre manuscrite sous réf. 11657 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION
200 - 220 000 F — Agro-Alimentaire — Centre

Une société agro-alimentaire «Bétail et Viande», implantée dans le centre de la France et dont l'expansion est continue, recherche un CONTROLEUR DE GESTION. Il établira les budgets prévisionnels d'exploitation et en assurera le suivi. Il fournira à la Direction les informations de gestion nécessaires aux prises de décision. Il développera l'efficacité des procédures comptables à l'aide de moyens informatiques. Il suivra étroitement les coûts de production et l'établissement des prix de revient. Il élaborera les différents tableaux de bord d'activité. Ce poste dynamique qui requiert des facultés d'analyse, de synthèse et de créativité, conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 35 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce + D.E.C.S. ou équivalent et possédant une solide expérience professionnelle similaire.
Ecrire sous référence 527/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS
Discrétion assurée.

THOMSON-CSF COMPOSANTS

Société en expansion, filiale d'un grand groupe, spécialisée dans la fabrication de composants électroniques, à Dijon.

INGÉNIEUR CHIMISTE
Réf. IL

Encadrant une équipe d'agents techniques, vous serez chargé de la recherche en laboratoire dans le domaine des condensateurs céramiques pour des unités de production.
Agé d'environ 27 ans, Ingénieur, vous êtes débutant ou vous avez déjà acquis une première expérience à un poste similaire.

INGÉNIEUR
Adjoint au Responsable Méthode
Réf. IM

Avec l'étude des gammes, nomenclatures et calcul des P.R.U., vous serez responsable de l'organisation, et de l'amélioration de la productivité des ateliers.
Ingénieur, la trentaine, vous avez quelques années d'expérience dans un Service de Méthode, et vos connaissances de la gestion informatisée sont déjà précises.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Réf. ITC

Intégré dans une équipe de Vente Export, vous serez responsable du développement et de la promotion de composants électroniques.
Ingénieur de formation électronique, vous êtes motivé par la vente, et après une première expérience, vous êtes devenu un véritable négociateur. Par ailleurs, vous avez l'habitude des déplacements sur le "terrain" (30 %).

Pour tous ces postes, vous avez la pratique de l'anglais et vous êtes dégagé des obligations militaires.

Merci d'adresser votre C.V., avec photo et prétentions, en précisant les références du poste choisi, à :
THOMSON-CSF COMPOSANTS
Service du Personnel
6, avenue du Colonel Prat 21000 DIJON.

Importante société de Transformation de Fruits, située dans le Sud Est
recherche

ACHETEUR INTERNATIONAL

Formation Agro ou Grande Ecole Commerciale. 5 à 8 ans d'expérience. Anglais courant exigé. Allemand souhaité. Fonction évolutive.

C.V., photo, salaire actuel, sous réf. 142/A. Discrétion assurée.

a.m.s sélection
5, avenue Foch 13004 Marseille

GROUPE FRANÇAIS
recherche
CHEF DE PERSONNEL USINE
Région OUEST

Min. 30 ans. Formation supér. souhaitée mais connaissances juridiques indispensables. Expér. min. 5 ans dans le milieu industriel dont au moins 3 ans dans cette fonction.

170.000 F

Ecrire s/réf. 321 à SWEERTS B.P. 629, 75424 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

Ville de BREST
recrute
CHARGÉ D'ÉTUDES
en Urbanisme opérationnel (réhabilitation des quartiers anciens, programmation d'équipements publics).
Envoyer candidature et curriculum vitae à Monsieur le Maire de BREST, 29279 BREST Cedex, avant le 14 octobre 1982.

ECOLE CENTRALE DE LYON
ASSISTANT DE PHYSIQUE

Le Département de Physico-Chimie recherche 1 Ingénieur ou Maître ès-Sciences + DEA minimum pour un poste d'Enseignant. Chercheur en physique du solide.

Renseignements M. CLECHET ou M. JOSEPH.
Téléphone : (7) 833-27-00
36, avenue Guy-de-Collongue 69130 ECULLY CEDEX.

Association d'Education Permanente (près de Dunkerque) recherche
UN RESPONSABLE de FORMATION (Travail de terrain auprès habitants et associations, recherche pédagogique, gestion de programme de formation).
Expér. vie associative souhaitée. Env. C.V. Ecr. à l'Agence HAVAS Dunkerque n° 302.

ASSOCIATION F.J.T.
Logement des Jeunes, Isère recrute
UN DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

Coordination F.J.T., gestion budget, personnel, rel. avec institutions. Promouvoir politique logement et insertion des résidents.
Salaire brut à partir de : 8.647,40 F
D.U.T., C.A.P.A.S.E., D.E.F.A. + expérience professionnelle.

Ecrire à : L.J.T.
36, rue Christophe-Turc
38100 GRENOBLE.

Suite départ en pré-retraite Sté d'Expertise Comptable de TROYES, recherche :
COLLABORATEUR
de haut niveau, pour mission de contrôle et de GESTION dans P.M.E. d'importance régionale. Nous souhaitons : bonne expérience de société d'expertise comptable ou de responsabilité d'un service comptable et de contrôle de gestion. Position Cadre.
Nombreux avantages sociaux. Ecrire avec prétentions à : PUBLICITE MODERNE Réf. 3063, B.P. 376 51063 REIMS.

THOMSON - BRANDT
GROUPE GRAND PUBLIC

Notre unité de production de 2.000 personnes, implantée à **LYON** est un des leaders européens du lave-linge.
Nous restructurons notre division **ACHAT** pour lui donner une dimension **INTERNATIONALE**
Vous êtes un jeune

Acheteur

- Vous avez acquis une première expérience dans l'industrie de grandes séries.
- Vous êtes de formation **INGENIEUR** ou **COMMERCIALE**.
- Vous êtes capable de négocier à tout niveau et en **ANGLAIS**.

Nous vous proposons de vous joindre à notre équipe, prendre en responsabilité un portefeuille d'achat.
Votre évolution se fera vers un poste d' **ACHETEUR** *senior ou vers d'autres* fonctions au sein de notre Groupe.
Ecrire au **CABINET GATIER**, sous référence 685 M 32, rue Barrême 69006 **LYON**.

Cabinet Gatier

média-system

LE BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES

établissement public à vocation internationale en sciences de la terre, recherche, pour le service Cartographie de son complexe scientifique et technique d'ORLEANS-LA SOURCE

UN INGÉNIEUR CARTOGRAPHE CONFIRMÉ
CHEF DE SERVICE

Il aura la charge de travaux d'édition de cartes géologiques et thématiques, la conduite d'études techniques (faisabilité et mise en place de moyens automatiques en prévision de mutations technologiques), la planification, les devis, le suivi comptable.

Les candidats devront présenter une formation de type Ecole nationale des sciences géographiques de l'I.G.N. ou D.E.S.S. en cartographie, ou équivalente, et être initiés aux techniques de la cartographie automatique.

Une expérience de 5 à 10 ans en applications cartographiques et édition est souhaitée, aptitude au commandement et sens des relations humaines nécessaires.

Adresser CV, références et prétentions au BRGM/DPEL - B.P. 6009 - 45060 ORLEANS CEDEX.

Emplois et Entreprises

Développez nos produits... et votre avenir d'ingénieur.

Nous opérons sur un des marchés de mobilier de stockage des plus actifs. Notre compétence est largement reconnue, et notre notoriété établie. Notre usine de transformation métallurgique fabrique des équipements qui répondent aux nécessités actuelles de la grande distribution en libre service. Mais il faut sans cesse innover pour anticiper l'évolution des besoins de nos clients français et européens, tout comme pour maintenir nos performances techniques et économiques.

Vous avez commencé votre carrière d'ingénieur A.M. dans la métallurgie (façonnage de métaux en feuille si possible). Mais si, dans cette courte expérience, les problèmes techniques vous ont évidemment intéressé, vous avez aussi découvert l'intérêt du dialogue avec vos collègues du marketing : comprendre les demandes des clients, les aider à les exprimer et à faire évoluer vos produits, assurer une protection industrielle, gérer la qualité, etc.

Vous conduirez donc la gestion et l'évolution de nos gammes de produits. Dans une usine à taille humaine, à 150 km au sud de Paris, au sein d'une société performante : expansion 20 % par an. Vous entretiendrez un dialogue permanent avec nos clients, nos commerciaux, nos techniciens et bien sûr notre Direction Générale, qui vous déléguera sans restriction la maîtrise des moyens nécessaires. Voulez-vous écrire à SIRCA sous la réf. 826 788M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC




L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE NANTES

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT RECRUTE

Un professeur permanent en Finance

30 ans environ, diplômé d'une grande école.
Expérience formation et/ou en entreprise.
Spécialisation souhaitée, finance internationale, marchés financiers.

Env. C.V. + photo à M. CLERGET, Directeur du groupe E.S.C. NANTES, B.P. 72, 44003 NANTES CEDEX.

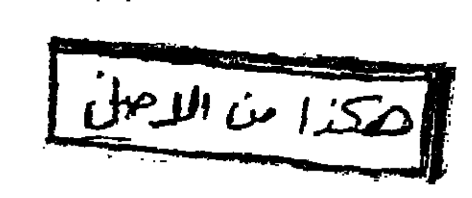
Important groupe du secteur AGRO-ALIMENTAIRE recherche un

ACHETEUR

pour seconder le responsable et lui confier plus spécialement la négociation et la gestion (budget 30 MF) des achats d'emballages (papiers, cartons, films...).
De formation commerciale ou technique, il a déjà acquis une première expérience dans le domaine, le rendant autonome et novateur.

Lieu de travail : 100 Km Nord-Est PARIS
Ecrire avec C.V. détaillé en précisant rémunération actuelle s/réf. 9745 M à

VALENS CONSEIL
BP 359 - 75064 PARIS CEDEX 02



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS

JVC

leader mondial de la vidéo Grand Public et Professionnelle

JEUNES TECHNICIENS EN ELECTRONIQUE

attirés par la vidéo

Rattachés à la direction technique, ces jeunes électroniciens (B.T.S. ou Bac F2) ont pour mission d'assurer au sein d'une petite équipe très motivée la maintenance et le S.A.V. des matériels vidéo : magnétoscopes, caméras...

Après avoir été formés de façon interne aux techniques vidéo, ils seront spécialisés et bénéficieront d'une qualification particulière leur permettant d'évoluer au sein de l'entreprise vers une gamme de produits diversifiés ou vers d'autres fonctions.

Nous souhaitons rencontrer de jeunes candidats, même débutants, possédant une formation adaptée : B.T.S. ou Bac F2, motivés par un métier évolutif dans un secteur de pointe.

Ces postes sont à pourvoir à Rueil-Malmaison (92)

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 17685 ABC à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

média system

Gérer 3 milliards de francs...

ADJOINT AU TRESORIER

L'importance et la rapidité des mouvements de fonds dans une entreprise de distribution font que la fonction trésorerie est primordiale. Ce groupe français de distribution, leader incontesté dans son domaine, crée un poste d'adjoint au trésorier situé au siège parisien.

Il a pour mission d'optimiser la gestion de la trésorerie. Outre la responsabilité de 9 personnes, il négocie avec les banques, organise et vérifie les règlements fournisseurs, contrôle les encaissements... Sur un plan général, il mène toute action susceptible d'améliorer les procédures

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste essentiel de l'entreprise un jeune diplômé ESC ou équivalent. Il justifie d'une première expérience (1 ou 2 ans) dans une banque ou un service financier. Le goût des chiffres ainsi que le sens du contact et de la négociation sont nécessaires pour réussir à ce poste. La taille du groupe, son dynamisme, sa politique humaine, permettent d'offrir à ceux qui réussissent de multiples évolutions de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 2611 B, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris

egor — PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL

média system

La Fnac

Pour répondre au développement de ses magasins parisiens et de province, recherche un ingénieur grandes écoles (X, Centrale, Mines,...). Son expérience acquise au cours des dernières années permet, dès l'entrée dans l'entreprise, de lui confier la fonction suivante.

Ingénieur en organisation

Sous la responsabilité du directeur de l'organisation, il agit en tant que conseil auprès des utilisateurs (services opérationnels et fonctionnels) : dans la conduite des analyses et des études préalables, dans l'établissement du cahier des charges, dans l'apport de solutions adéquates et originales (informatiques ou autres).

Le poste est à pourvoir dans le centre de Paris.

Adresser lettre de candidature à Philippe Vuitteney, Fnac, Service Recrutement et Formation, 101, rue du Cherche-Midi, 75006 PARIS.

Une jeune société française à vocation internationale, spécialisée dans l'exploitation du FORAGE PETROLIER

INGENIEUR ELECTRICIEN

Formation ESE EEIM + CREM ou équivalent

Expérience professionnelle 5 ans minimum dans contrôle engineering/approvisionnement matériel et supervision de chantier de construction plateforme de forage Production de préférence ou complexe industriel pétrochimie.

Anglais courant.

Possibilité de poste basé à l'étranger avec famille.

Env. CV, photo et prét. s/réf. 11650 à PIERRE LICHAU S.A. B.P.220 - 75063 Paris Cédex 02 qui transmettra

Vous êtes jeunes et vous avez :

- Une formation supérieure commerciale et financière (Ecoles supérieures de Commerce, Sciences Po...).
- Une première expérience professionnelle (3-5 ans) si possible dans le secteur bancaire à l'exploitation.
- Le goût du contact humain et de la négociation avec des P.M.E.
- Une capacité de synthèse rapide, complétant votre dynamisme commercial.
- L'ambition de développer votre carrière.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER en forte expansion

recherche

ATTACHÉS (ES) DE DIRECTION à dominante commerciale

Aptes après formation à assumer la responsabilité commerciale d'un secteur géographique :

- Constitution d'un réseau de prescripteurs (Banquier, Experts-Comptables...).
- Approche des P.M.E., leur analyse sous l'angle du risque.
- Négociation des contrats.

Lieu de résidence : PARIS.

Envoyer curriculum vitae, photo à FACTOFRANCE HELLER

Serv. du Person., Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75734 Paris Cedex 15.



ÉCOLE PROFESSIONNELLE SUPÉRIEURE

Organisme privé de formation créé en 1927

recherche pour les CENTRES E.P.S. de :
PARIS - VERSAILLES - NANTES - LONGMY-AU-PERCHE, ...

ANIMATEURS DE FORMATION

en :

ÉLECTRONIQUE-INFORMATIQUE
GESTION-CRÉATION D'ENTREPRISE
COMPTABILITÉ
GESTION DE PRODUCTION
ANGLAIS

E.P.S. (École Professionnelle Supérieure) organise des STAGES pour faciliter la réinsertion professionnelle des demandeurs d'emploi et dans le cadre de la formation professionnelle continue.

Poste à pourvoir à temps plein et partiel.

Envoyer curriculum vitae à :
E.P.S. (École Professionnelle Supérieure) - 45, rue des Petites-Ecuries, 75010 PARIS.



emplois régionaux

cnet

Le Centre National d'Etudes des Télécommunications de Lannion "A"

recherche

pour renforcer son activité concernant l'accès des handicapés aux télécommunications

1 INGÉNIEUR

possédant

- Une bonne formation scientifique générale (électroniques, informatiques télécommunications).
- Les qualités nécessaires à de nombreux contacts en particulier avec les handicapés et leurs associations.

Les candidatures devront être adressées à : M. CARDUNER, Service du Personnel, C.N.E.T. LANNION "A", B.P. 40. 22301 LANNION.

Centre Hospitalier régional de Toulouse
recrute, par voie de détachement, mutation ou contrat et pour assumer la responsabilité des services techniques.

Un Ingénieur en Chef

Les candidats, diplômés Grandes Ecoles (Polytechnique, Ponts, Centrale, E.N.S. Mines, E.N.S., Arts & Métiers, etc.), devront adresser C.V. détaillé à M. le Directeur général, Hôtel-Dieu, 31052 Toulouse Cedex.

STÉ FLOQUET-MONOPOLE
60140 LIANCOURT
recherche

FRAISEUR P2

pour service entretien.
Tél. (4) 473-02-03,
service du personnel.

SKI ROSSIGNOL S.A.
Leader Mondial
VOIRON - 38

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Pour s'intégrer dans un groupe de 4/5 personnes rattaché à la Direction Générale. Le candidat prendra en charge plus particulièrement le contrôle des Filiales étrangères du groupe. De formation type ESSEC, Sup de Co ou équivalent, il devra maîtriser parfaitement les techniques du Contrôle, de la Comptabilité générale/analytique et de l'informatique de Gestion. Langues : Anglais courant indispensable et Allemand fortement apprécié. Expérience préalable de 5 ans minimum, dans un groupe international ou un cabinet, indispensable. Déplacements fréquents (50 % env.).

Env. C.V. manusc., photo et prétentions s/nº 883 à :
I.F.P.A.,
36, av. Maréchal-Randon
38000 GRENOBLE
Disc. absolue. Rép. ass. si env. avec adresse jointe.

Le Centre de Recherches Pharmaceutiques

SEARLE

situé à Sophia Antipolis (06)
recherche
pour son Département
DÉVELOPPEMENT PHARMACEUTIQUE

PHARMACIEN

OPTION INDUSTRIE

même débutant ou ayant une première expérience pour assurer, après formation, la gestion automatisée des matières premières et produits finis pharmaceutiques.

Adresser candidature, C.V., photo, souhaits à :
SEARLE, réf. 94-2,
B.P. 23
06562 VALBONNE Cedex.

L'UNIVERSITE D'ORLEANS
recrute

UN INGÉNIEUR D'EXPLOITATION

(Bâtiments campus sécurité, économies d'énergie).
Envoyer candidature et C.V. avant le 30-9-1982 à :
Université d'Orléans
45046 ORLEANS CEDEX.
Téléphone : (38) 63-22-16.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIE MÉCANIQUE

RÉGION RHONE-ALPES
1.600 personnes

recherche

Son Chef de Personnel

Agé de 35 ans environ.

Le candidat, de FORTE PERSONNALITÉ, aura à justifier d'une expérience similaire et réussie dans une INDUSTRIE DE MAIN-D'ŒUVRE relevant de la MÉTALLURGIE.

Il sera répondu à toutes les candidatures. Confidentialité assurée.

Prière d'envoyer votre dossier, salaire actuel et photo à : RÉGIE-PRESSE sous nº T 035.630 M, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2ᵉ.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche, pour prendre la responsabilité de son Service Métallurgie
Région NORD

INGENIEUR METALLURGISTE

Confirmé, ayant une bonne expérience :
— de la fabrication et de la transformation des aciers
— des aciers et fontes moulés
— des différentes méthodes d'investigation (et en particulier de la métallographie)
Possibilité de logement

Envoyer C.V., photo et prét. ss no 39734 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

INTERTECHNIQUE

AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

recherche
pour sa Direction Qualité :

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

(RÉF. DQ-40)

Il aura les responsabilités du contrôle d'entrée composants et éléments périphériques informatiques.

Ayant quelques années d'expérience industrielle, le candidat, outre de bonnes connaissances en technologie composants, ainsi que sur les éléments périphériques d'ordinateurs, devra avoir de solides aptitudes à l'encadrement et des qualités de méthode et de rigueur.

Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année.

Restaurant d'entreprise.

Adresser curriculum vitae et prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel,

INTERTECHNIQUE • 78370 • PLAISIR

UN DES PREMIERS GPES D'ASSURANCES I.A.R.D. du sect. privé rech. pour poursuivre effort de dévelop.

6 JEUNES DIPLOMÉS E.S.C.A.E. Sc. ECO. DROIT 23/25 ans, libre obligations militaires.

- FUTURS INSPECTEURS rattachés à la DIRECTION COMMERCIALE, ils auront la responsabilité d'un réseau d'Agences en province dont ils susciteront et orienteront le développement.
- Dynamisme, qualité d'animateur, d'organisateur, sens commercial, nécessaires.
- Formation assurée, statut cadre + possibilité d'évol. + avantages divers.
- Adresser lettre + C.V. + photo *le Monde*.

Écrire s/nº 8.969 *le Monde* Publicité, service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

Contrôleur de gestion

Cette jeune société, chaîne de distribution de produits électroniques, connaît une très forte et très rapide expansion.

Elle met en place une série de points de vente sur la région parisienne. Pour mieux vivre son développement elle recherche un jeune Contrôleur de Gestion pour sa Direction Régionale Paris Nord.

Il a pour mission d'assurer la gestion de sa région et de contrôler celle des magasins (15) : respect des procédures, élaboration, suivi des budgets et des ratios d'exploitation, relances, frais généraux. Il est en étroite relation avec la Direction Financière.

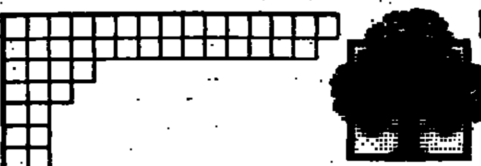
Ce poste peut être confié à un homme jeune de formation supérieure (E.S.C. Sciences Eco...) bénéficiant déjà d'une première expérience vécue dans un contexte commercial et si possible de distribution. La croissance rapide de l'entreprise peut lui permettre, s'il est compétent et disponible, d'envisager une carrière évolutive dans un contexte vivant et combatif.

SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur dossier sous référence NG930M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

JOURLES

MEMBRE DE SYNTEC



Cii Honeywell Bull

dans le cadre de la prospection du marché des CIRCUITS INTEGRES recherche un

RESPONSABLE MARKETING D'ACHAT

Il devra assurer la prospection technico-commerciale du marché d'achat (tendance d'évolution technologique des produits, évolution des prix) et la négociation des contrats. Le candidat recherché aura une bonne connaissance technique des circuits intégrés et une aptitude à la négociation dans ce domaine. Une bonne connaissance de l'Anglais sera utile. Le poste nécessite des déplacements. Lieu de travail : Les Clayes sous Bois (78).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 452 M à Cii Honeywell Bull PC OG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Renseignements sur Emploi et Carrières au SICOB Stand Nº 3 zone BC - Nº 3268

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

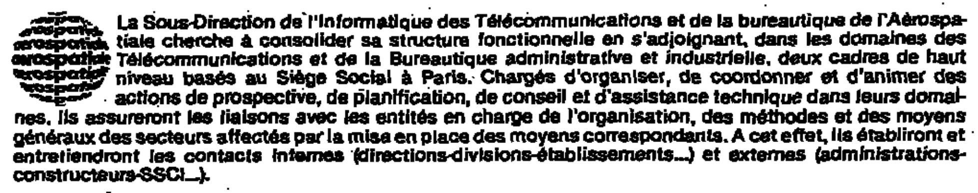
ANNONCES ENCADREES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Télécommunications et bureautique — Paris



La Sous-Direction de l'Informatique des Télécommunications et de la bureautique de l'Aérospatiale cherche à consolider sa structure fonctionnelle en s'adjoignant, dans les domaines des Télécommunications et de la Bureautique administrative et industrielle, deux cadres de haut niveau basés au Siège Social à Paris. Chargés d'organiser, de coordonner et d'animer des actions de prospective, de planification, de conseil et d'assistance technique dans leurs domaines, ils assureront les liaisons avec les entités en charge de l'organisation, des méthodes et des moyens généraux des secteurs affectés par la mise en place des moyens correspondants. A cet effet, ils établiront et entretiendront les contacts internes (directions-divisions-établissements...) et externes (administrations-constructeurs-SSCI...).

Télécommunications

Ingénieur Grande Ecole ou diplômé d'études supérieures, le candidat retenu, âgé d'au moins 35 ans, justifiera d'une compétence technique certaine sur l'ensemble des domaines des télécommunications et sur les moyens correspondants, plus particulièrement sur les architectures, protocoles de réseaux et produits téléinformatiques (frontaux, satellites, terminaux). D'autre part, son expérience lui aura permis de connaître les questions de normalisation et d'avoir les introductions nécessaires auprès de la Direction Générale des Télécommunications. L'aisance dans les contacts humains, la disponibilité et la maîtrise de la langue anglaise seront des atouts importants. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel. Réf. A/2265M

Bureautique

Ingénieur Grande Ecole ou diplômé d'études supérieures, le candidat retenu, âgé d'au moins 33 ans, disposera d'une connaissance approfondie dans les domaines des matériels et des techniques (saisie, archivage, recherche, communication, microformes, traitement de texte...) notamment informatiques, intervenant dans la constitution des systèmes d'information et de communication, et des aspects ergonomiques associés. D'autre part, une expérience intéressant l'organisation et les télécommunications sera appréciée. L'aisance dans les contacts humains, la disponibilité et la maîtrise de la langue anglaise seront des atouts importants. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel. Réf. A/2266M

Ecrire à J. HAXAIRE.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.
Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION DEVELOPPEMENT TRAVAUX

UN INGENIEUR

PROFIL :
— Diplômé d'une école d'ingénieurs, option construction mécanique, navale, hydrodynamique appréciée.
— Connaissances pratiques des méthodes de calculs d'ouvrages.
— Anglais indispensable
— Expérience de 2 à 3 ans

MISSION :
— Cet ingénieur participera à l'étude et au suivi du comportement des ouvrages en mer, soumis aux conditions d'environnement.

Lieu de travail : PARIS ou PAU avec déplacements à l'étranger. Expatriation éventuelle

Ecrire avec C.V. et prétentions sous no 46326 à S.N.E.A.P. - D.C. Recrutement
26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU Cedex.

LEADER FRANÇAIS DE L'EQUIPEMENT DE LA MAISON DE STYLE CONTEMPORAIN

Recherche pour faire face à sa vigoureuse expansion

1 Chef service qualité
De formation technique supérieure, et ayant le sens des négociations (acheteurs, fabricants et studio), le candidat prendra en charge :
● les normes et procédures qualité,
● les cahiers des charges,
● les tests des différents produits à référencer, etc... Anglais indispensable. Réf.: H 36.

1 Assistant marketing
De formation commerciale supérieure et ayant une première expérience réussie dans une fonction similaire, le candidat assistera le Directeur marketing et achats dans les recherches et études marketing ainsi que dans les relations avec les agences de publicité. Anglais souhaitable. Réf.: H 37.

1 Responsable formation
«Vendeur» rompu aux techniques de vente, aimant l'innovation et le changement, dans un milieu en constante évolution, le candidat prendra en charge l'administration de la formation et l'animation de certains stages, principalement orientés vers la vente (commercialisation, merchandising, assistance à la clientèle,...). Réf.: H 38.

Pour tous ces postes, le lieu de travail est situé à Orgeval. Adresser C.V. et prétentions, en précisant le poste souhaité, à notre Conseil qui traitera les candidatures COGEPLAN, Tour de Lyon, 185, rue de Bercy - 75012 Paris.





GRACE

Our client - W R GRACE, a major multi-national company with operations world-wide as well as in all European countries - has several key openings for top quality EDP personnel. As a result of their expanding information requirements in the areas of manufacturing and marketing in Europe, their Data Processing Department's Development Center (Paris region) needs the following EDP professionals to assist in the development and implementation of common systems for various applications - manufacturing, materials control, finance etc. - throughout their European operations.

Business systems analysts

There are several openings for Business Systems Analysts who will work with user groups at all levels in the European organization. These positions offer a challenging variety of project work with the emphasis primarily on the analysis and statement of business problems. Successful candidates must possess a minimum of 3 years experience in the development and implementation of integrated systems ideally in an international environment. Ref. A/2275M

Systems programmer-PDP

An excellent opportunity for a PDP Systems Programmer initially to take responsibility for a network of 14 PDP 11/34 and 40's throughout Europe and to gradually phase in to the IBM 8100 SNA network. Reporting directly to the Telecommunications Manager, the successful candidate must be able to work with a minimum of supervision, have a knowledge of RSX11M and DECNET, and be prepared to travel extensively in Europe. Ref. CH/529M.

Systems programmer-IBM

An IBM Systems Programmer with sound experience and some knowledge of MVS is required to work in a technical environment of twin IBM 4341's, DOS/VSE migrating to MVS, SNA European network. This is a top career opportunity which offers excellent experience on interesting projects (minimum of 18 months experience required). Ref. CH/530M

Young, high level programmers

Young programmers preferably with DUT or MIAGE in Computer Science interested to work in a dynamic programming group using structured programming techniques - CICS, DL1, Macro Assembler - in a complex technical environment. Ref. CH/531M

GRACE offers an excellent career opportunity where extensive career development and training are provided in a dynamic, challenging and sophisticated technical environment. If you have the experience and background specific plus a good command of English, please forward your curriculum vitae to our Paris address in English or French citing the appropriate reference number (the resumes with reference A/2275 will be handled directly by Jean Michel JACLOT in Paris. Regarding other reference numbers, resumes will be forwarded to PA Switzerland but all preliminary interviews will be held in Paris).

No details are divulged to our clients without prior permission



PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. (1) 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

ASSURANCES

JEUNES INGENIEURS

ARTS ET METIERS ou EQUIVALENT

L'un des premiers groupes français d'assurances

propose à des Ingénieurs débutants ou ayant quelques années d'expérience des postes INGENIEURS CONSEILS, VERIFICATEURS DE RISQUES

Après formation ils auront un rôle de conseil en assurance auprès des entreprises dont ils évaluent et apprécient les risques. Ils proposeront des tarifications à la négociation et à la conclusion des affaires.

Pour réussir dans ces postes, en plus de la rigueur inhérente au métier d'ingénieur, il est nécessaire d'avoir un excellent contact et le goût des négociations commerciales.

Les perspectives d'évolution peuvent être très intéressantes pour un candidat de valeur motivé par une carrière dans un grand groupe d'assurance.

Les postes sont basés à Paris, de fréquents déplacements en Province sont à prévoir, une affectation en Province peut être envisagée à moyen terme.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée sous no 46352 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Pièces de rechange... de la conception à la vente

Votre expérience de la construction d'engins vous a convaincu de la nécessité d'intégrer le concept "Pièces" à tous les stadés de l'élaboration. Bureau d'études, achats, fabrication, formation, etc... Autrement dit, très en amont des antennes commerciales : catalogues, magasins, SAV. Chaque hiérarchique, responsable d'un secteur de l'entreprise, spécialiste ou non, doit recevoir l'appui et la compétence d'un "Monsieur Pièces" pour assurer ce service au client et gérer ce centre de profit. Vous serez ce fonctionnel horizontal qui organise et facilite les liaisons...

Nous produisons en série 500 à 600 machines par an dont les 3/4 sont exportées. Ce qui rend encore plus important le problème Pièces : standardisation, gestion informatisée, codification, conditionnement, préconisation, marketing, pratique anglais, etc... Notre réputation s'est faite sur les performances de nos machines et la qualité de notre service. Pour poursuivre notre expansion, nous devons rester parmi les meilleurs. D'où la création de ce poste qui permettra à un ingénieur généraliste d'y réussir avant de prendre des responsabilités de haut niveau dans la société.

Il est donc nécessaire que vous nous apportiez une bonne expérience acquise dans des secteurs tels que poids lourd, machinisme agricole, engins de TP, machines de série... Outre cette compétence "technico gestionnaire", vous devez faire preuve des qualités relationnelles indispensables à un coordinateur, préconisateur, organisateur. Vous devez spontanément penser export et comprendre que vous ajoutez aux préoccupations de vos collègues qui, comme vous, aiment la vie d'une belle province bien desservie par le TGV. Voulez-vous écrire une première lettre aux conseils de SIRCA sous la référence 824 787M.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

SOURCES

هكذا من الاصل





Recherche pour ses activités **radio-téléphonie** un

Directeur des études et du développement

Vous aurez à animer une équipe de 60 ingénieurs et techniciens, en étroite collaboration avec les chefs de projets (projets en cours). En outre, vous piloterez des avant-projets et des projets nouveaux pour la France comme pour l'exportation.

Vous assurerez les interfaces externes dans le domaine technique (clients, organismes publics, fournisseurs).

Vous établirez, gérerez et contrôlerez vos coûts, délais et budget.

Le poste requiert une formation d'ingénieur grande école, une expérience **RADIO (études systèmes, équipements logiciels)**, des capacités prouvées à encadrer une équipe études et le goût de la gestion autant que de la technique.

Il ouvre les portes d'une carrière intéressante dans une activité en fort développement au sein du groupe MATRA.

Lieu de travail : banlieue Sud-Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence ME/1/LM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Ingénieur informaticien, venez développer la gestion de production dans l'aéronautique !

Nous sommes une société de plus de 3 000 personnes, un des leaders mondiaux dans notre technologie. – la progression annuelle de notre C.A. est de 24 % et nous réalisons 70 % de notre activité à l'étranger – Nous recherchons pour notre **DEPARTEMENT INFORMATIQUE** en région parisienne :

Chef de projet gestion de production

160/190 000 F

Mission :

Développer des applications gestion de production, de l'analyse à la réalisation :
- projets : dossiers de fabrication, ordonnancement, gestion des gammes, montage, livraisons,
- analyse globale (avec les utilisateurs) ; analyse fonctionnelle (équipe de réalisation autour du chef de projet) ; tests, réception, mise en place.

Spécificités :
- importance du travail en équipe pendant toute la réalisation des projets,
- maîtrise d'œuvre des applications dans les établissements industriels décentralisés.

Profil :
- diplômé d'études supérieures (école d'ingénieurs ou de commerce, diplôme informatique),
- expérience informatique en milieu industriel,
- connaissances du Cobol, CICS, DOS/VSE (matériel : 2 IBM 43-41, 8 MINI 6 C II HB).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 803/LM à notre conseil qui garantit une totale discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Lafarge Coppee

Notre Groupe recherche pour sa Division CIMENTS BETONS FRANCE (C.B.F.), composée de 56 sociétés - ciments, bétons, mortiers industriels, adjuvants, transport -, et réalisant un C.A. de 5 milliards de francs pour un effectif de 5 500 personnes, située à Saint-Cloud,

Chef de projet informatique

Comptabilité gestion

Vous êtes ingénieur informaticien, doté d'une solide culture comptable ; ou encore, vous vous êtes orienté vers l'informatique après une formation d'Ecole Supérieure de Commerce.

Vous avez acquis une première expérience réussie de la conduite de projets de gestion. Vous souhaitez maintenant intégrer un Groupe en pleine évolution, qui vous offre de réelles opportunités de carrière à la mesure de votre envergure.

Rattaché au Responsable du Développement, vous aurez à prendre en charge les projets de **comptabilité générale et analytique** et, plus largement, de **gestion**. Dans ce cadre, après une première phase d'optimisation des procédures existantes, vous aurez à **concevoir, réaliser et mettre en place un nouveau système informatique.**

Vous êtes de ceux pour qui l'informatique est avant tout un outil au service des utilisateurs. Vous souhaitez, au travers de votre mission, valoriser vos aptitudes de pédagogue et votre sens de la communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 401/LM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS







Leader mondial des systèmes automatiques ferroviaires (Métros de Paris, Mexico, Santiago, etc.), nous développons et diversifions nos produits **(doublement du C.A. en deux ans)** et recherchons un

Jeune ingénieur d'études

Formation mécanique ou électro-mécanique

A ses collègues électroniciens, il apportera son expérience de quelques années en mécanique (en particulier pour les problèmes de tôlerie et de vibrations).

Il dirigera une petite équipe de dessinateurs.

Le poste implique de fréquents contacts avec :

- les méthodes industrielles,
- des organismes extérieurs (RATP, sous-traitants, etc.).

Il s'agit d'un **poste formateur et évolutif** au sein d'une société jeune.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence IE/1/LM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

MEDIA PA

Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Premier constructeur français, leader européen en matériel de sécurité pour réseaux et installations électriques

(50 % du C.A. export).

Nous avons fondé notre expansion et notre notoriété sur une exigence constante d'innovation et de fiabilité. Nous recherchons notre

Chef de bureau d'études

Position :
- Rattaché à la Direction Générale.
- Membre du Comité de Direction.
- En relation étroite avec les Directions technique, marketing, commerciale, export.

Mission :

Mener à bien les études, des avant-projets à la mise en fabrication :

- Conception nouveaux produits.
- Modification produits existants (export).
- Négociation avec la sous-traitance.
- Animation du bureau d'études.

Profil :

Ingénieur généraliste, A.M., ENSI électromécanique, mécanique, ayant quelques années d'expérience en bureau d'études et, éventuellement, en production, souhaitant élargir son champ d'action et s'impliquer dans la réussite d'une entreprise dynamique.

Lieu de travail : Bagneux.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence CBD/LM à notre Conseil qui vous garantit la plus totale discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS







recherche un

Ingénieur mécanicien expérimenté

désirant se valoriser dans l'ELECTRONIQUE

Nous sommes le **leader mondial des systèmes automatiques ferroviaires** (Métros de Paris, Mexico, Santiago, etc). Nous développons et diversifions nos produits (doublement du CA en 2 ans).

Nous recherchons un **Ingénieur Arts et Métiers** (ou analogue) ayant cinq à dix ans de pratique industrielle.

IL SERA NOTRE EXPERT EN TECHNOLOGIES ET PROCEDES DE FABRICATION POUR :
- les composants (pièces mécaniques et circuits imprimés),
- les outillages correspondants,
- le montage et le câblage,
- les tests et le contrôle.

Il sera rattaché au Service Méthodes, mais il devra également conseiller la Direction Recherche et Développement en « phase maquette ».

Il aura la responsabilité de l'homologation technique des sous-traitants et contrôlera leur qualité et leur coût.

Ce poste est attractif par sa diversité et son autonomie. Il suppose une actualisation permanente des connaissances et technologies nouvelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence IM/1/LM à notre Conseil qui garantit la plus totale discrétion.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants
74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

[illegible]	[illegible]	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	[illegible]	36,45
AGENDA	[illegible]	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Pénétrer au coeur de la technologie informatique

à travers les activités et les méthodes de travail de Hewlett Packard, c'est découvrir une société qui emploie 67000 personnes dans le monde et qui consacre plus de 9 % de son CA annuel à la Recherche.
Hewlett Packard s'est spécialisé dans des domaines variés, dont plus de la moitié concerne le secteur informatique. La société enregistre en France une progression de son CA annuel de 40 % : des résultats qui l'ont placé au 3ème rang des sociétés françaises de matériel mini-informatique.
Une activité commerciale de vente et de SAV dans 23 bureaux témoignent de l'intérêt que ses performances suscitent en France.
Vous aimeriez vous y associer ?

INGENIEUR + MBA

Votre formation technique complétée par une bonne connaissance en Marketing et une maîtrise parfaite de la langue anglaise vous permettront de devenir

INGENIEUR MARKETING TERRAIN

sur des marchés spécifiques :
- dans le domaine de l'informatique de gestion (gestion de production, bureautique),
- ou dans celui de l'informatique scientifique (automatisation industrielle, robotique...).

Après avoir suivi une formation technique et commerciale très complète, vous travaillerez en relation étroite avec notre Marketing Manager.
Vous participerez activement aux lancements de produits et au développement des ventes de produits existants.
Vous aurez à développer des outils : études de marché, analyses des besoins clients..., pour proposer des approches marketing adaptées aux différents segments de marché. Il vous faudra également mettre en jeu votre sens du contact pour mener les programmes de stimulation, de formation et d'information de la force de vente.
Vous prendrez part également aux actions de Relations Publiques (présentation de produit, relations avec la presse...).

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Votre expérience (1 à 5 ans) ainsi que votre bonne connaissance en anglais, font de vous un spécialiste a même de devenir

INGENIEUR COMMERCIAL INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE

Vous commencerez par suivre une formation technique et commerciale de 6 à 9 mois.
Vous serez ensuite en mesure de prendre en main au sein d'une petite équipe la commercialisation de nos ordinateurs scientifiques dans le cadre d'un de nos secteurs et bénéficierez de notre soutien logistique.
Votre fonction fera appel à deux types complémentaires de compétence.
Technicien, vous aurez à analyser les besoins et proposer des solutions spécifiques. Homme de contact, vous aurez pour interlocuteur des spécialistes d'un haut niveau technique, auprès desquels vous jouerez un rôle de conseil.
Compte tenu du caractère scientifique de ce poste, Hewlett Packard France vous assurera une mise à jour permanente de vos connaissances. Une voiture de fonction vous sera fournie.

INGENIEUR OU ESC

Votre formation vous a permis d'acquérir un potentiel précieux pour le développement de votre carrière chez Hewlett Packard, vous pouvez devenir

INGENIEUR COMMERCIAL INFORMATIQUE DE GESTION

Vous êtes débutant ou vous avez une première expérience mais vous avez nécessairement un bon niveau d'anglais.
Vous suivrez d'abord une solide formation technique et commerciale pendant 6 à 9 mois.
Vous aurez ensuite l'opportunité de pénétrer dans un secteur tourné vers l'avenir.
Au sein d'une de nos équipes, vous prendrez la responsabilité de la commercialisation de nos produits dans le cadre d'un secteur : vous devrez proposer à vos clients des solutions adaptées à leurs besoins.
Vous bénéficierez d'un soutien logistique solide et une voiture de fonction vous sera fournie.

Si vous pensez comme nous qu'aujourd'hui vendre un système informatique de gestion c'est avant tout répondre de façon pertinente au problème d'un client, de larges possibilités s'offrent à vous chez Hewlett Packard.

Les 3 types de fonction que nous vous proposons font appel à une diversité d'expérience et de compétences essentielles à la vitalité de notre entreprise, à **Paris comme en province**. A chacune d'elles correspondent des **rémunérations stimulantes**, établies en fonction des compétences techniques et de l'expérience de chacun.
Notre succès technique se traduit concrètement par un taux de croissance élevé, **de larges perspectives d'évolution s'offrent donc à vous.**

Merci d'adresser votre dossier de candidature comprenant une lettre manuscrite, un CV et une photo, sous réf. 4261, en précisant le poste choisi, à Hélène Ducongé, Hewlett Packard France, Service du Recrutement, 91947 Les Ulis Cédex.



HEWLETT PACKARD

média-system

Médecins

HF

La filiale française d'un important groupe pharmaceutique international recherche des **MEDECINS** (homme ou femme).

Ils auront à **organiser** et **gérer** régionalement par de nouvelles techniques de communications les relations avec le corps médical hospitalo-universitaire.

Outre une **très large disponibilité**, ce poste requiert un **goût prononcé pour le contact humain**, une **facilité d'élocution**, le sens de la **persuasion** et de la **discussion.**

La connaissance de l'**anglais** est souhaitée.

Postes à pourvoir sur les régions : Paris, Nord, Ouest, Centre, Est, Sud-Ouest, Centre-Est, Sud-Est avec résidence *obligatoire sur la région.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence LM/2103.

MEDIA PA
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

IMPORTANTE SOCIETE
banlieue Sud, proximité gare SNCF
recherche

UN REDACTEUR JURIDIQUE

MISSIONS :
- rédaction d'actes juridiques courants (baux, contrats commerciaux
- gestion des baux commerciaux
- prise en charge du contentieux commercial

EXPERIENCE SOUHAITEE :
5 à 10 ans dans un poste équivalent de préférence chez un Conseiller Juridique, Société d'Assurances ou un Notaire.
Ecrire avec CV photo, prétentions n° 8753
TELEX PA-JONCTION 34, bd Haussmann 75009 PARIS qui transmettra

---

GROUPE BANCAIRE, recherche

CHARGÉ DES RELATIONS avec INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS

- **spécialiste des valeurs mobilières et du marché obligataire en particulier,**
- **très bonne expérience exigée au sein d'une direction financière,**
- **apte à mener action de développement et entretenir des contacts à haut niveau.**

Envoyer C.V. manuscrit et photo à N. 2291 - **PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris**

A.T.E.I.

FILIALE
IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche
POUR LE CONTROLE-QUALITÉ ÉLECTRONIQUE

INGÉNIEUR ou B.T.S. ÉLECTRONICIEN

POUR ASSURER L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE CONTROLE-QUALITÉ.

Il dépendra directement de la Direction Générale.
Il devra posséder au moins 4 ans d'expérience dans un poste similaire, si possible dans l'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE.

Env. C.V., photo et prét. à l'attention de Mme BLIN en précisant la référence n° 7624 à : Société A.T.E.I., 155, r. du Docteur-Bauer, B.P. 37, 93400 SAINT-OUEN.

CECA SA

excerce son activité dans le domaine de la Chimie de Spécialités. Sa vocation exportatrice est concrétisée par plus de 50 % de son chiffre d'affaires réalisés à l'exportation.

Notre activité dans le domaine de la Recherche et du Développement a pour but de diversifier les applications de nos produits.

Nous recherchons :

Un Ingénieur chimiste

spécialisé dans le domaine des argiles pour effectuer des recherches concernant l'utilisation des argiles dans divers domaines.

Un Ingénieur chimiste

pour effectuer des recherches sur des produits destinés à des applications routières, émulsifiants, dopes d'adhésivité, etc.

Les candidats retenus auront acquis une première expérience industrielle dans ces deux domaines.

Adresser candidature + C.V. + prétentions à **Société CECA**
11, avenue Morane-Saulnier, 78140 VÉLIZY.

Société de télécommunications
NOUVELLEMENT CRÉÉE EN FRANCE
FILIALE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
Spécialisée dans les circuits de terminaux téléphoniques
recherche

DIRECTEUR GÉNÉRAL ET INGÉNIEURS

Les candidats devront avoir une expérience confirmée dans la technologie et la commercialisation des postes téléphoniques, et une connaissance approfondie des procédures d'agrément.

Age : 30 ans minimum.
Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Écrire avec curriculum vitae, photo et prétentions à :

BBE COMDIAL 91, rue du faub. Saint-Honoré, 75008 PARIS.



recherche pour son Service Ingénierie situé dans l'Oise :

chargé d'Affaires automaticien

A partir d'un avant-projet et d'un cahier des charges, le chargé d'affaires assure la réalisation de la partie automatismes des investissements dans les établissements de la Société. Il réalise un projet, lance des appels d'offre, effectue l'étude comparative qui permet de décider du choix du fournisseur. Il suit ensuite la réalisation jusqu'au démarrage de l'installation.

Ce poste implique des déplacements fréquents.

Les candidats de niveau BTS ont une formation et une spécialisation en automatismes. Compte tenu de l'importance des relations avec les utilisateurs et les fournisseurs, les capacités de dialogue et les qualités de contact seront déterminantes pour ce poste.

Envoyer CV manuscrit et prétentions,
sous référence S.I. 3M, à :
Saint-Gobain Vitrage
Direction du Personnel
«Les Miroirs» - Cedex 27 - 92096 Paris la Défense

Ingénierie

Ingénieur Chef de projet informatique

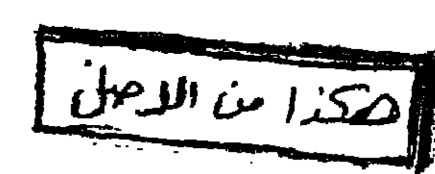
La société est spécialisée dans l'ingénierie nucléaire de pointe. elle est filiale d'un puissant groupe industriel.

Son développement l'amène à étudier et mettre en place des systèmes de gestion informatisés de documents techniques.

L'homme que nous recherchons sera responsable de cette mission : recueil des besoins, animation du groupe de travail sur les procédures à instaurer, suivi et contrôle des travaux d'informatisation, assistance au personnel utilisateur de ces systèmes.
C'est un ingénieur ayant l'expérience de la conduite de projets d'ingénierie et des connaissances en informatique de gestion.
La pratique de l'anglais est indispensable.

Lieu de travail Paris proche banlieue Sud-Ouest.

Adresser CV et photo, sous réf 4680, à mentionner sur l'enveloppe à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31 00	36.45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé-formation

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose 5 mois et demi de

Perfectionnement à la gestion du personnel

dans le cycle

Assistant-directeur de personnel

Cette formation vous apportera :
- une compétence de gestionnaire du personnel ;
- un entraînement aux relations sociales ;
- une ouverture sur les fonctions de l'entreprise.

Une première expérience en entreprise est nécessaire.

Début du stage : 30 novembre 1982.
Recrutement : fin octobre 1982
dossier de candidature à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Madame FLOIRAC ☏ 766.84.22
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS.



Gestion financière — 350.000 F

Placements mobiliers et immobiliers - Un important groupement d'institutions sociales recherche pour son siège à Paris un cadre financier de haut niveau pour diriger ses opérations de placements financiers. En étroite collaboration avec la Direction Générale du groupe, il sera responsable de la gestion des fonds de placement qui représentent plusieurs milliards de francs en valeurs mobilières et en immeubles. Ce poste, nouvellement créé, offre une intéressante opportunité de carrière à un cadre d'envergure, de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sciences Po...) âgé d'au moins 35 ans, possédant une expérience confirmée des placements financiers, des valeurs mobilières, des méthodes modernes de gestion et d'analyse financière acquise par exemple chez un investisseur institutionnel ou dans une banque (gestion de portefeuilles d'obligations, direction de SICAV...). La rémunération, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 350.000 francs. Ecrire à J. MOUNIER. Réf. A/2114E

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg



Ingénieur électronicien H F — Banlieue sud

Membre d'un groupe de renommée internationale, cette société industrielle, spécialisée dans la production de câbles électriques spéciaux, recherche pour prendre la direction du service Qualité de la société, un ingénieur électronicien H.F. qui sera basé à l'établissement principal (500 personnes) situé dans la banlieue Sud de Paris. Dépendant de la Direction Générale, et supervisant une cinquantaine de personnes, il aura pour mission de mettre en œuvre la politique «Qualité» de la société en harmonie avec la fabrication et le service commercial. Il assumera la gestion générale de ses services, sur les plans «Personnel» et administratif (statistiques-procédures-normes-certifications...). Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 35 ans, possédant une expérience convaincante acquise en Production et ayant une bonne pratique de la langue anglaise. La rémunération pourra atteindre, voire même dépasser 220.000 francs si l'expérience et le potentiel du candidat retenu le justifient. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2250M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

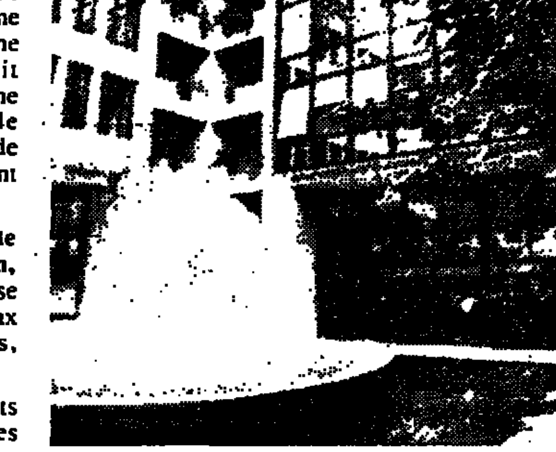
Bien connaître l'entreprise pour prendre des «postes clés» !

X, Ponts, Centrale Paris, Mines Paris, HEC, ESSEC, Droit privé

Les A.G.F. : un C.A. de 13 milliards de francs, une croissance de 19 %, une implantation dans huit métropoles régionales, une présence dans plus de 50 pays, un effectif de 12 000 collaborateurs dont 5 000 commerciaux.

Evoluant dans un **contexte international en mutation,** nous sommes sans cesse confrontés à de nouveaux problèmes économiques, financiers et commerciaux.

De plus, nos importants départements techniques mettent au point chaque année de nouveaux contrats.



Le nouveau siège social des A.G.F. à Paris

Pour maintenir et développer notre encadrement supérieur de demain, nous recrutons de **jeunes diplômés débutants : ingénieurs, commerciaux, docteurs en droit** (X, Ponts, Centrale Paris, Mines Paris, HEC, ESSEC, Droit privé international, des affaires, général).

Vous intégrerez notre société en fin d'année 1982 et débuterez alors un stage de formation d'un an à Paris.

Après vous être familiarisé avec notre profession, vous vous formerez à nos techniques et méthodes de gestion dans différents secteurs de l'entreprise.

A l'issue de ce stage, un poste opérationnel vous sera proposé au sein d'une de nos directions.

Vous êtes prêts à rejoindre un groupe performant, soucieux d'innover, d'aller de l'avant.

Merci d'écrire sous la référence JD/M aux



ASSURANCES GENERALES DE FRANCE
Département Recrutement
33, rue Lafayette - 75426 PARIS CEDEX 09

MEDIA PA.

Chef des ventes national — 150.000 F

Audio-visuel - Sur un marché en forte expansion, cette société, jeune et dynamique, diffusant des vidéogrammes crée le poste de Chef des Ventes National pour assister son Directeur commercial Grand Public. Il sera responsable de la réalisation des objectifs de vente sur le terrain. Il formera, animera et contrôlera une dizaine de VRP exclusifs. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 28 ans au moins, de formation supérieure, ayant acquis une première expérience d'animation et d'encadrement d'une équipe de vente. La connaissance du marché des biens de grande consommation du secteur loisirs est appréciée. Une voiture personnelle est obligatoire. Ce poste est à pourvoir en toute proche banlieue parisienne. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience du candidat, pourra atteindre 150.000 francs. Ecrire à Ph. LESAGE. Réf. A/2276M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

Responsable recouvrement

XEROX DISTRIBUTION recherche pour **PONT DE SURESNES** son **RESPONSABLE RECOUVREMENT.**

Au sein d'une petite équipe administrative et comptable, il sera chargé de la **définition** et de la **mise en place de méthodes et procédures de recouvrement** efficaces, de leur suivi et constante amélioration

Il participera à la définition des besoins informatiques, établira un tableau de bord mensuel.

De **formation supérieure souhaitée (école de commerce et/ou licence en droit),** le candidat aura environ deux ans d'expérience dans un domaine similaire et sera disponible pour des déplacements de courtes durées.

Rémunération : 90 000/100 000 F annuels.

Merci d'adresser votre candidature sous référence XD/3 à Patrick JOUNOT - **XEROX DISTRIBUTION** - 4, rue Diderot - B.P. 74 - 92152 SURESNES CEDEX.

Xerox Distribution

MEDIA PA

LA RADIOTECHNIQUE

CA 4000 MF - 10.500 personnes
Siège Social SURESNES, recherche

- pour son SECRETARIAT GENERAL

JURISTES — réf. 2191

débutants ayant le niveau du Doctorat en Droit avec, de préférence, une formation complémentaire (IEP . IAE ...)

- pour son DEPARTEMENT CENTRAL DU PERSONNEL

ATTACHE — réf. 2192

Niveau d'Etudes Supérieures IEP. DROIT GESTION, Sciences HUMAINES

- pour son Service du Personnel à SURESNES

RESPONSABLE PAIE et GESTION ADMINISTRATIVE — réf. 2193

(1.100 personnes). Niveau BTS, DUT Gestion ou équivalent + 3 à 4 années d'expérience.

Encadrant un service de près de 10 personnes,
- il veille au bon déroulement de la paie informatisée
- gère les contrats de travail et les dossiers du personnel
- est chargé de missions ponctuelles variées (participation, statistiques, élections...).

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions en précisant le poste pour lequel vous êtes candidat à LA RADIOTECHNIQUE, à l'attention de Monsieur BOURGES - Service du Personnel - B.P. 301 92156 SURESNES CEDEX.

Une société française (C.A. consolidé 650 MF), filiale d'un groupe important, recherche pour assister son Directeur Financier :

ANALYSTE DE GESTION

Il sera chargé :
- de l'élaboration et du suivi du budget, ainsi que de l'amélioration des techniques budgétaires,
- du contrôle administratif et budgétaire des filiales,
- de l'étude et de la mise en place de nouveaux moyens pour le contrôle de gestion,
- de toutes analyses financières demandées par la Direction Générale de la société.

Ces missions réalisées dans un esprit de conseil et d'assistance nécessitent une grande ouverture d'esprit et un sens des contacts humains affirmé.

Le poste sera confié à un jeune diplômé d'Ecole Commerciale ou équivalent, justifiant d'une expérience de deux ans acquise de préférence dans une société industrielle. Cette première expérience lui aura permis d'acquérir une bonne connaissance de l'informatique et des techniques de la comptabilité générale et analytique.

Pratique de l'anglais souhaitée.
Poste basé à PARIS.

Adresser dossier de candidature s/réf. 9747 à

VALENS CONSEIL
VALENS CONSEIL
BP 359 - 75064 PARIS CEDEX 02

Chef Département

Incinération

L'activité de notre société (eff. 800 - 500 MF - 20 implantations en province) filiale du groupe ELF AQUITAINE est axée sur la gestion de l'énergie.

En plein essor et puissamment aidés par le groupe, nous développons nos activités traditionnelles : innovations dans l'industrie du chauffage et de la climatisation, élargissement de notre clientèle, conquête de marchés nouveaux... Par ailleurs nous nous diversifions dans tous les domaines concernant les économies d'énergie, les énergies nouvelles et de substitution : pompes à chaleur, réseaux de chaleur, récupération d'énergie en milieu urbain et industriel...

Nous recherchons pour PARIS un

Ingénieur grande école ECP, AM...

âgé de 35 ans environ, à fort potentiel.

Disposant obligatoirement d'une solide expérience pratique des techniques d'incinération, il aura exercé pendant au moins 5 ans une fonction de responsabilité dans le secteur industriel (chef de département, chef de projet, ingenierie...)

Il aura pour mission la prise en charge et le développement de notre activité incinération :
- **contrôle technique et gestion des unités existantes à travers nos filiales**
- **promotion de notre activité incinération**
- **montage des opérations correspondantes, études préalables, négociations, montages juridique et financier.**

siteco — Envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions sous Réf. B 831 M à D. DANGER - Service Recrutement CORT - 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Desseln

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE

PROCHE BANLIEUE NORD-OUEST

Importante société d'équipement électrique (C.A. 1 Milliard de francs, effectifs 4000 personnes) développant ses activités informatiques, recherche pour renforcer son équipe :

LE RESPONSABLE DE LA PRODUCTION

Chargé de contrôler le fonctionnement de l'exploitation actuelle sur IBM 370/125 et le démarrage des nouvelles applications sur HP 3000/44.

UN CHEF DE PROJET ORGANISATION ET INFORMATIQUE

Chargé d'assurer : - la liaison avec la SSCI traitant les applications comptables (comptabilités générale, auxiliaires, analytique et budgétaire).
- le contrôle du développement de l'interface entre ces comptabilités et les applications de gestion commerciale.

Expérience recherchée : - Base de données Image et/ou Total. - Développement de projets comptables.

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Formation **IUT, MIAGE** ou équivalent ayant 4/5 ans d'expérience COBOL et base de données.

Envoyer C.V. manuscrit et prétentions avec photo sous réf. 45449 M à :
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
recherche

INGENIEUR MECANICIEN DE FORMATION

débutant ou expérimenté, intéressé par le développement des techniques et procédés nouveaux destinés à l'automatisation de l'assemblage de produits évolués fabriqués en grande série.

Capacité de dialogue avec les milieux de la recherche et les milieux industriels d'application.
Autonomie et aptitude au travail en équipe.
Connaissances sérieuses en automatismes industriels.
Expérience, même limitée en Informatique et CAO appréciée.

Ecrire sous No 46.286 à CONTESSE PUBLICITE,
20, Avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra

Ingénieur réseau

Votre atout : une expérience Système

La filiale informatique d'un des principaux groupes de prestation de service en publicité cherche un **ingénieur, grande école,** ayant une forte compétence **SYSTEME** et parallèlement une expérience **RESEAU.**

Il faut impérativement une expérience de plusieurs années IBM - CICS - VS et la maîtrise de l'un ou l'autre des domaines suivants : Data Base IBM, réseau Télécom VTAM, BTAM, frontaux de communication.

Cet ingénieur est chargé de la réalisation d'un projet de vaste envergure lié au tourisme et aux transports.

Ce poste convient à un candidat motivé par un travail autonome de créativité et de recherche (réf. 1264).

Ingénieurs commerciaux

Cette société, filiale française d'un leader américain de mini-ordinateurs, offre une gamme de produits de haute performance, s'adaptant à tous les besoins de l'utilisateur : réseaux, gestion transactionnelle et décisionnelle, calculs scientifiques, CAO, bureautique.

Elle souhaite engager **deux ingénieurs commerciaux :** l'un est orienté vers les **applications industrielles** (calcul des résistances, des structures, génie électrique, chimique, nucléaire) ; l'autre vers la **gestion** (paye, comptabilité, stocks).

- Si vous avez une formation d'ingénieur (INSA, ESME),
- Si vous avez acquis une première expérience de la vente dans l'un ou l'autre de ces domaines,
- Si vous êtes attiré par une formation aux U.S.A., -

votre candidature nous intéresse (réf. 1265).

Ingénieurs logiciel

Pour faire face au développement de ses réalisations dans le domaine des techniques nouvelles de l'**informatique logiciel temps réel** (vidéotext, architecture de réseaux, CAO, systèmes bancaires), une SSCI cherche des **INGENIEURS (X, Mines, Centrale, Télécom, ESE, Sup'Aéro, Ensimag, Enseeiht...) :** vous débutez ou vous avez une à trois années d'expérience ; vous possédez une bonne maîtrise d'un **assembleur micro** (M 6800, INTEL 8085) ou d'un **assembleur mini** (MINI 6, SEL 32, VAX) et vous connaissez les outils de développement. **Nous vous offrons des possibilités de carrière de haut niveau technologique dans notre Division Logiciel.** (réf. 1266).

L'un de ces postes est à pourvoir à **TOULOUSE.** Il s'agit de prendre, à côté du directeur local, **la responsabilité d'une nouvelle cellule technique spécialisée en productique (logiciel graphique, CAO, automatismes, tests et instrumentation)** que vous aurez mission de développer (réf. 1267).

Merci d'écrire sous référence correspondante. Information téléphonée sur toutes nos opportunités de carrière 24 h sur 24 au (1) 742.86.50.

MEDIA BA

INFORAMA
La technologie par les hommes



7, rue Pasquier, 75008 Paris
Tél. (1) 742.14.40
LYON - LILLE - TOULOUSE

---

voulez-vous être le chef de projet qui va informatiser notre centre médico-chirurgical?

Grand organisme du tertiaire, nous disposons d'un 4341/DOS-VSE au siège (Paris 13e) et relions par TRANSPAC une quinzaine d'IBM 8100 installés en région.

Vous rejoignez notre service informatique (40 p.) et conduisez l'informatisation complète d'une de nos activités.

Votre expérience de 7 à 8 ans compte plus que votre formation toutefois une MIAGE est la bienvenue. Vous pratiquez COBOL, CICS et VSAM et savez aujourd'hui concevoir et piloter la réalisation d'applications développées sur minis distribués.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4218 LM) à **« Carrières de l'Informatique ».**

Si les valeurs mobilières vous parlent, d'analyste devenez chef de projet.

Une banque Coopérative parisienne s'attèle à la refonte des applications gérant ses valeurs mobilières et vous propose de la rejoindre.

Votre tâche est double : vous participez à la réalisation du nouveau système et, en parallèle, aménagez les applications existantes, mises en oeuvre sur un 303X, pour coller à l'évolution de la législation.

Vous disposez d'une formation supérieure, ingénieur ou universitaire, avez acquis en 3 à 4 ans une bonne pratique de COBOL, CICS et DL1 dans une banque ou un établissement financier et les termes comme actions, obligations, SICAV, Bourse... vous sont devenus familiers.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4164LM) à **« Carrières de l'informatique ».**

un ingénieur, futur dirigeant technique, en Normandie

Groupe industriel de premier plan (10 usines), nous développons des produits techniques originaux pour le bâtiment ainsi que les machines pour les fabriquer.

A 30 ans au moins, vous êtes ingénieur diplômé (ECP, ESE, AM, INSA...) et avez acquis votre expérience par exemple au BE d'une affaire papetière, agro-alimentaire, de matières plastiques ou caoutchoutière. Vous savez définir un produit, établir et suivre un programme d'études, mener les essais...

Vous développez nos produits nouveaux (études, pré-séries en unités pilotes...), établissez les processus de fabrication, créez les moyens techniques les mieux adaptés (machines, automatismes, asservissements...) Vous parlez l'anglais, et peut-être l'allemand.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4196 LM) à **« Carrières d'Ingénieurs ».**

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Psychologue d'entreprise

Paris Etoile

Nous sommes une équipe chargée, au sein d'un grand groupe financier, de toutes les actions de recrutement, depuis l'élaboration des annonces jusqu'à l'émission des contrats ainsi que du suivi du personnel interne dans un objectif de mutations et de promotions.

Nous avons à faire face à un surcroît d'activité, c'est pourquoi nous souhaitons nous adjoindre, pour une mission d'un an environ, un collaborateur de bon niveau, déjà rodé (2 à 3 ans d'expérience du recrutement), afin de pouvoir lui confier rapidement des responsabilités complètes, y compris la relation avec nos interlocuteurs opérationnels.

Si vous êtes intéressé par une expérience supplémentaire dans une fonction complète de recrutement, merci d'adresser votre CV sous référence 1388M à

SOURCES 16, rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)



Complète ses équipes et recrute pour son Service RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT situé à BAGNEUX

TECHNICIEN ELECTRONIQUE AUTOMATISMES

De formation BTS ou DUT en électronique ou automatismes, il devra justifier d'une première expérience en programmation de micro-processeurs. Réf. 101

DESSINATEUR PROJETEUR V2 ou V3

Cette fonction de conception, d'étude et de développement d'appareils électromécaniques intéresse un candidat ayant une très bonne formation de base et une expérience de 5 à 6 ans dans une fonction similaire en bureau d'études.

C'est un créatif capable de s'autonomiser et d'animer une équipe de dessinateurs, d'assurer des liaisons avec d'autres services de l'entreprise. Réf. 103

DESSINATEUR EN MECANIQUE ET ELECTROMECANIQUE

De formation BTS ou DUT il a une expérience de 2 à 3 ans minimum en bureau d'études ou chez un constructeur dans une fonction similaire. Réf. 102

TECHNICIEN EN ELECTRONIQUE

Débutant. Le candidat souhaité est titulaire d'un BTS ou d'un DUT électronique ou automatismes.

Il recevra une formation dans nos services études dont la mission est la mise au point de montages d'automatismes. Réf. 104

Les lettres de candidature accompagnées d'un CV devront parvenir sous la référence correspondante au poste qui vous intéresse à SMH ALCATEL - Service du Personnel - 113, rue Jean-Marin Naudin 92220 BAGNEUX

---

chef de produit

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

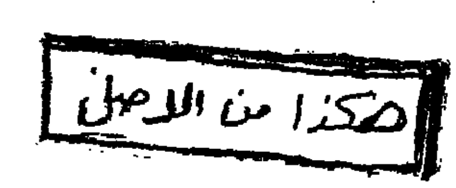
Notre Laboratoire occupe (avec un effectif de 700 personnes et un C.A. de 180 M.) la 2e place en France dans son secteur d'activité : médicaments à base de plantes. Notre développement rapide (25 % en volume par an) nous amène à recruter un nouveau collaborateur. Rattaché au Directeur de Marketing, ce Chef de Produit gère une ligne de produits "conseil" en pharmacie et une ligne de produits vétérinaires. Il réalise les études préalables au lancement de nouveaux produits, établit les brochures et argumentaires destinés à la force de vente, conçoit et suit les actions promotionnelles en assistance à la force de vente, assure le suivi des travaux cliniques, est en contact avec nos clients : vétérinaires, éleveurs et pharmaciens. Son action s'inscrit à l'intérieur d'un budget et d'un objectif de marge. Ce poste convient à un jeune Chef de Produit, diplômé d'une Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP...), ayant 2 à 3 ans d'expérience acquise soit dans un laboratoire pharmaceutique, soit dans une entreprise de cosmétiques ou de produits grande consommation. Une bonne pratique de l'anglais et ou de l'espagnol serait appréciée. Ce poste est basé à PARIS ; un intérêt personnel pour l'homéopathie et les médecines douces sera un facteur de réussite.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 178.82 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC



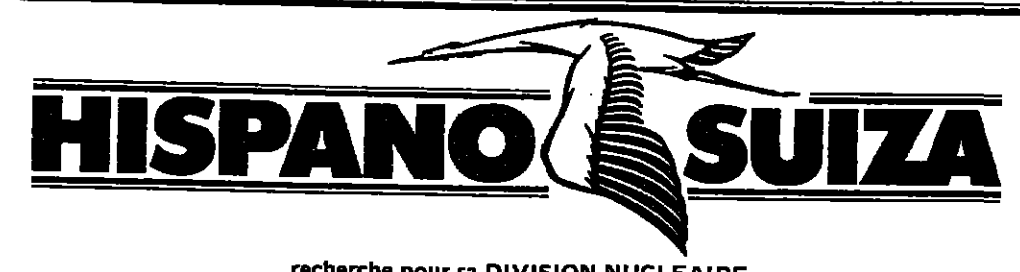
	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



recherche pour sa DIVISION NUCLEAIRE

DEUX INGENIEURS

Expérience 5 à 10 ans

Formation AM - ENSICA - ENSEEIHT - ENSI - INSA

Ils auront à prendre la responsabilité de sections d'études d'automatisme et d'électricité de robots nucléaires dont les activités s'étendent sur les domaines suivants :
- l'étude des systèmes de pilotage automatique et hydraulique de télémanipulateurs
- l'établissement de devis techniques
- le suivi des fabrications
- la mise au point
- la mise en route et la maintenance sur site.

L'expérience de la micro-mécanique, de la robotique, des mini-calculateurs et de la conduite de process seront nécessaires ainsi qu'une forte capacité pour la conception et le goût des contacts.

Des déplacements de courte durée peuvent être fréquents.

HISPANO SUIZA

Adresser candidature avec C.V. et photo à la Direction des Relations Sociales sous réf. IN 333, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex.

Jeune cadre marketing-vente produits industriels

PME filiale d'un très grand groupe industriel français, nous fabriquons des produits en métaux spéciaux destinés aux industries de pointe. Nos perspectives de développement nous amènent à recruter un jeune cadre rattaché à notre direction commerciale.

Après une formation solide à nos produits au sein de nos deux usines, il visitera la clientèle existante en France et dynamisera nos agents locaux à l'étranger. Il aura également à détecter de nouveaux marchés et à définir de nouveaux créneaux pour nos produits, en liaison étroite avec les usines.

Vous avez une trentaine d'années et une expérience commerciale acquise en milieu industriel. Homme de terrain aimant la vente, vous savez prendre du recul et avez l'imagination nécessaire pour diversifier efficacement un chiffre d'affaires.

Vous avez une formation supérieure : ESC ou ingénieur. Anglais indispensable, allemand apprécié.

Nicole Marichez vous remercie de lui écrire, sous réf. B4542M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

INFORMATIQUE ET INDUSTRIE

La Division Industrie de CAP SOGETI SYSTÈMES dispose aujourd'hui de références indiscutables dans les domaines les plus avancés de l'informatique industrielle.

Elle recherche, pour renforcer son potentiel d'intervention, un

Ingénieur Commercial expérimenté

connaissant si possible le monde industriel à Paris.

Le poste proposé permettra à son titulaire de valoriser fortement une expérience commerciale (acquise de préférence chez un constructeur) par le niveau et l'importance des prestations offertes à une clientèle diversifiée.

Son évolution professionnelle sera également favorisée par l'expansion rapide de CAP SOGETI SYSTÈMES, première société française de prestations intellectuelles en informatique.



Un dossier de candidature est à adresser sous référence 74797 à Josyane Muller - CAP SOGETI SYSTÈMES 21, rue Leriche - 75015 Paris.

Manager Informatique

300 000 F

Importante Société Française d'Ingéniérie, d'envergure internationale, implantée en très proche banlieue Ouest, cherche le **Responsable de son Département Informatique.**

Chargé de participer à la définition du plan informatique de la société, de conseiller les différents utilisateurs internes dans leurs applications scientifiques ou de gestion, il devra gérer une équipe de 30 collaborateurs, un parc matériel sophistiqué et un budget important.

La fonction qui ne peut être confiée qu'à une personnalité affirmée — un cadre supérieur sachant allier fermeté et diplomatie pour s'imposer à des interlocuteurs compétents — convient à un **Diplômé de grande école : X, Centrale, Mines...** ayant acquis une solide expérience (7 à 10 ans) en tant que responsable d'études, chef de gros projets, directeur d'équipes informatiques importantes dans le domaine industriel.

La connaissance de l'anglais, du matériel IBM, des techniques informatiques nouvelles : temps réel, macrolangages, bases de données... est indispensable.

Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo, sous réf. 3028/M à Claudine FERRY-CLÉMENT, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC



Analystes organiques

Le SERVICE ORGANISATION ET INFORMATIQUE de la S.E.I.T.A. regroupe une soixantaine de personnes et est équipé d'un ordinateur central (2000K) situé à PARIS, et d'un réseau, basé sur TRANSPAC, de plus de 120 mini et micro ordinateurs.

Les analystes qui seront recruté(e)s participeront à des projets qui mettent en jeu les différents matériels. Dans le cadre d'un travail en équipe, ils (elles) contribueront à l'élaboration du cahier des charges des projets et seront responsables de la réalisation des dossiers d'analyse et de l'animation d'une équipe de programmeurs.

Ce poste intéresse des candidat(e)s de formation MIAGE ou équivalent, ayant une expérience de plusieurs années, capables de s'adapter à des matériels et à des langages différents.

Statut cadre et nombreux avantages garantis. Lieu de travail : PARIS.

La S.E.I.T.A., Société nationale, industrielle et commerciale qui emploie 9000 personnes, réparties en 40 établissements, conduit, dans le cadre d'un plan triennal décidé au plus niveau, une politique de développement en informatique et en bureautique.

M.L.GUIOMAR étudiera en toute discrétion votre candidature à envoyer, sous réf.22063M. Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 204 Rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC



Division des services de gestion

SLIGOS domine en France le marché des services de gestion pour les petites et moyennes entreprises et les professions libérales... L'expérience acquise depuis 12 ans lui a permis de mettre à la disposition de ses clients des outils de gestion performants, très adaptés à leurs besoins. Dans le cadre du développement rapide de ses activités recherche

Programmeurs système HF

ayant au minimum 1 à 2 ans d'expérience de l'utilisation des outils standard IBM ainsi que de l'adaptation et du développement des logiciels d'exploitation orientés temps réel. Bonne pratique de l'assembleur indispensable.

Missions : — assurer l'assistance technique auprès des groupes de réalisations,
— participer au développement des méthodes et outils.

Lieu de travail PUTEAUX.

Nous avons demandé à Mme CLÈRE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/réf. 73615/M à Mme CLÈRE, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point du Pont-de-Sèvres, 92516 BOULOGNE.

Publivat

Juriste

Droit immobilier, co-propriété, rapports locatifs

Expérience acquise, par exemple, dans société immobilière, administration de biens, notariat...

Nous recherchons un

Homme de relations

animé d'un fort sens du service ; il est en contact permanent avec nos partenaires. Il les assiste dans d'importants problèmes de droit immobilier, de co-propriété, de rapports locatifs...

Il veille à maintenir le respect de l'unité de notre politique au niveau régional (Paris et les 7 départements de la couronne).

Il peut être appelé à apporter son concours dans des problèmes d'organisation de services et d'études de structures.

Enfin et surtout, il nous représente auprès de nombreux organismes et participe en notre nom à des réunions départementales officielles à un niveau élevé.

Le poste nécessite une réelle expérience dans le domaine concerné, l'art des contacts et une grande disponibilité. L'âge est indifférent.



Ecrire avec CV, photo et prétentions sous réf. 2853 M à D. DANGER - Service Recrutement - CORT, 65, avenue Kléber - 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

Desseln

Etablissement public secteur énergie, recherche pour délégation régionale Ile de France (Implantation prochaine à Marne-la-Vallée) un

INGENIEUR TECHNICIEN

Formation Maîtrise sciences physiques (Génie Civil) ou équivalent.

Chargé de la mise au point de conventions avec les collectivités locales et autres partenaires.

Adresser lettre de candidature avec CV et prétentions à A.F.M.E. - Secrétariat Général - 27, rue Louis Vicat - 75015 PARIS.

pmp

LE CENTRE MONDIAL INFORMATIQUE

recherche

1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Formation grande école souhaitée

2 à 5 ans d'expérience en vidéo, et/ou Informatique pour création d'un laboratoire, définition des équipements et de moyens. Constitution d'une équipe de haute technicité sur les problèmes de couplage d'un lecteur de vidéo-disques et d'un micro-ordinateur.

Adresser C.V. et prétentions au :
Secrétaire général du Centre Mondial
22, avenue Matignon
75008 PARIS

IMPORTANT GROUPE DU TERTIAIRE

recherche pour sa

DIRECTION DU PERSONNEL

A PARIS

2 JEUNES DIPLOMES ESC

Intégrés dans l'équipe «FORMATION», ils participeront à différentes missions concernant la formation du Personnel dont le budget représente 3,5% de la masse salariale du Groupe.

Dans le cadre d'un plan informatique de grande envergure ils concevront et animeront avec les Directions concernées, dans un premier temps, des stages de formation liés à la mise en place de ce plan (initiation à l'informatique, gestion informatisée, etc...).

De ces nombreux contacts avec tous les secteurs de l'entreprise et avec les différents niveaux de la hiérarchie, ils acquerront rapidement une excellente connaissance de l'entreprise leur permettant d'évoluer au sein de la Direction du Personnel et des Relations Sociales ou vers tout autre département du Groupe.

Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite précisant vos motivations — CV, photo et rémunération souhaitée sous No 46.344 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

AVIONIQUE, INFORMATIQUE, PRODUCTION

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique des équipements de haute technologie dans un secteur appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années.
Ces perspectives nous conduisent à intégrer des hommes de production sachant diriger.
Nous recherchons des

INGÉNIEURS

MÉCANICIENS
AM ou équivalent

Au sein du bureau d'Études Optroniques pour équipements aéronautiques, ils auront de nombreux contacts avec des spécialistes de haut niveau dans les domaines de l'optique, de l'électronique et dans la production.
La connaissance de l'anglais est appréciée.

ÉLECTRONICIENS

De formation Grande École, ils participeront, au sein de petites équipes qui ont su prouver leur efficacité, à la mise en place d'un système informatique en temps réel.
Ces fonctions pourront déboucher rapidement sur des responsabilités d'encadrement.

Les possibilités d'évolution sont très ouvertes.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier, accompagné d'une photo à Madame CHARRIER, THOMSON CSF, 52, rue Guynemer, 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX, sous référence 31073 M.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

HAVAS CONTACT

Le CENTRE DE FORMATION de l'un des leaders de la DISTRIBUTION cree deux postes

directeur adjoint

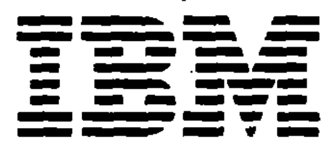
Il est responsable, auprès des Sociétés du Groupe, des diagnostics et de l'élaboration des plans de formation ; il en assure la mise en œuvre et le suivi avec une équipe de formateurs (internes et externes), dont il est aussi le conseil et l'animateur pédagogique. C'est un diplômé d'Etudes Supérieures, véritable professionnel des problèmes et des techniques de formation d'adultes, de préférence dans le secteur Distribution. Anglais fortement souhaité pour les contacts européens. (Réf. 58 AM)

formateur - informaticien de gestion

Intégré dans l'équipe des intervenants, qu'il conseille en Technicien, il évolue vers la prise en mains de la formation aux méthodes de gestion commerciale par micro-ordinateurs. Il a une MIAGE ou au moins un DUT et ses premières expériences (1-3 ans) lui ont fait découvrir ses talents et ses motivations pour la pedagogie d'adultes. Nous lui ferons connaitre un secteur professionnel passionnant. (Réf. 58 BM)

Pour ces postes basés à Paris, déplacements fréquents dans toute la France.
Pour transmettre votre dossier, ou échanger des informations confidentielles, écrire ou appeler,

Hervé Le Baut Consultants - 11, rue La Boétie - 75008 PARIS Tél. : 265.38.39



FISCALISTE QUALIFIE(E)

Diplômé(e) de l'Ecole Nationale des Impôts et ayant quelques années d'expérience professionnelle.

FISCALISTE DEBUTANT(E)

Diplômé(e) de l'Ecole Nationale des Impôts ou possédant une maîtrise en Droit et un DESS de fiscaliste.

Vous souhaitez exercer votre activité de façon durable dans le service fiscal d'une grande entreprise.
Nous vous proposons de rejoindre une petite équipe, basée à Paris, traitant de tous les aspects nationaux et internationaux de la fiscalité et ayant de nombreux contacts à tous niveaux au sein de la Société.
Dans les deux cas, un niveau d'anglais au moins scolaire est nécessaire.

Nous garantissons une totale discrétion et vous remercions d'adresser lettre de candidature et C.V. sous référence F 09 M à Compagnie IBM France - Service Fiscal
68/76, Quai de la Rapée - 75012 PARIS

Très important Groupe du Secteur Para-Pétrolier
C.A. plus de 3,5 milliards de FF en 1982
recherche pour son siège social à Paris

Adjoint du chef des services comptables

Votre profil :
Votre formation (DECS complet ou BP ancien régime) ainsi que votre expérience de 5 à 10 ans acquise si possible dans une société à vocation internationale font de vous un excellent professionnel de la comptabilité.
Vous êtes tenté par une entreprise dont l'activité est totalement tournée vers l'exportation et vous pratiquez couramment la langue anglaise.

Le poste :
Directement rattaché au chef des services comptables, vous aurez à résoudre les problèmes comptables de notre siège et de nos filiales, et établissements implantés à l'étranger dans les domaines suivants :
- comptabilité générale et analytique,
- contrôle et consolidation de comptabilités plurimonétaires,
- établissement de bilans.

Vous exercerez des responsabilités directes de commandement et assurerez le dialogue avec les informaticiens.
De brèves missions à l'étranger sont également à prévoir.
Adresser lettre manuscrite, CV., photo et prétentions, sous réf. 4649 à Média System, 104, rue Réaumur 75002 Paris.

Un jeune juriste ... au pied marin

120-140 000

Notre solide entreprise française (1,2 milliard de F de CA, 1 500 personnes) exerce ses activités sur les sites des forages pétroliers du monde entier. Notre Secrétaire Général recherche un jeune diplômé en droit pour le seconder au Siège en banlieue sud-ouest de Paris, et pour lui confier de courtes missions opérationnelles sur des sites souvent marins.

Votre bonne connaissance et votre pratique – même faible – des Droits Civil, du Travail et/ou Maritime, vous permettront au Siège, de participer, en liaison avec les responsables opérationnels, à la formation et à l'évolution de nos contrats de toute nature, en particulier ceux liés aux forages. Vous pourrez aussi superviser nos services généraux (10 personnes).

Votre aptitude à assimiler rapidement des législations locales vous permettra lors des missions à l'étranger de préparer le terrain – ou le marais – juridique et de résoudre sur place des problèmes de votre compétence.

C'est "un métier d'homme"... *and you're most welcome aboard young fellow, should you be a good lawyer, an open-minded negociator, a participative manager with some taste for results and ... adventure !*

Jean Bousser vous remercie de lui écrire sous référence 2620M, 1 rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

NOUS SOMMES UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
Solidement implantée en France et aux U.S.A.
Notre C.A. de 130 M.F. progresse constamment depuis 16 ans –
nous recherchons pour notre
DIVISION ELECTRONIQUE

1 CHEF DE PROJET

De formation INGENIEUR GRANDES ÉCOLES

Possédant :
- de bonnes connaissances en électronique et en informatique (si possible temps réel)
- du goût pour l'aéronautique
- entre 6 et 10 ans d'expérience technique
- de solides capacités d'encadrement, d'animation et d'organisation.

(Référence 6638 A)

1 CHEF DE GROUPE LOGICIEL

INGENIEUR

Possédant :
- environ 5 ans d'expérience en informatique temps réel (si possible mini-ordinateur)
- de solides capacités d'encadrement et d'animation d'une équipe d'ingénieurs et d'analystes.

(Référence 6638 B)

1 CHEF DE GROUPE MATERIEL

INGENIEUR ou équivalent

Possédant :
- environ 5 ans d'expérience en micro-informatique et électronique analogique
- de solides capacités d'encadrement d'une équipe de techniciens et pour organiser l'avancement de travaux.

(Référence 6638 C)

Ces personnes assureront l'encadrement d'une équipe chargée de l'étude et de la réalisation d'un simulateur de conception nouvelle.

Lieu de travail : PARIS-OUEST

Envoyer lettre manuscrite CV et prétentions sous référence correspondante à : JEAN REGNIER Publicité - 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

LE 4e CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATÉRIEL INFORMATIQUE TRÈS FORTE CROISSANCE + 78% EN 1981, IMPLANTÉ MONDIALEMENT (CENTRES DE RECHERCHE EN FRANCE ET EN CALIFORNIE, FILIALES DANS LES PRINCIPAUX PAYS EUROPÉENS), CRÉE LA FONCTION DE

INGÉNIEUR RESPONSABLE DE LA QUALITÉ

Vous dépendrez directement du Directeur Général et serez responsable du maintien du leadership mondialement reconnu de nos produits dans le domaine de la qualité. Pour cela vous coordonnerez les équipes d'inspecteurs de Qualité des usines; vous définirez les procédures et les moyens de contrôle; vous préparerez un tableau de bord mensuel de suivi de la qualité. Les rapports de nos propres équipes d'installation et d'entretien (100 personnes dont 50% à l'étranger) vous permettront de suivre l'évolution de la qualité jusque chez le client. Vous aurez les pouvoirs et le support nécessaires à la mise en place rapide d'actions correctives par les services de développement, de fabrication ou de maintenance.

Pour vous préparer à cette fonction, vous avez précédemment défini, mis en place et géré un programme «d'assurance qualité» dans des produits de technologie très évolutive. Vous possédez une bonne connaissance des méthodes d'échantillonnage statistique et de l'évaluation des équipements de tests. Enfin votre aptitude à communiquer vous permettra d'emporter l'adhésion de tous.

Lieu de travail: proche banlieue parisienne.

Écrivez à BENSON, Service du Personnel, Z.I. des Petites-Haies
1, rue Jean-Lemoine - 94015 CRÉTEIL.



benson
la réussite par les hommes.

HAVAS CONTACT

هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Juriste opérationnel

Groupe français diversifié coté en Bourse, en plein développement (1 700 personnes, 500 millions de F. de C.A.), nous produisons et commercialisons en France et à l'étranger des biens de consommation durables et des biens d'équipement de grandes qualité et notoriété.

Auprès du Directeur Administratif, nous recherchons un juriste expérimenté en Droit des Affaires (Droit des Sociétés, Commercial, du Travail, Fiscal, Assurances, Brevets) pour prendre en charge études et missions juridiques opérationnelles (nécessitant déplacements brefs mais fréquents à Paris, voire à l'étranger).

Votre compétence attestée par une formation supérieure juridique + gestion + anglais, et votre expérience de plusieurs années en entreprise, ont façonné un juriste rigoureux suffisamment pragmatique, autonome et responsable pour faire aboutir avec efficacité et souplesse les missions qui lui sont confiées.

Basé dans une agréable capitale régionale à 2h30 au sud de Paris, vous trouverez le calme propice à la réflexion, et au sein d'une équipe restreinte de cadres, le dynamisme d'une entreprise performante capable de récompenser vos efforts, succès et ambitions.

Jean Bousser vous remercie de lui écrire sous réf. 2625M, en précisant vos domaines de compétences et la rémunération souhaitée, 1, rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES

UNILEVER FRANCE SERVICES

recherche pour LEVER INDUSTRIEL,
Société spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits d'entretien et de nettoyage, un

CHEF DE MARCHE SENIOR (MARKETING-VENTES)

Sous l'autorité du directeur marketing-ventes, le chef de marché à la responsabilité des produits de nettoyage pour les industries alimentaires.

Il prend en charge la totalité des actions marketing (plans, stratégie, publicité, parkaging...) et dirige une force de vente composée d'un chef de vente et de 3 délégués régionaux.

Ce secteur étant amené à se développer fortement nous recherchons un candidat à potentiel élevé, de formation supérieure (agro, agri, formation laitière... avec complément gestion), ayant une expérience développée de ce type d'activité.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Les possibilités d'évolution de carrière sont importantes dans le groupe UNILEVER en France ou à l'étranger.



Adresser CV, photo et prétentions
sous référence XXX/82
UNILEVER FRANCE SERVICES
8 av. Delcassé 75384 Paris cedex 08

INFORMATIQUE

Nous sommes un groupe de services informatique composé de 450 personnes et recherchons dans le cadre de nos activités de facilities management d'exploitation et de saisie.

INGENIEURS D'AFFAIRES

(réf. 091A01)

ou

PROSPECTEURS COMMERCIAUX

(réf. 09PC01)

Ils seront chargés de prospecter le marché des grandes et moyennes entreprises afin de développer le parc clients existant et générer de nouvelles opérations.

Ces postes conviendraient à des personnes ayant le goût du contact et une expérience de la vente de Services.

Une connaissance du milieu informatique d'exploitation serait un atout décisif.

Merci d'adresser votre CV (photo) sous référence indiquée à
DATAID EXPLOITATION
48, av. Raymond Poincaré - 75116 Paris.

DATAID EXPLOITATION
GROUPE DATAID — UNE DYNAMIQUE DE SERVICES

SOURCES

Un important groupe du secteur semi-public recherche

Chef de service comptable diplômé d'expertise comptable

Rattaché au Directeur Financier, il sera responsable d'un service de 15 personnes et aura en charge la comptabilité de plusieurs sociétés qui réalisent un volume d'investissement très important.
En outre, il aura une mission de coordination et d'animation, de formation et d'audit auprès des services décentralisés.
Profil recherché : Expert Comptable ayant la connaissance des problèmes d'un groupe décentralisé et des traitements informatiques; qualités d'encadrement et sens des relations humaines.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions, sous réf. 8064 mentionnée sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

THOMSON-CSF

BUREAUTIQUE

Déjà réputée dans la conception et la réalisation de produits de forte technicité, la THOMSON CSF prend place sur le marché de la bureautique. Le DÉPARTEMENT TELECOPIE, créé en 1982 a déjà conquis 10 % du marché mondial. Les importantes perspectives de croissance nous conduisent à renforcer nos équipes d'ingénieurs dans les domaines suivants :

ÉTUDES ÉLECTRONIQUES réf. 22058 M
Chefs de projets et ingénieurs d'études chargés, en liaison avec les ingénieurs du marketing, de concevoir les nouveaux équipements complétant la gamme actuelle des télécopieurs THOMFAX ; domaines clés : traitement du signal et de l'information, système optique d'analyse,...

MAINTENANCE TECHNIQUE réf. 22061 M
Ingénieur confirmé assurant la formation et l'appui technique aux réseaux SAV des distributeurs.

DÉVELOPPEMENT ET INDUSTRIALISATION réf. 22060 M
Ingénieurs Électroniciens et mécaniciens responsables de la conception de produits sur les plans mécaniques et technologiques, du suivi des opérations conduisant à la fabrication en série et au suivi en production dans notre usine de province. Expérience grande série souhaitée.

LOGICIEL réf. 22059 M
Chefs de projets et ingénieurs Informaticiens responsables de la conception d'équipements et de systèmes intégrant des microprocesseurs des familles 6800 et 68000.

Ces postes créés en banlieue parisienne principalement, intéressent des

INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES

débutants ou ayant quelques années d'expérience professionnelle, désireux d'intégrer un département à taille humaine, développant des produits dans un secteur de pointe.

Marie-Louise GUIOMAR étudiera en toute discrétion les dossiers de candidature (préciser la référence) à envoyer à Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond-Point de Sèvres, 92516 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

HAVAS CONTACT

Une fonction subtile et passionnante dans le bâtiment

Promouvoir de beaux produits, agréables à l'oeil comme au toucher, auprès de tous ceux qui à leur tour les prescriront et les feront agréer, voilà une action commerciale au second degré qui demande intelligence et enthousiasme.

C'est la fonction que nous venons de créer pour soutenir notre force de vente dans la recherche et le suivi de gros chantiers tant en France qu'à l'étranger. Ce rôle d'aide et de conseil dans l'établissement de descriptifs techniques, de calcul de prix,... ne peut qu'être bien reçu de la part des maîtres d'œuvre, administrations, engineerings, cabinets d'architectes, comme des entreprises ou des grossistes liés au secteur du bâtiment second œuvre, surtout s'il est complété par un réel suivi des chantiers.

Un poste fonctionnel, vous semble-t-il ? Certes, mais dans l'esprit essentiellement opérationnel puisqu'il doit permettre la conclusion de très grosses affaires et en accompagner la réalisation. Bien sûr, en liaison avec les commerciaux, mais seul, quand même. Vous pourrez ainsi donner libre cours à votre imagination, à votre jugement aussi. Il ne faut pas suivre n'importe quel cheval !

Vous réussirez, non seulement parce que vous allez intégrer à Paris une société hautement performante, apportant sans cesse sur le marché de nouvelles gammes de produits répondant à la demande, l'anticipant même, mais surtout grâce à votre expérience et à vos qualités. Nous demandons aux consultants du cabinet de recrutement CLEAS de nous aider à les apprécier, écrivez-leur sous référence 190 LM en précisant quelle connaissance du secteur du bâtiment est la vôtre et votre pratique de l'anglais. Vos interlocuteurs ne seront pas toujours français.

CLEAS

6 Place de la République Dominicaine 75017 PARIS.



Nous proposons à des jeunes diplômés réalistes une ouverture terrain, c'est-à-dire :
- une formation à nos produits et à nos techniques de vente,
- des responsabilités commericales immédiates,
- un intéressement aux résultats : vous pouvez atteindre 130 000 F. dès la première année.

Intégré à l'une de nos équipes, vous participerez activement sur le terrain à notre politique de commercialisation; vous serez à la fois un homme de produit et un homme de dialogue, vous devrez définir des solutions réalistes adaptées aux besoins de chacun de vos clients.

Nous sommes structurés pour favoriser l'initiative personnelle et l'exercice de responsabilités croissantes.
Prouvez-nous sur le terrain que vous pouvez devenir rapidement un manager.

Ce marché vous intéresse, prenez contact avec nous au 722.22.22. afin que nous puissions nous rencontrer rapidement.

Vous connaissez bien notre position sur le marché des copieurs-duplicateurs. Nous avons aussi des atouts sérieux pour nous assurer la maîtrise du marché bureautique.
Notre efficacité technologique est relayée par l'organisation de notre réseau de vente.

RANK XEROX

média-system

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SYSTEMA, Société de Conseil en Gestion, d'Etudes, de Réalisations Informatiques et de Conseil en Ressources Humaines, est le correspondant de PRICE WATERHOUSE en France.

Nos objectifs pour 1983 sont ambitieux
- o poursuivre notre développement en France
- o accentuer notre implantation géographique
- o maintenir la qualité des services auprès de nos clients.

Pour accompagner notre développement, nous avons besoin de recruter

L'ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA DIVISION INGENIERIE

Le candidat, 35-40 ans environ, diplômé Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Université (option Informatique) devra se prévaloir d'une solide expérience en SSCI, de la conduite et de l'encadrement d'un ensemble de projets de réalisations en informatique (relations commerciales, planification de projets, suivi des équipes, etc...).
Homme de terrain, son expérience témoignera de ses qualités de contacts et de commandement.
Poste basé à Paris. Mobilité géographique et anglais très souhaitables. (M 208)

CONSULTANTS CONFIRMES, CONSEILS EN ORGANISATION

Les candidats, 35 à 40 ans environ, diplômés Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Commerciales, auront une solide expérience de 5 à 8 ans en cabinet. Ils apporteront, sur des missions d'organisation dans les domaines Stratégie, Diagnostic, Structures, une expérience de la Gestion financière, en particulier. Contrôle Budgétaire, Comptabilité Industrielle.
Mobilité géographique et pratique de l'anglais. (M 212)

INGENIEURS EN ORGANISATION

Les candidats diplômés Grandes Ecoles d'Ingénieurs ou Commerciales auront 2 à 4 ans d'expérience en cabinet dans divers domaines : Organisation Administrative, Comptable et Industrielle, Marketing, Vente et Formation. Ils participeront à des missions d'organisation tant en France qu'à l'étranger. Anglais souhaitable. (M 213)

INGENIEURS CONSEILS EN INFORMATIQUE

Les candidats de formation Ecole d'Ingénieurs ou Maîtrise en Informatique, âgés de 30 à 35 ans environ, auront une solide expérience en SSCI et/ou en cabinet et seront susceptibles de mener tant en France qu'à l'étranger toutes actions de conseil : études préalables, cahier des charges, schéma Directeur, audit. (M 214)

RESPONSABLE DE DEVELOPPEMENT
AFRIQUE FRANCOPHONE

Les projets de PRICE WATERHOUSE en Afrique francophone dans le domaine du Conseil l'amène à rechercher un candidat qui, basé en Afrique francophone, aura la responsabilité du développement de ses activités auprès des administrations et des entreprises de la région.
De formation supérieure, il s'appuiera sur une solide expérience en Conseil de gestion ou en informatique, acquise au travers d'interventions de haut niveau.
Une expérience vécue de l'Afrique, une grande disponibilité sont indispensables ; la maîtrise de l'anglais souhaitable. (M 215)

(Les réponses reçues seront transmises à PRICE WATERHOUSE Afrique francophone)

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence du poste choisi à Rudolph von Raesfeldt, 18 place Henri Bergson - 75008 PARIS.

The Executive Group

division SYSTEMA

Desseln

Nous sommes une société d'engineering spécialisée dans la maîtrise d'œuvre de bâtiments industriels, administratifs et commerciaux. Equipe d'ingénieurs et d'architectes, nous offrons à nos clients un service complet depuis la définition des programmes jusqu'à la coordination de chantiers.

Pour faire face au développement de la société, notre

DIRECTEUR recherche SON ADJOINT (INGENIEUR-ARCHITECTE, ARCHITECTE)

Formé aux méthodes spécifiques de la société, il prendra progressivement la pleine responsabilité d'une partie des affaires : conception des bâtiments, coordination des études, relations avec la clientèle et les sous-traitants, gestion financière...

Pour ce poste, il est indispensable d'avoir une solide formation aux techniques de bâtiment (ingénieur-architecte, architecte + formation scientifique ou technique complémentaire).

Nous souhaitons rencontrer des candidats débutants ou possédant une première expérience, attirés par tous les aspects de la réalisation de bâtiments. Ils devront faire preuve d'une grande disponibilité et avoir de bonnes notions d'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé sous réf 4148 à Média System 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

AUDITEUR INTERNE

La Société Nationale d'Exploitation Industrielle du Tabac et des Allumettes (SEITA) recherche pour compléter son équipe chargée de développer la fonction d'Audit Interne un

jeune professionnel de la révision comptable

- *Disponible pour des déplacements dans ses divers établissements en France.*
- *Formation Supérieure complétée par un DECS.*
- *Ayant 2 ans au minimum d'expérience dans un Cabinet d'Audit.*
- *Connaissances en informatique souhaitées.*
- *Désireux de poursuivre sa formation vers l'Expertise Comptable.*
- *Poste basé à PARIS.*

Adresser lettre manuscrite avec CV et photo en précisant rémunération souhaitée à Direction du Personnel, Gestion des Cadres, SEITA, 53, Quai d'Orsay - 75340 PARIS CEDEX 07.

HAVAS CONTACT

Une jeune société française à vocation internationale, spécialisée dans l'exploitation du **FORAGE PETROLIER**

CADRE TECHNICO ADMINISTRATIF

Affaires Commerciales Maritime

Responsable des activités Administratives Commerciales et Techniques d'une base à l'étranger.
Expérience professionnelle exigée dans la branche demandée 10 ans minimum.
Anglais courant.
Doit être dynamique, apte à l'organisation et au commandement.
Facultés d'adaptation rapide au travail en équipe, à la vie à l'étranger et aux personnes.
Possibilité de poste basé à l'étranger avec famille.
Env. CV, photo et prét. s/réf. 11651 à

PIERRE LICHAU SA BP 220 75063 PARIS Cédex 02

qui transmettra

Pour renforcer son implantation à PARIS, une SOCIETE de PROTECTION JURIDIQUE de l'INDIVIDU et de l'ENTREPRISE, crée une opportunité pour un

Diplomé de l'enseignement supérieur HF

possédant une formation de base de DROIT.
Dirigeant une petite équipe qui apporte à notre clientèle une assistance individualisée, il sera chargé de développer la commercialisation de nos produits juridiques modernes auprès de revendeurs spécialisés ou d'associations et d'assurer la gestion concrète des affaires. De réelles aptitudes à la négociation sont l'indispensable garantie de réussite dans ce poste largement autonome destiné à un candidat voulant évoluer vers des responsabilités polyvalentes au sein d'une structure à taille humaine.
Ecrire au CABINET GATIER, sous référence 011 - 32 rue Barrême 69006 LYON.

Cabinet Gatier

média-system

Spécialiste en financement des entreprises

130 000 +

Dans cette société financière spécialisée dans la caution de grands marchés export, ce jeune cadre financier viendra renforcer l'équipe en place pour négocier de nouveaux contrats et pour cela bien cerner la solvabilité des entreprises concernées et les risques spécifiques liés à chaque marché et à son environnement.

De formation supérieure commerciale ou technique, sa première expérience d'analyse financière ou d'étude de crédit s'est déroulée dans une banque, un organisme financier ou la direction financière d'une grande entreprise.

Une connaissance des contrats internationaux d'ingénierie ou de travaux publics serait appréciée.

Anglais indispensable. Espagnol ou arabe souhaitable.

Michel Collet vous remercie de lui écrire sous réf. 3631M, 1, rue de Berri, 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom
Tél. 562.90.90

Membre de Syntec

SOURCES



SPECIALISTE FRANCAIS DE L'INFORMATIQUE PETROLIERE, FILIALE DU GROUPE INTERNATIONAL CISI recherche des

ingénieurs commerciaux

Pour prospecter les sociétés pétrolières et para-pétrolières françaises et étrangères.

Ces postes exigent :
- — une formation scientifique supérieure (grande école ou équivalent),
- — une expérience commerciale ou technico-commerciale d'un an minimum,
- — la capacité à négocier à un niveau élevé, éventuellement en langue anglaise,
- — une grande disponibilité (déplacements en province et à l'étranger).

Les candidats justifiant d'une expérience réussie de la vente et d'une bonne connaissance du milieu pétrolier pourront se voir confier des responsabilités d'animation et d'encadrement.

Adresser les candidatures avec photo et prétentions au Service du Personnel de FRANLAB INFORMATIQUE 232, avenue Napoléon Bonaparte 92500 - RUEIL MALMAISON.



SOCIÉTÉ CHIMIQUE

FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
(350 personnes, proche banlieue Nord Paris)
recherche

1 JEUNE INGÉNIEUR TRAVAUX

Rattaché au Directeur technique, il aura à intervenir dans les domaines entretien et maintenance régulation fluides, optimisation d'installations.
Ce poste est susceptible d'évoluer à terme de quelques années vers la responsabilité directe et entière de la fonction entretien/travaux.
Nous recherchons un jeune ingénieur (Arts et Métiers, I.D.N., I.N.S.A., Génie mécanique ou électrique, Ecole supérieure d'électricité) qui possédera des compétences techniques solides et sera motivé pour les diversifier et les mettre en œuvre dans un tissu industriel à forte valeur ajoutée technique.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous nº 035461 M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Filiale d'une multinationale, notre société industrielle, technologiquement avancée et leader sur son marché, recherche pour son département d'assistance à la production le

Responsable de la logistique

A la tête d'un service assurant l'interface entre commercialisation et production, il jouera un rôle clef dans l'entreprise.

Suivi et contrôle, organisation prévisionnelle et gestion seront les trois axes de sa mission et s'exerceront à propos de l'état des commandes, de l'état des stocks et des programmes de fabrication.

En liaison d'une part avec les Directions des trois unités de production, d'autre part avec les services commerciaux, il établira le meilleur équilibre entre les paramètres respectifs de vente et de fabrication et gèrera de façon optimale les coûts de production (stockage, transport).

Une expérience industrielle de 3 à 5 ans aura donné à l'homme que nous recherchons de bonnes connaissances du milieu de la production et une grande ouverture aux problèmes de gestion.

- Capacité de dialogue et autorité seront indispensables pour mener à bien cette mission. Le candidat pourra avoir une formation scientifique ou économique, mais son expérience sera déterminante.
- De larges perspectives d'évolution sont envisageables pour un candidat de valeur.

Nous avons chargé les consultants du Cabinet Infraplan d'établir les premiers contacts.

Merci de leur adresser votre dossier complet sous référence JC/2.

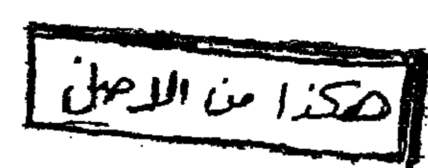


Paris Nantes

Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS

— MEMBRE DE SYNTEC —

MEDIA BA



صكذا من الاصل

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71.00	83.50
DEMANDES D'EMPLOI	21.00	24.70
IMMOBILIER	48.00	56.45
AUTOMOBILES	48.00	56.45
AGENDA	48.00	56.45
PROP. COMM. CAPITAUX	140.00	164.64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40.00	47.04
DEMANDES D'EMPLOI	12.00	14.10
IMMOBILIER	31.00	36.45
AUTOMOBILES	31.00	36.45
AGENDA	31.00	36.45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION DEVELOPPEMENT TRAVAUX

AGENTS TECHNIQUES TELECOMMUNICATION

Fonction :
— Agent technique télécommunication diplômé DUT ou BTS électronique ou télécommunication

Emploi :
— participer à l'étude de réseaux de télécommunication dans le cadre de nouveaux projets
— assurer la maintenance de réseaux de télécommunication dans une exploitation pétrolière, réseaux comportant les types de matériels suivants :
- B.L.U. et V.H.S.
- Faisceau hertzien
- Téléphonie spatiale ou temporelle
- Télétransmission industrielle

Lieu de travail : FRANCE ou étranger
Bonne connaissance de l'anglais, lu, parlé, écrit
Notions d'informatique industrielle souhaitées.

Expérience :
— 2 à 3 ans

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous no 46313 à S.N.E.A.P.
Direction du Personnel et des Relations Sociales - Service Recrutement
26, avenue des Lilas - Tour 12.04 - 64018 PAU Cedex.

PA

Consultants en bureautique et traitement de l'information

200.000 F

En expansion régulière, PA INTERNATIONAL - 250 personnes en France, 2000 dans le monde - recherche, pour sa Division Gestion Administrative et Humaine, plusieurs Consultants expérimentés en ORGANISATION ET AUTOMATISATION ADMINISTRATIVE.

Ces postes conviendraient à des Ingénieurs âgés d'au moins 32 ans, parlant l'anglais, diplômés d'Enseignement Supérieur, et ayant acquis une expérience pratique de plusieurs années au sein d'Entreprises Industrielles, Banques, Assurances ou Cabinets d'organisation.

Une connaissance de l'analyse de la valeur administrative et des systèmes bureautiques constituera un atout majeur (traitement de textes, télex, courrier électronique, archivage, etc...), une compétence en informatique étant, quant à elle, indispensable.

Les interventions, qui nécessitent des missions de plusieurs mois auprès de nos clients, impliquent de la part des candidats, basés à Paris, une grande mobilité. Elles visent notamment à améliorer la productivité et la qualité du travail administratif, à étudier et mettre en place un traitement automatisé de l'information, ainsi qu'à adapter les structures et les méthodes de management administratif.

Une formation théorique et pratique continue sera assurée, en vue de permettre une grande autonomie professionnelle. Le salaire sera fonction de l'expérience des candidats. Ecrire à G. POIRIER.
Réf. A/064M

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
8, rue Bellini - 75782 PARIS Cedex 16 - Tél. 505.14.30

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg

---

CABINET AUDIT CONSEIL
Membre d'Arthur Young International
recherche

AUDITEURS CONFIRMÉS

pour ses Centres de **LYON** et **PARIS**

Ils auront la responsabilité de plusieurs auditeurs.
Ils travailleront sur des missions variées auprès d'entreprises de dimension nationale et internationale.
Ils recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit au cours d'un cycle étendu sur plusieurs années : séminaires nationaux et internationaux.

Notre développement constant ouvre des perspectives de carrières attractives dans nos différents centres.

Les candidats devront avoir une expérience de 2 à 4 ans en cabinet d'expertise et au moins un Certificat Supérieur du diplôme d'expert-comptable.

Merci d'adresser CV (avec photo) en précisant la rémunération et le centre souhaités sous réf. PL 106 à HÉLIOS - 7, rue de Chaillot 75116 PARIS.
Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

LANCEMENT EN PRE-SERIE D'UN PRODUIT INDUSTRIEL NOUVEAU

Un groupe très important d'ingénierie générale recherche

INGENIEUR EN CHEF

Réf. 301 M

Il est chef de produit et dépend du Directeur de projets industriels. Il est chargé d'animer et de coordonner les actions des équipes intervenant dans le lancement en pré-série d'un produit développé au stade de prototype :
— recherche et développement, méthodes, optimisation de la production, choix des meilleures solutions industrielles.

SON PROFIL :
35 ans, c'est un leader, il a l'expérience de la fabrication mécanique et celle de la production industrielle de produits faisant appel à plusieurs technologies, mais à dominante mécanique.

INGENIEUR METHODES MECANIQUE

Réf. 302 M

dépendant du chef de produit industriel il coordonne les équipes de planning-ordonnancement-lancement des usines intervenant dans cette nouvelle fabrication.

SON PROFIL :
30 ans, il a une expérience d'atelier et des méthodes de fabrication mécanique.

Pour ces deux fonctions, l'anglais courant est indispensable et les candidats sont diplômés d'une grande école.

Les postes sont situés à PARIS avec déplacements Province éventuels.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 45441 à CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

JANUS INFORMATIQUE

INGÉNIEURS

Système T.R. diplômés supérieurs
Expérimentés sur SOLAR MINI 6 — P.D.P. ....
+ 130 000
Mr TANG 952-60-06.

Ingénieur cartonnier HF

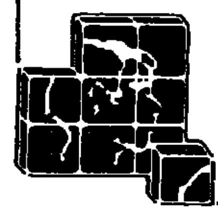
Société industrielle dotée d'une technologie avancée, nous apportons une assistance technique suivie à nos différentes unités de Production. Cette mission est confiée à une équipe d'ingénieurs, chacun agissant dans son domaine de compétence.

Le spécialiste carton aura pour rôle de veiller au maintien de la fiabilité et de la stabilité des caractéristiques techniques des cartons qui entrent dans la fabrication de nos produits, d'améliorer leur qualité, de réduire leur coût. Pour cela, il prendra la responsabilité des relations techniques avec les fournisseurs extérieurs, assurera des actions de conseil et d'assistance auprès des usines dans la mise en œuvre de ces produits (méthodes de tests, programmes d'essais, interventions sur incidents).

Diplômé d'une école d'ingénieur (papeterie ou textile) et ayant déjà acquis une première expérience en production (si possible chez un industriel du carton), le candidat peut avoir, à terme, d'intéressantes perspectives de carrière.

Basé à Paris, le poste comprend des déplacements en France et en Europe. Une bonne maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Nous avons chargé les consultants du Cabinet Infraplan d'établir les premiers contacts.



Merci de leur adresser votre dossier complet sous référence JC/3.

INFRAPLAN Paris Nantes
Conseil en Recrutement
83, bld Raspail - 75006 PARIS

— MEMBRE DE SYNTEC —

MEDIA PA

UNILOG

Société commerciale, (2 Milliards de CA), nous souhaitons recruter deux **Analystes - programmeurs** diplômés d'un

IUT - BTS AFPA...

Informatique
Débutants ou ayant une première expérience professionnelle.

Ils seront chargés, lors de leur intégration, de l'analyse organique des chaînes de traitement.
Les compétences qu'ils pourront ainsi acquérir leur permettront de prendre en charge progressivement de plus larges responsabilités.

Lieu de travail : PARIS-NORD.

Adressez votre dossier de candidature sous référence, 74794 LM à :

ETHNOS – Conseil en recrutement
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

Membre de Syntec Informatique.

HAVAS CONTACT

SOCIÉTÉ RÉPUTÉE EN AUTOMATISMES INDUSTRIELS
C.A. 55 MF — Banlieue Paris-Est
recrute

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au P.D.-G., il sera responsable de la comptabilité générale, analytique, de l'établissement des budgets, de leur contrôle, et sera chargé d'exploiter et de développer des systèmes de gestion et de traitement informatisés.

De formation supérieure, titulaire du D.E.C.S., le candidat devra avoir acquis une solide expérience en comptabilité, en technique informatique et, si possible, être familiarisé avec les méthodes comptables anglo-saxonnes.

Animateur d'une équipe, il devra allier à la rigueur du gestionnaire, l'esprit d'un homme de prévision et de planification.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre manusc., C.V., photo, prétent.
no 49.358, PUBLICITÉ ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 Paris.



Cii Honeywell Bull

recherche pour son département Marketing Groupe des

TRADUCTEURS TECHNIQUES CONFIRMES

pour traduire de l'Anglais vers le Français des documents techniques (matériel, logiciel, applications) destinés à notre clientèle.

De langue maternelle française, universitaires diplômés d'une école de traduction, ils ont acquis une large expérience de la traduction technique, en particulier en informatique.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 453 M à Cii Honeywell Bull PC OG021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20

Renseignements sur Emploi et Carrières au SICOB Stand N° 3 zone BC - N° 3268

L'IRCAM
recherche

CONSEILLER SCIENTIFIQUE DE HAUT NIVEAU

Connaissance et pratique de l'informatique indispensables - dont la mission serait la suivante :
- proposer les grandes orientations de la recherche à moyen et long terme.
- assurer le suivi des recherches en cours.
- assurer la coordination entre les responsables des projets de recherche.
- participer à la coordination entre le secteur recherche et le secteur musical de l'IRCAM.
- développer les relations de l'IRCAM avec la communauté scientifique française et internationale.

Cette mission suppose une présence à temps complet.

Envoyer C.V. et prétentions à l'IRCAM - Service du Personnel
31, rue Saint Merri - 75004 PARIS

I. Organisation et Publicité

GROUPE I.B.G.
recherche

DEUX CADRES ANIMATEURS

- Fortement motivés par la formation.
- Formation économique supérieure.
- Déplacements en France.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
M. VICTOR
14, place de France, 95200 SARCELLES.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DÉMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES ENCADREES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
DÉMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

*Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Message à un

ADJOINT AU DIRECTEUR COMMERCIAL

Vous souhaitez entrer dans une société (près de 4.000 personnes) connue pour la santé de sa gestion, le dynamisme de ses dirigeants, son développement technologique et son leadership sur son marché très spécifique apparenté à

la mécanique de série

La multiplicité de ses tâches conduit notre Directeur Commercial à rechercher un adjoint qui l'assistera ou le remplacera selon les cas après avoir été initié aux particularités de notre marché.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes de formation supérieure, ingénieur (Centrale, A & M. . .) ou gestion (HEC, ESSEC, ESCP. . .), si, à 32 ans minimum, vous avez acquis une première expérience significative dans une fonction commerciale pour des produits techniques et si vous êtes décidé à consacrer beaucoup de votre temps et de votre force vive à une carrière qui vous le rendra bien.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/144/A à notre conseil qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.



CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann – 75008 Paris

NICOLAS

Contrôleur de Gestion 230.000 +

Notre société distribue sous son nom en France, en Amérique et en Allemagne des vins de prestige et de consommation courante.

Le Contrôleur de Gestion que nous recherchons aura pour mission d'élaborer, suivre et actualiser nos budgets, estimer rapidement les résultats mensuels, analyser et interpréter les écarts, rechercher, valoriser et proposer toutes améliorations, évaluer la rentabilité des investissements, améliorer et animer le système d'information de gestion afin de permettre un meilleur contrôle des activités de la société et faciliter les prises de décision rapides.

Directement rattaché au Directeur Général, il sera libéré des contraintes de gestion courante d'administration et de comptabilité et devra faire preuve d'une très grande autonomie.

Ce poste de premier plan sera confié à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé HEC, ESSEC, Sciences Po ou équivalent, ayant acquis une première expérience de quelques années dans une fonction identique.

Si vous êtes intéressé par ce poste, adressez un dossier complet de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 209200 à ORION 35, rue du Rocher 75008 Paris qui vous assure réponse et discrétion.

ORION l'homme et l'entreprise

LEVI TOURNAY PUB

Assistant Marketing Industriel

(Formation Ingénieur, universitaire ou E.S.C...)

Société Française à vocation internationale, nous fabriquons et commercialisons des biens d'équipement destinés à l'industrie verrière, sidérurgique et pétrolière. Avec un CA de 700 M de F dont 80% à l'export, nous sommes leader sur notre marché.

Nous recrutons un jeune cadre, débutant ou non, pour lui confier les missions suivantes :

- recueil et interprétation des informations économiques concernant la clientèle, les marchés et la concurrence,
- tenue du fichier informatisé des ventes historiques,
- établissement des argumentaires économiques des ingénieurs de vente,
- analyse des écarts par rapport aux budgets et détermination de leurs origines,
- études de marchés, etc...

— missions qui exigent autant de rigueur scientifique que d'ouverture psychologique, toutes qualités nécessaires pour formuler les problèmes techniques et économiques que nous rencontrons sur nos marchés, pour dialoguer avec de nombreux interlocuteurs et pour apprécier la qualité des informations recueillies.

D'excellentes connaissances en informatique, et une première expérience en Marketing Industriel seront appréciées. La connaissance de l'anglais et, si possible, de l'allemand est indispensable.

Rémunération motivante pour ce poste intéressant et évolutif.
Lieu de travail : PARIS LA DEFENSE.

Si vous êtes intéressé, veuillez adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et numéro de téléphone) sous référence 209156 à
ORION - 35, rue du Rocher 75008 Paris qui étudiera votre candidature et vous garantit réponse et discrétion.

ORION l'homme et l'entreprise

Laboratoire pharmaceutique français
(500 personnes, C.A. 300 MF)
Filiale d'un puissant groupe international
recherche un

Pharmacien H/F

pour son département pharmaceutique.

Sa mission :

- Constitution des dossiers A.M.M.(expertises, rapports de synthèse..)
- Etablissement des dossiers économiques et publicité.
- Tenue et mise à jour des dossiers de référence et des dossiers administratifs concernant les produits.
- Suivi et mise en application de la réglementation pharmaceutique.

Ce poste implique des relations et une coordination permanente avec les responsables techniques, scientifiques et marketing de la Société.
Il sera confié à un Pharmacien ayant une première expérience professionnelle, possédant le goût et le sens des relations humaines, une bonne capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe de travail et une forte motivation pour cette activité. Connaissance de l'anglais souhaitable.
Adressez votre dossier de candidature, sous réf. 8138, à SELEPHAR

77 rue du Château 92103 BOULOGNE sélephar

publival

GRAND GROUPE D'EDITION
recherche
pour son département Marketing

DEUX ASSISTANTS CHEF DE PRODUIT

HEC, ESSEC ou équivalent

Lieu de travail, région parisienne.

Ecrire avec CV sous No 45.228 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui tr.

SOCIETE banlieue Nord-Ouest
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Niveau DUT indispensable
3 ans d'expérience minimum dans analyse organique et programmation Cobol.
Niveau 62/DPS4.
1 an de pratique IPS au minimum.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à No 45.475 CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Cadres demandeurs d'emploi ou en congé-formation

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose

7 mois de préparation professionnelle

Direction de personnel et informatique

Cette formation vous apportera :

- des techniques de gestion de personnel :
- un entraînement aux relations sociales ;
- une pratique de l'informatique appliquée à la gestion sociale.

Une première expérience en entreprise est nécessaire.

Début du stage : 30 novembre 1982
Recrutement : fin octobre 1982
dossier de candidature à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
Madame FLOIRAC ☎ 766.84.22
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS.

Importante association loi 1901, dans le cadre de la réorganisation de son secteur « Vacances et Tourisme », recrute :

DIFFUSEURS PARIS ET PROVINCE H. ou F.

Fonctions :
- Prospection, démarchage, suivi clientèle collectivités.

Missions :
- Développement, suivi et fidélisation clientèle groupes.

Statut :
- Assimilé fonction publique.

Profil :
- B.T.S. tourisme ou équivalent.
- Dégagé O.M.
- Expérience 2 à 3 ans dans fonctions similaires.
- Anglais courant + notions 2e langue.
- Connaissance tourisme associatif fortement souhaitée.
- Déplacements fréquents.

Résidence :
- Paris/Région parisienne.
- Nord-Est.
- Grand Sud-Ouest.

Merci d'adresser curriculum vitae + lettre manuscrite, photo et prétentions.

Écrire sous nº 8.999, *le Monde*, Pub., Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75002 Paris.

AUTOMATIQUE INDUSTRIELLE S.A.

Nous sommes une société d'Étude et d'Ingénierie, jeune mais composée de spécialistes chevronnés. Nos partenaires, de très grands groupes industriels à vocation nationale et internationale nous ont permis d'asseoir notre position dans un secteur de pointe : l'AUTOMATISATION de la PRODUCTION conçue avec un souci de FLEXIBILITÉ. Nous souhaitons renforcer notre potentiel par le recrutement de nouveaux collaborateurs.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Possédant une réelle expérience du SOLAR sous RTESD et si possible FORTRAN ils participent à l'étude et la réalisation de logiciel de pilotage d'Ateliers Flexibles.

Nous vous offrons d'exceptionnelles perspectives d'évolution dans un secteur où l'informatique se développe rapidement, et des carrières très formatrices dans un environnement humain et technique privilégié.

Nous étudierons avec la plus grande attention votre candidature. (C.V. photo et prétentions) adressée à :
AUTOMATIQUE INDUSTRIELLE S.A. Réf. 345 M
8 bis, rue Michelet - 92150 SURESNES

Importante entreprise de BTP
présente dans 26 pays
recherche pour son Siège à
LA DÉFENSE

un(e) documentaliste

Le poste, à pourvoir rapidement, conviendrait à un(e) candidat(e) possédant un DESS de documentation, le diplôme de l'INTD, ou l'équivalent.

Une expérience de 2 ans au moins dans un service de documentation technique, ou dans un service de recherche industrielle, est indispensable.

La pratique courante de l'allemand est indispensable, ainsi que de solides capacités rédactionnelles.
La connaissance de l'informatique documentaire sera appréciée.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 9700 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

---

Ingénieur projets

Dans le cadre de la mise en place d'activités nouvelles, **3M FRANCE** recherche pour son Département **Ingénierie** un **INGENIEUR PROJETS.**

Profil :

Formation : **Arts et Métiers, INSA, E.N.I., etc.**

Première expérience de deux à trois ans appréciée, débutant possible, bonne connaissance de l'anglais.

Mission :

Etude et réalisation de projets d'équipements automatisés comprenant : étude technique, évaluation des coûts, rédaction cahier des charges, suivi de la réalisation et de la mise en service, gestion financière des projets.

Lieu de travail : **Cergy-Pontoise (95000).**

Adresser C.V. + photo et prétentions à Bernard KUNERTH sous réf. K/17

3M France
Département des Relations Humaines
Boulevard de l'Oise
95006 CERGY-PONTOISE CEDEX

3M

MEDIA BA

SOCIETE D'IMPORTANCE NATIONALE
C.A. 1 Milliard - 2000 personnes, recherche un

cadre comptable expérimenté

sous l'autorite du Directeur de la Comptabilite, il sera responsable de l'etablissement des états financiers periodiques et des declarations fiscales de la société.
Il participera directement a la definition et a la mise en application des principes comptables du groupe.
Ce poste conviendrait à un candidat ayant une formation Ecole de Commerce et/ou DECS.
Une expérience professionnelle en cabinet ou dans une fonction similaire est requise.
Lieu de travail : proximité du Pont de Sèvres.
Envoyer lettre, C.V et photo sous reference 2331 a

Organisation et Publicite

2, rue de Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra

Nous sommes un groupe industriel de premier plan (+ de 2 milliards de CA) et poursuivons notre politique de redéploiement et de mise en place de structures de gestion décentralisées (une douzaine de centres de profit).

Nous cherchons pour notre siège en Normandie

un contrôleur de gestion

30 ans minimum, de formation supérieure (Sup' de Co + DECS par exemple), ayant quatre à cinq ans d'expérience en contrôle de gestion dans une affaire industrielle ou venant d'un cabinet d'audit anglo-saxon.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4197 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

L'association Jeunes et Nature recherche des **ANIMATEURS** à la journée, sur Paris et la région parisienne.
Env. vos coordonnées à Jeunes et Nature 129, Bd St-Germain 75279 Paris Cedex 06.

Société d'Etudes de Marché banlieue Ouest de Paris recherche

UN CADRE RESPONSABLE

de la codification, du contrôle des données recueillies sur le terrain et de la rédaction des documents d'enquête.

Qualités d'organisation et de gestion indispensables.
Connaissances en informatique souhaitées.

Envoyer C.V. + photo + prétentions sous nº 43009 HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris.

POUR IMPORTANTE SOCIETE

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

LOGICIEL
Expér. temps réel-assembleur ou expér. téléphonie.
Responsabilité projets/service.

SALAIRES MOTIVANTS

Tél. pour R.-V. INTER-COMPUTER 806-50-00.

Importante Société de Transports recherche pour son Siège Parisien

Adjoint au Directeur Commercial

DEBUTANT ESC ou MAITRISE DE GESTION

Mission : Etudes Marketing - Analyses commerciales - Négociations de haut niveau.
Formation assurée.

Adresser CV et photo - Monsieur GRAS C.F.T.A., 4, Cité de Londres 75009 PARIS.

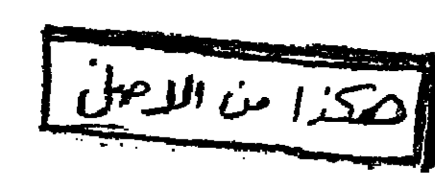
IMPORTANTE ENTREPRISE
SECTEUR INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
EN EXPANSION
PROCHE BANLIEUE NORD

recrute immédiatement

JEUNE INGÉNIEUR DIPLOMÉ

Dynamique, ambitieux, relations humaines.
Activités variées, perspectives promotionnelles.

Adresser C.V. avec courte lettre manuscrite sous nº 243399 M à RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



هكذا من الاصل



Société de supermarchés DOC
filiale des DOCKS DE FRANCE recherche pour sa branche

HYPERMARCHÉS

1) MARCHANDISIER TEXTILE
2) CHEF DE DÉPARTEMENTS CONFIRMÉS

BAZAR
TEXTILE
PRODUITS FRAIS

L'offre s'adresse à des candidats pouvant justifier d'une expérience réussie en magasins de grande surface. Disponibilité géographique limitée à la région parisienne. Adr. lettre manusc. C.V., photo à SMD division Affaires Sociales, 17, avenue de la Résidence, 92160 ANTONY.



INFI est un regroupement d' INGÉNIEURS INFORMATICIENS qui ont mis en commun leur savoir-faire et leur dynamisme pour délivrer des SERVICES DE QUALITÉ.

INFI recherche
POUR SON DÉPARTEMENT
LOGICIEL INDUSTRIEL (Temps réel) :

2 INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

(2 à 5 ans d'expérience)
Connaissant les moniteurs multitâches temps réel.

Contactez M. LAURENT au 750-92-94.
Envoyer votre C.V. au : 12, rue de l'Etang-Saint-Denis, 92370 CHAVILLE.

Si vous recherchez les contacts humains et les responsabilités inhérentes aux problèmes DU RECRUTEMENT

▶Vous avez l'opportunité de rejoindre une Société de notoriété mondiale au sein d'un de ses importants établissements de la banlieue Nord Ouest de Paris.

▶Votre première expérience (3 ans minimum) vous aura familiarisé avec les techniques de recrutement.

▶Nous vous proposons de vous affirmer au sein de notre équipe dans des opérations complexes par leur diversification et leur ampleur.

Veuillez adresser lettre manuscrite (C.V., photo et prétentions) sous référence 39165 à Projets Publicité 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui fera suivre.

GROUPE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE GESTION
recherche le

RESPONSABLE d'une de ses ÉCOLES

- Diplômé d'École de gestion, ayant deux ou trois années d'expérience professionnelle dans une fonction commerciale.
- Il aura pour mission de concevoir et mettre en œuvre une pédagogie active et de développer le rayonnement de l'école.

C.V. et prétentions sous n° 8993. « Le Monde » publ., service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS



INGÉNIEUR AGRONOME FORMATEUR CONSULTANT

Nous sommes un Organisme de formation et de conseil pour les coopératives agricoles. Nous recherchons un ingenieur diplôme d'une ecole nationale d'agriculture. Connaissances en elevage appreciees.

Il sera chargé de concevoir et d'animer des sessions de formation continue et de realiser des actions de conseil dans les domaines suivants : gestion, technique et commercial. Une période de formation est assurée.

Première expérience professionnelle dans une entreprise du secteur agricole ou agro-alimentaire souhaitee. Déplacements fréquents à prévoir.

Envoyer CV + lettre manuscrite + photo sous référence M 9822 à

Département recrutement



23, rue Cadet, 75009 Paris

EDITIONS TECHNIQUES
recherchent

UN(e) ASSISTANT(e)

Administration - Gestion
(DUT Administration ou finance comptabilité)
Expérience non indispensable.

Envoyer C.V. avec prêt et photo sous no 46278 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Nous sommes une jeune société d'optique lunetterie et réalisons 70 % de notre C.A. à l'exportation.

Afin de développer et de donner une nouvelle orientation à notre niveau de vente export, nous recherchons

JEUNE ATTACHE COMMERCIAL

25 ans minimum

Bac + 3. Anglais courant exigé + une autre langue souhaitée.

Première expérience export appréciée mais débutant motivé accepté.

Dans un premier temps, celui-ci sera formé aux produits au sein du service export de la maison mère (banlieue Sud-Est).

Au bout d'un an, il devra être en mesure de créer, animer et gérer en toute autonomie sa propre unité export.

De nombreux déplacements, tant en France qu'à l'étranger sont à prévoir.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous No 46.297 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

PARIS
Organisme professionnel secteur agro-alimentaire

recherche

pour l'intégrer dans son équipe de conseil auprès des entreprises adhérentes

1 COLLABORATEUR

DE FORMATION ÉCONOMIQUE ET (OU) AGRONOMIQUE

Chargé de missions diversifiées dans des entreprises de toutes tailles, il devra avoir fait la preuve de ses qualités d'adaptation et du sens du concret dans une première expérience de l'entreprise ou du conseil.

Le candidat devra disposer de solides notions de comptabilité et de gestion.

Déplacements fréquents en Province.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous n° 244.284 M, RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

IMPORTANT GROUPE PHARMACEUTIQUE
recherche

pour le service Engineering
de son usine chimique de MASSY
(190 personnes)

INGÉNIEUR D'ENTRETIEN

Le poste nécessite :
- Une formation à dominante mécanique, Arts et Métiers ou équivalent.
- Quelques années d'expérience en entretien ou chantiers.

Écrire avec C.V., photo et prétentions :
PFIZER-FRANCE
96, rue de Paris, 91302 MASSY.

Nous sommes un Groupe National BTP à agences et sociétés multiples appartenant à une multinationale.

Si vous sortez d'une ESC ou êtes titulaire d'une maîtrise de gestion ou d'un DECS et si possible possédez 1 à 2 ans d'expérience.

Nous recherchons parmi vous, un

GESTIONNAIRE DE LA TRESORERIE DU GROUPE

pour lui confier la mission d'assurer d'une part la maitrise d'œuvre de la mise en place d'un système de gestion de la trésorerie, d'en définir la procédure, d'en assurer le contrôle et le fonctionnement; et d'autre part de négocier les conditions avec les organismes bancaires.

Lieu de travail : proche banlieue Sud pour 75% du temps + déplacements de courte durée en province.

Envoyer CV manuscrit, photo, prétent. à No 46551 CONTESSE Publicite 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, q.tr.

IMPORTANT GROUPEMENT DE COMMISSAIRES AUX COMPTES
recherche

COMMISSAIRES AUX COMPTES REVISEURS CONFIRMES

Titulaires du C.S. de Révision

PARIS et grandes villes de PROVINCE

Situation d'avenir - Association possible

Ecrire avec C.V. : FIDULOR
21, rue de Miromesnil 75008 PARIS

Jeunes diplômés 3M

Le service fiscalité et assurances du Groupe **3M**, intégré à son département financier, recherche un **jeune diplômé** désirant se former à tous les aspects de la fiscalité d'entreprise, des assurances des biens et des personnes, des régimes de retraite et de prévoyance.

Le candidat devra avoir une **formation supérieure (licence droit + science PO, HEC, ESSEC, IAE ou équivalent)**, et une bonne connaissance de l'anglais.

Il aura un jugement rapide, le sens des contacts et le goût des responsabilités.

Le poste est basé à **Cergy-Pontoise.**

Adresser C.V., photo et prétentions à Monique GENOT - **3M France** - Boulevard de l'Oise - 95006 CERGY PONTOISE CEDEX.

MEDIA PA

A.T.E.I.

FILIALE
IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

recherche
POUR SERVICE APRÈS-VENTE

AGENT TECHNIQUE NIVEAU V

CAPABLE DE DÉPANNER DES APPAREILS DE HAUTE PERFORMANCE EN ÉLECTRONIQUE ANALOGIQUE ET DE PUISSANCE.
INTRODUCTION DES MICROPROCESSEURS EN COURS.

Il devra avoir quelques années d'expérience et accepter de fréquents déplacements de courte durée.
VOITURE INDISPENSABLE.
ANGLAIS SOUHAITÉ.

Env. C.V., photo et prét. à l'attention de Mme BLIN en précisant la référence n° 7625 à : Société A.T.E.I., 155, rue du Docteur-Bauer, B.P. 37, 93400 SAINT-OUEN.

Société Internationale (N° 1 en Europe) recherche pour son siège proche Banlieue SUD

Un jeune informaticien HF

de formation supérieure et à fort potentiel; très motivé et disponible; ayant 1 à 3 ans d'expérience en analyse et programmation sur mini conversationnel, (Basic et Télétraitement), si possible dans les domaines comptabilité, facturation en temps réel.

Le poste offert permet :
- une grande autonomie d'action,
- de voyager fréquemment en Europe (anglais courant indispensable),
- des contacts directs avec les utilisateurs.

Un salaire attractif en rapport avec les exigences requises est offert pour ce poste.

Adresser CV, photo et prétentions en mentionnant la réf. 8042 sur l'enveloppe à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

média-system

COGEMA

Société leader du Secteur Nucléaire recherche pour la Section Transports Spéciaux
implantée à VELIZY (78)

UN (UNE) ASSISTANT(E) TECHNIQUE

pour seconder l'équipe technique chargée de la gestion et du suivi des dossiers de sûreté nécessaires à l'agrément des dispositifs de transports des matières radio-actives.
Le(la) candidat(e) devra savoir bien rédiger et être très méthodique dans son travail.
Une formation de niveau BTS d'Assistante Technique d'Ingénieur par exemple ou au moins un Bac (C ou E) + une expérience de quelques années nous semblent indispensables.
La rémunération sera fonction de l'expérience.
Nombreux avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.
Envoyez CV + photo sous référence 278 à COGEMA SAP/Recrutement
2, rue Paul Dautier 78140 VELIZY.

LE CENTRE DE RECHERCHES DE LA COMPAGNIE GENERALE D'ELECTRICITE
recrute un

INGENIEUR GRANDE ECOLE ou UNIVERSITE

Pour des RECHERCHES DE POINTE dans le domaine de l'électromagnétisme et de la SUPRACONDUCTIVITE appliquées aux cryoalternateurs.

Adresser lettre manuscrite et curriculum vitae au Service du Personnel des Laboratoires MARCOUSSIS - Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS

Importante entreprise
recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN HAUT NIVEAU

Maîtrisant les techniques T.H.T. et B.T. des grands postes d'interconnexion.

Le profil du poste nécessite autonomie dans la compétence technique et dans la gestion aux fins de développement d'une nouvelle cellule opérationnelle.

POSTE A POURVOIR A PARIS

Écrire sous n° T 035506 M Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.
Discrétion assurée.
Les C.V. non retenus seront retournés à leurs auteurs.

Société en expansion secteur du CONSEIL D'ENTREPRISE INDUSTRIELLE
recherche

CONSULTANTS EN DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

- Ingénieurs Grandes écoles (X, mines, centrale...).
- Attirés par un métier d'organisateur à caractère libéral.
- La trentaine, ayant quelques années d'expérience professionnelle, en rapport avec le :
  développement de nouvelles gammes de produits
  - Analyse de la valeur.
  - Marketing industriel.
  - Planification et gestion des développements.
  - Définition de stratégie industrielle.
- Formation active à nos méthodes d'action.
- Des qualités de contacts et d'animation sont surtout nécessaires pour un poste offrant de larges responsabilités et permettant d'acquérir une forte connaissance du monde économique et industriel.

Déplacements de courte durée, à prévoir à partir de Paris.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions sous n° T 035577 M, à RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

auditeurs internationaux

Un Groupe américain très diversifié, dont le C.A. est supérieur à 5 milliards de dollars, possède à Paris un département d'audit opérationnel couvrant le monde excepté les Etats-Unis.

D'excellentes opportunités de carrière existent pour les candidats possédant :
- une expérience au sein d'un Cabinet d'audit anglo-saxon,
- un anglais courant et si possible une autre langue,
- une grande disponibilité.

Envoyez C.V. et salaire actuel sous réf. 7049-M à I.C.A. 3 rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

PARIS
Organisme professionnel secteur agro-alimentaire

recherche

1 JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Élaboration et suivi d'un logiciel de gestion sous SYSTÈME UNIX. Débutant ou 1-2 ans d'expérience

1 JEUNE I.U.T. INFORMATIQUE

Chargé de l'exploitation de traitement de texte et gestion de fichier sous SYSTÈME UNIX. Débutant ou 1-2 ans d'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° T 244.283 M. Régie Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

UN CONCOURS POUR LE RECRUTEMENT

D'INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

sera ouvert le 20 octobre 1982 à l'Assistance publique Hopitaux de Paris

Inscriptions : jusqu'au 04 octobre 1982.

Renseignements : Direction du Personnel, Bureau des concours, 2, rue Saint-Martin, Paris 4e. Adr. post. 3, avenue Victoria, 75100 Paris R.P. TÉL : 277-11-22 poste 44-03

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE PRIVÉE

DE CRÉATION RÉCENTE
FILIALE D'UN GROUPE EUROPÉEN
IMPORTANT
rech. pour Siège à PARIS-OPÉRA

Responsable Sce ÉTRANGER

CE SERVICE JOUE UN RÔLE IMPORTANT DANS LA STRUCTURE DE LA BANQUE

PERSPECTIVE INTÉRESSANTE
pour
UN(E) SPÉCIALISTE
CLASSE IV/V
parlant bien l'ANGLAIS (indispensable)
et ayant une EXPÉRIENCE solide (3 ans mini)
de TOUTES OPÉRATIONS TRAITÉES PAR
UN Sce ÉTRANGER de Banque

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunération et photo sous réf. 4911 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

SOCIÉTÉ FRANÇAISE recherche

CHEF DE PRODUIT

Lieu PARIS OUEST. Formation école d'électricité. Anglais courant. Expérience minim. 5 ans technico-commercial, industrie électrique-électronique. Biens d'équipement. Rémunération selon expérience.
Envoyer C.V., photo ss la réf. 3.260 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 Paris ced. 09, qui tr.

Société recherche pour France

INGÉNIEURS ET CADRES DE CHANTIERS

Expérience : Ingénierie de classe internationale, G.C.BA installat. électriq. ou mécanique métré, gestion, planning.
Téléphonez au : 704-29-09.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recrute pour son centre de recherches à PARIS :

HOMME JEUNE

DIPLOMÉ 3e CYCLE CHIMIE ORGANIQUE

Adr. C.V. dét., lettre manuscrite à no 46.197 CONTESSE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01.

Société Française de commerce International recherche, pour l'activité d'une de ses divisions, Un délégué permanent. Au Moyen Orient dont la mission sera :
- Le suivi des contrats en cours de réalisation
- La recherche de nouveaux débouchés.

Une expérience de commercialisation de biens d'équipement est souhaitée.
— Angl. courant indispensable.
Envoyer C.V. à SOGEXPORT 4, rue de Penthièvre, 75008 PARIS.

ECOLE CENTRALE recherche

ANALYSTES et INGÉNIEURS

systèmes Mini 6.
Envoyer C.V. à Direction des Moyens Logistiques, ECOLE CENTRALE, Grande Voie des Vignes, 92290 CHATENAY-MALABRY.

Régie publicitaire recherche chef de publicité ou courtiers hommes ou femmes pour régie publicitaire supports professionnels (artisanat, alimentation). Fixe plus commission. Ecr. s/no 8.989 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Mairie de VILLEPINTE recrute

SOUS-BIBLIOTHÉCAIRE

Titulaire du C.A.F.B. option jeunesse.
Adresser candidature à : M. le Maire 93420 Villepinte.

Sté proche banl. parisienne

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Expérience contrôle ou méthodes, mise en œuvre de techniques annexes : optique, mécanique, etc. Poste très évolutif.
Ecrire s/réf. 82.324, ECOP, 100, avenue Lénine, 92000 Nanterre, chargé de la sélection ou tél. 737-70-00.

CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

Antenne Buttes-Chaumont cours de perfectionnement pour Pupitreurs (système IBM)
Programmeurs tous langages
Ciciaux en informatique
205-24-63/241-83-83.

BUREAU D'ETUDES PARISIEN de TAILLE HUMAINE rech.

ING. SPÉCIALISTE

TOUS CORPS D'ETAT

MICRO-CENTRALES

Env. C.V., photo et prét. no 8.950 M RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Agce Cons. en communication recherche
2 RESPONS. DE DOSSIERS :
Élaboration et suivi de stratégies de communication globale (publicité, relations publiques, promotion)
PROFIL :
Formation supérieure plusieurs années d'expérience dans les différents domaines.
Maîtrise de la rédaction journalistique.
Bonne connaissance de la presse.
Envoyer C.V. + photo sous réf. 244.341 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

VILLE DE SÈVRES (HAUTS-DE-SEINE)

22.000 habitants
RECRUTE

1 ATTACHÉ COMMUNAL

pour diriger le Service du Personnel, solides connaissances en droit public, droit du travail et de la Sécurité sociale exigées. Poste à pourvoir au 1-1-1983.
Adresser candidature et C.V. détaillé à Monsieur le Maire de SEVRES, Hôtel de Ville, 92310 SEVRES.
Date limite du dépôt des candidatures : 15-11-1982.

Ville de GAGNY recrute d'urgence
RÉDACTEUR pour le service du Personnel.
Connaissance du statut général du personnel communal et expérience exigées.
Envoyer C.V. manuscrit à M. le Maire, 1, place Foch, 93220 GAGNY.

ÉCOLE DE LANGUES recherche pour ses centres de Paris et Région parisienne UN PROFESSEUR DE LANGUE MATERNELLE ANGLAISE, diplômé et expérimenté pour l'enseignement aux adultes. Adresser C.V. à CETRADEL, 26, rue Vignon, 75008 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS recrute

JOURNALISTES

spécialistes des questions économiques et de l'information sur les sociétés.
Adresser candidature avec réf. à S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
- bonne connaissance des problèmes économiques indispensable ;
- habitué au dépouillement des journaux ;
- diplôme de documentaliste exigé ;
- pratique de l'anglais et de l'allemand souhaitable.

ÉCRIRE : S.G.P., 13, av. de l'Opéra, Paris-1er.

Organisme de recherche proche banlieue Sud, recherche

PLUSIEURS CHERCHEURS

titulaires diplômes ingénieurs ou doctorat 3e cycle.
Goût pour analyse théorique et expérimentation.
Anglais et allemand appréciés.
Pour :
a) essais et calculs machines électriques,
b) certification de dispositifs numériques appliqués aux transports.
Expérience souhaitée en électrotechnique et mesures physiques (a), ou microprocesseurs et logique câblée (b).
Adresser C.V. et prétentions à M. AZEMA, ss la réf. MA/TN, B.P. 34, 94114 Arcueil cedex.

POUR FILIALE GROUPE ÉTRANGER Z.I. ARGENTEUIL (95) recherchons

ADJOINT AU CHEF COMPTABLE

DECS ou BTS,
3 ans expérience minimum, connaissances informatique de gestion nécessaires, anglais indispensable. Rémunération : 100.000 F/an
Envoyer C.V., photo à : Horwath et Horwath France 64, av. Marceau 75008 PARIS

COLLABORATEUR standing Ecr. M. LIVRY, 149, rue St-Honoré, Paris 1er, qui tr.

Groupe Informatique rech.

COMMERCIAUX

EXP4RIMENT4S
résultats prouvés.
Ecrire M. LARDE-POLLES 118, r. de Crimée, 75019 Paris.

Cherchons

ENSEIGNANTS

MATHS : seconde à terminale.
ESPAG. : seconde à terminale.
Libre 4 demi-journées.
Ayant expérience.
Ecrire sous le no T 035640 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Société d'Expertise comptable recherche

MÉMORIALISTE

d'EXPERTISE COMPTABLE ou GRANDE ECOLE

Ayant solide exp. en organisat. Salaire fonction de l'expér. Env. C.V., photo et prétentions
Ecrire sous le no T 035389 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE DE BATIMENT ET T.P. Paris 8e recherche pour service comptabilité au siège social

1 COMPTABLE

2e ECHELON
minimum 35 ans.
- comptabilité générale et analytique ;
- suivi de la trésorerie ;
- sérieuses réf. exigées.

Ecrire avec C.V., réf. et prét. sous réf. 11661 à Pierre LICHAU S.A., B.P. 220, 75083 Paris Cedex 02.

Importante Société Paris Sud VIRY-CHATILLON recherche pour son service trésorerie

COMPTABLE EXPÉRIMENTÉE

Adresser C.V. et prétentions à SIETAM (réf. 1200), 42/48, av. du Président-Kennedy, 91170 Viry-Chatillon.

Association de quartier recherche

ANIMATRICE

à plein temps.
Expérience souhaitée.
Références exigées.
Qualités d'accueil, d'organisation et de responsabilité, désirant s'intégrer dans une équipe.
Envoyer C.V. à M.J.C. 18, av. de la Porte Brancion, 75015 PARIS.

ORGANISME PARAPUBLIC PARIS 14e recherche

CHIMISTE

pour son département

FORMATION

pour préparer et animer des sessions sur la prévention des risques chimiques en entreprises, destinées à des ingénieurs de sécurité et des médecins du travail.
Formation universitaire ou équivalente.
Expérience industrielle de 1 à 2 ans minim.
Expérience souhaitée de la formation des adultes.
Déplacements fréquents en France. Adresser C.V., photo et prét. s/réf. 3255 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09, qui transmettra.

ERIN

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle (mini et micro ordinateurs)

DES INGÉNIEURS

GRANDES ECOLES UNIVERSITAIRES
- Option : Informatique, Automatique, Electronique.
- Débutants à 3 ans d'expér.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Minimum D.U.T. – B.T.S.
Ecr. avec C.V. à AXIAL Pub. s/réf. 526, 27, rue Taitbout, 75009 Paris, qui transmettra.

secrétaires

Sté TUYAUTERIE Industrielle Vitry-sur-Seine (850 pers.) rech. pour chargé d'affaires

SECRÉTAIRE

STÉNODACTYLO bilingue anglais. Libre rapidement.
Tél. pour R.-V. : 680-85-05.

Pour association quartier OPÉRA

SECRÉTAIRE

25 ans minimum, sténo et dactylo, bonne culture générale, bonne présentation, motivée pour travail varié et autonome.
Horaire 11 h - 19 h
Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 244.285 M à RÉGIE PRESSE — Le Monde 85 bis rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transm.

représentation offres

Société sacs poubelles et publicitaires rech.

REPRÉSENTANTS/ES et CHEF DES VENTES

Tél. pr R.-V., 16 (1) 508-18-42.

information divers

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM M, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Dem. une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM) 3, rue Montyon, 75429, PARIS Cedex 09.

formation professionnelle

UN GROUPE DE SOCIÉTÉS DE SERVICES EN INFORMATIQUE

organise un cycle intensif de formation en

INFORMATIQUE DE GESTION

débouchant vers des fonctions d'analyse et de programmation.

Nous demandons aux futurs auditeurs:
- un niveau d'enseignement supérieur (niveau maîtrise)
- de réussir aux tests d'aptitude
- de participer aux frais de scolarité.

Nous offrons :
- une formation théorique et pratique de 14 semaines (6 h/jour) sur micro-système et mini-système IBM 34 en langage BASIC et COBOL.
- A l'issue du stage, les auditeurs ayant réussi leur examen de sortie, recevront de l'une de nos sociétés, une proposition d'embauche aux conditions normales de rémunération de la profession.

Toute demande de renseignements pourra être fournie par téléphone en appelant M. ROIGT au 355 60 90.

Alain Chomos

FORMATION-INFORMATIQUE GARANTIE D'EMPLOI
(PAR CONTRAT)
SAPIAS FORMATION
forme
ANALYSTES-PROGRAMMEURS
qui recevront une formation privée (4 mois) très complète (COBOL, BASIC, TELETRAITEMENT)
BAC - Adresser C.V. lettre manuscrite au responsable SAPIAS FORMATION
121, rue de Tocqueville, 75017 PARIS
Tél. : 380.36.47 - 766.04.34 Poste 573 ou 300

TRÈS URGENT
Dernier stage préalable à la formation de RELAXOLOGUE le 30/9 et le 1er, 2 et 3/10. Formation Paris, province. ISTOR. 374-56-93.

DEMANDES D'EMPLOIS

Secrétaire direct., bilingue anglais, excell. réf., 44 a. cherche poste respons., initiatives, contacts région Cergy, Enghien. 8.500 × 13.
Ecr. s/no 8.982 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JURISTE

28 ans, maîtrise droit privé D.E.A, prop. littéraire, artist. et industr., recherche son PREMIER EMPLOI. 660-57-23.

---

38 ans, Tunisien, DESS commerce international. Formation compl. en gestion, trilingue anglais, arabe, 14 ans d'expér. internationale dont 5 de direct. commerc. export avec Proche et Moyen-Orient. Cherche situation en rapport.
Ecrire sous le no 035.207 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. diplômé des Beaux-Arts de Paris. Illustrateur exécutant, maquettiste, 2 ans exp. cherche emploi. Tél. : Phil MONNET 857-63-16.

J.F., 30 ans, attachée de direction export connaissant anglais, espagnol, coface BFCE, cherche place stable.
Ecrire sous le no 035.578M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

NÉGOCIANT D'ENVERGURE souhaiterait débattre INTÉRÊTS GROUPEMENT ou ASSOCIATION 1901.
Ecr. ORBIS-CB-28, avenue Franklin-Roosevelt, PARIS-8e.

DIRECTEUR, enfance inadaptée. 40 ans, exp. garçons et filles. Stages en droit du travail et autres, ch. poste où son exp. peut vous être utile.
Ecrire sous le no 9.170M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jeune professionnel de gestion et stratégie d'entreprise (Sciences Po) propose missions et TEMPS PARTIEL à entreprises et créateurs. Tél. : 781-55-17.

H. 27 ans, cadre administratif parlant anglais, all. esp., + bonnes notions italien, néerlandais, danois, dipl. Sciences Po, cherche emploi en relations avec affaires internationales.
Ecrire sous le no T035.650M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Vous avez besoin d'un

COMMERCIAL EXPORT

HAUT NIVEAU 3
Téléphonez-moi au 258-92-04.

J.F. 39 ans, formation lettres. Italiens. Exp. enseign., report., traduct., secrét., cherche poste stable. Étudie toutes prop.
Ecr. s/no 3.509 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. MAITRISE littérature américaine, expér. rech. toutes traductions 22 F/100 mots dactyl. Tél. (86) 61-57-96.

DIRECTRICE
Importante boutique angl. décoration, excel. gestion cherche poste similaire produits de luxe
Ecrire Mme BÉRAUD, 4, rue P. Escudier, 75009 PARIS.

CADRE FORMATION

34 ans, D.E.A. jur. + exp. gest. P.M.E. (5 ans) + anim. stages gest. et inform. (5 ans) négoc. format. créat. sup. pédag. ch. coll. organisme ou serv. format.
Ecr. s/no 3.503 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H., 30 ans, sculpteur marbre, bois, 12 ans, expér. ch. place assistant rém. région indiff. Ecrire M. Mantilleri Fr. Saint-Jean-de-Gonville 01.

DIRIGEANT P.M.I. EN RETRAITE (58 ans), rompu problèmes organisation gestion budgets, finances, relations publ. et hum.
PROPOSE ASSISTANCE OU REMPLACEMENT
à titre prestataire temps partiel ou période déterminée Paris, province. Tél. (1) 288-92-35.
Ecr. s/no 2.996 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 33 ans, Maîtrise Droit, quelques années expér. gest. adm. et pers., pratique manuelle bâtiment ch. activité dans organisat. aide tiers-monde.
Ecr. s/no 2.997 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H.E.C., 27 ans, expert-comptable mémorialiste cherche poste à responsabilités en cabinet en vue association.
Ecr. s/no 2.942 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHEF MATÉRIEL 37 ans, spécialiste engins T.P. Caterpiller et P.L. 17 ans expér. OUTRE-MER, sérieuses référ. rech. poste stable FRANCE, ETRANGER. Ecr. no 45.449 Contesse, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 ou téléphoner (7) 834-34-62.

Pour la promotion de vos produits en Afrique tous secteurs, homme d'origine. Ecrire DIAZA SAKANA Daniel, 6, rue Louis-Delaporte, 75020 PARIS.

INGÉN. MÉCA-ÉLECT.

H. 50 ans gde exp. B.E. + essais + vente ch. poste ITC ou chef des ventes ou adj. direct. commercial ou direct. P.M.E. T. 245-88-48 ou 241-52-90.

Assistante en commerce international, femme de communication et autodidacte en relations publiques et publicité, recherche poste correspondant. Tél. 16 (4) 483-48-32.

CADRE DE VENTE EXPORT 30 ANS, en activité form. commerce intern. tril. angl/allem. 8 ans R.F.A. G.B. ch. poste à resp. export province étud. toutes propositions.
Ecrire sous le no 9.032M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J. F. 21 ans diplômée E.S.P. B.T.S. de publicité, stages agence et sté d'études, rech. POSTE MARKETING, études de MARCHÉ PARIS BANLIEUE, libre de suite.
Ecrire sous le no 9.141
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Fme cadre gestion E.S.C. anglais, 20 a. exp., assurerait direction administrat. et contrôle gestion P.M.E. Tél. 343-58-03 mat.

J.H., 25 ans, maîtrise sciences économiques recherche emploi stable. Etud. ttes propositions. Tél. : 952-61-34.

CHEFS D'ENTREPRISE

vous recherchez débutants ou confirmés

HEC-ESCP

IEP. SC. ECO. IAE. DECS rigoureusement sélectionnés

AFIPEC : 236-16-15.

CADRE TECHNICO-COMMERCIAL
41 ans, nat. Colombie déc. 13 a., afr. réal. Parfait bilingue, étud. ttes prop. séjours de situation stable Colombie ou ts pays latino-américains. Tél. 16 (61) 60-01-80.

Cadre, 34 ans, diplôme de philosophie, 10 ans d'expérience concrète, formation et information dans très grande entreprise, étudie toute proposition réellement motivante. Ecr. s/no 2.911 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

1er, 5' OPERA, 2 pces, 25 m², s. de bns, w.-c., petite cuisine, cheminée, imm. ancien avec cave sur cour, 4e étage sans asc. 220.000 F. Téléphone : 828-82-02, de 20 à 22 h. 30.

3e arrdt

MARAIS ARCHIVES
BEAUX LIVINGS + 2 chbres aménagés ou non. Vue dégagée. Imm. rénové. 272-40-19.

MARAIS

Pptaire vd dans imm. XVIe volume exceptionnel, très gd caractère, très belles poutres, chem. Poss. mezzanine 25 m². Hauteur sous plafond 6 m. 1.000.000 F.
Possibilité relier à l'ét. inf. 53 m². 500.000 F.
Visite sur place GETRIM V, 79, rue du Temple, 75003 Paris, 9 à 18 heures.
Renseignements : 278-29-20.

5e arrdt

NEUF CONSTRUCTION EN COURS

Livraison fin 1982

1 et 3, RUE POLIVEAU

29 APPARTEMENTS DE TRÈS GRAND LUXE du 2 au 5 pièces et duplex-terrasses.
de 13.000 à 15.000 le m². Ferme et définitif.
APPARTEMENT TÉMOIN tous les jours, de 14 h à 19 h, sauf mercredi et dimanche.
AWI - Tél. : 267-37-37.

CENSIER. Immeuble rénové. Petites surfaces avec travaux. Depuis 155.000 F. 577-47-74.

CENSIER 3 P. 1/2

Cuis., bains, 69 m², 3e ét. vis. MARDI de 11 h. à 15 h., 1, rue Claude-Bernard. 336-17-36.

7e arrdt

ÉCOLE MILITAIRE
GD STUDIO + vraie cuisine, refait neuf. Tél. : 577-47-74.

Mº BAC

410 m² - 2.900.000 F
Téléphone : 326-73-14.

8e arrdt

RUE DE TURIN 120 m² bel immeuble 4 p. cuisine, bains, 3e étage, parfait état. GARBI - 567-22-88.

13e arrdt

TOLBIAC

BEAU 3 PIÈCES

dans immeuble de qualité, 6e étage ensoleillé, confort, commerces.

SINVIM 501-78-67

15e arrdt

VILLAGE SUISSE

Séj. + 2 ch. 354-95-10 calme.

CHOIX DE 4 PIÈCES

76 m² Convention : 650.000 F.
72 m² Dupleix : 740.000 F.
84 m² Commerce : 775.000 F.
Jean FEUILLADE
Téléphone : 566-00-75.

Rue Santos-Dumont
Original 2 pces 41 m², 2e ét., cft, 297.000 F. 828-90-50.

PRÈS CHAMP-DE-MARS
Elégant duplex, récept. except., 3 chambres, 3 bains.

TERRASSE JARDIN

3 parkings. DORESSAY
Téléphone : 637-23-47.

16e arrdt

Sèvres-Breteuil - 354-42-70

2 P. 40 m² CHARME

EXCEPTIONNEL

SUR JARDINS RANELAGH ds imm. gd stand., luxueux appart. 320 m² + balcons + 3 gar., + 2 chbres de service. Prix élevé justifié.
J.-M. LEVET S.A. 763-12-03.

EYLAU

3 PIÈCES

80 m² + gde terrasse sur jard. Service jour et nuit.

SINVIM 501-78-67

17e arrdt

45, AV. VILLIERS

Mº MALESHERBES
RÉHABILITATION PRESTIGE
Aciens ateliers d'artistes restructurés en DUPLEX AVEC LOGGIAS

DE 2-4 ET 5 PIÈCES

+ quelques STUDIOS
LUXUEUSES PRESTATIONS
Visites lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 12 h à 18 h.
LIVRAISON IMMÉDIATE

18e arrdt

Bel appt 3 pces princ., s. de bains, tt cft, impeccable, 66 m² env., 2e ét., ascens., gardien. Px 400.000 F. Tél. : 563-93-55.

19e arrdt

FLANDRES

2 PIÈCES

5e étage dans petite résidence, calme.

SINVIM 501-78-67

Mº CRIMÉE. 28, rue OURCQ. bel imm., 2 p., 42 m², cuis., bns, w.-c., 220.000. Tél. 224-18-42.

BUTTES-CHAUMONT

SUR PARC, luxueux APPT 125 m², box 2 voit., mardi, mercredi, de 14 h à 18 h, 40, rue Botzaris.

20e arrdt

TÉLÉGRAPHE

4 PIÈCES

84 m², 6e ét. ensoleillé, jdin.

SINVIM 501-78-67

Mº GAMBETTA, 6, cité Écoles, bel imm., 2 p. 37 m², cuis., bains, w.-c., 200.000. Tél. 520-13-57.

78-Yvelines

Vélizy, part. vds appt stand, lng., 72 m² + log. vitr. 11 m², park., cave, cadre agréable. Prix 570.000 F. 946-22-37.

92 Hauts-de-Seine

ASNIÈRES

2 PIÈCES

très bien aménagé chauffage individuel 165.000 F

LA GARENNE-COLOMBES

3 PIÈCES

grand séj. + 2 chbres, soleil, vue, prox. gare St-Lazare en 8'

LEVALLOIS

BEAU 3 PIÈCES

dans immeuble 1970 état exceptionnel

SINVIM 501-78-67

SÈVRES

71, GRANDE-RUE
« LE PARVIS DE SÈVRES »
2 au 7 pièces - commerces.
507-13-47 ou SERCO 723-72-00

NEUILLY 45 m²

Studio 1er étage. Calme, soleil, 1977. 450.000 F. 526-92-13.

NEUILLY CHATEAU

dans très bel hôtel particulier avec jdin, surfaces à aménager, 50 à 300 m². Prix intéressant. PROMOTIC 553-14-14.

NEUILLY AVENUE DU ROULE
60 m² dans RESIDENCE SERVICE
Prix : 1.560.000 F.
GARBI - 567-22-88.

93 Seine-Saint-Denis

MONTREUIL

4 PIÈCES

85 m² dans imm. 1976, stand.

SINVIM 501-78-67

appartements achats

Pour clients sérieux, PAIE COMPTANT APPTS, ttes surf. et IMMEUB. à Paris 15e et 7e. JEAN FEUILLADE, 54, av. de La Motte-Picquet, 15e. 566-00-75.

Recherche 1 à 2 p., Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 873-20-67, même le soir.

appartements occupés

CONVENTION
Appt libérable juin 1983. Loyer mens. 3.377 F, 3e ét. s/rue, asc., séj. dble + 2 chb., cuis., w.-c., bns, ch. centr., 101 m². Imm. pierre de T. standg 1930, achat park. poss. 800.000. Pptaire mardi, 14 h 30 à 16 h 30, 366 bis, rue de VAUGIRARD.

constructions neuves

INFORMATION LOGEMENT

Un service gratuit interprofessionnel et interbancaire pour tout achat d'appartements et de pavillons neufs, renseignem. sur de nombreux programmes PAP et prêts conventionnés.

525-25-25

49, avenue Kléber, 75116 PARIS.

pavillons

GIF-SUR-YVETTE

PAV. stand 1980, gd séjour ouvrant sur terrasse, jardin paysagé et piscine chauffée, cheminée, poutres, bar, bur., coin repas, cuis. équipée. 3 chbres, 2 bains, s/sol 150 m². Px 1.400.000 TTC. 907-97-01.

---

5 KM SÉZANNES
Vd pavillon sur sous-sol, 5 chbres, 2 bains, tt cft, calme, sur 12 ares aménagés. T. 16 (26) 80-51-15 (h. repas).

COURCOURONNES (91)
98 m², 3 chambres, jardin. 500.000 F. Tél. : 336-39-28.

Particulier vend cause départ à Valenton (94), résidence Les Tourelles, prox. RER, SNCF, métro, tt commerces et écoles, CES, pav. tt cft. chauff. cent. charb. S/sol : garage, cave. R.d.Ch. : cuis., séj., toilettes, tél. A l'étage : 3 chbres, s. de bains, grenier, 195 m² + jdin. LABAT François. T. 389-29-62.

villas

MANOSQUE (PRÈS)

VILLAS neuves à part. 323.000. Créd. PAP possible. 286-71-82.

ASNIÈRES Centre

Jolie maison tout Mansart avec jardinet et garage récept., 5 chbres, 3 sanitaires. Claude ACHARD. 637-14-66.

Cse dépt. part. vd tr. belle villa neuve, faub. Mont-de-Marsan, tt cft, 2 chbres, gde sal., sauna, jdin hiver, gar., jardin arros. autom. 550.000 F. Prox. constr. prouvé. Tél. (58) 75-91-98 ou Ecr. s/no 8.997 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS, rech. pour Clientèle étrangère et Diplomates APPARTS, HOTELS PARTIC. et VILLAS PARIS ou Ouest. Résident. **562-78-99**

PROPRIÉTAIRES

Pour louer rapidement SANS FRAIS et SANS AGENCE vos appartements vides et meublés à Paris et en banlieue. Tél. : 282-12-50.

URGENT
Couple recherche sur Paris ou proche banlieue F 1 ou F 2, maxi 1.200 F mensuel c.c., sans agence. Tél. : 370-56-82.

Collaborateur journal cherche studio ou 2 pièces meublé avec téléphone pour 6 mois. Tél. soir : 566-41-10.

PROPRIÉTAIRE LOUER SANS FRAIS

VOS APPARTEMENTS PARIS - BANLIEUE SOUS 48 heures
CLIENTS SÉLECTIONNÉS LOYER GARANTIE
TEL. 359-64-00

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appartem. de standing 4 pièces et plus. 281-10-20.

bureaux

Achats

EMBASSY-SERVICE

rech. pour IMPLANTATIONS FILIALES Stés ÉTRANGÈRES bureaux, achat ou location. Quartier affaires - 562-62-14.

Locations

VOTRE BUREAU

OU DEPUIS 150 F/MOIS, 1 DOMICILIATION + SERVICES SARL Artisans - 296-36-74.

Domiciliations : 8e-2e.

SECRÉTARIAT. TÉL. TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches pour constitution de sociétés.

ACTE S.A. 261-80-88 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL S.A.R.L.-R.C.-R.M.
Constitution de sociétés, démarches et tous services, permanence téléphonique.

355-17-50

MEMBRE F.F.E.D.

AV. DES CHAMPS-ÉLYSÉES
Disp. 1 à 3 BUREAUX, grand standing, meublé, télex.
Téléphone : 723-62-16.

A louer à Particulier particulier agences s'abstenir
Beau bureau, 3 pces, 40 m², bd Poissonnière, ascenseur. 2.900/mois + charges. Libre au 1-10-82 sans reprise. Téléphone : 770-50-44.

immeubles

URGENT RECHERCHE

Imm. occupés ou libres Paris ou province. Ecr. ETRAVE sous réf. 115 - 38, avenue Daumesnil, 75012 PARIS, qui trans.

maisons de campagne

VENDS MAISON BRIARDE
8 km Meaux
12 km Coulommiers
Sur 350 m², chauff. central, cheminée, 3 chambres, séjour. Prix : 350.000 F à débattre. Reprise P.A.P. possible.
Tél. : 374-58-36 (poste 28) 10 h à 19 h, sauf week-end.

MAISON

Rive droite, 40 km de Bordeaux (près Bourg/s/Gironde)
2 grandes pièces + salle d'eau dépend., caves. Eau, élect., tél. Chauffage central mazout. Terrain 2 500 m² environ. Prix total : 200 000 F net.
M. Michel Chevreux
Talet, Mombrier 33710 Bourg
Téléph. (57) (42-05-89).

propriétés

Part. vd Golf de ST-Tropez Ste-Maxime, maison individuelle, surface 250 m² environ, terrain 1.600 m², vue s/mer et collines. 1.600.000 F. 16 (94) 79-20-35 ou 96-06-27.

châteaux

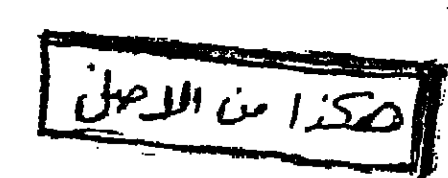
NORMANDIE bocage

Château XVIIe

en très bon état, tout confort sur enclos paysager le 4 oct. 1982 à 14 h. Mise à prix 1.430.000 F. Pour tout rens., tél. : 747-50-08 ou 16 (33) 87-32-49.

viagers

XVe SÈVRES-LECOURBE, 2 p., 55 m², tt cft, 2e asc. 165.000 + 3.200. Femme 73 ans. Appt loué 1.950 F/mois loyer pour acquéreur. Tél. : 266-19-00.



Le Monde

régions

Ile-de-France — SOUCIS DE CHANTIERS

POINTS DE VUE

Trop de béton pour l'expo

par PHILIPPE PANERAI (*)

CONSTRUIRE au-dessus des voies de la gare d'Austerlitz la plus grande dalle du monde pour l'Exposition de 1989 réjouira peut-être les marchands de béton (côté relance). Mais l'on peut douter qu'elle réponde à l'attente des habitants ou qu'elle puisse constituer un monument durable (côté culture) de la gauche au pouvoir. Refaire le front de Seine avec l'équipe du Centre Pompidou... au moment où l'on casse la dalle des Aubiers à Bordeaux, où l'on cherche encore désespérément comment finir la Défense ou les Halles et comment utiliser enfin La Villette, paraît aujourd'hui pour le moins anachronique.

Car, s'il est un bilan que l'on peut dresser des grands projets des précédents septennats, c'est à coup sûr celui de leur inadaptation. Prouesses techniques et gouffres financiers — mais profits inespérés pour certains, — ils sont la négation de la vie urbaine. Expropriations, chantiers interminables, démolitions inconsidérées, ils sont l'expression d'une violence que la gadgétisation des aménagements ne parvient pas à dissimuler. Démesurés et abstraits, ils marquent le refus de ce « droit à la ville » auquel se référait le premier ministre il y a juste un an. Alors, Bastille, Bercy, Reuilly, Marseille, Angoulême...

Le défi lancé à l'architecture en cette fin du vingtième siècle est pourtant clair. Y répondre donnerait tout son sens à un changement qui, sans cela, risque bien, en perpétuant les mêmes schémas, de se réduire à un changement de style dérisoire. Il s'agit de réconcilier l'architecture et la ville et d'associer les habitants à sa gestion. La décentralisation devrait, même à Paris, le permettre ; elle devrait permettre de rompre avec une politique de rénovation arbitraire et de destructions inutiles à laquelle l'actuel maire de Paris ne saurait se prétendre étranger, même s'il a tenté, depuis son élection, d'en donner une image moins brutale que celle du modernisme pompidolien. Elle devrait permettre de reconsidérer les choix « d'en haut » ; qu'ils soient de l'Hôtel de Ville, de Matignon ou de l'Elysée et d'abandonner la pratique des projets secrets, des désignations discrètes, des procédures sans appel.

La décentralisation suppose l'ouverture d'un débat et la mise en place des moyens de l'alimenter, notamment par la création d'ateliers publics d'architecture et d'urbanisme, seuls capables, aujourd'hui, de se détourner des pratiques parcellisées, concurrentes et contradictoires qui concourent à l'aménagement du cadre bâti. Il est nécessaire, à la fois de remettre en cause l'orientation générale des ZAC, décidée le plus souvent contre l'avis des habitants, et de redonner sa place à une politique du logement social en ville qui ne se limite pas à des quantités habitables, mais appréhende la structure du quartier et le maintien ou le développement des lieux de travail. De même, il faut engager une expérimentation en matière de construction et d'architecture

Mettre en place une autre logique est, en effet, une obligation pressante si l'on ne veut pas reconduire, sous d'autres formes, une politique identique à celle qui a produit les grands ensembles, les chalandonnettes, les C.E.S. préfabriqués, etc. Les récentes réhabilitations des grands ensembles, voire pour certains, leur démolition (le tiers des quatre mille logements de La Courneuve) montrent bien les conséquences désastreuses pour la collectivité des choix urbanistiques, techniques et architecturaux de ces vingt dernières années, exclusivement fondés sur un laisser-faire du point de vue foncier, une rentabilité immédiate, une exécution facile, des études au moindre coût. Et les projets de prestige ou simplement de qualité qui émergent de cette période ne doivent pas servir d'alibi, pas plus que ceux envisagés aujourd'hui ne doivent nous détourner des questions fondamentales qui subsistent.

L'Exposition universelle constitue, à cet égard, un exemple particulièrement éclairant. D'un côté, et c'est ce qui semble pour l'instant prévaloir, une succession d'aménagements de prestige inutiles pour la plupart en dehors du temps de la manifestation, incompatibles avec le développement logique de Paris et qui risquent, comme cela a été le cas pour Bruxelles et Montréal d'accélérer la destruction de la ville, tout en l'endettant (et l'Etat avec elle) pour plus d'une décennie. Objets gadgets, autoroutes dévastatrices, équipements coûteux d'entretien...

Ou alors, une politique novatrice, refusant le clinquant de l'éphémère pour réaliser à l'occasion de l'Exposition les équipements et les infrastructures du Paris du vingt et unième siècle. Quartiers d'habitation modèles qui serviront, dès la préparation de l'Exposition, à loger ceux qui y travaillent puis à héberger une partie des visiteurs mais fourniront l'occasion d'une expérimentation sur le logement social urbain des années 90. Stands d'exposition, étudiés et implantés comme les futurs lieux d'une production industrielle, qui, utilisant les technologies nouvelles, ne soit plus systématiquement rejetée dans des périphéries toujours plus lointaines. Hôtels qui deviennent des hôpitaux, campings qui soient de futurs parcs, pavillons qui deviennent des écoles, etc.

Si les expositions antérieures ont apporté à Paris la tour Eiffel, le métro et le Grand Palais, c'est à coup sûr l'agglomération entière qui est aujourd'hui concernée par les infrastructures, notamment de transport, dont l'Exposition de 1989 pourrait être l'occasion.

(*) Architecte, enseignant.

Quel musée à La Villette ?

par JACQUES PIVETEAU et FRANÇOIS PROUST (*)

ON s'agite aujourd'hui à Paris sur le point de savoir si le Musée national des sciences et des techniques du parc de La Villette doit plutôt traiter des sciences et des techniques ou plutôt de la relation que le public et la société entretiennent avec les sciences et les techniques.

Apparemment, on s'interroge moins sur le fait de savoir si l'idée d'une telle institution est pertinente ou non, eu égard au rôle que l'Etat doit jouer par rapport à la culture, alors que cette question nous paraît être à la racine sinon du débat actuel du moins du débat réel.

Quelle est la grande idée qui fonde la justification du Musée (ou de la Cité, ne nous payons pas de mots !) des sciences et des techniques de La Villette ? Parmi les arguments évoqués, le plus sérieux, à savoir l'inculture scientifique et technique des Français, a été évoqué avec clairvoyance par Bertrand Gilles (1). Cet argument suscite, de notre part, trois réflexions.

D'une part, on est porté à se demander si ce mal bien réel peut être traité par ce genre de remède qui, une fois de plus, joue le prestige, la centralisation, l'unicité. En quoi l'inculture technique et scientifique des habitants de Saint-Flour, de Bar-le-Duc ou de Plougastel sera-t-elle traitée par l'érection d'un musée à La Villette ?

D'autre part, on est porté à se demander de quels maux secondaires ce remède, s'il était remède, est porteur. Parce qu'un musée des techniques est probablement un être réel (même s'il reste à faire) tandis qu'un musée des sciences est sûrement un être de raison, c'est-à-dire qui s'adresse à la raison plutôt qu'aux sens. L'un des dangers, ici, consistera à confondre l'objet de la science avec la muséologie des objets scientifiques. Ici, proposons une idée : si, au lieu de vouloir faire tout, l'Etat encourageait déjà les entreprises à enseigner à leurs salariés la théorie et la pratique (au lieu de la simple exécution) des technologies qu'elles emploient et qui les entourent, les Français gagneraient, non seulement en connaissances mais aussi en culture, si la culture se définit en partie par les connaissances qui permettent d'influer sur le milieu. On entend des entreprises rétorquer : *« Mais nous faisons 1 %, 3 % d'éducation permanente. »* Las ! Ce n'est pas 3 % qu'il faudrait pour sortir de l'inculture, et du marcisme économique, c'est au moins 10 %.

Enfin, il nous paraît important d'inclure ce besoin, auquel nous n'avons rien à redire, dans un cadre plus large, celui de la culture et de ses « béances ».

Dans le meilleur des cas, ce musée sera une foire (c'est déjà une foire aux idées) ; le nombre d'entrées sera attentivement comptabilisé pour pouvoir constituer les dossiers donnant droit à des augmentations de crédits de fonctionnement ; les musiciens s'installeront aux abords avec leurs amplificateurs ; les écoliers s'y rendront en rang, dociles, et, à la sortie, se barbouilleront de barbe à papa ; les employés y feront grève pour se solidariser avec la Pologne, avec le tiers-monde, avec les services de nettoyage, avec l'Argentine ou la Grande-Bretagne.

Après le Mundial et avant l'exposition de 1989, ce lieu constituera un pôle de promenade possible pour les familles, le dimanche. Et tout cela est important et nécessaire. Mais faut-il un musée des sciences et des techniques pour cela ? Est-ce cela dont les Français ont besoin aujourd'hui pour être en accord avec leur temps ? Est-ce le rôle de l'Etat de concurrencer Carrefour et Mammouth ? Sans vouloir aboutir au paradoxe et en se focalisant sur l'intuition fondatrice, est-ce à travers plus de science et plus de technique que les Français auront l'occasion de pouvoir se situer dans un lieu différent qui les distancie de la fièvre du présent pour mieux s'approprier précisément la science et la technique ?

« Du pain et des jeux », certes. Va pour le jeu ! Mais un gouvernement de gauche, prophétique, doit bien savoir que l'homme ne vit pas seulement de pain. Pourquoi, alors, tourner autour du puits d'où ne demande qu'à jaillir une autre vérité ?

Alors, on se plaît à rêver d'un lieu urbain (car la nature existe et joue ce rôle tant qu'elle n'est pas envahie) somptueux, entrouvert plutôt qu'ouvert, où il n'y aurait ni dedans ni dehors, rien à acheter, rien à manger, rien à boire, peu à voir, et encore moins à entendre. Ces lieux ont existé mais ils sont la contribution d'autres époques. Chaque siècle doit produire le sien. Nous pouvons, sans doute aisément, nous passer de prêtres, peut-être de Dieu, mais certainement pas de lieux protégés pour communiquer avec nous-mêmes, hors de la tourmente.

(*) Psycho-sociologues à l'Institut supérieur d'éducation permanente.

(1) Bertrand Gilles : *La Société française et la technologie. Pour un musée de la science et de la technique.* Documentation française, Paris, 1980



BOUDEURS APRÈS LE 10 MAI
LES INVESTISSEURS REVIENNENT

Un nouveau quartier du port à Ivry

Ivry-Port fut longtemps la partie la plus vivante de cette cité du Val-de-Marne. Les entreprises, imposantes, qui s'y étaient installées à partir du milieu du dix-neuvième siècle avaient attiré autour d'elles commerces et logements. Mais quand, ces dernières années, l'industrie a dépéri ici comme dans toute la proche couronne de Paris, habitants et commerçants sont partis avec les usines ; le quartier n'était plus qu'une friche, un terrain lépreux au cœur de la ville. Aujourd'hui, on tente de l'aménager à neuf.

Impossible de revenir aux temps anciens quand vignes et champs de blé couvraient la colline, quand maraichers et aubergistes se partageaient la plaine souvent marécageuse, quand les médecins parisiens envoyaient à Ivry leurs patients en raison de la *« pureté particulière de l'air »*. L'industrialisation forcenée du début du vingtième siècle ne s'embarrassait pas plus de considérations écologiques que de soucis humanitaires. Elle a marqué d'une empreinte indélébile ce coin de banlieue. La désindustrialisation de la région parisienne fut dramatique pour Ivry : vingt mille emplois perdus depuis les années 60, dont la moitié pour le seul quartier du Port. Il fallait réagir. Ce ne fut pas simple.

Les projets ne manquaient pas, et quels projets ! Réaliser ici un autre « front de Seine » fut un temps envisagé ; puis on imagina de construire un gigantesque *« trade mark »*, une sorte de Foire de Paris permanente pour les professionnels. Pour diverses raisons, aucune de ces propositions ne sortit des bureaux d'études. La municipalité, dirigée par les communistes, après s'être attaquée à la rénovation du centre-ville, confia le dossier à la SEMI, la Société d'économie mixte d'Ivry. Aujourd'hui, les premières réalisations sortent de terre. Un hypermarché Carrefour a ouvert ses portes l'hiver dernier.

Pour une fois, un tel équipement n'a pas été conçu comme la seule locomotive d'un centre commercial, mais comme celle d'un quartier tout entier. Il est vrai que ses 11 000 mètres carrés en font le plus important centre de la plus proche banlieue. Encore faut-il ajouter qu'un magasin Darty le complète et que soixante boutiques traditionnelles ouvriront au mois d'octobre.

Cet ensemble se situe au cœur de l'opération de rénovation qui couvrira au total 73 270 mètres carrés, affectés pour partie à l'installation d'entreprises, pour partie aux logements.

Pour les entreprises, il est prévu un bâtiment de 8 250 mètres carrés de bureaux en bordure de la RN 19 (les travaux devraient commencer à l'automne), 15 000 mètres carrés de locaux industriels, 12 « maisons d'artisans », surmontées de 46 logements qui leur seront destinés en priorité, 10 courts de tennis privés. Un hôtel sera construit à la jointure des bureaux, du centre commercial et des locaux d'entreprises. Il s'agira d'un deux étoiles disposant de 84 chambres sur sept niveaux. Il devrait servir d'expérience à une « nouvelle hôtellerie » bon marché avec des équipements convenables, sans restauration, mais avec une cafétéria. Un service de traiteur extérieur pourra fournir des plateaux-repas. Destiné à une clientèle liée à l'activité de la ville (entreprises et services municipaux), il vise aussi les futurs utilisateurs et spectateurs du Palais des sports de Bercy.

Mauvaise volonté

Pour la partie réservée aux habitations, trois opérations sont prévues : un ensemble de 46 logements en accession à la propriété déjà habitables ; 192 logements locatifs, réalisés par l'office communal d'H.L.M., dont les travaux sont en cours, et une dernière opération locative d'une quarantaine de logements. Les travaux devraient être terminés à la fin de 1983 ou au printemps 1984.

Cette réhabilitation a subi bien des vicissitudes. M. Ridouh, adjoint au maire d'Ivry, se montre très dur et menaçant : *« Dès le 12 mai 1981, une série d'investisseurs se sont retirés de l'affaire. Les intérêts qu'ils défendaient n'étaient pas français, mais exclusivement financiers. Nous saurons nous en souvenir. Il n'y a que depuis quelques semaines que les investissements se sont dégelés. Nous avons subi dix mois de flottement avec d'inévitables répercussions sur les coûts. »*

Mais ce quartier en bordure de la Seine, à proximité de Paris, face au bois de Vincennes, est irrigué par trop de moyens de communication (autoroute A 4, gare S.N.C.F., proximité du métro, du périphérique et du R.E.R.) pour être oublié des investisseurs.

FRANCIS GOUGE.



Le Monde

économie

AFFAIRES

La tension monte en Lorraine dans l'attente de la présentation du plan acier

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre d'État, ministre de la recherche et de l'industrie, devrait soumettre à la Commission de Bruxelles avant la fin du mois le nouveau « plan acier français ».

A l'approche de cette échéance, une certaine tension est perceptible en Lorraine, où les travailleurs s'interrogent sur les projets de restructuration à l'étude. Ainsi, à la Société nouvelle des aciéries de Pompey (SNAP), le principe d'une grève générale avec occupation de l'usine a été arrêté.

Cependant, la direction générale de Sacilor va être renforcée. Ainsi, M. Jean-Pierre Hugon, ancien directeur général des Charbonnages de France, limogé de ce poste en avril 1982 pour avoir mis en doute la cohérence de la politique énergétique, vient d'être nommé directeur général adjoint du groupe Sacilor. Il sera responsable de la branche des aciers spéciaux.

De notre correspondant.

Metz. – Il ne manque plus que le feu vert de M. Chevènement pour connaître le plan acier français. Tous les problèmes ne sont pas pour autant résolus au sein des deux groupes sidérurgiques, Sacilor et Usinor, dont les conseils d'administration se réuniront, le 24 septembre pour Sacilor et le 9 octobre pour Usinor. Les plans industriels des deux groupes sont inscrits à leur ordre du jour. D'ici là, les comités centraux d'entreprise de Sollac et Sacilor seront consultés les 22 et 23 septembre.

A Usinor, le P.-D.G., M. Raymond Lévy, a clairement indiqué qu'il n'était pas question d'infléchir le programme de restructuration malgré les protestations syndicales. A Sacilor-Sollac, un problème majeur demeure : celui des aciers spéciaux. Il touche trois sites : Pompey (Meurthe-et-Moselle), Hagondange (Moselle) et la Société métallurgique de Normandie. La question des aciers plats (Sollac) ne pose pratiquement plus problème, si ce n'est certaines critiques syndicales quant au choix de l'ordre des investissements à réaliser sur les trains à chaud et à froid. Il est vrai que les Lorrains redoutent toujours la disparition progressive du premier secteur au profit de Fos-sur-Mer, qui ramènerait la sidérurgie de la vallée de la Fensch au rang de lamineur.

Deux secteurs « chauds »

L'attention sera plus particulièrement polarisée sur deux secteurs « chauds » : les 254 millions de francs d'investissements à dégager d'ici à 1986 et la réalisation du gros train de Gandrange. Cette dernière a été réclamée avec insistance, notamment par les cadres et les élus. Satisfaction leur a été donnée, mais, déjà, se lèvent de nouvelles contestations. L'une est technique, la C.F.T.C., par exemple, estimant que le « *train universel à gros profilés* », sans ses installations de parachèvement, « *ne peut tenir le coup économiquement* ». Ce syndicat redoute qu'on ne se trouve placé dans une situation identique à celle d'Usinor, qui produit à Neuves-Maisons de l'acier dont une partie est tranformée à Longwy. La seconde contestation vient des élus communistes de la vallée de la Fensch, qu'inquiète l'avenir des laminoirs de Saint-Jacques, menacés de disparaître pour des raisons de rentabilité. Ils ne seront vraisemblablement pas les seuls à réagir, le même problème devant se poser dans d'autres secteurs. A cela une raison : l'enveloppe financière globale de Sacilor n'ayant pas été modifiée, l'argent qui sera investi à Gandrange ne pourra pas l'être dans des projets d'aciéries électriques.

Mauvais présage

Les arbitrages qui seront nécessaires entre la Société nouvelle des aciéries de Pompey et la Société des aciers fins de l'Est Hagondange (SAFE) constituent un autre point chaud du volet « Lorraine » de ce paln acier. Ces deux filiales de Sacilor sont en concurrence directe pour se partager les travaux neufs, la seconde étant deux fois mieux placée en raison de prix de revient meilleurs. C'est peut-être le motif pour lequel certains travaux de modernisation ont déjà été mis en route à la SAFE, bien que le programme des aciers spéciaux ne soit pas encore officiellement annoncé. La direction, dit-on à Hagondange, s'en défend, soulignant que la modernisation du train « barre-fils » est prévue dans tous les cas de figure envisageables. Il s'agit d'un investissement de 275 millions de francs devant permettre de porter la capacité de cet outil de 200 000 à 300 000 tonnes par an, au rythme de seize poste de travail hebdomadaire.

L'engagement de ces travaux, malgré les assurances données à Hagondange, est considéré comme un mauvais présage à Pompey, où les syndicats ont lancé un mot d'ordre de grève générale pour le 24 septembre. Rien, en effet, n'est venu apaiser les craintes des trois mille cinq cents employés de cette usine, dont les effectifs risquent d'être ramenés aux alentours d'un millier.

Ce sentiment pessimiste prévaut de plus en plus dans le bassin, où deux faits nouveaux sont venus conforter les préoccupations du personnel. D'abord, la direction a jugé « *peu réaliste sur le plan de la rentabilité* » la proposition faite par les cadres (appelée solution « L ») visant à transformer Pompey en une usine sidérurgique pilote, au prix d'un investissement de 1,317 milliard de francs. Cette solution permettrait de conserver mille neuf cent trente-six salariés. Ensuite, la déception des syndicats, qui n'ont pu rencontrer M. Marbach, le nouveau « M. Lorraine ».

Une réponse que M. Rombat, un syndicaliste C.F.D.T. siégeant au conseil d'administration de Sacilor, considère comme « *une véritable douche froide* » par rapport aux espoirs des travailleurs et qui donne quelque consistance à la « solution 3 » avancée en juin (maintien de neuf cent quatre-vingt-treize emplois et 81 millions de francs d'investissements pour la rénovation des trains « sud »).

JEAN-LOUIS THIS.

Rossignol cesse sa production de skis aux États-Unis

De notre correspondant.

Grenoble. – Les Skis Rossignol ont décidé, vendredi 17 septembre, de cesser toute production de skis dans leur usine américaine de Williston. Cette entreprise, qui employait il y a deux ans près de cinq cents salariés, avait vu récemment ses effectifs revenir à soixante-cinq personnes. Celles-ci seront prochainement licenciées, Rossignol ne conservant aux États-Unis que son puissant réseau commercial (environ cent cinquante personnes) et ses installations de stockage, installées également à Williston.

C'est la seconde usine que le groupe Rossignol-Dynastar ferme cette année aux États-Unis. Déjà, en juin, l'unité de production de skis Dynastar avait été rapatriée en Europe. Rossignol ne garde, en Amérique du Nord, qu'une seule unité de production, celle du Canada, dont la capacité est de 220 000 paires de skis, mais qui ne met actuellement sur le marché que 90 000 paires. En Amérique du Nord, Rossignol et Dynastar avaient une capacité de production de 700 000 paires de skis.

Le P.D.G. de Rossignol, M. Laurent Boix-Vives, a indiqué lundi 20 septembre que sa société n'entendait pas se séparer de ses usines nord-américaines : « *Nous restons en capacité de redémarrage. Il nous paraît en effet anormal que nous ne disposions pas, aux États-Unis, d'un support de production, alors que nous y détenions 45,5 % du marché du ski.* » Mais celui-ci s'est considérablement réduit à la suite de deux saisons sans neige au États-Unis. L'Amérique, qui représentait jusqu'alors 40 % du marché mondial du ski, a vu sa part baisser de moitié.

L'hiver dernier, on a ainsi vendu aux États-Unis autant de paires de skis qu'en... 1972. De plus, l'envolée du dollar justifierait pleinement, selon M. Boix-Vives, le rapatriement en France des productions à forte valeur ajoutée réalisées jusqu'alors aux États-Unis.

Rossignol ne pourra pas éviter que la crise du marché du ski ait des répercussions sur ses usines françaises. Son P.D.G. a ainsi décidé, le 17 septembre, de demander le licenciement de 32 des 84 salariés de l'usine de Saint-Paul-Trois-Châteaux dans la Drôme. Cette unité de production, menacée de fermeture déjà depuis plus d'un an, pourrait cependant voir son activité maintenue jusqu'en mai 1983, mais avec seulement cinquante-deux salariés.

CLAUDE FRANCILLON.

SOCIAL

LA C.G.C. : NI MAUROY NI BARRE

La Confédération de l'encadrement C.G.C. continue de souffler le chaud et le froid. « *Nous voulons provoquer un remaniement ministériel, nous voulons un premier ministre neuf* », a déclaré, samedi 18 septembre, à Besançon, M. Paul Marchelli, secrétaire général du syndicat. Début septembre déjà, M. Menu, président de la C.G.C., avait, dans *Paris-Match*, réclamé le départ de M. Mauroy, mais, quelques jours après, à l'issue des entretiens de Matignon sur la sortie du blocage, M. Marchelli se déclarait assez satisfait des orientations du premier ministre, à condition que l'on passe aux actes. On expliquait même, à la C.G.C., que l'interview de M. Menu datait : elle avait été donnée en juillet.

En fait, la C.G.C. a rarement estimé les premiers ministres. Déjà, en mars 1980, M. Menu déclarait à Grenoble, à propos de M. Barre : « *Il conduit notre pays vers la sous-industrialisation. Il est urgent de changer de premier ministre.* » Cette fois, la C.G.C. ne veut plus de M. Mauroy, mais « *les donneurs de leçons dans le genre de Barre ou de Giscard, on n'en a pas besoin* », précise M. Marchelli. Quel « coq » – emblème de la C.G.C. contestataire – la C.G.C. veut-elle donc à Matignon ? – J.-P. D.

● **F.O. : les accords signés doivent reprendre effet au 1er novembre.** – La commission exécutive de F.O., réunie vendredi 17 septembre, considère que les accords signés dans les secteurs public, privé et nationalisé, dont le blocage a suspendu l'application pendant quatre mois, « *doivent reprendre effet à dater du 1er novembre* ».

Mille huit cents emplois menacés près de Rouen

De notre correspondant

Rouen. – Le climat social s'est alourdi dans la région rouennaise depuis la publication du rapport du ministère de l'industrie sur une restructuration de l'industrie des engrais (*le Monde* du 11 septembre). Mille emplois seraient menacés si le plan proposé était suivi. A ceci s'ajoute l'annonce de plus de quatre cents licenciements dans deux entreprises métallurgiques : Julin, filiale de la société Grands Travaux des Marseille, et Viel.

La restructuration de l'industrie des engrais nécessite, selon le rapport remis à M. Chevènement, la fermeture de l'usine Azote Produits chimiques (A.P.C.) de Grand-Couronne et une réduction des effectifs de l'usine Rhône-Poulenc, à Grand-Quevilly. Largement commentée parla presse locale, cette information a suscité de vives réactions dans les milieux syndicaux (C.G.T. et C.F.D.T.), qui parlent de « *manœuvre politique* ». Grand-Couronne de Grand-Quevilly sont situées sur la circonscription de M. Fabius, ministre du budget et maire adjoint de Grand-Quevilly. Il est particulièrement prématuré de parler de fermeture, voire de suppression d'emplois, car, à ce jour, précise la C.G.T., le gouvernement ne s'est pas encore prononcé.

Si nul ne conteste à Rouen la nécessité d'une restructuration, les propositions à l'étude sont qualifiées d'« *incohérentes* ». La C.F.D.T. fait remarquer que la suppression de mille emplois à A.P.C. et Rhône-Poulenc détruirait l'ensemble de l'industrie chimique locale, qui travaille également sur les dérivés des engrais. « *Si on continue à raisonner en terme de suppression d'emplois on ne s'en sortira jamais*, dit la C.F.D.T.

D'autre part, la direction de l'usine A.P.C. est tenue responsable de la dégradation de l'entreprise en l'absence d'investissements depuis 1971. En revanche, un important marché pourrait être conclu avec l'U.R.S.S. avant la fin de l'année, ce qui permet de conclure : « *On cherche à entretenir l'idée que nous sommes dans la région en état de faiblesse.* »

Autre inquiétude pour la vie de Grand-Quevilly : l'entreprise métallurgique Julin (850 employés) que contrôle entièrement G.T.M. (Grands Travaux de Marseille) depuis deux ans. Après la mise en règlement judiciaire, le 20 août, l'administrateur provisoire a annoncé le licenciement de 393 personnes. La C.G.T. ne voit là que « *la riposte de G.T.M. au refus des pouvoirs publics d'accepter 189 licenciements pour raison économique le 30 juillet dernier* ».

La mauvaise situation financière de Julin à Grand-Quevilly serait due, selon G.T.M., à l'absence de commandes. Cette analyse est bien entendu rejetée par les syndicats, qui se déclarent surpris qu'une entreprise présente sur de nombreux chantiers à travers le monde avec un personnel hautement qualifié, ait perdu en moins d'un an toute sa clientèle. Après l'industrie alimentaire, chimique, pétrolière, Julin s'était spécialisé récemment dans la construction d'usines nucléaires et la recherche pétrolière offshore.

La situation préoccupante de cette entreprise est, de plus, étroitement liée à l'autre dossier épineux de la région : les papeteries Chapelle-Darblay. Julin venait de procéder à la modernisation de la papeterie lorsque celle-ci a déposé son bilan en 1980.

Au total, 1 800 emplois sont menacés dans les seuls cantons de Grand-Couronne et Grand-Quevilly, alors que l'on compte déjà près de 4 000 personnes inscrites à l'A.N.P.E. pour 30 000 salariés.

ÉTIENNE BANZET.

● **Formation professionnelle : la C.F.D.T. signera l'accord.** – La C.F.D.T. signera, le 21 septembre, l'avenant aux accords de 1970 sur la formation professionnelle et continue. L'organisation de M. Edmond Maire juge notamment comme positives la reconnaissance et l'exercice réel du droit au congé individuel de formation et la consultation des comités d'entreprise sur la formation des jeunes en alternance.

TRANSPORTS

EN VISITE A TOURS

M. Fiterman invite les cheminots à se mobiliser pour le succès de la « nouvelle S.N.C.F. »

De notre envoyé spécial

Tours. – *C'est un ordre de mobilisation générale à tout le personnel de la S.N.C.F. qu'a lancé M. Charles Fiterman, ministre des transports, qui, le samedi 18 septembre à Saint-Pierre-des-Corps, visitait les cheminots tourangeaux. Sans attendre l'adoption du projet de loi d'orientation sur les transports intérieurs ni la naissance de la nouvelle S.N.C.F., le 1er janvier prochain, il a souhaité que* « toutes les énergies à tous les niveaux » *se rassemblent pour assurer l'avenir du chemin de fer* « enjeu national ».

« *Il s'agit*, a dit le ministre, *de mener durablement une véritable bataille, bataille pour gagner des clientèles ; bataille pour gagner durablement des trafics.* » Il va falloir « *conquérir de nouvelles positions* » dans le transport de marchandises (développement du wagon isolé, du transport combiné international, amélioration des acheminements). Dans le domaine des voyageurs, « *il faut que le rail couvre tout le champ des besoins : de la grande vitesse aux lignes de banlieue en passant par la desserte des villes moyennes et des lignes régionales* ».

Mais, a ajouté M. Fiterman, « *tout cela ne se décrète pas ; tout cela se discute, s'essaie ; tout cela se vit à tous les niveaux de l'entreprise* ». Autrement dit, et même s'il a « *clairement affirmé un choix politique de renouveau du train* », le ministre prévient qu'il ne faudra pas tout attendre du gouvernement.

Celui-ci assumera, de manière légitime, ses responsabilités d'actionnaire – unique à partir du 1er janvier prochain, – il vient de le prouver en annonçant pour 1983 l'attribution à la S.N.C.F. d'une dotation en capital de 2 milliards de francs s'ajoutant à celle de 1 milliard déjà consentie l'an passé, afin de permettre à la société nationale de commencer à assainir sa situation financière.

Les pouvoirs publics ont aussi relancé les investissements (une décision concernant la construction du T.G.V.-Atlantique doit être prise prochainement), rouvert quelques lignes au trafic voyageurs, stoppé la baisse des effectifs, etc. Mais « *pour avancer encore, il n'est question ni de revenir aux recettes passées ni d'agir en nostalgiques de l'âge d'or du chemin de fer du début du siècle ou de la Libération* ». Pour M. Fiterman, « *le renouveau de la S.N.C.F. se fera dans les conditions de notre époque* ». Et ces dernières années excluent que l'État soit le tuteur d'un canard boiteux quelconque. Le chemin de fer ne sera crédible que s'il témoigne d'un souci d'efficacité.

Comme pour mieux montrer que les défis au rail demeurent bien présents, le ministre des transports a consacré son samedi après-midi aux questions routières. Présidant à Tours la cérémonie de réouverture à la circulation du pont Wilson, partiellement démoli en 1978 lors d'une crue de la Loire (*le Monde* du 15 septembre), il a tenu des propos montrant qu'il ne néglige pas ce moyen essentiel du transport.

A M. Jean Royer, député et maire de la ville, qui se félicitait récemment de la création – qu'il a d'ailleurs votée – du Fonds spécial pour les grands travaux avant de réclamer à son hôte le financement de nombreux autres investissements routiers (un boulevard périphérique, deux nouveaux ponts, des liaisons de désenclavements auto-routiers vers l'ouest et le centre, qui n'ont pu voir le jour jusqu'ici « *à cause de nos divisions* »), M. Fiterman a apporté quelques motifs d'espoir.

Il a rappelé que les dossiers de la liaison Tours–Vierzon–Bourges étaient très avancés, certaines sections, comme la déviation de Saint-Georges-du-Cher, étant même au stade de la réalisation, en attendant, dans quelques années, la mise en service du tronçon Vierzon–Bourges de l'autoroute A 71. Mais il a aussi annoncé la relance des études de la liaison Tours-Angers, non plus sur la base d'une autoroute à péage, qui lui paraît irréaliste, mais sur des propositions d'aménagement progressif, à deux fois deux voies, s'appuyant dans toute la mesure du possible sur les infrastructures existantes.

Les études, à présent achevées, vont être communiquées aux élus et aux collectivités territoriales intéressées, l'intention de M. Fiterman étant d'inscrire la réalisation au moins partielle du projet dans le IXe Plan.

Enfin, le ministre s'est déclaré favorable à la suppression du péage à l'échangeur de Saint-Avertin sur l'autoroute A 10 et estimé qu'une telle mesure pourrait entrer en vigueur le 1er novembre prochain, soulevant du même coup l'enthousiasme de la foule tourangelle.

JAMES SARRAZIN.

CONJONCTURE

Au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* »

« On a programmmé près de 500 milliards de francs de déficit intérieur et extérieur en 1982 et 1983 » *déclare M. Monory*

Invité de l'émission « Le grand jury R.T.L.-*le Monde* » dimanche 19 septembre, M. René Monory, sénateur de la Vienne, membre dirigeant du C.D.S., maire de Loudun et ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, estime qu' « *on a programmmé pour 1982 et 1983 près de 500 milliards de francs de déficit pour le budget pour les systèmes sociaux et pour le commerce extérieur. La Communauté européenne et la communauté internationale le savent. Si on ne met pas un frein à toutes ces dépenses inconsidérées, la communauté internationale ne marchera pas.*

« *La France a choisi un train de vie dont elle n'a pas les moyens, et, aujourd'hui, elle en paie les conséquences* ».

L'ancien ministre a développé ses pronostics : 120 milliards de francs de déficit budgétaire en 1982, 150 milliards de francs en 1983, 80 milliards de francs à trouver pour l'UNEDIC et la Sécurité sociale à la fin de 1983, 85 milliards de francs de déficit de la balance des paiements en 1982 et 60 à 70 milliards de francs l'année suivante en raison de la baisse du pouvoir d'achat, qui réduira les importations.

Quant à la reprise, selon M. Monory, on ne risque pas d'en avoir une : « *En effet, on a largement développé la consommation, ce qui s'est traduit par un déficit commercial de 30 milliards en trois mois : juin, juillet et août. Autrement dit, 1 point de croissance est parti chez nos partenaires en trois mois. Aujourd'hui, il est sûr que les Françaises et les Français, même s'ils ne s'en rendent pas encore compte, perdront 4 à 5 % de pouvoir d'achat d'ici à la fin de l'année car il n'y aura pas de rattrapage le 1er novembre. Comment voulez-vous qu'il y ait une reprise en France en 1983 si nos compatriotes perdent 5 % de pouvoir d'achat d'ici à la fin de l'année ?*

Interrogé sur l'éclatement de la coalition gouvernementale en R.F.A. et sur ses conséquences pour l'économie française, l'ancien ministre s'est montré assez pessimiste. « *Une nouvelle coalition C.D.U.-libéraux risque effectivement d'être interprétée par la communauté financière internationale comme un appui supplémentaire à l'économie allemande. Tout le monde sait que le comte Lambsdorff (1) est draconien sur le plan du libéralisme. Lorsque les constructeurs français voulaient que l'on protège le marché français contre les voitures japonaises, il disait, lui : « Je ne protégerai jamais le marché allemand. » Peut-être, d'ailleurs, avait-il raison puisque, depuis, les Allemands ont fait des investissements. Non seulement ils battent les Japonais chez eux, mais ils nous battent chez nous.*

« *Cela veut donc dire que l'alliance libéraux-C.D.U. va renforcer l'économie allemande. Je ne veux pas faire de pronostics, mais il est certain que notre tâche va être encore un peu plus compliquée et que, probablement, des tensions entre le mark et le franc peuvent apparaître. Je ne souhaite pas du tout – car une dévaluation est toujours en échec – qu'on ait demain une nouvelle dévaluation du franc, mais je souhaite qu'on prenne toutes mesures nécessaires pour qu'il n'y en ait pas.* »

(1) Ministre libéral de l'économie dans la coalition sortante.

● *Surveillance des importations.* – Créée au début août pour étudier les cas de concurrence déloyale et d'importations excessives, la commission consultative du commerce international s'est réunie le 16 septembre, pour la première fois, au Conseil économique et social. Composée de cinq « sages », nommés par le gouvernement, elle a entamé l'étude des deux premiers dossiers qui lui ont été soumis, concernant les importations de fil à soudure et de montres. Sans pouvoir d'investigation, la commission est officiellement chargée d'« *évaluer les préjudices subis par l'économie française du fait d'importations excessives, brutalement accrues, ou de pratiques commerciales déloyales* », rappelle le ministère du commerce extérieur. M. Michel Jobert a déclaré à ce sujet que « *la commission ne saurait être l'instrument d'un protectionnisme industriel ni la courroie de transmission de l'administration* ».

ÉTRANGER

En Autriche

LE GOUVERNEMENT ADOPTE UN PROGRAMME DE SOUTIEN DE L'EMPLOI

Vienne *(A.F.P.)*. — Le gouvernement autrichien a adopté, le 16 septembre, un programme de relance conjoncturelle prévoyant une série de mesures contre le chômage, afin de compléter le plan de soutien à l'emploi adopté au printemps. Ces mesures doivent créer trente à trente-cinq mille emplois, en réduisant le chômage de 1 % environ. Les dépenses budgétaires à cet effet seront de l'ordre de 23 milliards de schillings (9 milliards de francs) d'ici à 1985. Le plan prévoit des investissements supplémentaires dans les travaux publics (routes, construction d'un centre de conférence) et l'aménagement du chauffage urbain, ainsi que des mesures de soutien pour les P.M.E. et l'exportation. Aucune augmentation des impôts n'est prévue pour couvrir ces dépenses supplémentaires.

La Chine passe un contrat d'exploration pétrolière avec deux sociétés américaines

De notre correspondant

Pékin. — La Chine a signé, le dimanche 19 septembre, un accord avec deux sociétés américaines, Arco China et Santa Fe Minerals (Asie), pour l'exploration pétrolière en mer de Chine du Sud. Ce contrat est le premier de ce type conclu par Pékin avec des compagnies des Etats-Unis. Jusqu'à présent, la Chine n'avait une coopération dans le domaine pétrolier qu'avec les sociétés françaises Elf-Aquitaine et C.F.P.-Total et la Japan National Oil Corporation.

L'accord donne aux deux firmes américaines la possibilité de développer la production de pétrole et de gaz dans une zone d'une superficie de 9 000 kilomètres carrés, située dans le golfe du Tonkin, au sud-ouest de l'île de Hainan. Les deux compagnies avaient procédé, en 1979 et 1980, dans la même région, mais dans une zone environ trois fois plus étendue, à des études de prospection géophysique, qui semblent s'être révélées prometteuses.

Les frais d'exploration seront entièrement à la charge des deux sociétés américaines, les trois parties contractantes — Arco, Santa Fe et la Corporation nationale chinoise pour le pétrole en mer — se partageront ensuite les investissements nécessaires à l'exploitation commerciale des champs pétrolifères découverts. Il n'est pas précisé dans quelle proportion cette répartition se fera, ni comment s'effectuera la distribution des bénéfices. Selon certaines informations qu'il avait été possible d'obtenir cet été.

Pendant la négociation, il était question que la partie chinoise participe pour environ un cinquième au financement des investissements pour l'exploitation proprement dite. La majeure partie du pétrole pompé (quelque 85 %) devait être commercialisée vers la Chine. Les termes définitifs de l'accord ne devraient pas être éloignés de ces conditions.

Cet accord n'entre pas dans le cadre de l'appel d'offres lancé au début de l'année par la Chine pour l'attribution de zones d'exploration en mer de Chine du Sud et dans la mer Jaune. Une trentaine de sociétés pétrolières étrangères participent à cet appel d'offres, qui a été officiellement clos au mois d'août et au sujet duquel les autorités chinoises ne devraient pas prendre de décisions avant la fin de l'année.

MANUEL LUCBERT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RÉSULTATS ESSO SAF DU PREMIER SEMESTRE 1982

Lors de l'assemblée du 17 juin 1982, le Président d'Esso SAF avait souligné combien l'environnement pétrolier français s'était aggravé au cours de l'année 1981, conduisant l'industrie du raffinage-distribution dans son ensemble à des pertes à un niveau sans précédent. En outre, le premier semestre 1982 s'annonçait comme devant être particulièrement défavorable.

Aujourd'hui les résultats d'Esso SAF pour cette période sont disponibles et confirment la dégradation de la situation. Pour la première fois, le résultat net comptable (incluant l'augmentation de valeur des stocks) est négatif. Il accuse une perte de 158 MF et cela malgré le dividende reçu d'Esso Rep — 378 MF — au titre de l'exercice 1981.

Pour l'activité raffinage-distribution, le résultat économique — c'est-à-dire déduction faite de l'accroissement de la valeur des stocks (580 MF) — représente une perte de 1 116 MF. Pour le seul premier semestre de 1982, la perte est donc aussi importante que celle de l'année 1981 entière (1 142 MF).

Ce mauvais résultat est dû principalement au quasi-blocage des prix des principaux produits pétroliers sur le marché français, qui a été maintenu tout au long du premier semestre malgré le renchérissement du pétrole brut importé dû a l'évolution défavorable du dollar. A la fin d'avril, les Pouvoirs publics se sont engagés à mettre en place un système de révision mensuelle automatique des prix par le jeu d'une formule, connue publiquement, qui aurait dû mettre les sociétés opérant en France dans une situation de prix se rapprochant de celle existant dans d'autres pays européens. Mais, à la suite de la dévaluation du mois de juin, l'application complète de la formule a été reportée de plusieurs mois. Cette décision pèse sur le deuxième semestre 1982 et retardera le nécessaire rétablissement des résultats.

Il est donc vital que l'application intégrale de la formule des prix soit faite sans nouveau retard, conformément à la volonté exprimée par le gouvernement, afin de permettre le redressement de la situation financière et la réalisation des investissements nécessaires, dans les prochaines années, à l'adaptation au nouvel environnement pétrolier. Il faut souligner que la parité franco-dollar a continué à évoluer défavorablement depuis juin, rendant encore plus pénalisante la limitation apportée au jeu de la formule.

Dans ces conditions difficiles, Esso SAF poursuit sans relâche les actions nécessaires pour améliorer sa compétitivité, en restructurant son organisation commerciale et son outil de raffinage pour les adapter à l'évolution de la demande pétrolière, et en gérant ses activités avec la rigueur qu'impose la situation.

cedis

Au 30 juin 1982, le chiffre d'affaires toutes taxes qui s'est élevé à 2 441,4 millions contre 2 164,6 traduit une augmentation de 12,78 %. Toutefois, il faut rappeler que la mise en service de l'entrepôt d'Auxerre, geré par les Economiques Troyens et Docks Réunis, a engendré la suppression, à partir d'octobre 1981, des livraisons de produits frais qui leur étaient faites par CEDIS.

Hors ventes à cette filiale, la progression d'activité ressort donc en réalité à 15,97 %.

Depuis, les recettes de juillet ont légèrement décroché des objectifs malgré une croissance de 16,9 %. Celles du mois d'août, avec 13,8 %, ont accusé un retard sensible, partiellement dû à la fermeture, ce mois-là, d'un plus grand nombre de magasins de petite et moyenne surfaces, par application de la cinquième semaine de congés.

De leur côté, les Economiques Troyens dépassaient leur objectif semestriel. Après avoir enregistré une bonne activité en juillet mais supporté un mauvais mois d'août, ils se trouvent en harmonie avec leurs prévisions.

Sauf amélioration générale de la consommation, le chiffre d'affaires consolidé du groupe, prévu pour 6 600 millions sera d'autant plus difficile à atteindre qu'il l'avait été sur la base d'une hausse des prix de 14 %.

En ce qui concerne les résultats au 30 juin, ils s'établissent ainsi :
CEDIS, 19,4 millions de bénéfice net contre 17,1 ;
E.T.D.R., 3,9 millions de perte contre 2,5.

Ces résultats se situent dans la ligne des prévisions mais le deuxième semestre supportera, en sus du poids des charges sociales et fiscales nouvelles, celui du coût inhérent à l'augmentation de la T.V.A., au blocage des prix et au pincement des marges. Les résultats de l'exercice 1982 en seront vraisemblablement affectés.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

GAZ DE FRANCE — OBLIGATIONS DE 14 % 1980

Les intérêts courus du 23 septembre 1981 au 22 septembre 1982 sur les obligations Gaz de France 14 % 1980 seront payables à partir du 23 septembre 1982, à raison de 630 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 70 F (montant global : 700 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 104,95 F, soit un net de 525,05 F.

Ci-après est rappelée la série de numéros d'obligations sortis au tirage antérieur :

— Amortissement 1981 : 4.779 à 19.063.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des Comptables directs du Trésor (Trésoreries générales, Recettes des finances, Trésoreries principales et perceptions) à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, à la Caisse nationale ainsi qu'aux Caisses régionales de crédit agricole mutuel, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque Nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial et Banques affiliées, Société générale Alsacienne de Banque, Société Marseillaise de Crédit, Banque de l'Union Européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse Centrale des Banques Populaires et toutes les Banques Populaires de France, Société Centrale de Banque.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Chiffres-clés du Bilan

(en millions de Flux)	31/3/1982	31/3/1981	en %
Total du bilan	**149.454**	112.684	+32,6
Crédits	**46.585**	43.789	+ 6,4
Portefeuille-titres	**12.166**	7.663	+58,7
Dépôts-clients	**89.738**	58.878	+52,4
Dépôts-banques	**41.144**	39.898	+ 3,1
Capital, capital emprunté, réserves et provisions*	**7.061**	5.394	+30,9
Bénéfice net	**368**	307	+19,8

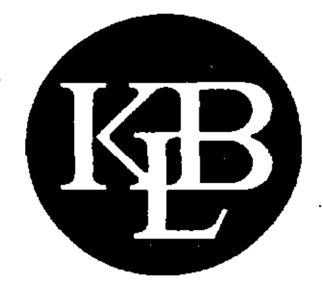
* après répartition du bénéfice

La Kredietbank S.A. Luxembourgeoise est très active sur les marchés internationaux, notamment en euro-crédits, euro-émissions, services financiers, dépôts et opérations de fiducie.

La Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, associée à la Kredietbank N.V., dispose de bureaux de représentation en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, en Espagne, à Hong Kong, au Mexique, au Royaume-Uni et au Venezuela.

Elle a deux filiales : KB Luxembourg (Asia) Ltd. à Hong Kong et Kredietbank (Suisse) S.A. à Genève.

Le Rapport annuel est disponible, sur simple demande, en langues française, anglaise et allemande.



KREDIETBANK
S.A. LUXEMBOURGEOISE

43, Boulevard Royal, Luxembourg
Téléphone 47971 - Télex 3418

R.C. Luxembourg B6395

Le bilan et le compte de profits et pertes détaillés sont publiés dans le Mémorial - Recueil Spécial des Sociétés et Associations du Grand-Duché de Luxembourg

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

A PROPOS DE...

Les déclarations de M. Defferre

L'avenir des communautés urbaines

Invité à conclure le colloque sur la coopération intercommunale dans les agglomérations urbaines des pays de Loire organisé au Mans par la communauté urbaine, M. Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a fait le point sur les projets gouvernementaux pour renforcer la « solidarité locale »

Il s'agit, a notamment déclaré M. Defferre *« de ne jamais rien imposer et d'instituer des règles de fonctionnement aussi souples que possible »*. Cela implique un certain nombre de « conditions législatives », à commencer par l'abrogation du « plan autoritaire » sur les associations de communes de juillet 1971 et par celle de la loi Foyer, qui permet à certaines communes centres de se retirer unilatéralement d'un groupement de communes. En contrepartie, le projet gouvernemental leur donnera l'assurance de ne pas devenir les *« vaches à lait »* de la coopération intercommunale.

L'objectif du gouvernement sera de simplifier et d'alléger les régimes *« pour limiter les contraintes et laisser le plus de place aux libres accords »*. On limitera ainsi à deux les catégories d'établissements publics de coopération : les quatorze mille syndicats intercommunaux, les cent cinquante districts et les neuf communautés urbaines devront choisir entre le statut de « groupement » et celui de « communauté urbaine ».

Leurs règles de fonctionnement et leurs compétences dépendront uniquement de la volonté des communes adhérentes, avec possibilité pour chacune d'une participation différenciée. Le champ de leurs compétences sera forcément enrichi des prochains transferts comme l'urbanisme et les transports scolaires.

Le projet reste néanmoins à affiner. Il semble plus avancé en ce qui concerne les communautés urbaines. Le rapport remis par M. A. Notebart, président de la communauté urbaine de Lille, a permis au gouvernement d'adopter deux points qui pourraient être présentés en même temps que le texte de loi sur Paris, Lyon, Marseille, et être applicables avant les prochaines municipales.

Le premier porte sur la nécessité d'une majorité renforcée pour adopter le budget et le second veut instituer une répartition des sièges à l'amiable entre les communes. Quant aux compétences obligatoires des communautés, elles seront réduites puisque c'est aux communes que le gouvernement veut confier le service du logement, les organismes d'H.L.M., l'entretien des locaux scolaires, etc.

Cela rejoint le souhait émis par les participants au colloque du Mans, qui veulent faire de ces organismes de coopération davantage des structures de réflexion et de concertation que des organismes de décision. Mais cette nouvelle définition du rôle des communautés urbaines risque de soulever bien des difficultés à celles existant déjà et qui sont équipées de services adaptés à leur ancienne mission. Elles auront six mois après l'adoption du projet pour choisir la nouvelle formule ou pour conserver leur statut actuel.

ALAIN MACHEFER.

E.D.F. et ses lignes

Trois cents personnes environ se sont rassemblées le 19 septembre sur un terrain de la commune d'Allex dans la Drôme près de Valence, pour marquer leur opposition à la continuation par E.D.F. de la construction de la ligne à très haute tension reliant Le Chaffard (Isère) à Coulanges (Yonne). Les manifestants, des agriculteurs, rassemblés au sein d'un comité de défense T.H.T., ont découpé au chalumeau les bases d'un pylône en cours d'édification. Ils ont, d'autre part, causé de nombreux dommages au matériel déposé aux alentours. Des heurts légers les ont opposés dans l'après-midi aux forces de l'ordre.

C'est la première opération d'envergure à laquelle se livre le comité, qui s'était jusque-là contenté de reboucher les trous creusés à quelques kilomètres de là par E.D.F., sur la commune d'Upie. Les responsables du mouvement disent rassembler un millier de sympathisants. Ils reprochent à E.D.F. d'avoir commencé les travaux avant que le permis de construire ne lui ait été accordé. L'affaire passera le 12 novembre devant le tribunal administratif de Grenoble.

Dans cette attente, le comité réclame l'arrêt immédiat du chantier et l'organisation d'un débat public sur le sujet. Il souhaite, en outre, que soit décidée une enquête sur le réseau de lignes du même modèle déjà implanté en France. – *(Corresp.)*

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E.-U.	7,0275	7,0325	+ 135	+ 175	+ 275	+ 335	+ 490	+ 515
$ can.	5,6995	5,7050	–	+ 40	+ 60	+ 120	+ 15	+ 135
Yen (100)	2,6700	2,6730	+ 140	+ 165	+ 300	+ 340	+ 875	+ 925
DM	2,8235	2,8270	+ 140	+ 165	+ 295	+ 330	+ 815	+ 890
Florin	2,5770	2,5800	+ 115	+ 155	+ 250	+ 295	+ 710	+ 785
F.B. (100)	14,6740	14,6900	+ 150	+ 310	+ 350	+ 585	+ 460	+ 895
F.S.	3,3140	3,3190	+ 265	+ 300	+ 565	+ 610	+1505	+1605
L. (1 000)	5,0143	5,0193	– 250	– 170	– 510	– 400	–1745	–1580
£	12,0640	12,0770	+ 270	+ 360	+ 650	+ 785	+1855	+2095

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	10 1/2	11	11 3/16	11 9/16	11 7/16	11 13/16	12 5/8	13
DM	7 1/8	7 1/2	7 7/16	7 13/16	7 7/16	7 13/16	8 1/16	8 7/16
Florin	7 1/2	8 1/2	7 1/2	8 1/8	7 11/16	8 1/16	8 1/4	8 7/8
F.B. (100)	12 1/4	13 3/4	11 1/2	13	12 3/4	13 1/4	12 3/4	14 1/4
F.S.	2 3/8	3 1/8	3 1/2	3 7/8	3 5/8	4	4 11/16	5 1/16
L. (1 000)	16 3/4	18 3/4	18	19 3/4	19	20 1/2	21 1/4	22 1/4
£	10 3/4	11 1/4	10 11/16	11 5/16	10 11/16	11 5/16	10 7/8	11 1/2
F. français	14 1/4	15 3/4	16 3/4	18	17 3/4	19	18 3/4	20

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

304 milliards en 1982

L'argent des régions

Au moment où les parlementaires s'apprêtent à débattre de la loi de finances pour 1983 (881 milliards de francs), il n'est pas inutile de savoir que, à côté de celui de l'Etat, les budgets des collectivités locales (régions, départements, communes) représentent eux aussi des sommes considérables qui atteignent le tiers des dépenses de l'Etat : 304 milliards de francs en 1982, selon les dernières estimations établies par la direction générale des collectivités locales.

Les dépenses auront progressé cette année de *16 %* en moyenne et les recettes de 17,2 %, ce qui aura permis une reconstitution de l'épargne de ces collectivités. On constate aussi une forte hausse des dépenses d'équipement et d'investissements : + 17, %. Sans doute, les budgets des communes et des départements constituent-ils la part la plus importante des dépenses des collectivités locales (88 milliards pour les départements par exemple), mais il restera dans l'histoire des institutions que 1982, avec le vote de la loi « Droits et Libertés » aura été la grande année des régions, érigées en collectivités locales à part entière.

Du coup, l'expression financière de leur identité enfin reconnue – c'est-à-dire leurs budgets – a connu, cette année, une progression spectaculaire : + 31 % (non compris l'Ile-de-France). En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le « bond » est de 52,7 %, en Midi-Pyrénées de 53,9 %, en Franche-Comté de 54,2 %, dans le Pas-de-Calais de 51,8 %.

Le plus remarquable, toutefois, est la hausse des budgets de fonctionnement, les régions ayant retrouvé une liberté quasi totale pour embaucher du personnel par exemple. En Languedoc-Roussillon, les dépenses de fonctionnement ont augmenté de 325 %, en Auvergne de 126 %, en Midi-Pyrénées de 186 %, en Poitou-Charentes de 110 % : toutes ces régions sont présidées par des personnalités socialistes. On constatera, en revanche, que dans les régions d'opposition les dépenses de fonctionnement ont, en général, connu une progression plus modérée (sauf en Basse-Normandie : + 62 %).

Il reste que, globalement, les Français consacrent une faible part de leurs ressources à leurs régions : *131 F* dont *74,9 F* d'impôts.

F. GR.

LA POLÉMIQUE SUR LE STATUT DE LA CAPITALE

Réunion extraordinaire au conseil de Paris

Le Conseil de Paris se réunira en séance extraordinaire – vraisemblablement lundi 27 septembre – pour examiner le texte du projet de loi élaboré par le ministère de l'intérieur à propos de la réforme du statut de la capitale.

M. Jacques Chirac a reçu le feu vert de ses adjoints, des présidents des groupes R.P.R. et U.D.F. de la mairie et des parlementaires parisiens appartenant à ces formations, réunis le dimanche 19 septembre en fin d'après-midi à l'Hôtel de Ville pour étudier les nouvelles propositions de M. Gaston Defferre (*le Monde* du 19 et 20 septembre) et qui prévoit notamment l'élection de conseils d'arrondissement au suffrage universel.

Bien que seules les grandes orientations de la loi soient connues, les participants à cette réunion ont été unanimes pour critiquer *« la lourdeur administrative »* d'un tel projet.

Enfin, au cours de cette réunion, certains parlementaires ont fait remarquer que le Conseil constitutionnel pourrait être saisi un fois le texte de loi voté. Ils se sont, en effet, étonnés qu'un conseil d'arrondissement, ou son représentant, ne disposant *« ni de la personnalité morale » « ni du pouvoir de lever l'impôt »*, puisse décider de dépenses.

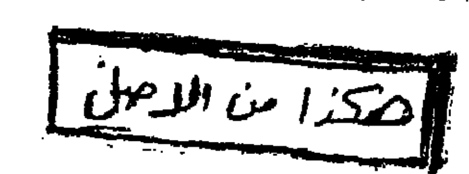
LE MAIRE DE LYON N'IRA PAS AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

M. Francisque Collomb, sénateur non inscrit et maire de Lyon, refuse de participer à la réunion de concertation prévue pour le 21 septembre à Paris, au ministère de l'intérieur, pour discuter du nouveau statut municipal de la ville de Lyon.

M. Collomb, qui se plaint d'avoir été informé de cette réunion par voie de presse, a indiqué qu'il se ferait représenter par une délégation conduite par son premier adjoint, M. Charles Béraudier et par M. André Soulier, vice-président de la Communauté urbaine.

Selon le maire de Lyon, il sera impossible de gérer la ville avec les conseils d'arrondissement prévus par le projet de statut : ces conseils s'ajouteront non seulement au conseil municipal de la ville, mais aussi à celui de la communauté urbaine, au conseil général et au conseil régional.

M. Michel Noir, député (R.P.R.) du Rhône, souhaite qu'une concertation soit engagée avec les élus à l'occasion de la visite que doit faire M. Gaston Defferre à Lyon le 23 septembre pour assister au congrès des présidents de conseils généraux.



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 9-9-1982
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	264 076
dont :	
Or	170 554
Disponibilités à vue à l'étranger	23 356
ECU	56 906
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 258
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 359
dont :	
Concours au Trésor public	»
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	180 349
dont :	
Effets escomptés	80 082
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	49 277
5) DIVERS	6 321
Total	505 384

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	173 206
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 146
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	10 310
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	58 735
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	37 211
5) ECU A LIVRER AU FECOM	50 049
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	193 334
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 286
8) DIVERS	8 336
Total	505 384

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
4 1/2 % 1973	28 900	51 416 900
Matra	11 175	18 352 200
Harmony (1)	158 400	17 831 820
Moët-Hennessy (1)	20 000	15 455 625
Schlumberger (1)	38 500	11 895 337
East Rand (1)	103 500	11 226 060
Club Méditerranée (1)	18 025	9 354 975

(1) Quatre séances seulement.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	16 sept.	17 sept.
Valeurs françaises	103,9	
Valeurs étrangères	113,4	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	16 sept.	17 sept.
Indice général	100,2	100 1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 17 septembre .... 14 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	17 sept.	20 sept.
1 dollar (en yens)	262,70	263,80

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949

	10 sept.	17 sept.
Valeurs franç. à revenu variable	774,1	787,9
Valeurs étrangères	1988,2	1997,8
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	111,7	113,7
Valeurs étrangères	268,3	270,3
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	100,1	101,9
Pétroles-Énergie	77,1	77
Métallurgie	96,8	97,4
Chimie	97,8	98,5
Bâtim., mat. constr., trav. publics	96,4	99,1
Constructions mécaniques	97,3	98,8
Matériel électrique	100,4	103,5
Automobile et accessoires	87,5	89,3
Industr. de consom. non alim.	117,1	120,4
Agro-alimentaire	113,7	117,1
Distribution	101,2	103,4
Transports	108	110
Services	103,2	105,3
Assurances	104,9	105,5
Banques	113	114,3
Immobilier et foncier	102,6	102,9
Investissement et portefeuille	104,7	105,2
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	96,1	96
Emprunts d'État	96,6	96,2
Emprunts garantis et assimilés	96,1	96
Sociétés	95,7	96
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	85,6	86,5
Sociétés	92,3	92,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	98,6	100,1
Produits de base	81,2	81,7
Construction	94,1	96,5
Biens d'équipement	98,7	101,6
Biens de consom. durables	94,4	97,3
Biens de consom. non durables	108,7	110
Biens de consom. alimentaires	112	115
Services	99,6	100,6
Sociétés financières	108,6	110,8
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	97,6	99,9
Valeurs industrielles	95,6	97,4
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 29 décembre 1981		
Indice général	97,4	97,3

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 10 sept.	Cours 17 sept.
Or fin (kilo en barre)	97 000	99 000
— (kilo en lingot)	94 800	98 850
Pièce française (20 fr.)	664	658
Pièce française (10 fr.)	450	429
Pièce suisse (20 fr.)	591	586
Pièce latine (20 fr.)	565	574
● Pièce tunisienne (20 fr.)	568	580
Souverain	676	702
Souverain Elizabeth II	681	700
● Demi-souverain	340	380
Pièce de 20 dollars	3 005	3 140
— 10 dollars	1 550	1 650
● — 5 dollars	750	750
— 50 pesos	3 700	3 705
● — 20 marks	651	655
— 10 florins	566	603
● — 5 roubles	395	370

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

COIGNET-ENTREPRISE. — Coignet S.A., principal actionnaire de la société de travaux publics Coignet-Entreprise, s'est rapprochée de S.P.I.E.-Batignolles-Bâtiment Travaux publics, qui détenait déjà 18 % de la filiale, et va porter sa participation à 33,34 %. De son côté, les Charbonnages de France ont pris 32,50 % du capital de Coignet-Entreprise.

OROSDI-BACK. — Le dividende est maintenu à 7,50 F global.

BOURSE DE PARIS — Comptant — 17 SEPTEMBRE

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]														

Étrangères — **HORS-COTE** — Compartiment spécial — Autres valeurs hors cote — **SICAV** (17/9 : Émission Frais inclus / Rachat net)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		
Union Habit.	185	180
Un. Imm. France	162 50	162 10
Un. Ind. Crédit	222	220
Union Ind. Ouest	327	327
Unipol	99	....
Vincey Bourget (Ny)	10 65	....
Virax	40 10	40 30
Waterman S.A.	172 70	170
Bras. du Maroc	142	....
Bras. Ouest-Afr.	22 80	22

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		
Cellulose du Pin	18 70	....
Coparex	332	359 50
F.B.M. (LI)	70	3 70 o
Jena Industries	13	....
La Mure	70 10	....
M.M.B.	158	158
Océanic	45	41 o
Petrofigaz	335	....
Pronuptia	130	125
Ratier Fox. G.S.P.	7 50	....
Rorento N.V.	502	513
Sabl. Morillon Corv.	120	....

SICAV	Émission Frais inclus	Rachat net
[illegible]		
Sogintar	727 84	694 84
Soleil Investis.	340 24	324 81
U.A.P. Investiss.	238 68	227 86
Unifrance	189 11	180 53
Unifoncier	484 50	462 53
Unigestion	420 67	401 59
Uni-Japon	595 12	568 13
Unirenta	1439 53	1392 20
Univer	11422 32	11422 32
Valorem	265 83	253 78
Valeal	110818 46	110707 75
Worms Investiss.	491 81	469 51

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1778	4,5 % 1973	1920	1900	1892	1898
3220	C.N.E. 3 %	3119	3110	3105	3105
300	Agence Havas	313	313	313	309
[illegible]					
580	Facom	590	591	590	580
765	Fichet-Bauche	847	847	847	847
164	Finextel	166 60	168 10	168 10	168 10
[illegible]					
	Vallourec	117	115 10	115 60	114 20
	V. Clicquot-P.	1260	1258	1258	1233
	Viniprix	852	853	853	864
	Amax Inc.	188 50	196	185 90	186
	Amer. Express	398	404	402	400
	Amer. Teleph.	468	475	474	476
	Anglo Amer. C.	99 60	98 90	98	98 50
	Amgold	610	629	625	620
[illegible]					
44	Imp. Chemical	43 90	43	43	42 40
77	Inco. Limited	82 10	81 90	81	80 40
580	IBM	599	608	608	605
29	Ito-Yokado	29 50	29 10	29 10	29 10
225	ITT	225	222 50	223 20	220
34	Matsushita	34 70	35 50	35	35 45
610	Merck	654	662	662	660
[illegible]					

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES — COURS DES BILLETS AUX GUICHETS

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 17/9	Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	7 095	7 070	6 880	7 210
Allemagne (100 DM)	282 120	282 490	275	289
Belgique (100 F)	14 894	14 895	13 700	14 800
Pays-Bas (100 fl.)	258 070	258 600	251	283
Danemark (100 krd)	79 810	80 300	76	82
Norvège (100 k)	101 880	101 920	98	104
Grande-Bretagne (£ 1)	12 107	12 097	11 700	12 400
Grèce (100 drachmes)	9 980	9 990	9	11
Italie (1 000 lires)	5 014	5 021	4 760	5 250
Suisse (100 fr.)	330 800	331 800	320	338
Suède (100 krs)	113 430	113 480	109	116
Autriche (100 sch)	40 170	40 300	38 900	40 600
Espagne (100 pes.)	6 249	6 270	5 950	6 400
Portugal (100 esc.)	8 120	8 110	6 800	7
Canada ($ can 1)	5 741	5 734	5 560	5 820
Japon (100 yens)	2 692	2 688	2 560	2 700

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/9
Or fin (kilo en barre)	100000	99000
Or fin (en lingot)	98700	98850
Pièce française (20 fr)	660	658
Pièce française (10 fr)	429	.....
Pièce suisse (20 fr)	600	586
Pièce latine (20 fr)	565	574
Souverain	700	702
Pièce de 20 dollars	3105	3140
Pièce de 10 dollars	1697 50	1650
Pièce de 5 dollars	750	.....
Pièce de 50 pesos	3700	3705
Pièce de 10 florins	605	603

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE



A B C D E F G

DEVANT LES AUDITEURS DE L'I.H.E.D.N.

M. Mauroy plaide pour un service militaire à durée variable (de six à dix-huit mois)

Devant les auditeurs civils et militaires de l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), le premier ministre, M. Pierre Mauroy, s'est prononcé, ce lundi matin 20 septembre, en faveur d'une réforme du service militaire dont la durée varierait de six à dix-huit mois selon l'emploi occupé par le jeune appelé. D'autre part, il a estimé que l'arme neutronique avait sa place dans la panoplie française de la dissuasion nucléaire.

« La définition d'un nouveau modèle d'armée fait l'objet actuellement des travaux préparatoires à la planification militaire 1984-1988, a précisé M. Mauroy. Lorsque les décisions auront été prises, il sera possible de préciser le volume des effectifs, la répartition entre les différentes catégories du personnel et, donc, les incidences sur le service national. C'est dire que les propositions avancées lors de l'élection présidentielle ne sont pas abandonnées.

» Certes, il y a des contraintes conjoncturelles qui nous interdisent d'envisager la diminution brutale des effectifs qu'entraînerait un passage au service de six mois sans mesure de compensation. La réduction de la durée du service national pourra donc être étudiée après la discussion de la loi de planification.

» Du strict point de vue militaire, la durée actuelle ne peut être en effet considérée comme un optimum technique. Douze mois ne sont pas assez longs pour former des cadres et des spécialistes. Ils sont à peine suffisants pour constituer des unités de combat cohérentes, aptes à manœuvrer collectivement. En revanche, il serait excessif de prétendre que, dans les emplois simples, proches d'activités civiles et exercés hors des unités de combat, douze mois sont nécessaires.

» Nous voyons bien quel pourrait être le danger d'une réduction pure et simple du service à six mois. Il convient d'éviter la création progressive de deux armées : l'une, d'active, servant des matériels complexes et formant des unités opérationnelles ; l'autre, de conscription, fournissant des valets d'armes ou des gardes territoriaux.

» Notre recherche, a ajouté le premier ministre, consiste donc à envisager un service à six mois sous deux conditions. La première est que la durée de six mois soit considérée comme la période centrale d'un effort au service de la défense du pays, préparée par une formation en amont et complétée par une organisation des réserves profondément réformée. La seconde est qu'il faut que les armées puissent disposer, dans le cadre du service militaire, d'un volume important de volontaires pour un service un peu plus long (autour de dix-huit mois), qui puissent founir les cadres et les spécialistes indispensables. »

La bombe à neutrons : concevable

A propos de l'arme neutronique (ou bombe à neutrons), M. Mauroy a indiqué : « Les réflexions concernant l'arme à rayonnement renforcé sont poursuivies. Cette arme nucléaire par excellence, permettrait de réduire les destructions des infrastructures nécessaires à la manœuvre des forces. Il est donc concevable qu'elle prenne place dans notre potentiel dissuasif. Mais aucune décision n'est encore arrêtée. Nous n'en sommes qu'à la période de mise au point de cette arme. Cette modernisation et ce renforcement de notre potentiel n'impliquent en rien une transformation de la stratégie anti-cités. Elle demeure le fondement implacable mais inéluctable de la dissuasion du faible au fort. »

Une telle évolution aboutirait à terme à la disparition de la conscription et du principe républicain de l'égalité des citoyens.

» Il faut donc réfléchir aux adaptations à apporter au service en se rappelant que la justification essentielle, unique même, de ce service est la défense du pays. L'abaissement de sa durée est donc envisageable dès lors qu'il permet de conserver aux unités d'appelés leur efficacité militaire.

● *M. Jacques Chirac*, qui avait demandé audience au président de la République après l'attentat de la rue Cardinet, sera reçu par M. François Mitterrand mardi 21 septembre, à 12 heures, indiquait-on lundi matin à l'Elysée.

Le numéro du « Monde » daté 19-20 septembre 1982 a été tiré à 489 594 exemplaires.

Nouveaux remous à l'usine Citroën d'Aulnay

La reprise du travail lundi matin 20 septembre à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) a été marquée par de nouveau remous.

M. Boubaker Idoumskine, l'ouvrier marocain accusé d'avoir agressé un contremaître, qui, cette semaine, fait partie de l'équipe du matin, s'est présenté en début de matinée après l'entrée des autres ouvriers aux grilles de l'usine, mais les huissiers lui ont signifié qu'il était licencié. Il est alors reparti.

Vers onze heures cependant, l'atelier de montage où devait travailler l'ouvrier licencié s'est mis en grève après quelques minutes de flottement. Des travailleurs ont alors ramené M. Idoumskine à son poste. La maîtrise n'a pas réagi et le travail a repris.

La direction a alors décidé de saisir en référé le tribunal de Bobigny pour demander une ordonnance d'expulsion de l'usine de l'ouvrier licencié.

Voie express bloquée entre Quimper et Brest

La voie express Brest-Quimper a été interdite à la circulation lundi matin près de Plougastel (Finistère) par des ouvriers de deux entreprises menacées de fermeture. Les manifestants, à l'appel de la C.G.T., ont bloqué, à l'aide de cinq poids-lourds, les accès au pont de Plougastel. La gendarmerie a mis en place des déviations. Les barrages devaient être maintenus jusqu'à 18 heures.

Les ouvriers, par cette action, veulent attirer l'attention des pouvoirs publics sur l'avenir de la Société commerciale d'affrètement et combustibles (S.C.A.C.) et de sa filiale Iroise Transports. D'après la C.G.T., la S.C.A.C., qui emploie cinquante-neuf salariés, cesserait ses activités à la fin de l'année, ce qui entraînerait le dépôt de bilan d'Iroise-Transports (douze employés). La quasi-totalité du personnel de ces sociétés seraient licenciée et seuls une douzaine de salariés pourraient espérer leur reclassement dans le cadre d'un projet de reprise de la S.C.A.C. par une entreprise de Saint-Thonon (Finistère).

Au Honduras

LE COMMANDO DE SAN PEDRO SULA MENACE DE TUER SES OTAGES

Tegucigalpa (*A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.*). — Le commando d'hommes armés appartenant à l'organisation des Cinchoneros (1), qui occupe depuis vendredi les locaux de la chambre de commerce de la ville de San Pedro Sula et retient près ded deux cents personnes dont deux ministres, a libéré quinze de ses otages à la suite de négociations engagées avec les autorités. Mais les rebelles menacent de tuer les otages qu'ils retiennent encore si leurs exigences ne sont pas satisfaites, en particulier la libération de soixante-dix prisonniers politiques et l'expulsion des conseillers militaires étrangers.

Le gouvernement hondurien a confirmé que deux ministres, ceux de l'économie et des finances, figurent parmi le groupe des otages du commando. Les négociations sont menées par l'évêque de San Pedro Sula, Mgr Jaime Brufau et par un diplomate vénézuélien. Parmi les prisonniers dont le commando réclame la libération, se trouve un membre de l'état-major du Front Farabundo Marti de libération nationale du Salvador, le « commandant » Montenegro, M. Antonio Canada, capturé le 23 août à Tegucigalpa par les forces armées honduriennes.

(1) L'organisation des Cinchoneros tire son nom d'un rebelle hondurien du siècle dernier et s'est déjà signalée en 1981 en détournant un appareil de la compagnie hondurienne Sahsa. Treize prisonniers politiques avaient été libérés à la suite de cette opération.

● *Réintégration d'un inspecteur d'académie.* — Un décret paru au *Journal officiel* du 19 septembre réintègre M. Alain Plenel dans le grade d'inspecteur d'académie. En 1963, M. Plenel avait été rétrogradé et muté d'office au lycée de Clermont-Ferrand sous l'accusation de manquement à l'obligation de réserve et d'absence de trois jours sans autorisation. Il lui était reproché d'avoir témoigné au cours d'un procès de membres de la jeunesse anticolonialiste martiniquaise. Cette sanction n'était pas la première. En 1960, alors qu'il était vice-recteur de la Martinique, M. Plenel avait été muté d'office à l'Institut pédagogique national à Paris, à la suite de prises de position après les émeutes de Fort-de-France en décembre 1959, qui firent trois morts, dont un jeune élève. En 1961, il lui avait été interdit de quitter le territoire métropolitain. M. Plenel exerce actuellement les fonctions de directeur du Centre régional de documentation pédagogique à Rennes.



M. HENRI BARRE VA QUITTER LA PRÉSIDENCE DES BANQUES POPULAIRES

M. Henri Barre, élu président du groupe des Banques populaires le 15 juin 1979 par le conseil syndical de ce groupe et agréé par le ministre de l'économie et des finances pour prendre ses fonctions le 1er novembre 1979, ne sollicitera pas le renouvellement de son agrément à dater du 1er novembre 1982. Il avait été réélu président à l'unanimité par le conseil syndical, à l'issue du congrès du groupe les 10 et 11 juin 1982 à Strasbourg, et a pris la décision de se retirer pour des raisons médicales. Agé de soixante et un ans, il « *conduira le processus devant permettre le choix de son successeur* ».

[M. Henri Barre, né à Paris le 11 mars 1921, docteur en droit, a été administrateur civil au ministère des finances de 1941 à 1956 et chargé de mission au cabinet du ministre des travaux publics, du transport et du tourisme de 1945 à 1947. Il entre au Crédit hôtelier en 1956 comme secrétaire général et devient directeur général en 1959. Pendant vingt ans, il assurera, avec dynamisme et compétence, le développement de cet organisme de crédit, jusqu'à ce qu'il soit fusionné avec la Caisse nationale des marchés de l'Etat pour former le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises. Lors du départ à la retraite du M. Yves Malecot, président des Banques populaires pendant dix-sept ans, M. Barre avait été « plébiscité » par les représentants des trente-neuf Banques populaires, marquant leur volonté d'exclure tout « parachutage » d'une personnalité extérieure ayant la faveur du gouvernement.]

REPLI DU DOLLAR BONNE TENUE DU MARK

Sur des marchés des changes très calmes, le dollar a fléchi, revenant à Francfort, de 2,4970 DM à 2,49 DM et, à Paris, de 7,07 F à 7,04 F. Le mark s'est montré ferme au lendemain de l'éclatement de la coalition gouvernementale : son cours, en francs français, est passé de 2,8249 F à 2,8260 F « demandé ».

Le procès contre M. Robert Hersant

M. ANDRÉ AUDINOT P.-D.G. DU « FIGARO » EST INCULPÉ A SON TOUR

Le juge Claude Grellier, chargé de l'instruction du dossier Hersant — inculpé pour infractions à l'ordonnance du 26 août 1944 relative à l'organisation de la presse française, — a inculpé à son tour, ce lundi matin 20 septembre, M. André Audinot, P.-D.G. du *Figaro*, député (non inscrit) de la Somme. Celui-ci est inculpé « *d'infraction aux articles 4 et 7* » de l'ordonnance, pour la période de juillet 1975 à décembre 1979, lorsqu'il était directeur de la publication de *Nord-Eclair*, société dont la Socpresse de M. Hersant est actionnaire majoritaire.

Rappelons que ce procès, engagé en mars 1977 par quatre syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) a entraîné successivement — outre les inculpations de M. Robert Hersant le 29 novembre 1978 et aujourd'hui de M. Audinot — celles de MM. Michel et Jacques Hersant, Raoul Leprêtre et Maurice Chevallier, autres dirigeants du groupe.

M. André Audinot, déjà convoqué le 26 août, n'avait pu se rendre à l'invitation du juge, étant en voyage à l'étranger. M. André Audinot s'est présenté chez le juge d'instruction en compagnie de Me François Sarda. Suite à son inculpation, le député de la Somme a décidé de tenir, ce lundi après-midi 20 septembre, une conférence de presse dans les locaux de l'Assemblée nationale.

[Né le 23 septembre 1933 à Monchy-Lagache (Somme), M. André Audinot est diplômé d'études supérieures de sciences économiques. Il a fait l'essentiel de sa carrière professionnelle — depuis 1959 — dans le groupe de presse dirigé par M. Robert Hersant où il a été nommé successivement à la direction de plusieurs journaux du groupe. Depuis décembre 1975, il est P.-D.G. de la société anonyme Le Figaro et directeur de la publication de ce quotidien. Il est d'autre part, membre du directoire et directeur général du groupe de presse Hersant.

[M. Audinot a été membre du Conseil supérieur de l'Agence France-presse (1960-mai 1981). Il est, depuis 1980, président du Syndicat de la presse parisienne et président de la Société coopérative papetière des quotidiens de Paris.

Elu député U.R.P. (Union des républicains de progrès) de la cinquième circonscription de la Somme (Péronne) en 1973, M. Audinot a été réélu en 1978 et en 1981 à l'assemblée nationale, où il siège comme non-inscrit. Il est membre du Conseil régional de Picardie. Il est aussi membre du Comité directeur du Nouveau Contrat social qu'anime M. Edgar Faure.]

Après sa rupture avec Albin-Michel

M. JEAN-EDERN HALLIER DÉPOSE UNE PLAINTE POUR VOL

A la suite de sa rupture avec les éditions Albin Michel (*le Monde* du 18 septembre), M. Jean-Edern Hallier a déposé une plainte pour vol. L'écrivain assure, en effet, que les archives des éditions Hallier, qui étaient liées jusqu'alors aux éditions Albin Michel, et qui étaient hébergées par celles-ci, ont été détruites dans la matinée du 17 septembre. Il s'agirait des revues de presse de divers auteurs. « *Je déplore aussi*, déclare M. Jean-Edern Hallier, *la destruction de mon argus de presse personnel... Ajoutons-y l'intégralité de mes archives photographiques. Plus les brouillons uniques de deux manuscrits largement avancés, et mon journal intime. Soit au moins trois ans de travail perdu.* »

Les locaux des éditions Hallier sont occupés, depuis juin, par *l'Echo des savanes*, journal de bandes dessinées créé en 1972, et qui a été racheté, cette année, par Albin Michel.

